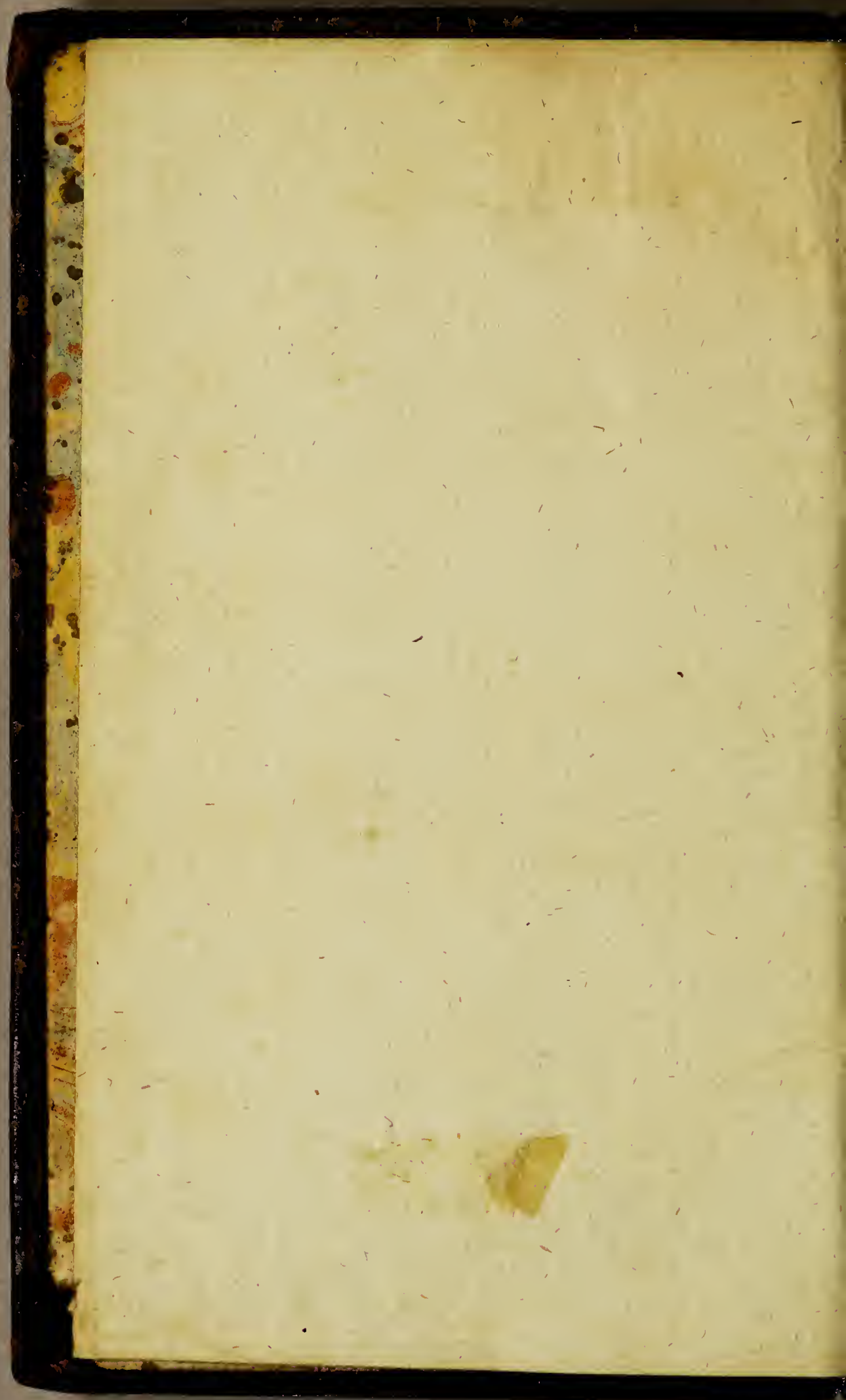
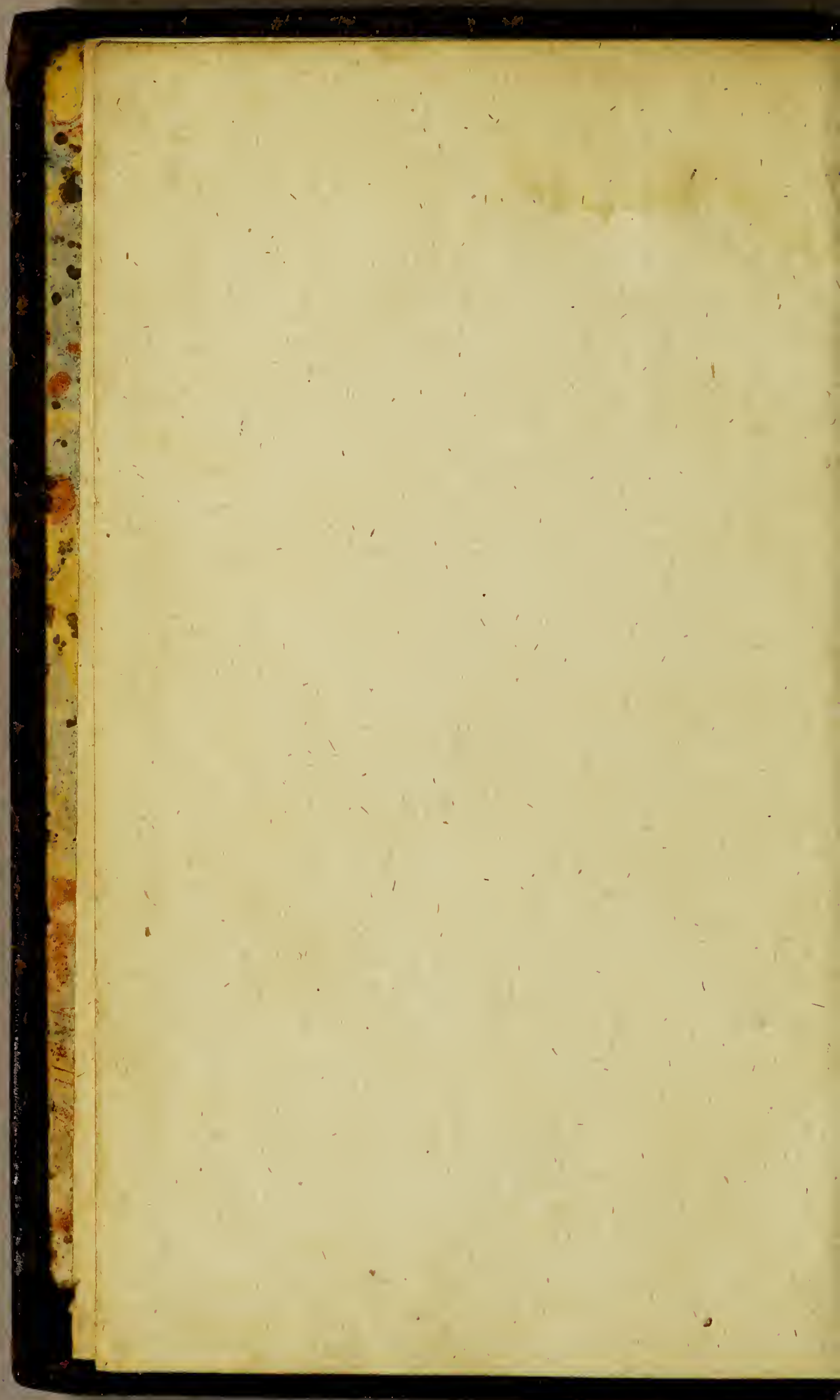




John Carter Brown
Library
Brown University







JOURNAL HISTORIQUE

DE LA RÉVOLUTION OPÉRÉE DANS LA
CONSTITUTION DE LA MONARCHIE
FRANÇOISE, PAR M. DE MAUPEOU,
CHANCELIER DE FRANCE.

*Quis talia fando
Temperet a lacrymis?*

TOME CINQUIÈME.



A L O N D R E S,
M D C C L X V.

100

1960



Jacques Mairan
bourgeois de Vieux 1744

JOURNAL

HISTORIQUE

DE LA RÉVOLUTION OPÉRÉE DANS LA
CONSTITUTION DE LA MONARCHIE
FRANÇOISE, PAR M. DE MAUPEOU,
CHANCELIER DE FRANCE.

I Octobre 1773.

C'EST le 8 Août 1772. que la Faculté de Médecine a ordonné que Me. Gilbert de Preval, Docteur Regent de ladite Faculté, seroit rayé du Tableau, & le 12. dudit, arrêté que le Decret précédent seroit confirmé & motivé. Il s'est pourvu au nouveau Tribunal contre ces deux décrets, & a empêché qu'ils ne fussent confirmés par un troisième, nécessaire en pareil cas, sans quoi les autres ne sont, suivant que s'en explique la Faculté, qu'un jugement commencé. De-là, un procès en regle entre lui & la Faculté; il doit attirer beaucoup de curieux au Palais. Ce Sr. de Preval fait déjà paroître un Mémoire, dans lequel il établit, 1. qu'il n'y a aucune cause qui ait pu déterminer la radiation du Tableau des Docteurs Régens de la Faculté de Médecine, sauf une basse jalousie de quelques-uns de ses confreres, qui, pour avoir formé le plus grand nombre des Docteurs qui se sont trou-

vés aux assemblées où sa perte a été arrêtée, ne font pas la seizième des Docteurs Régens de la Faculté: 2. que les Docteurs Régens de la Faculté ne peuvent s'ériger en juges & rendre des jugemens contre leurs confrères, & que leurs decrets ne sont jamais que de simples délibérations: 3. il établit la nullité des decrets rendus contre lui, soit qu'on les considère comme de simples arrêts, soit qu'on les regarde comme des jugemens.

C'est ce M. de Preval qui prétend avoir trouvé un préservatif contre la V....., une eau dont on se baigne, & qui rend invulnérable. C'est lui qui en a fait l'expérience sur sa personne, en présence de plusieurs Princes du sang, &c. On voit que toutes les causes singulières semblent se réunir pour exercer la sagacité des nouveaux Magistrats & rendre leur tribunal fameux.

2 Octobre 1773.

M. le Duc d'Aiguillon, vraisemblablement pour justifier sa conduite vis-à-vis du Comte de Broglie, laisse percer des Copies de la Lettre de ce dernier, fort mal écrite, où l'on trouve plus d'impertinence que de noblesse, plus de fanfaronade que de fierté véritable. C'est une Épître vraiment folle, qui ne peut faire honneur à son auteur. Comme on ne juge jamais mieux un procès que sur les pièces, on s'en procure avec empressement des copies, quelque peu curieuse que cette Lettre soit en elle-même.

*Copie de la Lettre de M. le Comte de Broglie à
M. le Duc d'Aiguillon.*

à Paris ce 22 Septembre 1773,

„ Comme j'imagine, Monsieur le Duc, que ce
 „ sera demain au Conseil que vous traiterez l'affaire
 „ de mon Voyage à Turin, qui en vérité n'étoit
 „ pas digne d'y être portée, je me presse de vous
 „ représenter de nouveau qu'il seroit bien étonnant
 „ qu'après vous avoir annoncé, il y a près de deux
 „ mois, à Compiègne le projet & le motif de ce
 „ voyage que vous avez approuvé, après que con-
 „ séquemment à cette permission j'en ai fait part à
 „ MM. les Ambassadeurs de Sardaigne pour les
 „ prier de témoigner à leur Maître l'empressement
 „ que j'avois de lui porter l'hommage de toute ma
 „ famille, après avoir reçu par M. de Viry la ré-
 „ ponse de ce Prince, avec une espece d'invita-
 „ tion de venir le voir, & les assurances du plai-
 „ sir qu'il auroit (ce sont ses propres termes) de me
 „ recevoir, combien, dis-je, il seroit étonnant qu'au
 „ moment de mon départ S. M. me le défendît; je
 „ fais, Monsieur le Duc, & je vous l'ai déjà dit,
 „ que vous êtes le maître d'obtenir de S. M. cette
 „ décision, & que le Conseil ignorant toutes ces
 „ circonstances adhérera à votre avis. Mais de
 „ quelque façon que cette défense me parvienne,
 „ vous ne devez pas douter que ce ne soit à vous
 „ que je doive l'attribuer, & je ne puis vous diffi-
 „ muler que je vous en saurai le plus mauvais gré.
 „ Je vous prie même d'observer que le desagrément

„ que j'éprouverai, sera partagé par toute ma fa-
 „ mille. L'Evêque de Noyon ayant trouvé à Lau-
 „ zanne & à Chambery M. le Prince de Carignan
 „ & plusieurs autres personnes considérables de la
 „ Cour de Turin, avoit reçu les complimens les
 „ plus flatteurs sur le plaisir qu'ils se faisoient de
 „ m'y recevoir. Le Maréchal a conservé pour cet-
 „ te circonstance l'arrangement de plusieurs affaires
 „ qui le regardent, sur la décision desquelles ma
 „ présence & l'occasion peuvent beaucoup influer.
 „ Il m'a donné des lettres pour le Roi de Sardai-
 „ gne, dans lesquelles il remercie ce Prince de
 „ l'honneur qu'il lui fait d'être parrain d'un de ses
 „ enfans. Ils ne vous ont écrit ni l'un ni l'autre à
 „ cette occasion, parce que ni eux, ni moi, n'avions
 „ pas imaginé que sous aucun prétexte la possibilité
 „ de faire ce voyage dût faire une question. J'es-
 „ pere qu'avec un peu de réflexion vous sentirez,
 „ M. le Duc, que non-seulement nous aurions bien
 „ lieu de nous plaindre de vous, si vous en étiez
 „ la cause, mais que nous devons attendre que si
 „ par impossible il y avoit des obstacles qui ne
 „ vinssent pas de vous, vous sauriez prendre les
 „ moyens de les lever, & que vous ne voudriez
 „ certainement pas que les personnes qui ont été
 „ les plus citées pour s'être occupées de vos in-
 „ térêts dans des circonstances un peu plus impor-
 „ tantes qu'une simple permission de voyager, puis-
 „ sent l'être aujourd'hui pour recevoir des marques
 „ non équivoques de votre mauvaise volonté. Mais
 „ j'espère que cela n'arrivera pas, & que je serai
 „ toujours dans le cas de pouvoir vous assurer

„ avec la même sincérité , de l'inviolable & re-
 „ spectueux attachement avec lequel j'ai l'honneur
 „ d'être, &c.”

Précis de la Lettre du Roi, à M. le Comte de Broglie.

„ M. le Comte de Broglie, vous devez bien pen-
 „ ser que d'après la lecture qui m'a été faite de vo-
 „ tre Lettre, non-seulement vous n'irez pas à Tu-
 „ rin, ni au Pont de Beauvoisin, mais vous vous
 „ rendrez à Ruffec, où vous resterez jusqu'à ce que
 „ vous receviez de nouveaux ordres de ma part ou
 „ de mes Ministres, très-autorisés à cet égard.
 „ Ne répondez pas à ma Lettre, & partez pour
 „ Ruffec le plutôt possible.”

3 Octobre 1773.

Le Bail des Fermes Générales, après avoir essuyé beaucoup de difficultés & de contradictions, a enfin été arrêté décidemment à 135 millions par an. Il reste dans l'état où il est, sans aucune réunion. Quant aux nouveaux sols pour livre, les Fermiers généraux en feront la Régie gratis : c'est un objet de dix-huit millions environ. Dans le cas où il conviendra au Roi d'ajouter au dit Bail quelques nouvelles parties, S. M. l'augmentera; de même que s'il lui plaît d'en retirer, ce sera en déduction au *pro rata*. Il étoit ci-devant à 132 millions. On estime les augmentations qui pourront le grossir, compris les nouveaux sols pour livre désignés ci-dessus, de 25 à 30 millions.

3 dudit.

La procédure contre M. de Beaumarchais, qu'on croyoit suspenduë pendant les Vacances, se poursuit avec activité par la Chambre des Vacances, qui se trouve chargée de continuer l'instruction. On a fait des recollemens, des confrontations; mais le jugement ne pourra être prononcé que les Chambres du nouveau Tribunal assemblées, parce que l'affaire intéresse un de ses membres.

Le Sr. Marin & le Sr. d'Arnaud se disposent à répandre des Mémoires respectifs, auxquels l'accusé annonce d'avance qu'il repliquera.

3 dudit.

Le Sr. Liegeard de Ligny est un Avocat intrigant, qui a épousé une fille de qualité & s'est imaginé en être en conséquence lui-même, quoique fils d'une marchande de bouchons: il a voulu secouer la poussière du Barreau, il a déposé sa robe, & s'est poussé comme il a pu; il s'est impatronisé auprès de Madame la Comtesse Dubarri, ou du moins auprès de Mlle. Pour se donner plus de relief & mieux faire ses menées d'escroqueries, il s'est fait nommer Envoyé de l'Abbé de Fulde; mais ce Prince Ecclésiastique n'ayant aucun caractère pour avoir un Ministre en France, le Corps diplomatique n'a pas voulu l'agréer, & il s'est trouvé réduit à la qualité de Conseiller Aulique de ce petit Souverain. Il a rencontré en son chemin un vieux Abbé de Ligny, de l'illustre maison de ce nom, & en convenant qu'il n'en étoit pas, lui Liegeard, il a amadoué ce bon-homme.

me pour lui donner acte comme quoi il avoit l'honneur de lui appartenir, prétextant combien cette complaisance de sa part lui feroit avantageuse. Cet acte, quoique passé par devant Notaire, se trouve être une donation entre vifs de la part dudit Abbé, qui réclame aujourd'hui contre, & prétend avoir été excroqué, c'est-à-dire qu'on lui a fait donner sa signature à cet acte, croyant la donner à l'autre. Ce dont il résulte une affaire criminelle, & le dit Liegeard est décrété de prise de corps. On assure que Mlle. Dubarri l'abandonne.

3 dudit 1773.

On apprend de Perpignan que M. de Bon, Premier Président du Conseil souverain de Roussillon, a donné sa démission: ce Magistrat a longtems été tourmenté par M. le Chancelier pour accepter la place de Premier Président du Parlement de Paris. On ne fait si c'est par suite des mêmes vexations.

4. dudit.

M. le Comte de Maillebois, autre intrigant qui voudroit bien mettre un pied dans le Ministère, & qui n'est pas content de ce que le Marquis de Monteynard fait pour lui, avoit imaginé d'engager le Prince de Condé de demander au Roi le rétablissement de la charge de Grand Maître de l'Artillerie en sa faveur, & de faire distraire aussi le Génie du Ministère de la Guerre, auquel lui Comte de Maillebois auroit présidé. Il croyoit que cela devoit d'autant moins souffrir de difficulté de la part du

Ministre, qu'il devoit être tout dévoué à S. A. En effet, on fait que c'est le Prince de Condé qui l'a proposé au Roi, à l'instigation de M. de Maillebois. Mais M. de Monteynard n'a point voulu entendre à tout cet arrangement, & a déclaré qu'il donneroit plutôt sa démission : en sorte que ce coup manqué, il en résulte beaucoup de froid entre ce Secrétaire d'Etat & M. de Maillebois.

Une autre intrigue s'est élevée contre ce Ministre de la part de l'Abbé Terrai, au sujet du Marc d'or, dont on a parlé : Droit qui est imposé sur tout le Militaire & éludé jusqu'à présent par le Ministre.

Ces diverses secousses, jointes à celles que le Conseil de Guerre des Invalides donne à M. de Monteynard, ont fait courir le bruit depuis peu de sa disgrâce prochaine.

4 Octobre 1773.

M. Guibert de Preval ne nie pas aujourd'hui avoir fait sur lui-même la honteuse expérience qui a donné lieu à la Faculté de le rayer. Voici les expressions latines de son Décret : *in promptu est quam gravi, quam acerbo dolore affecta fuerit quando in suis comitiis audivit Magistrum Guibert de Preval unumque suis sic dignitatis suæ oblitum fuisse ut agitarum more remedium quoddam antivenereum & ut temere ac impudenter jactitabat prophylacticum, venditaret imo sic morum austeritatis quos medicum decet immemorem fuisse ut infami portentosoque experimento publico, scorto prostituere se non erubuerit, ut eodem remedio famam, fidemque conciliaret.*

Mais, sans dire ni oui ni non, dans son Mémoire, il prétend que les Docteurs nommés pour informer du fait & qu'ils rapportent l'avoir oui-dire par des grands & autres très-illustres personnes, n'ont pu être d'une autorité assez grave pour opérer sa radiation & le faire déclarer infame.

Son Mémoire, qui auroit pu être plaisant par ces détails curieux, ne l'est nullement, & d'ailleurs est très-mal digéré, n'attaque pas le fond, & ne le défend que sur la forme, que l'Avocat prétend mal observée.

6 Octobre 1773.

La fermentation occasionnée par l'inique Arrêt rendu dans l'affaire du Comte de Morangiès dure encore. Ces jours derniers on a trouvé sur cet Arrêt affiché à la porte du Procureur du Roi du Bailliage du Palais, un autre Placard, représentant le Comte de Morangiès, dessiné très-ressemblant, en figure de pendu: cela a attroupé du monde. Le Procureur du Roi est sorti, s'est récrié sur l'indécence de cette affiche, a fait venir le Greffier, a dressé procès verbal, en instrumentant avec beaucoup d'appareil, & a envoyé le tout au Procureur général pour requérir qu'il en fût informé: ce qui a donné grande publicité à cette diffamation, & ce qu'on vouloit.

Du reste, le Comte de Morangiès, que le Roi n'avoit pas regardé lors qu'il s'est présenté devant S. M. pour la première fois, a été très-bien accueilli dans les petits appartemens, où Madame Dubarri l'a fait venir.

6 dudit.

Il paroît que l'affaire du Bail des Fermes absolument rompu pendant quelques jours , ne s'est raccommodé que par M. *Douet*, le pere, personnage recommandable dans la Compagnie, & qui a parlé à l'Abbé Terrai avec une éloquence imposante; il lui a fait sentir que les impôts poussés à un certain point ne pouvoient plus s'accroître. M. Beaujon, Banquier de la Cour, survenu ensuite, a pressé cet abbé, lui a déclaré qu'il falloit arrêter le Bail dans le jour même; que sinon il alloit mettre la clef sur la porte. Le grand *Houffoye* a été effrayé & a ployé.

7 Octobre 1773.

Me. Linguet n'a point le Cordon de St. Michel, mais on assure que la Noblesse du Gevaudan député aux Etats de Languedoc pour les engager à charger leurs Députés auprès du Roi de demander à S. M. des lettres d'annoblissement pour cet orateur, qui a défendu la Noblesse avec tant de chaleur.

7 dudit.

Le Sr. Marin, très-mal traité, comme on a vu, dans le Mémoire de M. de Beaumarchais, a rendu une plainte criminelle contre lui, comme calomniateur, à raison des faits faux dont il l'inculpe.

8 dudit.

On assure que divers Prélats se disposent à renvoyer le Bref concernant les Jésuites à Rome, comme

contraire aux Libertés de l'Eglise Gallicane. On cite l'Archevêque de Tours, Prélat très-ardent, qu'on prétend à la tête du complot.

II dudit.

Depuis quelque tems les bruits se renouvellent sur la prétention de l'abbé Terrai d'être élevé à la Pourpre Romaine; du moins il faut le supposer par l'Épigramme suivante, inintelligible encore si l'on n'instruisoit le Lecteur du foible de cet Ecclésiastique pour le beau sexe. La voici:

Certain Abbé visant aux Sceaux,
Ainsi qu'aux dignités du plus haut Ministère,
S'adresse, dit-on, au Saint Pere,
Pour être colloqué parmi les Cardinaux.
„ Quoi, Saint Pere, dit-il, seroit-ce une arrogance
„ De tendre au même rang où *Dubois* fut porté?
„ Non moins que lui j'ai la naissance,
„ L'esprit, les mœurs & la subtilité;
„ En outre mieux que lui ne suis-je pas noté?
„ Connois-toi mieux,” lui répond le Saint Pere,
Saintement animé d'une juste colere:
„ *O Satanas! vade retro;*
„ Vas conter ailleurs tes fornettes:
„ Jamais tu n'auras de Chapeau:
„ Il ne te faut que des Cornettes.

II Octobre 1773.

Le Roi, comme l'on sait, est intéressé dans toutes les affaires de son Royaume; on dit qu'il aime

ces spéculations particulières, & à faire des placements d'argent qu'il tire de son Peuple, & que M. Bertin, son Ministre *ad hoc*, lui fait valoir de son mieux. Il a une place de Fermier général & une autre d'Administrateur des Postes. On prétend que lorsque l'abbé Terrai lui a parlé du nouveau Bail, & lui en a fait voir toutes les conditions irritantes pour les entrepreneurs, S. M. s'est recréée, & oubliant que l'affaire étoit très-bonne pour lui comme Roi, il s'en est plaint comme particulier intéressé, en ce qu'il trouvoit aujourd'hui les places de Fermier général bien onéreuses, qu'il ne savoit pas s'il garderoit la sienne.

II dudit.

On est attentif sur la manière dont M. le Comte d'Aranda se conduira vis-à-vis M. le Duc d'Aiguillon. On fait que M. de Fuentes, le dernier Ambassadeur d'Espagne, n'a jamais voulu travailler personnellement avec ce Ministre des Affaires Etrangères; on ne doute pas que le premier, au moins aussi haut, aussi délicat & aussi autorisé par sa Cour, tiendra la même conduite, & laissera ce soin à quelque subalterne, ainsi que son prédécesseur.

II Octobre 1773.

Les Jésuites répandus en France sous diverses métamorphoses, soutiennent assez philosophiquement leur destruction; ils sont convaincus qu'on n'en veut qu'au phantôme de l'Ordre, & que les individus n'en seront pas moins agréables au Ministère: en consé-

quence ils espèrent avoir un meilleur sort que ci-devant, surtout si le nouveau Tribunal subsiste, & comptent sur une Déclaration enregistrée qui leur permettra de posséder des Bénéfices.

12 Octobre 1773.

Le Public qui aime à s'instruire, étoit fâché de voir qu'il ne parut aucune défense imprimée & avouée de M. de Bellegarde. On sait que les Ministres répugnent à ces justifications d'éclat, & voudroient que les accusés reçussent sans se plaindre les jugemens qu'ils estiment à propos de faire rendre. Il faut convenir que ce seroit aussi une docilité trop grande de leur part. On est donc bien aise de voir paroître une *Consultation* en faveur du prisonnier en question. Elle est de Me. Linguet, qui en a délibéré à Nogent-le-Rotrou, le 6 Octobre dernier: elle est censée donnée à la réquisition de la Dame de Bellegarde, femme de cet Officier. On est surpris d'y voir l'orateur si chaud, si brillant, y prendre le ton d'un Avocat très-ordinaire, & ne discuter que froidement une affaire bien propre à l'enflammer & à fournir matière à son éloquence brillante. On n'y trouve pas même de ces citations de loix, de cette érudition profonde, dont ses confreres, au défaut des grands mouvemens de l'art, étoient leurs ouvrages. L'auteur, fatigué sans doute, épuisé des efforts qu'il a fait en faveur du Comte de Morangis, n'offre rien de séduisant dans ce nouveau Mémoire.

Précédemment à ce Mémoire, on avoit répandu dans tout Paris une feuille in 40. de quatre pages

seulement, portant *Démonstration de l'innocence des Srs. de Bellegarde & de Monthieu*, signée par un ancien Avocat, nommé *Lochard*. Il y prétend en bref que Monthieu n'est pas coupable, & que M. de Bellegarde conséquemment ne peut l'être.

12 Octobre 1773.

On rapporte que M. le Duc de Gontaut, revenu depuis peu de Chanteloup, où il étoit allé voir le Duc de Choiseul, n'a pas manqué de rendre en arrivant ses hommages à Madame la Comtesse Dubarrî. Celle-ci lui a demandé des nouvelles de l'exilé : „car, a-t-elle ajouté avec ses grâces ordinaires, „je n'ai jamais été son ennemie personnelle : je me „sentois disposée à être son amie, s'il l'eut voulu.” Après que M. de Gontaut eut satisfait à ses premières questions, la Comtesse en a fait une autre : „Que dit-il, a-t-elle ajouté, du Conseil de guerre „des Invalides ?” Le Seigneur s'est excusé sur ce que cela ne pouvoit se répéter. „ Mais pourquoi „donc ? Il n'y a pas de secret pour moi. — Ce n'est „pas cela, Madame. — Quoi donc ? — Je ne „puis pas absolument. — Vous l'a-t-il donné „sous le sceau de la confession ? — Point du tout. — „Cela étant, je veux que vous me le disiez. — Ma- „dame, cela n'est pas possible ; je ne puis vous „manquer de respect à ce point-là. — N'est-ce que „cela ! Ne vous gênez pas, dites toujours. — Vous „me l'ordonnez donc, Madame ? — Oui. — Eh „bien, Madame, il m'a dit qu'il s'en f.....” Et la Comtesse de rire à gorge déployée. Le Roi arrive, & la trouve en ses goguettes..... „ Ah !

„Sire, si vous sçaviez comme Choiseul s'exprime sur le Conseil de guerre des Invalides ! Il est tous les jours le même"..... S. M. empressée veut savoir ce dont il s'agit..... „Sire, il dit qu'il s'en f.... — „Et vous, Madame, reprend le Monarque? — Et moi aussi. — Nous sommes donc trois, s'écrie-t-il"..... Cette anecdote, répétée par M. de Gontaut, amuse beaucoup les courtisans. On voit avec quelle aimable gaité se traitent en France les affaires les plus graves, & quel est l'esprit du Gouvernement actuel, depuis qu'aucun Corps ne peut réveiller le Prince, & lui remettre sous les yeux les loix & les formes sagement établies.

13 Octobre 1773.

On fait aujourd'hui que le jugement du Conseil de guerre des Invalides a été prononcé hier : on le présume du moins, parce que le Président, M. le Maréchal de Biron, est parti sur le champ pour Fontainebleau. L'usage est que ces sortes de jugemens ne puissent être mis à exécution, ni même être connus, avant d'avoir été approuvés par le Roi. Il n'en transpire rien, c'est ce qui fait présumer qu'il est très-sévère : on veut même qu'il y ait eu des avis à la mort.

En attendant ce terme fatal, Madame de Bellegarde fait paroître en son nom un *Mémoire à consulter & Consultation, comme stipulante de Droit naturel, pour son mari, prisonnier à l'Hôtel Royal des Invalides, privé de toute communication & de Conseil.* Il roule principalement sur la forme de la Commission, sur la procédure qu'elle a faite, sur différens

juges à recuser, & sur le droit qu'elle prétend avoir, d'intervenir & d'agir au nom de son mari.

La Consultation, signée *Mille & de la Morandiere*, en date du 15 Septembre, décide: 10. Que dans une Commission, toutes les formes prescrites par l'Ordonnance de 1670, doivent être scrupuleusement observées, la Commission étant déjà par elle-même un Tribunal irrégulier & monstrueux.

20. Que les trois récusations proposées ou à proposer, sont très-bien fondées, sçavoir: l'une contre le nouveau Procureur du Roi, si les faits exposés sont exacts. L'autre contre le Commissaire qui a émis un vœu d'emprisonnement, avant que d'être nommé Commissaire. La troisième enfin, contre l'Officier qui, quoiqu'ayant signé des Procès verbaux de réforme, a lui-même présidé à une information à St. Etienne.

30. Que la Dame de Bellegarde est fondée à stipuler & à présenter des Requêtes pour son mari.

Qu'en conséquence, elle présentera la première au Roi, en son Conseil des Dépêches, pour supplier S. M. d'ordonner qu'il soit donné à son mari des Conseils de son choix: ce qui est de droit naturel: & pour faire juger par une seule & même instruction l'affaire des armes nouvelles de la Manufacture de Charleville, & de la réformation des vieilles armes, lesquelles il est essentiel pour les accusés de faire marcher ensemble. La deuxième aux Commissaires, par laquelle elle conclura à ce qu'attendu la violation des formes de l'Ordonnance, surtout par l'envoi circulaire des questions faites le 13 Août dernier, & par l'estimation des armes faite clandestinement, & sans que le Sr. de Bellegarde ait été appelé, il leur

plaise déclarer toute la procédure nulle. Enfin la troisième aux dits Commissaires, pour recuser le même Procureur du Roi, s'il s'y trouve encore.

Ce Mémoire est suivi de pièces justificatives très essentielles, où l'on trouve entr'autres celui de M. de Loyauté, Officier général, d'un grand poids dans cette affaire, & celui de M. de Mauroy, Capitaine en premier au Corps d'Artillerie, où M. de St. Auban, l'instigateur de toute cette affaire, simplement désigné, est nommément inculpé de la façon la plus forte & la plus précise.

14 Octobre 1773.

Il y a une addition de Mémoire, sous le titre de *Faits justificatifs*, présentés par le Sr. de Bellegarde à Nosseigneurs du Conseil de guerre séant aux Invalides. Ils sont suivis d'une Consultation du même Avocat Mille, en date du 10 Octobre.

On est toujours incertain du jugement, qui occupe tout Paris par son importance.

14 Octobre 1773.

On a déjà vu par les Mémoires manuscrits dont on a parlé, que le titre d'accusation intentée contre M. de Bellegarde est la réforme des vieilles armes, opérée dans la plus grande partie des Arsenaux du Royaume, pendant les années 1757, 1768, 1769 & 1770. Mais ce n'est pas cette réforme en elle-même, qui depuis plus d'un demi-siècle étoit demandée avec la plus grande instance par les Officiers éclairés; c'est la manière dont elle a été faite qu'on critique.

Suivant le Mémoire de Me. Linguet, les griefs proposés personnellement contre M. de Bellegarde se réduisent à quatre.

10. Il a outré la réforme. 20. Il a opéré avec trop de précipitation. 30. Il a estimé à trop vil prix les armes qu'il dégradoit. 40. Il a compris dans les Procès verbaux des armes neuves, qui méritoient d'être conservées.

Il faut en ajouter un cinquieme qui, sans le concerner directement, paroît être celui qui fait le plus d'impression sur les esprits. Il consiste en ce que, dit-on, ces armes livrées par lui à un prix fort au dessous de leur valeur au Sr. de Monthieu, l'Entrepreneur de St. Etienne, ont été remplacées par celui-ci dans les fournitures d'armes neuves faites au Roi.

Me. Linguet défend son client sur tous ces Chefs d'accusation, avec une simplicité plus propre à sa justification, qu'un grand fatras d'éloquence. Il prouve que le Sr. de Bellegarde n'a rien fait que sur des ordres, & avec le concours d'une multitude d'Officiers, coupables ou innocens avec lui; & quant au dernier délit, qui seroit le plus grave, il établit qu'il n'existe pas & ne peut exister, c'est-à-dire, qu'il n'est pas prouvé, qu'il est même impossible.

L'Avocat, pour ne rien omettre dans cette défense, discute ensuite les dépositions & indices qui chargent les accusés, & il les anéantit, comme il peut; car il faut convenir que cette partie du Mémoire n'est pas la plus satisfaisante pour le Lecteur, mais l'essentiel est qu'ils ne peuvent prévaloir contre les preuves littérales alléguées ci-devant.

15 Octobre 1773.

M. de Bellegarde a subi son jugement avec une présence d'esprit & une fermeté qui feroient présumer de son innocence, quand même on n'en auroit pas d'autres preuves. Le Maréchal, Duc de Biron, Président du Conseil de guerre, étant revenu de Fontainebleau, on a procédé jeudi dernier à le mettre à exécution. En voici la teneur :

„ Condamne le Sr. de Bellegarde à être cassé & à
 „ 20 ans & un jour de prison, & le déclare incapa-
 „ ble de servir le Roi.

„ Déclare le Sr. de Monthieu incapable de faire
 „ aucune fourniture d'armes & autres dans les Ar-
 „ sénaux pour les Troupes & pour le Service de
 „ S. M.

„ Ordonne que les 180,000 armes provenant de
 „ la réforme, & tirées des dépôts du Sr. de Mon-
 „ thieu, pour être mises sous la main du Roi, rest-
 „ ront dans les magasins de S. M.; qu'il sera tenu
 „ compte au Sr. de Monthieu de la valeur desdites
 „ armés sur le pied qu'elles lui auront été vendues,
 „ en conséquence de leur réforme & appréciation
 „ faite par le Sr. de Bellegarde.

„ Ordonne pareillement que sur les 28,776 armes
 „ de modèle léger, fixé en 1766, & fournies au Roi
 „ comme neuves par le Sr. de Monthieu, & vérifiées
 „ par ordre du Conseil de guerre, des 10,056 qui
 „ ont été jugées fabriquées avec des canons vieux
 „ ou hors de service à Grenoble & Citadelle, Fort
 „ Barreau & Fort-Louis du Rhin, les canons en se-
 „ ront brisés en présence des personnes préposées
 „ par le Sr. de Monthieu; que les parties restantes en

„seront rendues aux préposés, à la charge par le dit
 „Sr. de Monthieu d'en remplacer la valeur sur le
 „pied qu'il les a livrées à S. M. dans ses Arséniaux;
 „que le Sr. de Monthieu tiendra prison jusqu'à ce
 „qu'il y ait été satisfait.

„Les Srs. de Bellegarde & de Monthieu déchar-
 „gés d'accusation concernant la livraison & vente
 „des cuivres & métaux, sont mis hors de Cour, pour
 „raison des dits cuivres & métaux.”

Ce jugement ayant été lu au Sr. de Bellegarde,
 escorté d'une quantité de fusiliers, le Baron de Char-
 gey, son neveu, n'a pû s'empêcher de pleurer.
 „Pourquoi pleures-tu? (lui dit son Oncle) parce
 „qu'on m'a cassé? Vas, les morceaux en sont
 „bons.”

Par une inconséquence fort singulière, il conserve
 sa Croix & ses Pensions. Il est monté sur le champ
 en chaise de poste, pour être conduit à Pierre-
 Encise.

Le Sr. de Monthieu a été transféré à l'Abbaye, &
 il jette feu & flammes contre ce jugement, qu'il crie
 être le comble de l'absurdité & de l'iniquité.

16 Octobre 1773.

M. de Gars de Freminville, Conseiller de Grand
 Chambre du Parlement, est mort dans son exil, fau-
 te de secours. C'étoit une des meilleures têtes de sa
 Compagnie, extrêmement integre & ferme; c'est de
 lui que M. le Chancelier disoit dans ses notes sur ces
 Messieurs: *Roide comme une barre de fer.*

17 Octobre 1773.

On assure que Madame la Comtesse Dubarri, qui jusqu'à présent avoit peu craint les charmes de la jeune Vicomtesse de ce nom, qui même avoit plaidé des frayeurs qu'on lui avoit voulu donner concernant la passion qu'elle pourroit inspirer à S. M., n'est plus aussi tranquille à cet égard, & commence à s'inquiéter fort des assiduités du Monarque auprès de sa niece, que toute la Cour remarque.

17 Octobre 1773.

Dans le Préambule éloquent de l'Avocat *Mille*, en faveur de Madame de Bellegarde, après le portrait de M. de Monteynard, conçu en ces termes :
 „ Il est un homme à qui mon cœur rend un sin-
 „ cere hommage, lors même qu'il éprouve par ses
 „ ordres les maux les plus déchirans. Appellé à un
 „ rang élevé, sa mission est de punir les brigandages,
 „ comme de récompenser les actions généreuses. Le
 „ scandale d'une foule de déprédations a frappé ses
 „ regards. — Peut-être dans sa vie privée en a-t-il
 „ été plus d'une fois le spectateur impuissant. Il de-
 „ voit à sa Patrie, à son Roi, de frapper des cou-
 „ pables. Il s'est trompé dans son choix, & sa justi-
 „ ce me répond qu'il deviendra l'ami de ceux qui
 „ souffrent en son nom. Qu'on ne croye pas que
 „ ce soit ici la terreur ou la servitude qui caressent
 „ le pouvoir : j'espère qu'il verra par la vigueur de
 „ ma défense, que je l'honore assez pour ne pas le
 „ craindre.”

On trouve celui de M. de St. Auban, Lieutenant général d'Artillerie, l'ennemi personnel de M. de Bellegarde, l'accusateur & l'instigateur du jugement.

„Mais il est un autre homme, que je dénonce à
 „nos Juges & à la Société entière, comme l'oppres-
 „seur, le délateur & calomniateur de mon mari.
 „Ennemi des noms fameux & d'une gloire qui l'ac-
 „cable, il a voulu punir dans mon mari son atta-
 „chement pour eux, & celui dont ils l'honorent.
 „Protecteur d'une Manufacture justement décrédi-
 „tée, il a voulu couvrir sa honte & arrêter sa chû-
 „te, en rendant suspects ceux qui en ont juridique-
 „ment constaté les désordres. Une diversion hardie
 „lui a paru pouvoir servir tout à la fois son affec-
 „tion, sa jalousie & sa vengeance.”

18 Octobre 1773.

On assure que le Sr. de Monthieu ne veut point reconnoître la validité du jugement du Conseil de guerre, dont il prétend ne pas être compétent, & d'ailleurs, irrégulier par une multitude de vices essentiels.

Les juges défendent leur jugement baroque par l'autorité du Roi, qui a toujours déclaré qu'il ne vouloit pas de sang répandu dans cette affaire.

19 Octobre 1773.

On regarde comme non avenue absolument la nomination des nouveaux Evêques désignés pour les Isles du vent & sous le vent. Indépendamment des difficultés élevées par l'Espagne, & adoptées par le
 Saint

Saint Pere, les habitans font tous leurs efforts pour faire révoquer ce projet; ceux de la Martinique surtout ont exposé leurs doléances dans un écrit intitulé: *Très humbles supplications des Paroissiens de la Trinité, extraites des Registres de délibérations de la Paroisse de la Trinité, Isle Martinique; à Nosseigneurs, Nosseigneurs le Général & Intendant des Isles du vent de l'Amérique.*

Les habitans y témoignent généralement leur regret de voir les Religieux retirés du pays & remplacés par des prêtres seculiers. Il est motivé 10. sur le bonheur dont ils ont joui & dont ils jouissent sous la direction des Moines, & principalement du Pasteur actuel: 20. sur la confiance que les Negres avoient en eux, sur le respect qu'ils portoient aux Religieux, & sur la crainte qu'ils n'ayent pas le même sentiment pour leurs successeurs: 30. sur les dépenses plus grandes qu'occasionneront les nouveaux Ministres du Seigneur, & surtout un Evêque, qui amenera avec lui le faste & le luxe.

Suit la Copie d'une *Lettre de M. le Vassor de Bonneterre, à M. M. les Général & Intendant des Isles du vent de l'Amérique, timbrée, Paroisse du Marigot, au Vent de l'Isle Martinique.* Celle-ci roule sur les mêmes objets que les Supplications, & ne fait qu'un suffrage de plus en faveur des Religieux. Ces deux pieces, dont la premiere est curieuse, ont été imprimées secrètement & sont ainsi terminées: à *Bordeaux, de l'Imprimerie de * * ** On voit par-là que si les Représentations sont abolies dans l'ancien monde, elles reprennent vigueur dans le nouveau.

19 Octobre 1773.

Le jugement du Conseil de Guerre des Invalides, qui a ouvert ses séances le 8 Juin dernier, est imprimé aujourd'hui en 16 pages in 4°. Il contient un long exposé de toute la procédure & une liste détaillée du vu des pieces & preuves du procès; il déclare les Srs. de Bellegarde & de Monthieu atteints & convaincus d'avoir commis de concert, l'un, en sa qualité d'Inspecteur & de Réformateur, l'autre en sa qualité d'Entrepreneur & de Fournisseur de Manufactures d'armes pour le service des troupes de S. M., les abus & prévarication mentionnés au procès, pour réparation de quoi, &c. le prononcé pareil à celui qu'on a lû.

Au bas est l'approbation du Roi, donnée au dit Conseil, qui n'a été mis à exécution que le 14.

20 Octobre 1773.

M. Bacculard d'Arnaud, connu dans la République des Lettres par des ouvrages de différentes especes, s'est trouvé compromis dans l'affaire de M. Caron de Beaumarchais avec le Conseiller Goezman, à raison d'une Lettre surprise à la bonhomie de cet auteur: celui-ci publie enfin un Mémoire de 15 pages d'impression, dans lequel il prétend être en droit & réclame réparation, dommages & intérêts, applicables de son consentement à des œuvres pies, & la suppression du libelle de Caron, en ce qui le concerne. Ce Mémoire est signé *Mille*.

On parle d'un autre que M. Marin, le rédacteur de la Gazette de France, impliqué dans la même affaire, publie aussi pour sa justification.

On va voir par curiosité la nouvelle Chambre des Vacations. Messieurs du Parlement ne pouvoient obtenir aucunes réparations. Cette Salle, connue sous le nom de *St. Louis*, tomboit en ruine depuis longtems, & l'on n'en tenoit compte. On fait que dans plusieurs Chambres des Magistrats ont fait faire à leurs dépens les reconstructions & embellissemens nécessaires. M. le Chancelier n'a pas voulu que son Tribunal fût dans le même cas; il a si bien représenté les besoins de la chose, que le Domaine a été obligé d'y subvenir. Cette Salle est plus belle que la Grand'Chambre, aussi vaste & beaucoup mieux éclairée: elle est tendue en tapisseries des Gobelins, distribuées en différens cartouches, parsemés de fleurs de lys, où sont au milieu les armes du Roi. Dans le Vestibule qui précède cette piece, on remarque dix Médaillons représentans les Bustes de différens Législateurs, Orateurs & Poètes anciens. L'association de ces derniers a paru bizarre en pareil lieu. L'inscription qui est sur la porte, ne frappe pas moins; elle porte: *Raro antecedentem scelus sequitur pede piena claudo*. Elle a rapport à la destination générale de la piece, qui doit être une Chambre de Tournelle, dans le cours de l'année; mais on critique cette sentence, quoique très-juste, comme tirée d'un poète, & devant l'être de l'Ecriture Sainte, ou de quelque livre de morale plus grave. Quoiqu'il en soit, elle annonce que Mrs. du nouveau Tribunal sçauront allier le goût de la belle Littérature à l'étude ingrate du Digeste & du Code. Il est fâcheux que l'abord de cette superbe

partie du Temple de Thémis ne soit pas ouvert & accessible comme il le faudroit.

21 Octobre 1773.

On veut que Monthieu s'occupe dans sa prison de l'examen de ses comptes, pour tirer au clair ce que le Roi lui doit, le balancer avec les indemnités auxquelles il est condamné envers S. M., & faire ainsi compensation. Mais sa femme est à Fontainebleau, qui sollicite fortement pour qu'on donne à son mari des juges compétens, en état de connoître de la nature du délit qu'on lui impute & qui suivent son affaire dans toutes les formes prescrites par les Ordonnances. Quant au mari, on croit qu'il s'occupe plus de faire travailler à quelque nouveau Mémoire, qu'à la besogne qu'on lui demande. Il se trouve heureusement parent du Sr. Dupui, premier Commis de l'abbé Terrai, & qui a lui-même des alliances avec ce Ministre.

On fait que Madame la Comtesse Dubarri s'étoit d'abord fortement intéressée pour Mrs. de Bellegarde & de Monthieu, mais qu'elle en avoit été détournée par le propos imposant du Maréchal de Biron, qui lui avoit déclaré que si elle aimoit le Roi, elle ne devoit pas se mêler de cette affaire. On croit que mieux instruite par les Mémoires, elle ne tiendra plus compte de cette supplique du Maréchal: celui-ci, au surplus, est desespéré qu'il ne se soit rien trouvé au procès capable d'entacher le Duc de Choiseul.

22 Octobre 1773.

On savoit bien qu'on trouvoit très-mauvais à la Cour que Mrs. de Bellegarde & de Monthieu eussent trouvé des défenseurs en état de mettre leurs causes dans un jour lumineux & d'en rendre le public juge par des Mémoires imprimés: mais on ne croyoit pas que le Ministère poufferoit le despotisme au point de faire exiler les Avocats qui ont pris généreusement leur défense: Me. Linguet, Me. Mille, & les deux que ce dernier a associés à sa Consultation, ont reçu avant-hier leur Lettre de Cachet. Me. Mille est envoyé à 75 lieues, en Bourgogne, sa patrie, il est vrai, dont il a fait l'histoire.

22 dudit.

Les partisans des Jésuites ci-devant très-dévoués au Pape, ne regardent plus S. S. du même œil; & les Jansénistes, au contraire, adversaires du St. Siege, en chantent les louanges aujourd'hui.

23 dudit.

Un Janséniste charitable n'a pas manqué de faire l'Epitaphe des Jésuites: on présume du moins à l'énergie de cette piece qu'elle part d'une main très-ennemie de la Société. Voici comme celle-ci est définie:

Epitaphe des Jésuites.

Pour la tranquillité publique
Et pour l'intégrité des loix

B 3.

Ici gît le Corps Jésuitique,
 L'opprobre de l'Eglise & l'assassin des Rois;
 Pélagien dès sa naissance,
 Pharisien dans tous les tems,
 Persécuteur de l'innocence,
 Il ne dût qu'aux forfaits des succès étonnans.
 Si son exécration mémoire
 Va jusqu'à la postérité,
 C'est que l'horreur, comme la gloire,
 Conduit à l'immortalité.

23 Octobre 1773.

Voici comme le Sr. Caron de Beaumarchais est peint dans le préambule du Mémoire du Sr. d'Arnaud, Conseiller d'Ambassade de la Cour de Saxe, de l'Académie Royale des Sciences & Belles Lettres de Prusse.

... „ Abandonnant la bassesse & le tourment de
 „ l'intrigue à ces hommes du jour, espece d'*Enfans*
 „ perdus, qui se jettent sur toutes les routes, marchant
 „ à la fortune avec un front d'airain, *per famam*
 „ & *populum*; qui endurcis à la diffamation & au
 „ scandale s'agitent dans tous les sens pour exciter
 „ le bruit bien différent de la réputation: dont
 „ l'impudence effrénée ose & brave tout, qu'on ne
 „ sauroit confondre parce que leur audace est au-
 „ dessus du ridicule & de l'insulte; qui, en un mot,
 „ sont au comble de leurs vœux, lorsqu'à quelque
 „ prix que ce soit ils sont parvenus à représenter
 „ sur la scene du monde: plaignant ces sortes de
 „ gens d'être connus, &c.”

24 dudit.

Les Lettres d'exil des Avocats sont signées *Monteynard* : elles ne sont qu'au nombre de 4 : savoir Me. Linguet à Chartres, Me. Mille à Dijon, & les deux qui ont signé la Consultation avec celui-ci, en différens lieux. Par une inconséquence bien extraordinaire, le Sr. Gerbier & les autres qui ont signé le Mémoire pour Monthieu, antérieur de beaucoup, restent tranquilles.

24 dudit.

Le Président Hocquart a permission de venir à sa terre de Montfermeil.

24 dudit.

Le Sr. Nourry, un des Membres du Grand Conseil, passé au nouveau Tribunal, & Grand Chambrier en conséquence, est devenu fou. On attribue cette catastrophe à l'affaire du Comte de Morangies, parce que le premier acte de folie qu'il ait fait a été d'aller chez M. de Sartines lui exposer ses remords d'avoir donné sa voix au Maréchal de Camp, en déclarant que c'étoit lui Nourry qui devoit les cent mille Ecus & vouloit les payer. Il est question de l'interdire, & le Lieutenant Civil s'est en conséquence transporté chez lui, vendredi. Cette anecdote justifie merveilleusement l'opinion de ceux qui regardent le jugement en question comme une iniquité.

24 dudit.

La Chambre des Vacations a rendu avant-hier un Arrêt, qui attire l'attention du public par la célébrité qu'elle a mise à le faire exécuter: il roule sur un *Mémoire à Consulter & Consultation pour Me. Petit de Blacy, Avocat en la Cour*. La Consultation signée *Bidault, Gervais & le Roi*. Le prononcé porte:

„ La Chambre ordonne que le dit Mémoire sera
 „ & demeurera supprimé, comme contenant des faits
 „ faux, des réflexions téméraires, des imputations
 „ repréhensibles & contraires à l'autorité de la Cour
 „ & au respect qui lui est dû; fait deffenses à *Petit*
 „ *de Blacy* & à tous autres de faire, ou faire faire,
 „ signer, imprimer & publier de pareils écrits, à
 „ peine de punition exemplaire: condamne ledit *Pe-*
 „ *tit de Blacy* à aumôner au pain des pauvres Pri-
 „ sonniers de la Conciergerie du Palais, la somme
 „ de 50 Livres: ordonne que le présent Arrêt sera
 „ dans le jour imprimé, publié & affiché partout où
 „ besoin sera, & signifié au dit *Petit de Blacy*, à la
 „ Requête du Procureur Général du Roi.”

Cet Arrêt intrigue le Public, qui demande ce que c'est que ce Mémoire si offensant pour le nouveau Tribunal? Il va lui donner une célébrité qu'il n'auroit jamais eue sans cela.

25 Octobre 1773.

Le Mémoire à consulter & Consultation du Sieur Marin est très peu de chose, ce n'est qu'un préliminaire pour annoncer au public qu'il s'occupe de sa défense

fenſe; il y demande conſeil ſur la voye qu'il doit prendre pour obtenir une réparation authentique d'un outrage qu'il ne ſauroit diſſimuler ſans lui donner plus de conſiſtance & de crédit; il annonce qu'il a des preuves très-évidentes de la fauſſeté des calomnies; qu'il fera tomber le masque à un autre coupable qui ſe cache; qu'il donne grande envie de connoître, & qu'à la Saint Martin il fera tout éclater.

Après ces 3 pages in 4^o. du Mémoire à conſulter; ſuit une Conſultation de l'Avocat *Labourée*, qui n'eſt connu de perſonne. Ce grand Jurisconſulte lui trace le chemin qu'il doit prendre pour avoir acte de la plainte qu'il rendra des faits, injures, calomnies à détailler dans ſa Requête pour fixer les preuves & les empêcher de déperir. Cette Conſultation un peu plus longue, eſt délibérée du 9 de ce mois & ne paroît que depuis peu, quoique le Mémoire de Beaumarchais fût publié depuis ſix ſemaines.

25 dudit.

L'Emprunt viager ouvert en Hollande d'abord; il y a pluſieurs années, & transporté depuis à Paris, continue avec toutes les facilités poſſibles: elles ſont telles qu'au moyen des Papiers de toute eſpece qu'on y reçoit, avec 1026 Livres de Principal en argent, on ſ'y fait 120 Livres de rentes, ce qui fait environ 12 pour cent d'intérêt. Les gens avides de jouir ſ'y préſentent en foule, dans l'eſpoir que la réduction inévitable ſur un intérêt auſſi uſuraire ne viendra pas ſitôt; & le Gouvernement reçoit avec emprefſement l'argent qu'on y porte, quoique le total de cet emprunt ſoit rempli il y a longtems.

25 Octobre 1773.

M, l'abbé Terrai s'est fait bâtir un nouvel Hôtel, rue Notre Dame des Champs; il est vaste, magnifique, élégant, comme le peut être un bâtiment fait pour un Contrôleur Général. Les meubles répondent à la richesse du maître; tout y est d'un luxe très recherché. On y va voir entr'autres choses un lit, qu'on disoit coûter 400,000 Livres, mais qui n'en coûte que 80,000 Livres: prix encore énorme pour un pareil meuble.

26 dudit.

Extrait d'une Lettre de Fontainebleau du 22 Octobre... Le Grand Houffoye est fort turlupiné à la Cour pour sa parcimonie, qui vient d'éclater publiquement. Vous savez que Madame la Dauphine a fait une espece de quête en faveur du malheureux paysan blessé par le cerf.... L'abbé Terrai s'étant trouvé sur son chemin, elle s'est adressée à lui. Ce vilain a tiré maussadement de sa poche un écu de six francs, qu'il n'a pas eu honte de présenter à la Princesse. Celle-ci indignée, lui dit: „allons „donc, M. l'abbé, évertuez-vous.” Il a repris alors son sac & a donné un Louis, dont Madame la Dauphine n'ayant pas paru contente il en a offert un second, & enfin comme elle ne trouvoit pas la charité digne de lui, il a mis un double Louis dans la bourse. La Princesse l'ayant ainsi mis quatre fois à contribution, & lassé d'exciter sa générosité, l'a quitté avec un sourire dédaigneux,

26 dudit.

Un Gendarme de la Garde a amusé hier la Chambre des Vacations en plaidant lui-même sa cause, il a fait rire tout le public par son éloquence burlesque & impudente. C'est un homme déjà connu par l'étourderie avec laquelle il s'étoit énoncé dans un Caffé, deux jours après le jugement de M. de Morangiès, dont il exaltoit la sagesse, en injuriant tous ceux qui pensoient différemment. Un Officier présent, ayant trouvé mauvaise cette proscription générale, se présenta, lui dit qu'il étoit très-offensé de ses propos, puisque, quoique Gentilhomme & Militaire, il regardoit M. de Morangiès comme très-coupable; de-là une rixe, dont le Gendarme s'est tiré peu honorablement.

27 Octobre 1773.

Le Mémoire à consulter & Consultation pour Me. Petit de Blacy, Avocat supprimé, est fort bien fait, & démontre d'une façon énergique le frauduleux d'un jugement du nouveau Tribunal, rendu en délibéré, sur lequel les juriscultes sont d'avis qu'on peut revenir par Requête civile. C'est cet exposé dangereux des menées ténébreuses de Messieurs qui ont provoqué l'injuste Arrêt qui a scandalisé MM. & excité leur zele pour défendre leur honneur.

On écrit de Fontainebleau cependant qu'il y a eu encore neuf Arrêts de leur fabrique cassés dimanche au Conseil, entr'autres un rendu au Rapport de l'abbé de Pourteyron, dans une affaire où il auroit dû se refuser, comme frere de celui qui avoit été mis

au lieu & place d'un autre Ecclésiastique, auquel ce Conseiller Clerc avoit donné l'avis de résigner le bénéfice moyennant une pension, vu le danger qu'il auroit de perdre ce mauvais procès. Cet événement ne peut que manifester de plus en plus la corruption des membres du nouveau Tribunal.

27 dudit.

On mande de Lisbonne que la nouvelle du Bref du Pape pour l'extinction de l'Ordre des Jésuites, y a causé une joye universelle, qui s'est manifestée par des illuminations qui ont duré trois jours: ce qui n'a pu que plaire infiniment au Ministre de cette Cour, qui a si merveilleusement travaillé à cet important ouvrage.

28 dudit.

M. le Duc de Noailles étant un des Ducs Protestans, & ne reconnoissant point le nouveau Tribunal, a demandé à M. le Chancelier une Commission pour juger en dernier ressort des contestations qui surviendront dans la succession *Brissac*. Le Chef suprême de la justice l'a renvoyé à son Parlement; & lui a dit que c'étoient-là ses vrais juges: sur quoi le Seigneur a insisté, faisant valoir sa protestation non jugée; & sur le refus persévérant de M. de Maupeou, il s'est adressé au Roi. S. M. ayant égard à la Requête de son Capitaine des Gardes, a forcé la main au Chancelier, & il a été formé une Commission qui juge au Souverain toutes les contestations susdites; cette Commission est composée

de cinq Avocats, Cellier, Lambou, Doutremont, Carré de Saint Pierre & un autre.

Les Princes du Sang persistant à ne point vouloir reconnoître d'avantage le nouveau Tribunal, & le Comte de la Marche même s'abstenant d'y faire porter ses affaires, on présume, s'il subsiste, qu'ils prendront le parti d'en demander autant à S. M. qui, vu cet exemple, ne pourra leur refuser un pareil avantage.

29 Octobre 1773.

Si l'on en croit les bruits qui arrivent de Fontainebleau, il y a toujours une grande fermentation à la Cour: M. de Monteynard est en butte à une forte Cabale, & comme il est peu au fait de l'intrigue ses partisans craignent qu'il ne succombe. On prétend que M. le Duc d'Aiguillon ne voulant point paroître chercher directement à s'enrichir des dépouilles de ce Ministre, propose M. Taboureau, l'Intendant de Valenciennes, dans l'espoir de faire sauter quand il voudra celui-ci, Robin & homme nouveau, ne tenant en rien à la Cour.

M. de Boynes, plus au fait du manège de la Politique & des Courtisans, est aussi regardé comme dans un état d'autant plus précaire que le pronostic du Chancelier sur ce Ministre commence à se vérifier, & qu'on assure que la tête lui pette absolument. On parle du Comte d'Herouville pour remplacer celui-ci. La mission de confiance qu'il vient d'avoir pour aller à Dunkerque, annonce qu'il n'est point hors de crédit.

29 Octobre 1773.

M. le Chancelier craignant à son tour de succomber sous le fardeau de son Tribunal chancelant de toutes parts, songe sérieusement à faire revenir les anciens Magistrats, & le raccommode ment ne paroît tenir qu'à un seul point, c'est qu'il voudroit que le Parlement de Paris reprît de nouvelles provisions, comme ceux de Province qui sont restés; en sorte que les individus seroient les mêmes, mais des Magistrats nouveaux, qui ne dateroient que de la création actuelle : au moyen de quoi l'Inamovibilité, cette loi constitutive de la Magistrature, si précieuse & si nécessaire, seroit absolument anéantie. C'est à quoi les exilés repugnent, & ce qui en effet consomméroit l'abâtardissement de toute la Magistrature.

29 dudit.

On parle de Remontrances imprimées du Parlement de Bordeaux actuel, contre le Monopole, qui sont bien écrites, quoiqu'un peu fades en adulation.

29 dudit.

Madame de Bellegarde & Madame de Monthieu n'ont rien obtenu à Fontainebleau de ce qu'elles demandoient. On dit la revision du Procès de leurs maris absolument refusée: ce qui prouveroit que le crédit du Marquis de Monteynard n'est pas tout à fait anéanti.

Les Secrétaires du Roi parlent de rejeter de leur sein le Sr. de Monthieu, comme flétri dans son

honneur par le jugement du Conseil de Guerre : il feroit singulier que ces Messieurs fussent plus délicats que l'Ordre Royal & Militaire de Saint Louis, qui conserve parmi ses Chevaliers M. de Bellegarde, cassé par le même Tribunal, & déclaré incapable de servir le Roi.

30 Octobre 1773.

M. le Chancelier auroit dû naturellement présenter au Roi le Mémoire qu'a fait présenter le Sr. Giac pour demander l'approbation de S. M. de son mariage avec la Duchesse de Chaulnes, où il prétend établir qu'il n'est pas si disproportionné, puisqu'il descend des Giacs connus & célébrés dans l'histoire. Le Chef suprême de la magistrature, qui aime ce Maître des Requêtes, un de ses suppôts très dévoué à ses volontés, a craint de se compromettre, & a éludé ce cérémonial : c'est le Maréchal Duc de Richelieu qui, en sa qualité de Gentilhomme de la Chambre, s'est chargé de la Commission : le Roi en a témoigné sa surprise & a donné au Chancelier la mortification d'en essuyer des reproches, en lui disant qu'il auroit dû lui épargner ce Mémoire. Il a été mal reçu comme on a vu, d'autant qu'il est constant que le Sr. Giac en impose, n'est pas des bons Giacs, & n'est que le fils d'un artisan de Bordeaux, comme on a dit. C'est une Députation du Conseil qui a demandé qu'il en fût expulsé, & le Chancelier a encore eu du dessous à cet égard & n'a pu parer le coup à son favori.

31 dudit.

M. le Duc de Chaulnes , toujours à la Citadelle du Havre , profite des circonstances pour mettre au jour les soupçons & les preuves qu'il prétend avoir de la collusion secrète du Sr. Giac , rapporteur de son procès , avec la Duchesse de Chaulnes , sa mere , contre qui il plaidoit. Ces bruits ont fait tant de sensation que plusieurs membres du Conseil demandent la revision du Procès. Le Sr. Giac a présenté un Mémoire pour sa justification , & il paroît que son expulsion dépendra irrévocablement de là.

Quant à la Duchesse , elle n'en est que plus furieuse contre son fils , & fait vendre à force les différentes terres.

31. Octobre 1773.

L'Ordre des Avocats , pour se disculper de n'avoir pris aucune part à l'exil de ses membres , dit que ce n'est qu'un jeu , une satisfaction légère qu'on a voulu donner à M. le Maréchal Duc de Biron , Président d'un Tribunal dont ces Jurisconsultes revoquoient la compétence. Voilà pourquoi ceux qui ont signé le premier Mémoire en faveur de Monthieu n'ont pas reçu la même correction.

1. Novembre 1773.

Mesdames de Bellegarde & de Monthieu ont reçu de la part de M. de Monteynard injonction , au nom du Roi , de sortir de Fontainebleau. Ces Dames en témoignant toute leur soumission aux volontés de

S. M. ont demandé à voir l'ordre du Roi par écrit; il n'a pu leur exhiber: par ce moyen elles sont restées encore quelques jours à la suite de la Cour. Leurs amis leur ont cependant conseillé de ne point aigrir le Ministre par trop d'obstination, surtout l'orage qui s'étoit élevé contre lui se calmant. En effet l'indécision du Maître a sauvé ce Secrétaire d'Etat: peut-être Madame de Monteynard, à qui Madame la Comtesse Dubarri en vouloit, pour s'être retirée de chez elle & ne pas lui continuer sa cour servile qu'elle lui avoit faite jusqu'alors, a-t-elle ployé & s'est renduë à son devoir.

1 Novembre 1773.

On écrit de Fontainebleau que de longtems on n'avoit vu la Cour si nombreuse & si brillante. La famille Royale, augmentée de deux jeunes Princesses, la réunion des Princes, qui n'avoient pas paru en ce pays-là en 1771 & 1772, ont causé cette affluence.

2 Novembre 1773.

Le Régiment de la Reine, Cavalerie, dont le Marquis Dubarri est Colonel, se trouvant depuis peu en quartier auprès de Fontainebleau, il fera sur le passage de Madame la future Comtesse d'Artois, & aura l'honneur de lui rendre les honneurs militaires. On croit que c'est une galanterie du Ministre de la Guerre envers la Marquise Dubarri, qu'on dit nommée Dame pour accompagner cette Princesse.

2 dudit.

Il se répand la copie d'une espee de petit Mémoire ou Lettre aux Ministres & autres Grands du Royaume, qu'ont donné à Fontainebleau Mesdames Monthieu de Bellegarde & Fery de Monthieu, depuis le Jugement du Conseil de guerre des Invalides, rendu contre leurs maris. Elles y parlent d'une Requête qu'elles ont présentée au Roi, dans laquelle elles demandent la Revision de ce Jugement en présence de S. M. dans un Conseil des Dépêches, & apportent les raisons de solliciter cette grace, en s'exprimant avec beaucoup de respect pour le Tribunal dont elles revoquent la compétence. Elles n'y ménagent point M. de St. Auban, Lieutenant général d'artillerie, nommé en toutes lettres, & qu'elles représentent comme l'ennemi de Mrs. de Bellegarde & de Monthieu, l'instigateur des accusations intentées contr'eux & le fauteur des faux témoignages rendus dans cette affaire. Le refus persévérant d'écouter ces Dames prouve que leur tendresse les aveugle sur l'innocence prétendue de leurs époux, & sur les persécutions dont elles accusent à coup sûr injustement un officier général qui a la confiance du Ministre, dont elles ne peuvent révoquer elles-mêmes l'intégrité.

3 dudit.

Le Maire de Rochefort, qu'on fait être revenu à Paris, depuis que son adversaire, M. Senac de Meilhan, Intendant de cette ville, est remplacé par M. de Monthyon, espère beaucoup de celui-ci. Il a

eu soin de le prévenir de bonne heure & d'empêcher que sa religion ne fut surprise par le commerce de sa Généralité; il travaille avec un zèle infatigable à de nouveaux Mémoires; & les différentes villes qui ont remis leurs intérêts entre ses mains, attendent avec impatience le résultat de sa seconde tentative.

4 Novembre 1773.

Extrait d'une Lettre de Fontainebleau du 2 Novembre... Depuis longtems M. le Chancelier & M. le Contrôleur général n'étoient plus dans la même intimité que ci-devant. Ces deux personnages, tous deux animés du même esprit pour le bien public, différoient dans leur façon de voir, & l'on étoit fâché de cette desunion, toujours un peu contraire aux opérations, qui vont mieux par l'unanimité. Il paroît constant aujourd'hui que ces deux Ministres se sont rapprochés, & vont travailler de concert aux reviremens de finance concernant la Magistrature.

5. *dudit.*

Il court un bruit que Mesdames de Bellegarde & de Monthieu ont reçu chacune une Lettre de cachet qui les exile à Dijon, où par un concours de circonstances singulieres se trouve aussi Me. Mille, leur Avocat. On ne doute que leur *Mémoire aux Grands*, & leur obstination à rester à Fontainebleau après l'injonction d'en sortir, ne leur ayent attiré cette punition. On les condamne de cette résistance peu respectueuse, en les plaignant & en admirant leur courage pour la défense de leurs maris.

5 dudit.

Dans le Mémoire de M. de Loyauté, Maréchal de Camp, Inspecteur d'Artillerie, présenté au Conseil de Guerre des Invalides, & imprimé avec les pièces justificatives du Mémoire de Me. Mille en faveur de Madame de Bellegarde, cet officier parle de malversations exercées à la Manufacture de Charleville, pour la fabrication des armes. Il y dit que lui & ses collègues, après avoir consulté le Chevalier de Bellegarde, exigent du Sr. de Vaudesir, principal Entrepreneur, de chasser de la Manufacture le Sr. Cotheret, son associé, & Régisseur sur les lieux: ce qui fut exécuté en 1770. Mais en 1771, ce malversateur dangereux (ajoute-t-il,) a été ramené & rétabli à la Manufacture, avec triomphe, éloge & confiance.

Le Sr. Cotheret ainsi gravement inculpé, & qu'on voudroit faire connoître comme un des ennemis du Chevalier de Bellegarde, a cru devoir répandre un Mémoire pour sa justification: il en a vraisemblablement eu la permission, & l'on dit qu'il paroît & est très fort.

5 Novembre 1773.

M. de Giac a écrit une Lettre au Roi pour demander à S. M. la permission de se justifier. On ne doute pas qu'il ne l'obtienne de la justice & de la bonté du Roi.

6 dudit.

M. Caron de Beaumarchais a présenté sa *Requête au Conseil en Cassation de l'Arrêt rendu contre lui*, dans son Procès contre M. le Comte de la Blache. Elle a été admise à Fontainebleau. On doit se rappeler qu'il s'agit d'un compte entre le Sr. de Beaumarchais & M. Paris Duverney; que ce dernier y est reconnu débiteur d'une somme de 15000 Livres, & tenu à un prêt de celle de 75000 Livres pendant huit ans sans intérêts. Que par un examen de ce compte M. de la Blache, comme Légataire universel de M. Duverney, a prétendu qu'il s'y trouvoit des erreurs qui, loin de le rendre débiteur, le rendoient au contraire créancier du Sr. de Beaumarchais. C'est ce procès que ce dernier avoit gagné en premiere instance aux Requêtes de l'Hôtel, & qu'il a perdu ensuite par appel au Parlement: & c'est à cette occasion qu'est née sa singuliere attaque contre le Sr. Goetzman, conseiller de Grand' Chambre, qu'il a tourné en ridicule dans son Mémoire. Cette derniere affaire, sur laquelle le public a les yeux ouverts, doit se reprendre après la St. Martin devant les Chambres assemblées.

6 Novembre 1773.

Extrait d'une Lettre de Chanteloup. . . . M. le Duc de Choiseul continue à vivre ici dans la plus grande opulence; il a toujours un monde prodigieux. Vous jugerez des consommations par deux articles très-sûrs, qui consistent en 30 moutons par mois & 4000 poulets par an. Tous les commensaux y

font traités avec magnificence. Pour la chasse, on leur donne, ou des gardes, s'ils veulent chasser à pied, pour les accompagner; des chevaux ou des voitures, s'ils veulent accompagner le Seigneur à la chasse de la grosse bête. Cet Ex-Ministre, accoutumé aux spéculations du génie, se livre actuellement à celles de l'Agriculteur & du Commerçant; il cultive ses Manufactures, il défriche, il améliore sa Terre; il a recueilli cette année pour 60,000 Livres de Bleds. Il est fort gai dans la société, ne parle ni nouvelles ni politique: sa seule occupation en ce genre est de lire la *Gazette de France*. Il trouve le Sr. Marin très plaisant, & admire comment par tous les contes de peau d'âne que le Rédacteur adopte, il a eu le secret de rendre amusant ce Journal si sec & si ennuyeux auparavant.

7 dudit.

Malgré les coups rigoureux qu'on porte aux Jésuites dans les autres Royaumes, on entre ici dans les vues du Saint Pere, dont le Bref formidable contre l'Ordre est indulgent & consolant pour les individus. M. l'Archevêque de Paris en conséquence en employe autant qu'il peut dans le saint Ministère, & sans doute il a reçu à cet égard de nouvelles permissions de la Cour: on le présume d'autant mieux que M. le Cardinal Grand Aumônier vient d'enlever à Notre Dame le Pere, aujourd'hui l'Abbé l'*Enfant*, pour prêcher devant le Roi, après avoir fait la répétition d'usage aux Quinze-Vingts. Il paroît que le Pere, aujourd'hui l'Abbé Bolce, autre Jésuite renommé pour la Prédication, mais moins

que le premier, le remplacera à la station de la Cathédrale.

8 Novembre 1773.

Tandis que les héritiers Veron préparent leur Requête en Cassation contre l'Arrêt du Parlement en faveur du Comte de Morangiès, les vassaux des terres du pere & ses voisins célèbrent par des fêtes le triomphe de l'Officier général, qui jouit ici du sien avec bien de la modestie.

8 dudit.

On assure que le Roi a déclaré qu'il étoit content des services de M. le Marquis de Monteynard, & que ce Ministre qui craignoit une disgrâce est pleinement rassuré.

8 dudit.

Mémoire de Mesdames de Bellegarde & de Montieu, donné aux Ministres, aux Princes & aux Grands de la Cour, &c.

MONSIEUR,

„ Le plus bel appanage des Grands du Royaume est, après la gloire de servir son Roi & l'Etat, de pouvoir tendre à l'innocence opprimée une main secourable & protectrice, & de faire parvenir jusqu'aux pieds du Trône de justes Réclamations: c'est pour obtenir cette faveur, Monsieur, que deux femmes éplorées viennent aujourd'hui implorer votre appui:

l'une, pour le Sr. de Bellegarde, Militaire vertueux, l'autre, pour le Sr. de Monthieu, citoyen honnête, qui tous deux viennent de subir le jugement le plus rigoureux, mais le moins mérité. Le Tribunal qui l'a rendu, ce jugement terrible, étoit composé de Militaires également recommandables par leur naissance, par leurs vertus, par leurs services & par leurs dignités. Mais qu'il nous soit permis de le dire, sans que ces juges, respectables d'ailleurs, puissent & doivent s'en offenser, les Loix ne leur sont point connues, ils ignorent toutes les formes & les règles qu'elles prescrivent, & dont il n'est pas permis de s'écarter, lors qu'il s'agit de prononcer sur une affaire, de laquelle dépend l'honneur & la fortune de deux citoyens & de leur famille. Nos époux infortunés ont été condamnés, Monsieur, sur des prétendues preuves, qui n'en feroient point aux yeux des Magistrats instruits; sur des témoignages mendés & dictés par M. de St. Auban, l'ennemi juré de nos maris. Nous sommes en état d'en convaincre toute la terre, & nous demandons qu'il nous soit permis de dévoiler la trame odieuse qui a été ourdie, ainsi que tous les moyens infames qui ont été employés pour perdre deux hommes qui, loin d'avoir mérité la plus légère punition, devoient, au contraire, s'attendre à des éloges & à des récompenses."

„ Nous nous sommes jettées, Monsieur, aux pieds de S. M.; nous avons pris la liberté de lui présenter une Requête, par laquelle nous demandons que la procédure faite contre nos maris, & le jugement qui s'en est suivi, soient revus en présence de S. M. par son Conseil des Dépêches. C'est à quoi se réduit toute la grace que nous sollicitons. Si nos maris
font

sont reconnus coupables, après qu'on aura observé à leur égard ce qui est prescrit par les Loix, & qu'ils auront pu fournir leurs moyens de justification (ce qui leur a été interdit jusqu'à présent); qu'ils soient punis, & punis suivant la rigueur de ces mêmes loix dont nous implorons aujourd'hui l'observation. Alors nous gémirons de leur sort, mais sans murmures, sans nous plaindre. Si, au contraire, nos maris sont trouvés innocents, quelle satisfaction touchante S. M. ne se procurera-t-Elle pas? Quel contentement intérieur ne vous procurerez-vous pas, Monsieur, d'avoir honoré nos maris & nous de votre généreuse protection, & par-là d'avoir contribué à sauver deux sujets du deshonneur & de l'infamie dont leurs ennemis ont voulu les couvrir.

Nous sommes avec respect,

Vos très humbles & très obéissantes servantes,
MONTHIEU DE BELLEGARDE, FERY DE
MONTHIEU.

9 Novembre 1773.

Il paroît une Déclaration du Roi, concernant le remboursement des Quittances de finance provenant de la Liquidation des offices de la Cour des Aides de Clermont-Ferrand, supprimée par Edit de Mai 1771, donnée à Versailles le 13 Juin 1773, & enregistrée au Conseil supérieur de Clermont-Ferrand le 5 Juillet suivant. Suivant elle la totalité du prix des offices liquidés s'est trouvé monter à la somme de 898, 101 Livres 13 sols 4 deniers; & le remboursement en doit être effectué en entier au 1. Juillet

1738. Le Roi consacre à cet effet une somme annuelle de 57,500 Livres, prise sur la Recette générale des finances d'Auvergne, & impose 30,000 Livres d'augmentation de surplus sur tous les habitans de la Province indistinctement, pour former celle de 87,500 Livres y destinée. Suivant la liste divisée en deux Classes, 12 Membres ont passé au Conseil supérieur de Clermont, & 26 sont restés sans fonctions.

Autre Déclaration du Roi, donnée à Versailles le 22 Mai 1773, & enregistrée en la Cour Souveraine de Nancy le 23 Août suivant, par laquelle la totalité des offices liquidés des Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides de Metz, de ceux de la juridiction de la Table de marbre, & d'aucuns des offices de la Chancellerie près le Parlement de Metz supprimés par Edit du mois d'Octobre 1771, se monte à la somme de 3, 669, 769 Livres 13 sols 10 deniers : au remboursement desquels, à durer jusqu'au premier Novembre 1790, le Roi affecte une somme annuelle de 320,000 Livres, à laquelle il contribuë pour 200,000 Livres & le surplus à payer à l'ordinaire par les Peuples de la Province, qui jouissent du bénéfice de la justice gratuite.

Suit la liste des Liquidés, divisés en trois Classes : la 1^{re} des officiers du Parlement entrés dans la Cour Souveraine de Nancy, se monte à 18 : la 2^{me} desdits Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides, & de la Cour Souveraine de Nancy supprimés, qui ont un service actuel en différentes Cours, se monte à 5 : & la 3^{me} d'officiers supprimés qui n'ont point de service actuel dans aucune Cour, se monte à 125 : enfin ceux de la Table de marbre à 11.

9 dudit.

M. le Mairal, Président de la Chambre des Comptes, vient de mourir à sa terre, de la petite verole. Son fils, qui étoit au service, le quitte pour occuper cette charge, dont il a l'agrément: ce qui prouve qu'elles sont encore bonnes, malgré les plaintes de cette Cour.

9 dudit.

On ne fait comment Messieurs du Parlement de Bordeaux, malgré les deffenses rigoureuses faites par le nouveau Règlement de discipline de rien laisser percer dans le public de leurs Remontrances, ont donné communication des leurs au sujet du Monopole, en date du 31 Août 1773. Elles sont touchantes, elles contiennent des vues très sages sur cet objet & annoncent au Roi que les auteurs des calamités de la province étoient près du trône. Elles font une grande sensation dans les Provinces, où elles sont répandues & d'où elles ont percé dans cette Capitale.

10 Novembre 1773.

C'est M. l'Evêque de Chartres qui doit officier après-demain à la Messe rouge. Tout se dispose pour la rentrée du nouveau Tribunal en la maniere accoutumée.

10 dudit.

Le Sr. Cotheret répand son Mémoire à consulter sans aucun obstacle; il est spécialement dirigé contre M. de Loyauté: il feint d'ignorer que celui sous le

nom de cet officier général soit véritablement de lui, & cherche à decouvrir ses calomniateurs. L'auteur de cet écrit est un Avocat, nommé Clément.

11 dudit.

Extrait d'une Lettre de Rennes du 2 Novembre 1773... La Liquidation des offices du Parlement de cette ville est arrêtée par une Déclaration de S. M. donnée à Compiègne le 18. Juillet, & enregistrée ici, toutes les Chambres assemblées, le 12 Août. Elle se monte à la somme de 2,661,849 Livres, 4 deniers. Le remboursement doit s'en effectuer jusqu'au 1^{er} Janvier 1789, à raison de 250,000 Livres par an; dont on prendra 100,000 Livres des deniers des Recettes générales des Pays d'Élection, & 150,000 Livres du fonds des Impositions de la Province. Vous remarquerez que les Procureurs généraux ne se sont point fait liquider & ne sont pas compris dans la liste.

12 dudit.

On assure que le Roi a bien voulu recevoir la justification de M. Giac, & que de l'agrément de S. M. ce Magistrat va épouser Madame la Duchesse de Chaulnes, dont les bans se publient. On ne fait cependant s'il restera dans le Conseil.

13 Novembre 1773.

Le Mémoire à Consulter du Sr. Cotheret est intitulé: *pour Me. Claude Bernard Cotheret, Avocat au Parlement, Copropriétaire & Directeur de la Manufac*

ture des Armes à Charleville. Ce qui le rend absurde, c'est la tournure de prétendre qu'un Mémoire souscrit du nom de M. de Loyauté, Maréchal de Camp, & présenté par lui au Conseil de Guerre des Invalides, ne soit pas de lui; & ce qui le rend mal adroit, c'est de passer sous silence le fait le plus grave articulé contre le Réclamant dans ce Mémoire, savoir : *qu'il a été expulsé par ordre du Duc de Choiseul comme prévenu & convaincu de malversations dans ses fonctions.* Il se contente de répondre implicitement à ce fait, qu'il est dénoncé comme le plus criminel des hommes par *un officier qui ne l'a jamais vu ni connu, & que d'un autre côté par la nature même de ses fonctions il est physiquement impossible qu'il commette le plus petit abus depuis 26 ans qu'il est Directeur.*

Il demande en conséquence à son conseil comment il doit se comporter, & quelle est la route qu'il doit tenir pour parvenir à se faire rendre justice sur une diffamation destituée de fondement & même de prétexte?

Sur quoi suit une Consultation de Me. Clement en date du 1^{er} Septembre, qui est d'avis que le Sr. Cotheret doit rendre plainte contre le quidam qui a répandu ou fait répandre le libelle diffamatoire dans lequel sa réputation est si cruellement déchirée, demander permission d'en informer, & suivre la procédure extraordinaire jusqu'à jugement définitif.

Ce Conseil ne doute pas que le calomnié ne parvienne à faire condamner l'auteur d'un délit aussi qualifié : 10. à lui faire la réparation la plus authentique : 20. en des dommages & intérêts très considérables, qui du consentement du Sr. Cotheret seront appliqués aux hôpitaux.

Quant au Tribunal auquel il doit s'adresser, on estime que le Sr. Cotheret doit rendre sa plainte à M. le Lieutenant Criminel au Châtelet de Paris, la publication du libelle ayant été faite principalement dans cette Capitale.

13 Novembre 1773.

Les bruits répandus jusqu'ici contre M. Giac relativement au mécontentement du Conseil se sont enfin réalisés : M. d'Aguesseau, Conseiller d'Etat, Doyen du Conseil, avec Mrs. de Marville, de Viarme & un autre, ont été d'abord chez M. le Chancelier demander la radiation de ce Maître des Requêtes ; & le Chef de la Magistrature ayant reçu lestement cette démarche, ayant persiflé M. d'Aguesseau sur sa crédulité trop légère aux coq-à-l'âne de Paris, ce dernier s'est retiré fort mécontent ; & le Conseil est convenu d'écrire au Roi une Lettre, signée de 14 Conseillers d'Etat & de 28 Maîtres des Requêtes, dans laquelle ils expriment à S. M. en termes très forts leur douleur que M. Giac, dans le tems qu'il étoit Rapporteur du Procès de Madame la Duchesse de Chaulnes, songeât dès-lors à s'unir avec elle par un mariage & à faire passer dans sa personne & dans sa famille tous les biens de cette Dame : Prévarication odieuse dans un membre d'un Tribunal qui juge les Justices. Les mêmes 4 Conseillers d'Etat se sont transportés chez M. le Maréchal Duc de Richelieu, Gentilhomme de la Chambre de service, & ont prié ce Seigneur de se charger de leur Lettre. M. de Richelieu, qui aime assez à nager entre deux eaux, & voudroit ménager les deux partis, a d'abord fait des

difficultés ; M. d'Aguesseau les a tranchées toutes , 10. en lui déclarant qu'on s'étoit adressé à M. le Chancelier , qui n'avoit pas répondu à cette démarche d'une façon satisfaisante : 20. en lui faisant entendre qu'ils ne venoient point à lui comme députés de la Compagnie , mais comme des particuliers , pouvant tous réclamer en faveur de l'honneur du Corps outragé. Le Maréchal vaincu par ces raisons a remis la Lettre au Roi , dont il a prévenu l'étonnement par la même explication. Cependant S. M. a mandé M. d'Aguesseau & les trois plus anciens Conseillers d'Etat , ainsi que les quatre plus anciens Maîtres des Requêtes ; & sur les reproches que S. M. leur a fait de n'avoir point passé par l'organe de M. le Chancelier , ils ont représenté que ce n'étoit point contre les prérogatives du Chef de la Compagnie , ni contre ses usages ; qu'il y en avoit plusieurs exemples : en conséquence M. d'Aguesseau a eu l'honneur d'écrire une seconde Lettre au Roi , servant d'apologie à la démarche du Conseil , par les époques de faits semblables qu'il a rappelés. Il paroît difficile d'après cet éclat que M. Giac reste au Conseil. La Lettre écrite contre lui est très forte , & Mrs. du Conseil ne font point difficulté de la lire à qui veut l'entendre.

14 Novembre 1773.

La messe rouge a eu lieu vendredi en la manière accoutumée , & le Prélat désigné a officié. Le repas du Premier Président ne s'est pas aussi bien passé ; la marée est arrivée tard , & s'est trouvé pourrie : il a fallu y suppléer du mieux possible , ce qui a jetté du désordre dans le service , & rendu la fête encore plus chère.

14 dudit.

M. le Marquis de Monteynard paroît remis en faveur, du moins pour quelque tems. Les courtisans très convaincus de sa disgrâce future avoient absolument déserté ses anti-chambres, mais le Roi lui ayant dit: *M. de Monteynard, quoique vous ayez bien des ennemis, vous avez deux grands protecteurs, votre probité & moi*, la foule dès le lendemain à reparu chez ce Ministre comme à l'ordinaire.

Du 14 Novembre 1773.

Mémoire présenté au Roi, le samedi 23 Octobre 1773, au nom de Mrs. les Conseillers d'Etat, & signé de 14 d'entre eux, qui se sont trouvés à Fontainebleau.

S I R E,

„ C'est avec une véritable douleur que le Conseil de V. M. se trouve forcé de lui déferer un de ceux qui ont l'honneur d'y servir, comme soupçonné d'avoir manqué à ce que l'honneur exigeoit de lui dans l'exercice de ses fonctions. ”

„ Le Sr. Giac, Mtre. des Requêtes, a été Rapporteur du procès que Madame la Duchesse de Chaulnes avoit contre son fils. A peine le procès a-t-il été jugé qu'on l'a vu acquérir une charge à un prix beaucoup plus considérable que celui payé par son prédécesseur. Votre Conseil, S I R E, instruit de la modicité de la fortune du Sr. Giac, cherchoit à pénétrer les ressorts d'un événement aussi singulier, lorsque le bruit s'est répandu qu'il épousoit Madame la Duchesse de Chaulnes. ”

„ La

„ La disproportion d'âge , de fortune & plus encore celle des qualités , auroit fait regarder cette nouvelle comme l'effet d'une méchanceté , si l'on n'avoit pas assuré en même tems que la première publication des bans avoit été faite , & que la Duchesse de Chaulnes avoit eu l'honneur d'en faire part à V. M. & à Madame la Dauphine ”.

„ Jamais peut-être un événement particulier n'a fait plus d'éclat à votre Cour & dans la Capitale : fait par sa nature pour prêter au ridicule & aux plaisanteries des personnes indifférentes , il n'a pu être envisagé par votre Conseil sous le même point de vue ; votre Conseil , SIRE , n'a pu s'empêcher de trouver dans la conduite du Sr. Giac , les preuves d'une intrigue commencée dans le tems qu'il étoit Rapporteur de la Duchesse de Chaulnes , & consommée depuis qu'elle a gagné son procès ”.

„ Peu importe , SIRE , pour l'honneur de la justice & pour la décence des mœurs , que le mariage soit rompu ou retardé : il n'est pas moins constant que le Sr. Giac a fait tout ce qui étoit en lui pour profiter de l'empire que lui avoit donné sur la cliente sa qualité de Rapporteur , & pour l'engager à un mariage qui auroit fait passer dans les mains de ce Rapporteur la plus considérable portion de la fortune qui faisoit l'objet du procès ”.

„ Si l'honneur doit être le premier mobile , comme la vraie récompense du Magistrat , combien plus ne doit-il pas être précieux à ceux que vous daignez appeler à votre Conseil ? Destinés à juger les Justices mêmes , quel respect mériteroient-ils , s'ils ne faisoient pas se respecter eux-mêmes ? ”

„ Votre Conseil , SIRE , prend la liberté de déposer

ses peines dans le sein de V. M. Il ose réclamer les bontés dont Elle l'a toujours honoré: il La supplie de ne pas permettre que le Sr. Giac, après des imputations si affligeantes, ose entrer au Conseil & y continuer les fonctions de sa charge."

Mrs. d'Aguesseau, la Galaifiere, de Marville & de Viarmes ont été chargés de porter & laisser à M. le Chancelier une copie de ce Mémoire.

Ce Mémoire, accompagné d'une Lettre de M. d'Aguesseau, Doyen, a été remis au Roi, par M. le Maréchal de Richelieu, le samedi 23 avant l'ordre.

Mrs. les Mtres. des Requêtes ont aussi fait parvenir, par la même voie, leur adhésion à la demande de Mrs. les Conseillers d'Etat, signée de tous ceux qui se sont trouvés à Fontainebleau, au nombre de 28.

Le lendemain, dimanche, à 11 heures du matin, M. le Chancelier a mandé Mrs. les quatre anciens Conseillers d'Etat, & les quatre anciens Mtres. des Requêtes, pour leur dire de la part de Roi, que S. M. avoit décidé que le Sr. Giac n'entreroit plus au Conseil.

15 Novembre 1773.

On a remarqué que le Sr. Goezman n'étoit point au Palais à la rentrée, ce qui ne prouveroit rien; mais le bruit court que ses confreres lui ont fait entendre qu'il eût à ne pas siéger avec eux, tant qu'il seroit entaché.

15 dudit.

Le Sr. Couanat, cet Ex-Prémontré si célèbre pour être revenu contre ses vœux & en avoir obtenu la nullité, est à la veille de faire bruit de nouveau par

un autre procès non moins singulier. Il s'agit d'un mariage qu'il a voulu contracter à Tours, depuis qu'il est rendu au siècle, & auquel depuis près de 2 ans la Puissance Ecclésiastique forme obstacle en voulant remettre en question son état. Cette affaire est d'autant plus majeure qu'elle tendroit à anéantir les appels comme d'abus, si les prétentions du Clergé étoient reçues. Malheureusement pour le Sr. Couanat, le nouveau Tribunal, tout dévoué au Corps Ecclésiastique, n'osant prononcer ouvertement en faveur de ce Corps, parce que l'Arrêt seroit trop criant & qu'il se dégraderoit lui-même, laisse traîner l'affaire en longueur; & depuis dix-huit mois que la Cause est sur le rôle & a été appelée, le Sr. Couanat ne peut obtenir l'audience.

16 dudit.

Le 14 Août dernier, par une sentence du Bailliage d'Auxerre, le Sr. *le Franc*, Prêtre âgé de 70 ans, a été condamné avec le Sr. *Hautefage*, également Prêtre, à la marque, aux galeres, & à 100 Livres d'amende; le Sr. *le Roi*, Prêtre Chanoine de la Cathédrale, & Principal du Collège de cette ville, a été condamné, ainsi que le Sr. *Navier*, Professeur, au bannissement perpétuel, hors du Royaume, & à 100 Livres d'amende; le Sr. *Gerard*, Maître de quartier, à 9 ans de bannissement hors du Ressort; le Sr. *Ricard*, Chanoine de la Cathédrale & Professeur, au Blâme, & à 6 Livres d'amende: il a été ordonné contre le Sr. *Gendrot*, Professeur, un plus amplement Informé de six mois. La même sentence condamne différentes brochures à être lacérées & brûlées, &c.

Les crimes imputés à ces différens maîtres du College d'Auxerre, sont, ou particuliers à quelques-uns d'entr'eux, ou communs à tous. Les deux premiers sont accusés du crime le plus grave, d'avoir tenu, aux Pensionnaires des discours injurieux contre la personne sacrée du Roi, & de leur avoir inspiré des principes pernicioeux.

Le Principal est puni, comme ayant été instruit de ces discours & les ayant tolérés, comme ayant souffert entre les mains de jeunes gens des libelles contre le Gouvernement, & les ayant laissé s'entretenir journellement des affaires de l'Eglise & de l'Etat.

On impute au 4eme d'avoir dicté à ses écoliers des thèmes contenant des maximes séditieuses, d'avoir expliqué publiquement dans sa classe des Estampes injurieuses à M. le Chancelier, & d'avoir fait lire à quelques Pensionnaires des libelles dans sa chambre.

Le crime du 5eme. est d'avoir nourri dans ses écoliers l'esprit d'insubordination, & de leur avoir mis entre les mains des livres dangereux, comme l'*Histoire de Port Royal* de M. Racine, l'*Ancien Testament* de M. de Mesauguy, les Ouvrages de M. Nicole & le *Manuel de la Jeunesse*.

Le crime commun dont on ne les déclare pas convaincus, mais véhémentement suspectés, ainsi que les deux derniers, c'est d'avoir, par une association criminelle, combiné un plan d'éducation dangereux & pernicioeux, tendant à former dans la jeunesse confiée à leurs soins, un esprit d'insubordination & de révolte contre toute autorité.

Tous ces instituteurs malheureux se sont trouvés forcés de se soustraire par la fuite à ces condamna-

tions infamantes. Le Sr. *Ricard*, Chanoine de l'Eglise d'Auxerre, & Professeur de Rétorique au college de la même ville, le 6eme. condamné, mais seulement à l'amende, réclame contre la sentence, & sa Cause se trouvant liée à celle des autres, réclame pour tous.

Il répand en conséquence un Mémoire à consulter, où les faits sont détaillés fort au long: il est étayé de deux Consultations souscrites des plus célèbres Jurisconsultes en matiere criminelle: l'une est du 15 Septèmbre, & l'autre du 6 Octobre. Toutes deux s'accordent à dire que la procédure présente presque autant de nullités que d'actes; qu'elle est vicieuse du côté des témoins qu'on a entendus, du côté de ceux qu'on a rejettés, du côté des juges qui ont instruit & prononcé, & que jamais il n'y eût de prise à partie fondée sur des faits plus pressans, & sur des motifs plus légitimes que celle à laquelle doit recourir le Sr. *Ricard*, contre les juges du Bailliage d'Auxerre.

16 Novembre 1773.

Mesdames de Bellegarde & de Monthieu ne sont point exilées, comme on l'avoit dit; elles ne sont pas à Dijon, mais à Paris.

16 dudit.

Le nouveau Tribunal a enrégistré le 12 de ce mois, à sa rentrée, les Chambres assemblées, un Edit du mois d'Octobre, qui assigne l'Appanage de M. le Comte d'Artois; consistant en les Duché & Comté d'Auvergne, les Duchés de Mercœur & d'An-

goulême, les Comté & Vicomté de Limoges, leurs appartenances & dépendances, à l'exception du Marquisat de Pompadour en la Vicomté de Limoges, de la basse Marche, & des parties distraites du Duché de Mercœur, &c.

Le même jour il a enrégistré des Lettres Patentes données à Fontainebleau le 31 Octobre, qui accordent à ce Prince la nomination aux Bénéfices, Offices &c. sauf les Evêchés, dont le Roi se réserve la nomination, & les Etats des Prévôts des Maréchaux, leurs Lieutenans, Greffiers & Archers &c.

19 Novembre 1773.

On a vu avec douleur au Banquet Royal d'hier que parmi les Princes du sang M. le Prince de Conty fut le seul qui ne s'y-trouvât pas. Il est toujours dans la disgrâce de la Cour, n'ayant pas voulu se prêter à écrire une Lettre au Roi, pareille à celle des autres Princes; il a regardé cette démarche comme trop inconséquente, trop contraire aux Protestations qu'il avoit signées, à son amour de la Patrie, & à son zèle même mieux entendu pour le service de S. M. Sous ce point de vue, son absence n'est que plus glorieuse aux yeux des Patriotes qui pensent comme lui.

19 dudit.

Extrait d'une Lettre d'Auxerre du 12 Novembre... Toute la ville est en scission à l'occasion de la sentence du Bailliage contre les Professeurs anciens du College. C'est une suite de la malheureuse division des esprits sur les affaires de Religion. Autrefois

Auxerre, sous M. de Caylus, son Evêque, tout Janéniste, étoit un des principaux repaires de cette secte. Aujourd'hui M. de Cicé, tout Moliniste, a fait prendre le dessus à ceux de son parti: il a vu avec douleur des Etrangers venir occuper la place des Jésuites dans le College, & le remplacement du Parlement lui a permis de faire éclater son ressentiment. On a d'abord destitué une partie des anciens Professeurs, sous prétexte qu'ils n'étoient pas Maîtres-ès arts; & ceux-ci ayant fait valoir leurs droits, on a intenté contr'eux des accusations horribles, mais dont le motif principal perce toujours par une forte de livres qu'on les accuse d'avoir lus & récelés, dont les noms seuls annoncent le ridicule de l'imputation: il n'y a pas jusqu'à M. Rollin, qu'on leur reproche de mettre entre les mains des jeunes gens!....

20 Novembre 1773.

M. Caron de Beaumarchais rentre en lice & répand un *Supplément au Mémoire à Consulter* par lui comme accusé en corruption de juge & calomnie. Dans la première partie il attaque Madame Goezman; il rappelle les confrontations d'elle avec lui, & de lui avec elle; il fait voir de quel ridicule le Conseil de cette Dame l'a forcée de se couvrir dans ses défenses, & il en porte sa justification au plus haut degré d'évidence.

Dans la seconde partie, il s'en prend au mari, il le dévoile comme le principal acteur de cette noire intrigue, comme celui qui en fait jouer tous les ressorts. Il en établit les preuves morales & les preuves physiques: il discute les deux déclarations du libraire le Jay, ainsi que la dénonciation du Con-

feiller au Parlement, & par-tout il presse son adversaire de façon à ne point le laisser échapper.

Suit une Consultation du 17 Novembre, signée de deux Avocats, qui estiment que le Sr. de Beaumarchais doit conclure à être déchargé de l'accusation en corruption de juge & calomnie, & demander personnellement contre le Sr. Goezman des dommages intérêts, &c.

Il paroît, suivant que l'annonce le Sr. de Beaumarchais, qu'il se dispose à publier un troisieme Mémoire, concernant le Sr. d'Arnaud & le Sr. Marin, qu'il attend pour cela que ce dernier ait fait paroître le sien.

Il regne dans celui-ci le même intérêt, le même sarcasme, la même gaité que dans le premier : quoique la curiosité ne soit pas aussi pressante, l'adresse de l'auteur à faire valoir toutes les minuties y supplée & n'excite pas moins l'avidité du lecteur.

22 Novembre 1773.

Avant le mariage du Comte d'Artois, on avoit prétendu que M. le Duc de la Vrilliere n'attendoit que cet événement pour se retirer : on en renouvelle aujourd'hui les bruits, & l'on partage sa dépouille entre M. le Duc d'Aiguillon & M. Bertin.

22 *audit.*

Le second Mémoire du Sr. de Beaumarchais fait encore plus de sensation, s'il est possible, que le premier ; il révèle au grand jour les turpitudes de la femme & du mari, avec une candeur, une ingénui-

te, qui charme. Le détail de ses réponses à Madame Goezman, toujours honnêtes, polies, même galantes, forme un contraste délicieux avec les bêtises, les injures, les grossièretés de celle-ci. On y trouve un portrait de lui-même, où il repousse toutes les calomnies atroces dont on le charge envers ses deux femmes dans des Gazettes étrangères, entr'autres dans celle de la Haye : il refute également les autres horreurs dont ses ennemis veulent que sa vie ait été un tissu.

24 dudit.

On publie un Arrêt du Conseil en date du 17 Octobre, portant Règlement pour l'enregistrement du Bail des Fermes & de l'Arrêt de prise de possession, avec fixation des sommes à payer pour ledit enregistrement.

Son premier objet est de prévenir l'incertitude résultante du défaut de Loi précise par rapport aux Epices & droits des différens officiers des Cours pour lesdits enregistrements, ces attributions étant jusqu'à présent demeurées à leur arbitrage. Dans l'état actuel, par rapport aux Cours tant d'ancienne que de nouvelle création, dont les offices ne sont plus possédés à titre de finance, il ne leur est pas permis de se taxer aucunes sommes pour épices ni conclusions : conformément aux Edits qui ont fixé leur constitution, il ne s'agissoit que de fixer un salaire convenable aux Greffiers. Il ne s'agit donc que des autres Cours dont les offices continuent d'être possédés à titre de finance.

Mais l'objet principal est de déterminer la forme des enregistrements d'une manière précise, pour en-

pêcher les difficultés qui se sont élevées jusqu'à présent presque à tous les Baux, à l'occasion ou sur l'effet desdits enrégistremens. Le Fermier s'étant plaint que ces difficultés, en retardant ou contrariant sa jouissance ou même en réduisant les objets, occasionnent une incertitude toujours nuisible au bien du service & quelquefois même des demandes en indemnité de sa part. Suivent II articles: par le 1^{er}. il est ordonné que les résultats du Conseil & Lettres patentes portant Baux des Fermes de S. M. seront enrégistrés aux Parlemens de Paris, Dijon, Grenoble, Rennes, Aix, Pau & aux Conseils supérieurs de Roussillon, Lyon, Clermont-ferrand, Châlons, Blois, Poitiers, Rouen & Bayeux.

Par le second, ils doivent être enrégistrés à la Chambre des Comptes de Paris, à la Chambre des Comptes & Cour des Aides de Montpellier, aux Chambres des Comptes de Grenoble, de Dijon, Nancy & Bar, & aux Cours des Aides de Bordeaux & de Montauban.

Par le 3^e. il est ordonné au Procureur général de S. M. de requérir purement & simplement ledit enrégistrement dans le délai de trois jours au plus.

Par le 4^e. il doit être procédé dans la huitaine au plus tard, audit Enrégistrement, qui sera délibéré par la Grand'Chambre seulement dans les Cours qui sont composées de plusieurs; & à l'égard des Compagnies semestres, par le semestre en exercice. Défend S. M. aux officiers desdites Cours d'insérer aucune modification ni restriction dans les Arrêts d'enrégistrement, à peine de nullité; leur permet néanmoins de faire après ledit enrégistrement telles représentations qu'ils aviseront bon être.

Le reste des dispositions est de peu d'importance.

25 Novembre 1773.

L'Enregistrement du Bail, malgré les Réductions, ne laisse pas que d'être un objet cher.

La premiere Classe, concernant les Parlemens & Conseils supérieurs, où l'enregistrement doit être requis & délibéré, sans Epices, Vacations, ni attributions, se monte seulement à . 1075 Liv.

La seconde, concernant les Chambres des Comptes & Cours des Aides, auxquelles il sera payé des Epices, Vacations, & Conclusions, pour les Magistrats, à répartir entr'eux, &c. . 138320

Troisieme Classe, les Bureaux des finances, &c. . 11681

4e. Classe, Jurisdictions inférieures. . 23453

Total. 174529 Liv.

27 dudit.

Il court depuis quelque tems ici une Lettre du Roi de Prusse à l'abbé Colombini, son chargé d'affaires à Rome, à l'occasion des Jésuites, que les Politiques ont d'abord regardée comme une pièce controuvée par ces bons peres. Cependant, comme elle est parfaitement conforme à la conduite humaine, sage & adroite de ce Monarque envers eux, qu'elle est écrite d'ailleurs avec le ton libre, fier, plaisant & spirituel qui caractérise leur auteur, on va la rapporter.

„ Vous direz à qui voudra l'entendre, pourtant
 „ sans air d'ostentation ni d'affectation, & même
 „ vous chercherez l'occasion de le dire naturellement
 „ au Pape, ou au premier Ministre, que, touchant
 „ l'affaire des Jésuites, ma résolution est prise de les
 „ conserver dans mes Etats, tels qu'ils ont été jus-
 „ qu'ici. J'ai garanti au Traité de Breslau *in statu*
 „ *quo* la Religion Catholique, & je n'ai jamais trou-
 „ vé de meilleurs prêtres à tous égards. Vous ajou-
 „ terez que puisque j'appartiens à la Classe des Héré-
 „ tiques, le Saint Pere ne peut pas me dispenser de
 „ l'obligation de tenir ma parole ni du devoir d'un
 „ honnête homme & d'un Roi. Sur ce je prie Dieu,
 „ abbé de Colombini, qu'il vous ait en sa sainte
 „ garde.”

27 Novembre 1773.

A mesure qu'on veut éclaircir l'affaire du Sr. de Beaumarchais, elle se complique davantage, parce que consistant principalement dans des propos, des rapports, des dits & contredits tenus par différentes personnes, qui ont intérêt de les nier ou de les altérer, elle dégénère en pots pourris de société, qu'il sera peut-être impossible de jamais bien tirer au clair. Par exemple, le Sr. Bertrand d'Airolles, Négociant de Marseille, amant d'une sœur du Sr. de Beaumarchais, logeant chez elle, ami du frere, & à ce double titre agent dans les négociations, porteur de parole vis à vis du Sr. le Jay, conséquemment pivot de tout le Mémoire du Sr. de Beaumarchais, intervient aujourd'hui par un *Mémoire à consulter*, & au moyen de ses dénégations fait écrouler une partie de la défense du Sr. de Beaumarchais : de son ami qu'il étoit,

il paroît être devenu son ennemi, l'attaquer personnellement, lui faire des reproches sanglans de méchanceté, de mauvaise foi, de calomnies : à l'en croire le projet de l'Ecrivain a été seulement de causer du bruit, d'amuser le public, de faire de ses Mémoires une Suite à *la Correspondance*... Ce dernier mot que le Sr. d'Airolles omet par une réticence encore plus perfide, est d'une atrocité qui va de pair avec toutes celles du premier. Il y est question surtout du Médecin Gardanne, autre témoin très mal mené. Ce qui doit obliger le Docteur à paroître aussi sur la scène & à produire sa justification.

Suit une Consultation du 23 Novembre, où l'on décide que d'Airolles est autorisé à demander des dommages intérêts, tant contre le Sr. de Beaumarchais que contre le Médecin Gardanne &c.

Il faut se rappeler que le Sr. Bertrand d'Airolles est toujours décrété d'ajournement personnel, conjointement avec le Sr. de Beaumarchais.

28 Novembre 1773.

Le Sr. Dulys, Lieutenant Criminel du Châtelet, achète une charge de Maître des Requêtes & passe au Conseil. Cette faveur est la suite du zèle qu'il a mis à favoriser les vues de M. le Chancelier sur la Compagnie.

28 dudit

M. le Chancelier, qu'on assure toujours n'être pas bien en Cour, craint en conséquence les cabales qu'on pourroit former contre lui. Il est décidé à ne laisser venir à Paris que les exilés qui en ont la permission.

déjà, & surtout de ne pas permettre à aucun d'y coucher.

Il a témoigné sa surprise au frere de M. de Montgodefroy, un de ceux qui y viennent ainsi, de ce que le Magistrat n'avoit pas choisi un jour où lui Chancelier étoit à Paris, pour y venir : reproche indirect de ce que ce Conseiller ne lui avoit pas fait encore de visite.

28 Novembre 1773.

Le mariage de Madame la Duchesse de Chaulnes avec M. Giac est confirmé, à n'en pas douter, par le fait, puisque cette Dame a arboré la livrée du Maître des Requêtes.

29 dudit.

Madame Goezman paroît enfin sur la scene, elle publie un Mémoire assez volumineux, mais moins propre à la justifier parfaitement qu'à inculper le Sr. de Beaumarchais. On y trouve des détails étrangers à l'affaire, qui font présumer avec raison que cet écrit est l'ouvrage du mari. Il est mal écrit & ne peut se lire que par ceux qui ont intérêt à discuter le fond. On lit à la fin une grande apologie du Sr. Goezman, dont on fait l'histoire... Dans le Conseil d'Alsace depuis 1755, il fut question de l'en tirer pour le faire Envoyé de l'Electeur de Cologne, & ensuite de l'Evêque de Spire, en France. Ces projets ne réussirent pas. Ramené à Paris pour ses affaires, il s'y livra à son goût pour l'étude du Droit public & des Sciences : il publia en 1768 un *Traité de Droit commun des fiefs*, dont tous les Journaux Nationaux & Etrangers ont parlé avec éloge, cité dans

un grand nombre de Mémoires & de Consultations, & auquel l'Université de Strasbourg a accordé une place honorable dans la Bibliothèque. La même année l'Académie de Metz ayant proposé pour sujet de son Prix annuel trois Questions importantes de Droit Public, le Mémoire du Sr. Gozman obtint la Couronne Académique, & on lui envoya quelque tems après des Lettres d'Académicien.

Encouragé par ces succès dans la vaste carrière du Droit public, il céda à son attrait, & quitta sa Compagnie (dont on l'accuse d'avoir été chassé) & ne songea plus (dit-il modestement par l'organe de sa femme) qu'à marcher sur les traces des *Pithou*, des *Mabillon*, des *Bignon*, des *Baluze*, & des *Ducange*; il étoit même sur le point de publier le premier volume d'un ouvrage dans lequel ils reconnoîtroient peut-être leur élève, s'ils vivoient encore, lorsque des circonstances irrésistibles le rappellerent à ses premières fonctions.

Tel est le grand Magistrat aujourd'hui calomnié!

Il court un bruit que le nouveau Tribunal, pour couper court à tant de Mémoires qui rendent un de ses membres la risée du public, veut juger cette affaire la semaine prochaine.

29 Novembre 1773.

Il passe pour constant que M. l'abbé Terrai a fait de vifs reproches à M. le Maréchal Duc de Richelieu sur l'énorme dépense des Fêtes, en lui déclarant qu'il n'avoit point d'argent pour les payer, que les peuples étoient assez vexés, & qu'il n'étoit pas possible de les surcharger pour semblables folies. On

assure cependant que Madame la Comtesse Dubarri a calmé le courroux de M. l'abbé & l'a déterminé à faire honneur à cette dette.

1er Décembre 1773.

Les Mémoires de M. Giac au Roi sur ce qui s'est passé à son sujet, se répandent dans le public. On est surpris du mauvais style & de la rédaction informe de ces écrits, qui ne répondent pas aux talens annoncés de l'auteur. Assurement, s'il fut occasion pour lui de les développer, c'étoit dans une circonstance aussi critique, aussi intéressante, où son honneur attaqué devoit le rendre éloquent, quand il ne l'eut pas été. Cependant il n'est rien moins que tel, & sa logique n'est pas meilleure que sa faconde.

Sur la communication que le Roi en a fait donner à M. M. du Conseil, ils ont répondu que cette justification ne satisfaisoit pas leur délicatesse, & qu'ils persistoient dans leur précédente délibération.

Les Maîtres des Requêtes assemblés aux Requêtes de l'Hôtel, ont fait un arrêté, par lequel ils adhèrent en tout à ce qui a été fait à Fontainebleau par les Conseillers d'Etat & leurs confreres sur le même objet.

1er Décembre 1773.

L'affaire des Domaines, dont on a parlé, distraite du Bail général des Fermes, doit durer 30 ans, & ne commencera qu'au 1er Janvier 1775. Les intéressés donnent une année d'avance au Roi, & doivent au bout du tems de leur Bail remettre entre les mains de S. M. ces divers Domaines quittes & libres de toutes charges envers les Engagistes, &c.

2 Decem.

2 Décembre 1773.

On a remarqué que M. le Chancelier étoit triste au Sceau, tenu hier. Ceux qui sont dans son intimité assurent que depuis quelques jours il est ainsi, qu'on le voit passer plusieurs heures le soir tout seul, sans lumière, au coin du feu & rêvant profondément. On présume que son génie intrigant cherche les moyens de soutenir son ouvrage, & surtout de se soutenir lui-même contre la cabale formidable qui grossit journellement le parti de ses adversaires. L'affaire de M. Giac, dans laquelle il a vu l'acharnement du Conseil à poursuivre son protégé, & à aller directement au Roi sans avoir recours à lui, le mortifie singulièrement.

3 Décembre 1773.

Le Mémoire à consulter pour le Sr. Marin, en réponse à ce qui le concerne dans un Mémoire pour le Sr. Caron de Beaumarchais, paroît dans l'instant & va donner matière nouvelle à l'amusement du public.

4 dudit.

Le Sr. Marin commence son Mémoire par une citation du poëte *Saad*, contre l'ingratitude: il restitue ensuite les faits tels qu'il les prétend s'être passés; & de son récit il résulteroit qu'il ne s'est immiscé dans l'affaire que comme ami du Sr. Caron, bien loin de l'avoir fait comme ami du Sr. Gozman; qu'il ne connoissoit le dernier que pour avoir approuvé quelques-uns des ouvrages de ce Magistrat

auteur, lorsque le Sr. Marin étoit chargé de la librairie sous M. de Sartines. Il trace ensuite le plan de la machination de son adversaire, il y oppose ses refutations & nie surtout le propos atroce qu'on lui impute contre le Sr. le Jay; il colore le tout du mieux qu'il peut, & s'appuye beaucoup du Mémoire du Sr. d'Airolles: il fait ensuite une sortie effroyable sur le Sr. Gardanne, Médecin, qui doit son existence, son bien-être, son état, au Sr. Marin, & le déchire aujourd'hui cruellement: il est regardé par lui comme le principal instigateur des accusations de Beaumarchais contre le dernier.

Ce *Factum*, moins mal fait que les précédens, est d'une méchanceté propre à plaire au public: sans refuter victorieusement toutes les accusations intentées contre l'orateur, il inculpe fortement le Sr. Caron, il l'accuse surtout de propos, de plaintes, de déclamations graves, propres à le compromettre par des reticences cruelles, qui pourroient engager le Ministère public à s'immiscer dans le procès & à requérir que le Sr. Marin soit interrogé sur faits & articles.

Le Mémoire à Consulter est suivi d'une Consultation de Me. de Laboureys, en date du 30 Novembre, qui trouve le Sr. Marin pleinement justifié & autorisé à exiger & obtenir une réparation.

4 Décembre 1773.

La fermentation excitée dans ce pays-ci, à l'occasion du jugement du Conseil de guerre des Invalides, quoique très affoiblie par la nouvelle affaire du Sr. de Beaumarchais, n'est pas absolument terminée. On répand aujourd'hui des Couplets contre le Président, où il est tourné en ridicule d'une manière très

sensible pour le Maréchal de France. On recueille avec soin ces vaudevilles, moins comme plaisans ou malins, que comme des pieces propres à servir à l'histoire du tems, à faire connoître à la postérité les diverses opinions des contemporains sur un événement où plus souvent la générale est la meilleure, & quelquefois à fixer son indécision. C'est à ce titre qu'on conserve celle-ci, précieux monument d'ailleurs de la gaité Françoisse, qui se perd tous les jours.

AIR: *De la mariée de Poissy.*

Biron a donné ses soins
 Au Conseil de Guerre;
 S'il n'est pas juste, du moins
 Il est bien sévère:
 Aux Juges l'on applaudit,
 Et dans tout Paris l'on dit,
 Ils sont gens de guerres d'esprit,
 Ils sont gens de guerre.

5 Décembre 1773.

L'oraison funebre de Charles - Emmanuel, Roi de Sardaigne & Duc de Savoye, prononcée à Chambéry le 17 Mars 1773, par M. . . . Vicaire de la paroisse de St. . . , fort rare jusqu'à présent, devient aujourd'hui plus commune. On ne sait pas pourquoi elle a été si longtems à percer. Elle contient sans doute des vérités fortes, mais énoncées vaguement, sans caractériser aucun souverain, ni aucune cour. Du reste, c'est un éloge du Prince défunt sur lequel l'Europe entiere semble s'accorder. Cet ouvrage, pensé profondément, est aussi nerveusement écrit,

& ne peut que faire honneur à l'Ecrivain quelconque qui l'a conçu & enfanté. C'est une harangue aux Potentats, qui contient des leçons utiles, qu'il seroit à souhaiter de voir mettre en pratique par tous, comme le faisoit le Roi de Sardaigne mort, & comme le fait son auguste fils.

5 Décembre 1773.

Madame la Duchesse de Chaulnes, aujourd'hui Madame de Giac, se donne beaucoup de mouvemens pour faire rentrer son mari dans le Conseil. M. le Chancelier avoit imaginé de faire supprimer la charge de M. de Giac: tournure qui le faisoit sortir de sa place sans être deshonoré; de lui donner ensuite la charge de Président à la Chambre des Comptes vacante, & de le faire passer de-là où l'on voudroit. Il est furieux que le Conseil n'ait pas voulu se prêter à ces menagemens, & menace de le faire casser.

Du reste, Madame de Giac s'y prend plus amicalement, elle écrit des Lettres Circulaires, où traitant chacun des Membres en particulier, comme s'il avoit été d'un avis opposé à l'avis général, lui suggère les moyens de revenir & lui donne le projet d'un Arrêté à proposer à la Compagnie. Cette finesse ayant été découverte, n'a servi qu'à faire rire le Conseil aux dépens de ce couple diffamé.

6 dudit.

On peut se rappeler un certain abbé *Cerutti*, ci-devant Jésuite, jeune homme de mérite, qui a écrit en faveur de sa Compagnie avec une chaleur digne

de l'enthousiasme qu'elle inspiroit à ses Membres. Cet Auteur, venu à Paris, s'y est fait connoître, s'est impatronisé dans de bonnes maisons, & enfin le bruit est que la vieille Duchesse de Brancas s'en est tellement amourachée qu'elle l'a épousé.

6 Décembre 1773.

On présume que les plaintes de M. l'abbé Terrai contre les dépenses énormes faites à l'occasion du mariage, doivent moins s'attribuer à une vraie & louable sensibilité de ce Ministre dur, à l'oppression des peuples gémissans sous le fardeau des impôts, qu'à une envie extrême de décrier les *Menus*, & de faire tomber dans son Département cette partie, sur laquelle il a jetté depuis longtems un dévolu.

7 dudit.

Le Sr. Marin, dans une *Addition à son Mémoire*, se défend de l'inculpation du Sr. de Beaumarchais, lequel en se plaignant des diffamations répandues contre lui dans les papiers publics, donne à entendre qu'il les attribue au Gazetier de France, reviseur des gazettes étrangères avant leur introduction. Celui-ci fait à cette occasion une déclamation contre ces feuilles, peu propre à lui en concilier les rédacteurs.

„ C'est (dit-il) au gouvernement à punir une insulte faite à sa sagesse. Il suppose donc que le chef suprême de la Librairie du Royaume (M. le Chancelier), que le Magistrat particulier (M. de Sartines, Lieutenant général de Police), qui veille sous ses or-

dres à cette partie de l'administration, & qui la conduit avec autant de sagesse que les autres branches qui lui sont confiées; que le Ministre duquel dépendent particulièrement les écrits politiques (M. le Duc d'Aiguillon), que tous les Ministres dont les opérations sont quelquefois audacieusement blâmées dans ces écrits; que la Cour (le nouveau Tribunal) dont les membres y ont été souvent injuriés, & dont les arrêts ont été malignement discutés & contredits, permettent qu'un homme autorise des diffamations publiques, les outrages faits & aux particuliers, & aux personnes en place, & aux têtes couronnées, & laissent impunie une indulgence aussi criminelle. Dans un Etat où regne la Police la plus sage, il étoit réservé au Sr. Caron de pousser la frénésie au point de faire une semblable imputation au Gouvernement.

8 Décembre 1773.

Madame Goezman, pour donner un nouveau véhicule à son Mémoire qui n'a pas fait fortune dans le public, y a joint depuis peu les pièces justificatives, & le reproduit à la faveur de cette nouvelle addition, en général fort étrangère au fond.

9 dudit.

Dimanche dernier on a fait à l'église de St. Sulpice une publication de Bans, qui a fait ouvrir les oreilles à tous les assistans: il y a promesse de mariage entre haut & puissant Seigneur, &c. La Tour du Pin, &c. & très haute & puissante Demoiselle de St. André, fille mineure de cette paroisse, demeurante au couvent

de la Présentation. Ce qui annonce que le mariage dont on avoit parlé depuis longtems, & retardé pour des raisons qu'on ignore, va se faire enfin. Le Roi a donné en outre des Lettres patentes à la Demoiselle, par lesquelles elle est reconnue issue d'une maison ancienne, dont les titres sont détériorés, perdus, &c. Ainsi nul doute aujourd'hui que ce ne soit une bâtarde du Roi.

9 dudit.

Le Sr. Gœzman a remis à ses confreres une Note très courte, imprimée, qui tend à le disculper en bref des imputations odieuses dont le charge le Sr. Caron, à le justifier du refus d'audience qu'il lui reproche, & à abandonner sa femme à la vindicte des Loix, au cas où elle seroit coupable; ce qu'il ne croit pas. Cet écrit est très mal fait, sans noblesse, sans force, & déceit un homme dont la conscience est peu nette, quoiqu'il assure qu'elle ne lui reproche rien.

10 Décembre 1773.

Le Sr. de Beaumarchais est allé depuis peu chez le Premier Président du nouveau Tribunal: „*Monseigneur, (lui a-t-il dit) je viens vous rendre mes hommages & solliciter votre justice*”. Ce Magistrat n'a rien répondu. Le client a recommencé, croyant s'être mal expliqué. *Monsieur, (lui a dit M. de Sauvigny) vous avez beau me parler, vous ne tirerez rien de moi, car vous mettez dans vos Mémoires tout ce qu'on vous dit.* Le public attend avec impatience le gémissement de ce bouffon, & craint qu'il ne soit arrêté à l'impression.

D 4

10 Décembre 1773.

L'Evêque du Mans ayant prétendu que le professeur de Philosophie chez les Peres de l'Oratoire de cette ville, dictoit des cahiers peu orthodoxes, en a porté des plaintes au Général. Celui-ci, après avoir fait examiner la doctrine de l'accusé, a répondu au Prélat qu'il ne pouvoit faire au professeur l'injustice & l'injure de le déplacer pour une accusation aussi mal fondée. Sur quoi Monseigneur en a référé à la Faculté de Théologie, qui s'est assemblée le jour de Ste. Barbe, pour examiner les propositions, prétendues Jansénistes. Il est reconnu que ces cahiers sont ceux d'un ancien professeur de Paris du Collège des Quatre Nations, qui a enseigné la Philosophie pendant dix ans, sans qu'on y ait rien trouvé à redire. M. l'Archevêque de Paris prend fait & cause pour son confrere, & cet événement échauffe beaucoup la Sorbonne. On espere que l'autorité arrêtera ces querelles, qui tendent à ramener les troubles causés si longtems par les malheureuses disputes du Molinisme & du Jansénisme. Ce qu'il y a de remarquable, c'est que M. de Grimaldi, Evêque du Mans, est un jeune Prélat fort galant, fort dissipé, connu par beaucoup d'étourderies & de scandales, & passant pour ne pas croire infiniment en Dieu. Si le Parlement n'étoit pas exilé au surplus, on ne verroit pas aujourd'hui pareille querelle, ou elle seroit bien-tôt assoupie.

10 Décembre 1773.

On a commencé à plaider hier à la Grand'Chambre le fameux procès de M. le Duc de Bouillon
con.

contre le Comte de la Tour d'Auvergne. On a vu avec étonnement dans les lanternes les Princesses de premiere maison, & le nouveau Tribunal s'est glorifié de leur présence.

II dudit.

La Requête des héritiers Veron en cassation de l'Arrêt rendu par le nouveau Tribunal en faveur du Comte de Morangiès, n'est pas encore présentée, elle n'est pas même faite & exige un très long & très pénible travail. En attendant, pour soutenir l'attention du public dont l'intérêt se rallentissoit sur cette affaire, on répand deux écrits très lumineux.

Le premier est une *Lettre du Marquis de **** Brigadier des Armées du Roi, à M. Avocat au Conseil*. Elle est datée du 10 Octobre. Le second est le *Vœu de la Noblesse: Lettre à M **** Avocat au Conseil*. Tous deux sont clairs, précis, méthodiques, & résument en peu de mots tout l'historique du procès. Ils font sentir de la manière la plus convaincante, & la plus modérée en même tems, l'absurdité de l'Arrêt du 3 Septembre. Le dernier surtout fait remarquer en détail les contradictions qu'il renferme & qui doivent ouvrir voie à la cassation. On ne fait si M. de Voltaire répondra des injures, mais il ne repliquera sûrement pas de bonnes raisons. Le style en est simple, sans éloquence, sans prétention: ce qui rend ces ouvrages meilleurs. Le Brigadier au surplus paroît connoître le Comte de Morangiès, il en fait ainsi le portrait: „ J'ai servi „ longtems avec lui; il avoit un caractère liant, une „ figure douce, & des manieres assez franches. Il „ m'a quelquefois semé qu'il avoit dans l'ame plus

„de souplesse que de dignité; que les refus ne le
 „décourageoient pas assez; qu'il n'étoit pas dans le
 „besoin toujours excessivement délicat sur le choix
 „des moyens de le satisfaire”.

Le *Vœu de la Noblesse* établit pour première proposition, qu'elle n'a point pris fait & cause pour le Comte de Morangiès, qu'elle ne s'est point liguée en sa faveur, que son honneur ne tient point à celui de tel ou tel de ses membres, que loin de les protéger quand ils sont coupables, elle les désavoue, qu'enfin elle est pour eux le Tribunal le plus redoutable.

11 Décembre 1773.

Le Roi ayant enfin confirmé irrévocablement le vœu du Conseil à l'égard de M. de Giac, celui-ci est obligé de se défaire de sa charge de Maître des Requêtes; mais il n'est pas vrai que Madame la Dauphine lui ait fait également enjoindre définitivement de ne plus reparoître devant elle & de vendre celle de Surintendant de ses finances: au contraire, elle semble offensée qu'on ne lui ait point fait part de tout ce qui concernoit l'affaire d'un de ses officiers, & pourroit bien le conserver par pique.

12 dudit.

Lorsque M. le Marquis de Monteynard est venu travailler dernièrement avec le Roi, S. M. lui a dit: „que venez-vous faire? Me proposer le gouvernement de l'Ecole Militaire pour Timbrune?
 „c'est fait. Deux mille écus de pension pour Madame de Chauvelin? c'est fait, &c”. S. M. a ainsi

déclaré toutes les graces qu'Elle vouloit accorder, & a supposé que tout cela étoit dans le Porte-feuille du Ministre, & l'a bientôt congédie, sans qu'il l'eût ouvert, en ajoutant: „ vous voyez bien que nous n'a-
„ vous rien à faire ensemble aujourd'hui”. Ce persiflage a décontenancé le Secrétaire d'Etat, & a donné lieu au nouveau bruit qui court de son renvoi. Bien des gens ne regardent cette anecdote que comme une niche du Monarque, & comme une preuve qu'il aime M. de Monteynard & veut le conserver.

13 Décembre 1773.

Le Docteur Bouvard, très jaloux de l'honneur de la Faculté, & qui ne veut pas qu'aucun des Membres éprouve la moindre flétrissure, a entrepris le Sr. Gardanne dans une assemblée, lui a déclaré que lui Gardanne se trouvoit fortement inculpé dans l'affaire du Sr. de Beaumarchais, que les Mémoires du Sr. d'Airolles & du Sr. Marin articuloient des faits graves contre lui, que le dernier, par des reticences encore plus cruelles, donnoit lieu à tous les soupçons que pouvoit suggérer l'imagination, qu'il ne pouvoit se dispenser de se justifier, qu'autrement il couroit risque d'être rayé. On ne fait si ce coup de fouet engagera l'accusé à paroître en lice, d'autant qu'on prétend qu'il est peu en état de rien dire de bon, & que sa conscience n'est pas nette.

14 dudit.

*Remontrances du Parlement de Bordeaux au Roi
sur le Monopole des Bleds, du 31 Août 1773.*

S I R E ,

„ Nous trahirions le plus saint de nos devoirs si nous gardions un plus long silence sur les malheurs que vient d'éprouver votre province de Guyenne, & sur les causes qui les ont fait naître. Tant que le sentiment profond qui nous a pénétré a pu nous faire craindre d'en surcharger le tableau, nous avons fait effort sur nous-même, nous avons contenu notre sensibilité pour ne pas allarmer la vôtre : nous avons différé de nous présenter au pied de votre trône, & songeant que nous étions auprès de vos Peuples les premiers Ministres de vos bienfaits, nous avons cru devoir commencer par leur porter les premiers secours, & faire de l'autorité que V. M. nous a confiée, l'usage qu'elle auroit elle-même prescrit d'en faire si elle eût été, comme nous, le témoin de tous leurs malheurs”.

„ Mais aujourd'hui, S I R E , que la Providence sensible à l'excès de nos calamités a daigné les adoucir; aujourd'hui qu'une saison plus heureuse semble avoir tari pour quelques instans la source des larmes de vos sujets, vos Magistrats n'ont plus à craindre qu'on se permette de soupçonner leurs Récits d'exgération, ni qu'on accuse leurs Réclamations d'être trop prématurées ou trop pathétiques : toutes les considérations qui jusqu'ici auroient fait violence à leur zèle, disparaissent; ils ne voyent plus que l'étendue des obligations de la place qu'ils occupent entre votre trône & vos peuples, & cette place leur fait un devoir de vous rendre compte des malheurs passés, pour solliciter de la profonde sagesse de V. M. un avenir qui les répare.”.

„ Depuis plusieurs années, SIRE, vos peuples accablés du poids des impositions se trouvoient dans l'impuissance de partager avec V. M. les fruits languissans de leur industrie : cette impuissance étoit devenue extrême dans les derniers tems, par la masse des impositions nouvelles, qui en achevant de les dépouiller, leur ravissoit le premier de tous les besoins : nos campagnes se dépeuploient, les citoyens les plus aisés se croyoient eux-mêmes tous les jours menacés par l'indigence ; leur fortune étoit absorbée par les charges qu'on les forçoit de supporter. Le pauvre étoit sans nulle espece de ressources. Les denrées les plus nécessaires à la vie s'étoient élevées à un prix énorme, le commerce étoit entravé, l'industrie étouffée ; tous les regards, toutes les craintes s'étoient tournées vers la subsistance publique. ”

„ Tel étoit l'état de votre Peuple, SIRE, lorsque des malheurs d'un genre nouveau qu'il étoit bien loin de prévoir, ajoutés à tous ceux qui déjà l'accabloient, sont venus lui apprendre que cette situation pouvoit encore empirer. Notre Province étonnée a vu naître tout-à-coup de son sein, une espece de famine artificielle, dont les effets ont été encore plus déplorables que si la nature en eut été la seule cause. Elle a vu sa subsistance disparaître dans tous les lieux & dans le même moment. Il semble qu'un signal avoit été donné pour que le grain manquât partout à la fois. Celui que votre peuple avoit recueilli ne lui avoit pas même suffi pour payer les impositions. On n'en portoit pas au marché public : il n'en restoit plus dans les villes, les approvisionnemens finissoient, & il n'étoit pas possible de les renouveler. Les cités craignoient de ne pouvoir plus

nourrir leurs citoyens, le prix du pain augmentoit tous les jours & menaçoit de devenir excessif. Les cultivateurs forcés d'abandonner leurs travaux refloient de leurs chaumières dans les villes & venoient solliciter des secours contre leur misère. Cette classe de vos sujets qui nourrit toutes les autres, périssoit sensiblement au milieu de nous. Une alarme universelle s'empare des esprits, bientôt la consternation lui succède, chacun tremble alors pour soi-même. Dans cet état malheureux d'épouvante & de disette, on croit du moins que les Provinces fécondes de votre Royaume vont s'empresse de secourir les provinces affamées : on interroge le commerce, on lui demande compte de son inaction dans cette calamité publique. Le commerce répond, en montrant ses chaînes. C'est alors, SIRE, que votre peuple perd toute espérance; il apprend qu'au lieu de s'ouvrir à ses besoins, la plupart des ports du Royaume sont fermés pour lui, & cette ressource manquant il n'en voit plus d'autres; il s'étonne cependant qu'au sein d'une paix profonde, des sujets du même Roi, & membres de la même famille, se traitent non-seulement en étrangers, mais même en ennemis; il s'indigne contre les obstacles qu'il ne peut vaincre, il pleure sur le sort affreux qu'il éprouve & plus encore sur celui qu'il attend. L'habitant des campagnes, en proie aux besoins les plus pressans, & qui ne voit devant lui que les horreurs de la mort, s'abandonne alors en aveugle au mouvement du désespoir qui le suit & qui l'égare. Il demande hautement des secours qu'il ne peut plus se procurer lui-même, il se rassemble & se confédère pour les ravir : l'excès de ses malheurs fait presque son excuse."

„ C'étoit le moment, SIRE, où vos Magistrats devoient redoubler de force & de zele; chargés de vous représenter auprès de votre peuple, ils lui parlent en votre nom, ils calment les esprits, ils essuyent les larmes, ils versent quelques consolations sur la douleur publique, ils promettent surtout les vôtres: leurs Arrêts réduisent le prix du pain & défendent qu'on ne l'enleve. Ils distribuent les pauvres dans chaque famille. Tous les ordres de la société suivent l'exemple de vos Magistrats, tous se dévouent comme eux au salut public, & s'imposent eux-mêmes pour les procurer. Chaque citoyen en particulier se taxe suivant ses facultés, que son cœur lui exagere; le zele se dispute de sacrifice, la charité publique s'épuise sans se lasser. Peu à peu, SIRE, vos Magistrats font renaître la confiance dans le sein des cœurs, ils dirigent les regards de votre peuple sur la moisson qui s'offre à ses espérances, ils font éclater à ses yeux les bienfaits de la Providence touchée de ses infortunes; & donnant ainsi le change à ses inquiétudes, ils tranquilisent ce peuple fidele, & détournent son attention des malheurs présents pour le fixer sur un plus heureux avenir. Voilà, SIRE, la triste extrémité où s'est vue réduite tout-à-coup une de vos plus belles provinces. Il est nécessaire d'en développer les causes. Votre législation, SIRE, semble avoir tout prévenu pour l'avantage de vos peuples; en même tems qu'elle est le gage le plus précieux de votre affection paternelle pour eux, elle est le fondement le plus solide de leur bonheur, & il ne manqueroit rien, SIRE, à la prospérité publique, si toutes les vues de votre sagesse étoient remplies, si vos loix étoient exécutées.

Mais on s'écarte de ces vues, on laisse volontairement tomber les meilleures loix dans l'oubli, on met à leur place des systêmes nouveaux qui les contrarient. C'est à votre Parlement, SIR E, à vous dénoncer des abus que V. M. ignore, & qu'elle réproûve; c'est à lui à remettre sous vos yeux ces loix qui sont le prix de la sagesse la plus éclairée & à réclamer les secours de votre autorité pour en assurer l'exécution. V. M. qui veille sans cesse pour ses peuples, & prépare dans le silence les germes de leur bonheur, publia le 23 Mai de l'année 1763 une déclaration, qui redonna au commerce des Bleds toute son activité; en lui ôtant ses entraves. V. M. dans cette déclaration appelle tous ses sujets à ce commerce: elle y invite même la Noblesse; elle désire que cette noblesse qui se rend si utile à la patrie dans les tems de guerre, ne dédaigne pas de l'être aussi dans des tems de paix, & qu'après l'avoir défendue elle la nourrisse. V. M. y multiplie avec complaisance pour la circulation des grains dans l'intérieur de son Royaume les facilités les plus encourageantes, & elle y révoque tous les Edits & Réglemens dont on avoit fait jusqu'alors un usage si funeste pour ses sujets. Cette loi étoit trop sage, SIR E, pour avoir longtems son exécution. Il semble que ce soit le sort des Rois de s'occuper quelquefois sans fruit du bonheur des peuples, de voir aussi rendre inutiles les vues profondes de sagesse qui dirige toujours les Rois. V. M. instruite de l'inexécution de cette protectrice, & frappée de tous les dangers dont elle pouvoit être la source, sentit le besoin pressant de la rappeler à ses peuples. Elle en renouvella en effet la disposition dans sa déclaration du 27 Décembre

1770. C'est dans l'article 8. de cette dernière Loi que V. M. veut qu'aucune province de son Royaume ne soit réputée étrangère pour la libre circulation des grains, qu'elle défend à tous particuliers de mettre aucun obstacle à cette circulation, & enjoint de poursuivre extraordinairement, & de punir comme perturbateurs du repos public tous ceux qui ne craindront pas de contrevenir à cette défense. Mais cette dernière loi, aussi bienfaisante que la première, & qui étoit comme elle un mélange de votre sagesse & de votre amour pour vos peuples, n'a pas eu plus d'exécution; il n'y a pas en effet plus de circulation de province à province dans votre Royaume. Votre Parlement doit le dire, SIRE, puisqu'il est auprès de vous l'organe des Loix, & c'est à lui à prévenir V. M. quand on les fait taire, ou quand on les oublie, le commerce de vos peuples de Guyenne n'a point été libre, & les bienfaits de V. M. ont été perdus pour eux. Des obstacles supérieurs aux forces de nos commerçans se sont élevés, qui ont rendu inutile l'exercice de leur industrie; les entraves se sont multipliées malgré la prohibition sévère des Loix, & ces entraves qui ont découragé toute émulation, ont en même tems anéanti toutes les ressources. Le commerçant, accoutumé à lier sa fortune à la fortune publique, a vainement tenté de secourir ses concitoyens. La plupart des ports de votre Royaume lui ont été fermés. Il espéroit au moins que ceux qui jusqu'ici lui avoient été ouverts, ceux qui avoient toujours été libres, comme les ports de Flandre, ne lui seroient pas interdits, & cependant ils l'ont été. Quand il a ainsi vu ses efforts repoussés, & son activité engourdie, le commerçant a re-

pris alors pour lui-même le sacrifice de son zèle qu'on dédaignoit, il a abandonné un genre de négociation où il n'y avoit plus d'utilité pour les concitoyens ni de liberté pour lui, & l'esprit d'intérêt qui est toujours de sa part la plus sûre sauve-garde des Peuples, a changé sa direction. Voilà surtout, SIRE, le principe de nos derniers malheurs : inutilement l'administration qui les a prévus, a-t-elle fait des efforts pour les éviter, en publiant le mois de Février dernier un Arrêt du Conseil dont l'objet étoit de ranimer le zèle des négocians, en leur annonçant la liberté. Mais cet Arrêt, ouvrage d'une prévoyance tardive, au lieu de faciliter le commerce des grains, l'a détruit, en le hérissant d'une foule de formalités inconnues jusqu'à présent, & en prononçant contre les contrevenans les peines les plus rigoureuses."

„ Quelques hommes protégés par le gouvernement & qui ont mal secondé ses vues, n'ont pas manqué alors de profiter de la retraite des autres, qu'on avoit rendu nécessaire, & de s'élever sur leurs ruines. Ils se sont trouvés seuls chargés de la subsistance publique, & ils en ont été les maîtres. La concurrence qui perce toujours contre la cupidité & qui malgré tous ses efforts tient toujours les grains à un prix modéré, n'existoit plus pour eux. Tous les Ports leur étoient ouverts, tous les obstacles dispa-roissoient à leur approche, tous les grains étoient concentrés dans leurs mains, en un mot, ils jouissoient seuls de la liberté du Commerce."

„ Cette confiance qu'on leur a donnée, SIRE, a les suites les plus funestes. Ils n'ont attiré que successivement ces grains qu'ils auroient dû faire entrer à grands flots dans nos ports pour le soulagement des

peuples; par-là ils l'ont élevé à un prix effrayant, auquel il étoit impossible à ce peuple d'atteindre, enforte que des secours qui n'étoient que pour lui devenoient en quelque maniere inutiles. La plus grande partie de ces grains étoit corrompue, leur mauvaise qualité compromettoit la vie de vos sujets. Les verbaux que vos Magistrats en ont fait faire, l'établissent. Allarmés d'un danger aussi pressant, leur premier mouvement est de s'occuper d'en profcrire la cause: mais des considérations de prudence les forcent de suspendre leur zèle: l'excès même du mal en retarde le soulagement. Ces mauvais grains devoient malheureusement nécessaires à leur subsistance, & ce n'est qu'après la moisson qu'il est permis à vos Magistrats d'assurer la conservation de vos peuples. Voilà, SIRE, les effets dangereux d'un commerce réuni dans des mains privilégiées."

„ Ce défaut de circulation des grains est d'autant plus préjudiciable à vos peuples de Guyenne, & les malheurs qu'il entraîne à sa suite sont d'autant plus sensibles, qu'il semble que la nature se soit chargée elle-même de nous en garantir. La capitale de cette Province se trouve placée entre les deux mers, de maniere qu'une abondance heureuse est le fruit nécessaire de sa position. Elle attire à elle par des canaux immenses tous les grains dont elle a besoin pour la subsistance de ses peuples & les opérations de ses commerçants; une circulation pour ainsi dire locale aura toujours son cours parmi nous, si on ne lui oppose des obstacles étrangers qui l'interceptent: le grain se portera nécessairement vers nos ports, & refluera de nos ports dans ceux des autres provinces. Si les passages nous sont ouverts, nous rece-

vrons, & nous distribuons tour à tour l'abondance, sans craindre jamais la disette. ”

„ Mais si la circulation de Province à Province dans toute l'étendue de votre Royaume fut jamais nécessaire, il faut avouer que c'est surtout dans ces tems où la nature n'est ni tout-à-fait féconde ni tout-à-fait stérile, & où dans les présens qu'elle fait à vos peuples elle semble avoir voulu tenir le milieu entre la disette & l'abondance; c'est alors que, suivant les expressions de V. M., aucune de vos provinces ne devrait être réputée étrangère; c'est alors que pour prévenir les maux que quelques-unes d'elles pourroient éprouver, il doit se faire entre elles toutes un échange mutuel de secours; c'est alors que la France entière ne doit présenter à ses habitans qu'une route immense pour sa liberté. ”

„ Telles étoient, SIRE, les circonstances où votre Province de Guyenne s'est trouvée dans ces derniers tems, & telle est encore sa situation actuelle. Nos récoltes étoient médiocres, le prix des grains s'étoit élevé au dessus des forces des citoyens; le surhaussement dangereux du prix de cette denrée en a occasionné aussi dans toutes les autres; nous avions besoin de secours, la circulation nous en eut apporté, mais il n'y a point eu de circulation. Le commerce de province à province, si expressément ordonné par nos loix, a été dans le fait interdit à vos peuples. Les Provinces auxquelles la nôtre n'auroit pas dû être étrangère, se sont changées en des espèces de places fortes, où l'on a renfermé la plus grande partie des richesses de la nation pour nous les rendre inaccessibles. Envain espérons-nous des secours abondans de l'étendue & de l'activité de notre com-

merce, dont nous avons toujours éprouvé les ressources; une protection particulière accordée à la cupidité de quelques négocians devoit nécessairement anéantir l'industrie des autres. On avoit mis entre les mains de quelques hommes la subsistance de tous; eux seuls nous ont apporté les grains des provinces intérieures & étrangères. Ainsi se sont enchaînés tous les malheurs qui nous ont accablés, malheurs qu'il eût été facile de prévenir, si le commerce eût été libre, si nos loix eussent été exécutées."

„ C'est à V. M. seule que nous pouvons recourir pour l'exécution de ces Loix, puisqu'il ne dépend pas de nous de vaincre les obstacles qu'on leur oppose. C'est à elle à consommer l'ouvrage de sa tendresse pour ses peuples, en leur assurant ce caractère de stabilité & de permanence dont il a besoin. Nos Magistrats sont à vos pieds, SIRE: ne rejetez pas leurs prières: ils remplissent la plus digne de leurs fonctions en vous présentant les larmes de vos sujets. Vous leur avez permis de se placer entre eux & vous, & de servir d'organe à leurs gémissements; ils vous obéissent, SIRE, & vous conjurent au nom d'une grande province qui leur a confié ses vœux, de remédier aux maux qui l'ont affligée & d'en faire cesser la cause."

„ Daignez rétablir, SIRE, dans l'étendue de votre Royaume, & cette concurrence dans l'importation des grains étrangers, & cette circulation heureuse & libre de province à province, qui la féconde & les enrichit toutes les unes par les autres. Redonnez à votre commerce ce degré d'activité intérieure qu'il a perdu, & qui seul peut le faire fleurir. Ce sera pour

vos sujets un nouveau témoignage de la bonté inépuisable de votre cœur paternel."

„ Ce sont -là, SIRE, les très humbles & très respectueuses Remontrances qu'ont cru devoir présenter à V. M. les Gens tenans votre Cour de Parlement de Bordeaux. Ce 31 Août 1773."

Ces Remontrances, toujours très rares, n'étant pas d'ailleurs extrêmement longues, sont rapportées ici en entier, pour donner un échantillon de l'éloquence de la nouvelle Magistrature. On pourra les comparer avec celles que faisoit cette Cour en 1771, & juger de la différence.

15 Décembre 1773.

On craint fort que le troisieme Mémoire du Sr. de Beaumarchais ne paroisse pas: on le dit arrêté à l'impression. Ce contre-tems désoleroit le public, qui attend avec impatience un nouvel aliment à sa curiosité maligne.

15 dudit.

Le nouveau Tribunal avoit été très scandalisé de l'Arrêt du Conseil dont on a rendu compte, concernant l'enregistrement du Bail des Fermes, par lequel il est enjoint aux Cours d'y procéder sous un délai très court, sans y apporter aucun changement ni modification, sauf à faire des Remontrances ensuite. Il se flattoit sur les plaintes qui ont été portées contre cet empiétement du génie fiscal, qu'il seroit retiré; mais l'affectation avec laquelle on vient de l'insérer dans la gazette de France du lundi 13 de

ce mois , détruit leurs espérances , & annonce le projet formé de le maintenir en vigueur.

16 dudit.

On ne doute pas qu'Avignon & le Comté Venaissin ne soient rendus au Pape en tems & lieu, mais on présume que le Cardinal de Bernis aura fait entendre à sa Sainteté que cette restitution ne pouvoit avoir son effet incontinent après l'expulsion des Jésuites; que ce seroit confirmer le bruit que répand la Société concernant l'élection simoniaque du Pontife, qui n'a eu le vœu de la France & de la maison de Bourbon qu'à cette condition secrète. On attendra donc quelque circonstance favorable, & c'est à *Ganganeli* à la faire naître.

17 Décembre 1773.

La Chambre des Comptes extrêmement molestée par le Sr. le Clerc, premier commis des finances & l'âme damnée de l'abbé Terrai, pour se concilier cet ennemi dangereux, brigue l'honneur d'avoir dans son sein un fils de ce parvenu: il est à la veille d'y entrer.

18 dudit.

Jusqu'à présent le Sr. Goezman a fait difficulté de délivrer sa *Note* aux particuliers, sous prétexte qu'elle n'est faite que pour les juges. Cependant comme il en donne aux gens distingués, il en a percé des exemplaires, & l'on est en état de parler plus pertinemment de cette feuille, ayant 7 pages d'im-

pression seulement. Il y vante en effet le calme de son ame, au milieu de l'orage: il y dit que sans vouloir exciter la sévérité des loix contre l'auteur de deux écrits signés *Beaumarchais*, il se trouve obligé par devoir de rappeler à leurs Ministres, celles qui imposent aux Magistrats outragés, l'obligation de dénoncer les injures qui leur sont faites, comme juges. Ce n'est donc qu'en cette dernière qualité qu'il réclame leur assistance: l'insulte qui lui est faite est, suivant lui, pour comble d'atrocité, purement gratuite: ce qu'il prétend démontrer en expliquant ou déniaut les faits avancés par l'accusé, en ce qui le concerne lui Goezman. A l'égard de ce qui est imputé à sa femme, il déclare qu'il a élevé un mur de séparation entr'elle & lui jusqu'à ce qu'elle se soit justifiée; qu'il a lieu de la croire entièrement innocente. Mais que si malgré sa façon de voir il y entroit trop de complaisance aveugle, s'il avoit été induit en erreur, il demande que la justice prononce: & l'on verra que l'honneur sera toujours le lien le plus fort qui l'attache à la société & le seul guide de sa conduite.

18 Décembre 1773.

Les bruits sur la disgrâce future de M. le Marquis de Monteynard se renouvellent plus fortement que jamais. Pour les démentir, ce Ministre devoit venir aux Invalides jeudi dernier donner audience, & suivant l'usage il l'avoit fait afficher dans les cafés, la veille au matin: le soir on a affiché un contre-ordre, ce qui a augmenté les allarmes des uns & l'espoir des autres. Il n'y a rien de décidé encore.

On

On veut aujourd'hui que cela traîne jusqu'au jour de l'an, où il sera nommé Cordon Bleu, & renvoyé avec ce passe-port honnête, que le Roi veut accorder à cet honnête homme, qu'il lui répugne de congédier séchement.

19 Décembre 1773.

Addition au Mémoire de Madame de Goezman, pour servir de Réponse au Supplément du Sr. Ciron. Cette Addition est aussi platte que le premier Mémoire: elle tend à prouver que le Sr. Caron est atroce, & la Dame Goezman déduit, en conséquence, *premiere atrocité, seconde atrocité, troisieme atrocité.* Dans la seconde l'héroïne insinue que cet impudent a voulu faire le galant auprès d'elle, qu'il lui a tenu sur cette matiere des propos avantageux: on y lit cette phrase remarquable... *Vous avez osé ajouter que vous finiriez par vous faire écouter, que vos soins ne me déplairoient pas un jour, que... je n'ose achever, je n'ose vous qualifier.*

Elle finit par déclarer que le Sr. Caron la chargera peut-être de quelques nouvelles imputations, mais qu'elle ne répondra point à leur fausseté.

20 Décembre 1773.

M. le Marquis de Monteynard, qui porte beaucoup M. de Montazet & vouloit lui faire avoir le gouvernement de l'Ecole Militaire, n'ayant pu réussir, lui a procuré du Roi une pension de 10000 Livres; ce qui annonce que ce Ministre conserve quelque crédit.

20 dudit.

Tout le monde est surpris que le Sr. Gardanne, si gravement inculpé dans les Mémoires des Srs. d'Airolles & Marin, ne publie pas une justification, malgré les reproches que des Docteurs, ses confreres, lui ont fait à cet égard. Il répond à cela qu'il attend la fin du procès du Sr. Beaumarchais, pour attaquer ses calomniateurs en réparation d'honneur, parce qu'autrement de témoin nécessaire dans celui-ci il deviendrait accusé & deffendeur.

Au surplus, le rapport a été mis sur le bureau la semaine dernière, & le nouveau Tribunal veut absolument finir avant Noël cette contestation, de beaucoup trop longue & trop célèbre.

20 dudit.

Me. Linguet est revenu de son exil: il y a apparence que Me. Mlle. & ses deux acolytes le sont aussi.

21 dudit.

Le 3e. Mémoire du Sr. de Beaumarchais paroît enfin aujourd'hui pour les Juges, & ne sera rendu public que demain; il a pour titre *Addition au Supplément du Mémoire à Consulter pour Pierre-Augustin Caron, &c. servant de Réponse à Mad. Goezman accusée; au Sr. Bertrand d'Airolles, accusé; aux Sieurs Marin, Gazetier de France, & d'Arnaud Baculard, Conseiller d'Ambassade, assignés comme témoins.* Il est souscrit d'une Consultation en date du 18 Décembre

signée *Bidault*, *Ader*: il est plus volumineux que les précédens, & la porte de l'auteur est déjà investie de curieux qui le sollicitent.

22 *dudit.*

Le 15 Décembre 1773 le Sr. de Beaumarchais a fait une dénonciation au Procureur général contre le Sieur Goezman, dont il a prétendu avoir découvert un faux sur un extrait de Baptême, à l'occasion d'un enfant tenu par ce Conseiller sous un nom étranger. L'accusation a paru si grave que le Ministère public a cru devoir en informer les Chambres assemblées, qui ont été occupées depuis plusieurs jours de cet incident, & ont décrété aujourd'hui d'ajournement personnel le Sr. Goezman; ce qui commence à déconcerter ses partisans.

23 *Décembre 1773.*

Les Chambres ont été de nouveau assemblées aujourd'hui sur la singulière & fameuse affaire du Sr. de Beaumarchais: de nouvelles requêtes ont empêché de juger au fond; mais sur le rapport du procès & le recolement des témoins, il s'est trouvé des présomptions telles contre le Sr. Goezman, qu'il a été décrété d'ajournement personnel: ainsi le voilà chargé de deux décrets, car celui-ci est indépendant de l'autre d'hier.

Le Sr. Bertrand d'Airolles fait déjà paroître une Replique au Mémoire nouveau de Beaumarchais, ce qui n'a pu se faire sans une infidélité de l'imprimeur de ce dernier, qui ripostera.

24 dudit.

Dimanche M. de Monteynard, qui ne travaille point avec le Roi depuis longtems, a eu de S. M. une audience de 22 minutes; ensuite M. le Duc d'Aiguillon en a reçu une pareille; enfin M. le Maréchal Prince de Soubise. On présume que ce dernier est chargé de négocier vis-à-vis de M. de Monteynard, & de lui faire un pont d'or pour l'engager à donner sa démission.

24 dudit.

Hier M. le Président de Nicolaï sortit de la Grand-Chambre pour aller à la tête de la Députation du nouveau Tribunal tenir la séance au Châtelet; il a rencontré en son chemin dans le palais le Sr. de Beaumarchais, & a donné ordre tout haut à un Exempt de robe courte de le faire retirer, quoiqu'il se fût rangé en haie respectueusement avec le public. Celui-ci a sur le champ appelé à témoins de l'insulte tous les spectateurs indignés; il est entré au parquet en rendre compte au Procureur général, qui lui a dit qu'il pouvoit rendre plainte; ce qui va faire un nouvel incident.

Pour l'intelligence de cette anecdote, il faut savoir que le Sr. de Beaumarchais a refusé pour juge M. de Nicolaï, comme allant solliciter contre lui en faveur du Sr. Gozman, & que dans son Mémoire il s'explique sur ce Président d'une façon très injurieuse: ce qui aura allumé sa bile.

25 Décembre 1773.

Le 3e. Mémoire du Sr. de Beaumarchais est couru avec plus d'avidité encore que les premiers, par le scandale que cause son affaire, qui acquiert de plus en plus une publicité générale. Celui-ci ne paroît pas cependant aussi bien fait que les autres; il est plus déconfus, il y a moins de gaîté franche: les injures n'y sont pas aussi finement déguisées, & l'humour perce fréquemment. Les gens de qualité sont surtout furieux d'y voir inculper un officier général de la façon la plus injurieuse, c'est le Comte de la Blache, qui y est indiqué en toutes lettres & assez maltraité en plusieurs endroits. Il y est question de 500 Louis qu'on a prétendu qu'il avoit fourni au Sr. Goezman, & qui avoient fait pencher la balance de son côté. Le Président de Nicolai, les Srs. Nau de St. Marc & Gin, autres membres du nouveau Tribunal, n'y sont pas plus ménagés. Mais le plus maltraité est le Sr. Marin, le gazetier de France. On ne croit pas qu'il puisse se dispenser de répondre aux reproches graves & diffamans articulés contre lui, d'autant que ce Mémoire, aussi répandu & plus fêté que la gazette, doit percer dans les deux mondes. On espere que l'anecdote du palais arrivée le jour de la séance donnera matière au Sr. de Beaumarchais de s'égayer sur le compte du Président de Nicolai, & de nous faire rire aux dépens de ce Magistrat, qui prête infiniment aux sarcasmes.

26 Décembre 1773.

M. l'abbé Nigon, chanoine de Notre Dame & Conseiller au Parlement, étant à Tiais près Choisi, se promenoit, un livre à la main, lorsque le Roi est venu à passer dans son carrosse. Ce solitaire distrait n'a pas fait grande attention à S. M.; ce qui a piqué la curiosité du monarque: il a envoyé un officier des Gardes du Corps pour savoir qui il étoit; & l'abbé a d'abord fait difficulté de se nommer; instruit enfin que c'étoit de la part du Roi: dites à S. M. (a-t-il répondu) *que je fais un pauvre exilé; faisant des vœux pour l'Etat & pour ceux qui le gouvernent.* On n'ajoute point que le Roi ait rien dit à cette réponse.

27 dudit

Le Supplément au Mémoire du Sr. Bertrand d'Airolles, souscrit par un Avocat qui l'a étayé d'une Consultation du 22 Décembre, & que l'auteur prétend avoir été composé en six heures, n'est remarquable que par la fin, où ce Négociant, au nez de la Justice, donne un cartel en règle au Sr. de Beaumarchais. Celui-ci, dans son Supplément, avoit dit *que si quelqu'un le traitoit de mal-honnête homme, il le forceroit par la voie la plus courte à se rétracter.*

„Eh bien, M. de Beaumarchais, (s'écrie d'Airolles) vous êtes un homme mal-honnête & un mal-honnête homme; & certainement vous ne prendrez pas la voie la plus courte. Cela est-il clair, M. de Beaumarchais?”

Un tel délire étoit réservé à nos jours & pour un pareil Tribunal.

29 Décembre 1773.

Le Ministre actuel de la guerre est toujours dans un état très chancelant: on est si persuadé qu'il ne restera pas, même dans ses bureaux, qu'on n'y fait rien; tout demeure en suspens. Ces jours derniers le Roi a fait un petit voyage à Choisi avec Madame la Comtesse Dubarri, &c. On a cru qu'on y donneroit un successeur à M. de Monteynard, ou du moins qu'il y seroit désigné: en conséquence les Enfans de France, pressés par les divers aspirans qu'ils favorisent, ont écrit à S. M. pour lui proposer leurs créatures. Le Roi, furieux de trouver à son arrivée toutes ces sollicitations, est descendu chez la Comtesse se plaindre des bruits qu'on faisoit courir, a redemandé ses carosses, & est revenu sur le champ à Versailles gronder ses Enfans; mais il y a trouvé un courrier de M. le Duc d'Orléans, qui lui écrivoit sur le même sujet: ce qui n'a contribué qu'à donner plus d'humeur au Roi.

29 dudit.

Il passe pour constant que le Sr. de Beaumarchais a retiré la plainte contre le Président de Nicolai: on varie sur le motif, les uns prétendent que ce Magistrat lui a fait visite & lui a donné une espece de satisfaction; d'autres croient, ce qui est plus vraisemblable, que le Sr. de Beaumarchais n'aura pas voulu se mettre de nouvelles affaires sur les bras: quoiqu'il en soit, on attend de lui un 4e. Mémoire, servant de réponse au cartel du Sr. d'Airolles.

On se flatte aussi que Me. Linguet pourroit bien se mêler de la querelle: on a vu le Sr. Gozman aller

chez lui , accompagné du Président de Nicolai , & l'on présume que c'est pour l'engager à prendre la défense du Conseiller.

30 *dudit.*

On n'a pas manqué de chançonner M. de Monteynard. Voici ce vaudeville , qui n'est qu'historique , & n'a rien des agrémens & du sel de ceux de la vieille cour :

Quel bruit ! quel train au séjour !

De la cour !

Seroit-ce donc de l'Amour

Encore quelque miracle ?

Non , non , non , non , non , non ,

Non , ce n'est qu'une débacle :

C'est M. de Monteynard

Qui repart

Après avoir par hazard

Occupé le Ministère ,

Sans penser , sans penser ,

Sans penser , & sans rien faire.

On sent combien tout cela est injuste , quand M. de Monteynard n'auroit fait que réduire à 36 millions le département de la guerre , porté sous M. le Duc de Choiseul à 61 millions , ç'auroit été beau-
coup.

31 *Décembre 1773.*

Trois concurrens de robe sont sur les rangs pour succéder à M. de Monteynard ; M. Taboureau , In-
ten-

tendant de Valenciennes; M. Joli de Fleury, Conseiller d'Etat; M. de Fleffelles, Intendant de Lyon: quant aux concurrens entre les grands de la Cour, le nombre en est considérable. On attend avec impatience le jour de demain pour voir s'il éclora quelque changement.

31 dudit.

On parle toujours des disparates de M. de Boynes; on prétend qu'à ce propos Madame de Boynes a dit: *si mon mari manque par la tête, il ne manque pas par tous les bouts.* En effet cette Dame est d'une fécondité merveilleuse.

31 Décembre 1773.

La Police fait toujours rechercher & enlever avec sévérité les divers exemplaires qu'elle peut trouver de l'*Oraison funebre du Roi de Sardaigne par le Vicaire Savoyard*, dont on a parlé. Comme ce discours n'est que le fruit de l'imagination d'un auteur qui n'a jamais eu mission pour le prononcer, le gouvernement s'est imaginé que cet écrit étoit une nouvelle tournure des Patriotes pour le critiquer & fronder son système de Despotisme. Voici les passages qui le scandalisent.

„ La Politique n'est une science profonde & sublimée que dans les Empires en desordre. Elle est toute simple à Turin. Le Prince en a dévoilé le secret. Ayons des Rois l'idée qu'il en avoit; placés au-dessus de leurs sujets pour leurs sujets seuls, ils leur doivent la guerre pour la sûreté, & la paix pour le bonheur. Voilà ses maximes, qui plus développées nous ont fait connoître, que quand il

„est en paix avec ses voisins, le peuple ne doit
„pas se croire en guerre par le poids éternel des
„impôts; que si le laboureur sème, il doit aussi
„moissonner; qu'il faut protéger & encourager l'in-
„dustrie, faire bénir aux mères leur fécondité, faire
„respecter les loix, & assurer leur règne par celui
„des mœurs. Voilà la politique de Charles, & tou-
„te autre science avec ses profondeurs n'étoit, se-
„lon lui, qu'un mot inventé pour ne pas donner aux
„crimes le nom qui leur convient....

„Son temple (de la Justice), souvent ailleurs in-
„accessible au malheureux sans appui, & l'asyle de
„l'oppresseur riche & puissant, étoit plus particulièrement
„ouvert aux pauvres: ils y trouvoient des
„défenseurs consacrés à élever la voix pour leur
„défense, & des juges redoublant alors de célérité
„& de désintéressement. Nos personnes n'étoient
„pas moins respectées que nos biens; & les empri-
„sonnemens légers ou injustes, les accusations & les
„détentions sans preuves, étoient encore inconnus
„parmi nous. Nous respirons en effet avec une li-
„berté qui indique bien la mutuelle confiance du
„maître & des sujets. Cette heureuse sécurité pour-
„roit-elle se goûter sous le joug de l'oppression,
„pour qui tous les opprimés sont dès-lors suspects
„& coupables? L'expression naturelle de leurs maux,
„le sentiment intime & profond de leur misère, est
„à ses yeux un mouvement & un cri de sédition
„sans cesse inquiète & alarmée: les écrits les plus
„innocens, les paroles vagues sont des systèmes dan-
„gereux ou des crimes clairs. La peinture la plus
„générale des vices, la description la plus naïve
„des vertus & du bonheur, lui paroissent des allu-

„fions, ou des censures directes; si l'on parle, on
 „est criminel; si l'on se tait, l'on n'est pas innocent.
 „Les pensées secretes sont encore recherchées par la
 „défiance, & les soupçons suffisent. . . Au lieu de se
 „reposer, la tyrannie après avoir tout flétri & ôté à
 „toutes les ames leur ressort, aime bien mieux le
 „leur supposer toujours, pour toujours conserver le
 „droit de soupçonner & de punir. ✕

„ Les regards paternels du Prince se portoient jus-
 „ques sur les lieux d'où la pitié paroît bannie, &
 „les prisons n'étoient pas des lieux de supplice, mais
 „d'attente & de jugement: ceux-même qui avoient
 „violé par quelque crime la majesté des loix, n'y
 „périssoient pas d'avance dans la misere & dans les
 „ténèbres avant que les loix les eussent solennelle-
 „ment frappés, & le désespoir étoit banni de ces
 „lieux, parce qu'on étoit sûr de ne mourir qu'une
 „fois. Malheureux, enfin, ou criminels même, à
 „mesure que la terre s'armoit contr'eux, le ciel ve-
 „noit à leur secours, & nous allions exercer parmi
 „eux un ministère qui ne fut jamais ni plus respecta-
 „ble ni plus nécessaire, & nous leur portions les
 „secours de l'Eglise avec une égale consolation pour
 „eux comme pour nous.

„ Mais si les biens & les personnes des sujets de
 „Charles étoient en sûreté entre eux, ils l'étoient
 „encore contre le Souverain. Dans toutes ses
 „loix, sa volonté seule, arbitraire, irrévocable,
 „irrésistible, ne s'est jamais fait entendre: il a tou-
 „jours regardé comme inviolables & sacrés, les pri-
 „vileges des Communes, les titres anciens, les pos-
 „sessions légitimes & immémoriales; il n'a jamais
 „mis d'impôts que ceux prescrits par la nécessité:

„ils n'ont jamais été levés avec cette rigueur qui an-
 „nonce plutôt un vainqueur exigeant des contribu-
 „tions en pays ennemi, qu'un Roi, pere de ses su-
 „jets, & simple administrateur de leurs biens : Il
 „s'occupoit de l'agriculture & de la population, il
 „n'enlevoit point aux campagnes une jeunesse vigou-
 „reuse, pour ne leur laisser que le rebut de l'espece.

„Il faut sans doute des Soldats, & Charles dans ses
 „guerres n'en a-t-il pas montré à ses ennemis ? Mais
 „éloigné des systêmes & des nouveautés dangereu-
 „ses, il n'avoit que les vues saines des plus sages
 „législations de l'antiquité ; il n'adopt a pas une
 „constitution purement Militaire, qui ne peut être
 „momentanée ; il abandonna aux Nations légères à
 „chercher des supplémens à l'impéritie de leurs Ca-
 „pitaines, & il méprisoit cette Tactique mécani-
 „que, qui ne dirigeant que le corps des Soldats, &
 „paroissant pouvoir se passer de leur ame, prépare
 „surement des transfuges ou des lâches.

„Il avoit la passion noble des établissemens uti-
 „les, des monumens durables : il ne convertissoit
 „point en pierre le pain du peuple : il trouvoit des
 „ressources dans son économie, vertu obscure &
 „précieuse qui, en établissant dans l'Etat l'ordre qui
 „regne dans une famille, suffit à tous les besoins &
 „remplit encore le trésor public. Après s'être mon-
 „tré dans tout l'éclat de sa gloire, après avoir
 „ébloui par la cour brillante & nombreuse qui en-
 „vironnoit son trône, il devenoit particulier : les
 „plaisirs purs suffisoient à son ame, & lui sem-
 „bloient toujours nouveaux ; la simplicité & la tran-
 „quillité même n'étoient pas seulement, suivant lui,
 „les vertus des sujets, elles étoient encore plus cel-
 „les des Rois.

„Souvent dépouillé du Diademe, il aimoit à se
 „perdre dans la foule pour l'observer ; on le trou-
 „voit à la porte de son Palais, sur la place publi-
 „que, sans cette suite & ces gardes qui, armés par
 „la défiance, sont cependant impuissans contre l'au-
 „dace. Sa sureté étoit dans le cœur de ses sujets,
 „& comme la majesté & la dignité des Rois ne sont
 „pas dans un cortège nombreux, elles résidoient sur
 „son front & dans son ame. L'indigent qui n'a que
 „du pain à demander, peut-il jamais ailleurs aller
 „aborder les rois ? C'est un objet trop triste &
 „trop importun, qu'il est bon d'éloigner. Le trône
 „n'est accessible qu'aux grands, qui ont des richesses
 „& des honneurs à solliciter. Pour les vrai Rois,
 „pour le nôtre, qu'un de ses sujets eut voulu le
 „voir, il l'eut vu, non à travers des gardes repous-
 „sans ; qu'il eut même voulu lui parler comme au
 „suprême Magistrat, toutes les portes du palais
 „étoient toujours ouvertes. Moi-même, pasteur ob-
 „scure, qui né d'une basse condition, n'ai parmi vous
 „que la considération que mon ministère & votre
 „piété me donnent, conduit par la nécessité à Turin,
 „je crus n'y être vu que de Dieu seul, parceque
 „tous les Etres lui sont égaux : mais placé sur le
 „passage du Roi, comme s'il eut eu le nom de tous
 „ses sujets dans la mémoire, ainsi qu'il les a dans le
 „cœur ; il m'interroge, il m'inspire une confiance
 „que je n'aurois pas avec les plus considérables
 „d'entre vous : & après cet entretien, tout étonné
 „de sa bonté & de mon assurance, je me vantai pour
 „nous tous, que si les autres Nations ont des Rois
 „que l'on voit, nous en avons un à qui l'on parle.”

A N N É E 1774.

1 Janvier.

Les Régisseurs des Cuirs qui étoient 60 en titre, font réduits à 30, & les autres ne font que croupiers. On a fait plusieurs changemens dans cette partie, ainsi que dans celle des hypotheques, relativement à certains droits qui tenoient à la Ferme générale, dont le Bail, par ce moyen, au lieu de 135 millions auxquels il étoit arrêté, sera définitivement à 152 millions. La mort du Sr. Gauthier qui traitoit avec le Ministre, en avoit retardé la confection: enfin il doit être signé aujourd'hui par le Roi.

1 Janvier 1774.

Les interrogatoires de Mad. Goezman, relatés dans le second Mémoire du Sr. de Beaumarchais, & sa confrontation avec lui, ont paru si plaisans qu'on en a fait un proverbe intitulé: *à bon chat, bon rat*. Il a été joué, à ce qu'on assure, chez Madame Dubarri, en présence du Roi, qui en a ri aux larmes & a demandé grace. C'est le Sr. Preville qui faisoit Madame Goezman; Feuillie, Beaumarchais, &c.

D'un autre côté, on assure qu'un Menin de M. le Dauphin lui ayant proposé à lire le Mémoire de Beaumarchais, ce Prince l'avoit regardé sévèrement en lui demandant s'il connoissoit son auteur? A quoi le Seigneur confus, s'apercevant que cela ne pre-

noit pas, avoit répondu que non; mais que sur la réputation de cet écrit, il avoit cru qu'il pourroit amuser Monseigneur. Que M. le Dauphin insistant lui avoit encore demandé s'il l'avoit lu? Que ce Me- nin plus intimidé avoit déclaré que non; qu'il ne le connoissoit que par oui-dire: sur quoi le Prince avoit repris: eh bien, donnez-le moi, & l'avoit jetté au feu, en ajoutant: voilà le cas que j'en fais. Ce trait est dans le caractère du Dauphin, qui n'aime ni les plaisanteries ni les bouffons.

2 Janvier 1774.

Il n'y a point eu hier de nomination de Cordons Bleus: comme l'usage est que ceux nommés au jour de l'an, soient reçus à la Chandeleur, S. M. que cette cérémonie fatigue dans la rigoureuse saison de l'hiver, a résolu de ne faire de nomination qu'à la Chandeleur, pour renvoyer la réception à la Pentecôte, saison plus favorable. Au moyen de cette omission M. de Monteynard reste *in statu quo*, & les courtisans sont désorientés. On veut qu'il ait fait un travail avec le Roi la veille du jour de l'an: ce qu'il y a de sûr, c'est que son audience étoit très nombreuse. On prétend qu'il élève aujourd'hui ses prétentions & demande à être fait Duc.

2 dudit.

Le Sr. Marin ne se sentant pas en force pour répondre au Sr. de Beaumarchais sur le même ton de plaisanterie, renonce aujourd'hui à faire des Mémoires, se retranche dans une défense juridique; il

fait seulement paroître imprimée sa Requête au Parlement, très bien faite, courte, écrite noblement; on voit qu'il s'en est rapporté à son Avocat, & qu'un aussi bon ouvrage ne peut sortir de la plume du rédacteur de la gazette de France.

„Le Sr. de Beaumarchais, (dit-il) mettant le comble à son audace, vient de le diffamer de nouveau dans un 3e. Libelle, encore plus atroce que les premiers. Cet homme, après avoir insulté à la majesté des Loix, injurié la Magistrature entière, bravé le tribunal qui doit le condamner, outragé des citoyens honnêtes qui ne l'ont point offensé, notamment le suppliant, vendant publiquement, contre les Arrêts de la Cour, les Réglemens de la Librairie, les devoirs de l'honnêteté, ce que sa noire méchanceté lui fait imprimer, portant la frénésie jusques à accuser l'administration dans ses premier & second libelles, enhardi par l'impunité, vient encore par la diffamation la plus atroce accuser un citoyen de crimes dignes de la plus grande punition. On lit entr'autres abominations dans ce Libelle: *j'appelle un chat un chat, & Marin un frippier de memoires, de littérature, de censure, de nouvelles, d'affaires, de courtages, d'usure, d'intrigues, &c.* Imputations inouïes, qui rendroient la personne du suppliant infame; qu'une si affreuse licence, que de telles calomnies, si elles n'étoient reprimées promptement, seroient portées par cet homme audacieux au point de produire enfin des écrits qui semeroient la haine & la division parmi tous les ordres de la société, finiroient par armer les citoyens les uns contre les autres: qu'on ne pardonneroit, ces attentats qu'à des peuples sauva-

es , auxquels la nature , en laissant à l'homme la liberté indéfinie , donne le droit de venger ses propres injures. Que la Religion sainte & les Loix ayant si sagement mis des bornes à cette liberté naturelle , ont établi des Juges pour réparer les offenses publiques & particulières ; que leur ministère est nécessaire , & ne peut se refuser à l'innocence opprimée par la vexation & la calomnie ; que les outrages abominables faits au suppliant , exigent une réparation prompte & éclatante ; qu'il reclame cette réparation ; que ce citoyen blessé dans son honneur , qu'il préfère à la vie , iroit se jeter aux pieds du Roi , pere & premier juge de tous ses sujets , pour lui demander justice , s'il ne l'attendoit de la Cour , &c.

4 Janvier 1774.

M. l'Abbé de la Ville , premier Commis des Affaires Etrangères , est fait Evêque *in Partibus* , sous le nom de Trichonium en Natolie. Le Roi lui donne 25,000 Liv. de plus pour soutenir cette nouvelle dignité : en sorte qu'il a aujourd'hui 100,000 Liv. de rentes de bienfaits de S. M. Comme la qualité de premier Commis n'iroit pas avec le *Monseigneur* , on crée un titre nouveau sous la dénomination de Directeur des Affaires Etrangères ; ce qui lui donnera le droit de porter le Porte-feuille chez le Roi & de travailler avec S. M. On raisonne diversement sur cet événement : les uns prétendent que c'est pour soulager M. le Duc d'Aiguillon , qui aura toujours la grande main sur ce Ministre , mais se trouvera ainsi plus disposé à passer au Ministère de la Guerre :

d'autres veulent que ce soit une retraite pour le premier Commis, qui a 72 ans, & dont la tête fatiguée de travaux commence à foiblir.

6 dudit.

La malheureuse affaire d'Auxerre, dont on a rendu compte, a des suites, & il paroît un *Mémoire de consulter & Consultation pour Me. Pierre Claude Choppin, Conseiller au Bailliage & Siege Présidial d'Auxerre*. Ce magistrat y défère à la justice les calomnies qu'il prétend avoir été répandues contre lui par le Sr. Ricard, dont on a discuté la défense. Ce dernier l'accuse d'avoir joué le triple rôle de dénonciateur, de rapporteur & de juge: à quoi la réponse est bien simple. Il n'a été ni dénonciateur, ni rapporteur, ni juge; il ne pouvoit même être ce dernier, puisque, comme mineur, il ne peut avoir voix délibérative en matière criminelle.

Outre le *Mémoire* du Sr. Ricard qu'attaque le Sr. Choppin, il se plaint encore de la Gazette d'Utrecht du 14. Decembre, de celle de Bruxelles du 9 Decembre, & de celle de Leyde du 24. Decembre, ainsi que des Nouvelles à la main, qui de la Capitale se répandent dans les Provinces & dans les pays étrangers: il rapporte un extrait fidele de tout ce qu'on s'est permis d'avancer contre lui dans ces ouvrages, il y joint de courtes observations & demande Conseil.

Suit une Consultation, signée de 4 Jurisconsultes, qui estiment que le Sr. Choppin doit rendre plainte des calomnies inférées dans les *Mémoires* publiés sous le nom du Sr. Ricard, demander permission d'en infor-

ner, & suivre la procédure extraordinaire jusqu'à jugement définitif. A l'égard des gazettes, la Cour est dans l'usage, lorsque les parties diffamées le requièrent, de supprimer ces notes de papiers publics comme fausses & calomnieuses, & ils pensent qu'elle ne refusera pas cette justice au Magistrat qui y est cruellement outragé.

6 Janvier 1774.

C'est décidément Me. Drou, Avocat au Conseil, qui est chargé de la Requête pour les héritiers *Véron*. Leur nouveau défenseur, longtemps caché dans les ténèbres, ose enfin se nommer & paroître. La Requête est faite & ne tardera pas à être présentée.

7 Janvier 1774.

Quoique M. l'Abbé Terrai, par ses réductions & nouveaux impôts, ait augmenté les Revenus du Roi de 45 millions, il a toujours beaucoup de peine à faire face, & se dispose à trouver de nouvelles ressources.

8 Janvier 1774.

Le Livre posthume de M. Helvetius, intitulé: *de l'homme, de ses facultés intellectuelles, & de son éducation*, est pros crit ici, non-seulement à cause de l'irréligion de ce Philosophe, mais aussi de son patriotisme. Il étoit déjà mal noté de son vivant auprès du Ministère, pour s'être expliqué trop librement sur la Révolution opérée par M. le Chancelier. L'affectation avec laquelle l'auteur de l'Eloge de

cet Ecrivain, mis à la tête de son *Poème sur le bonheur*, insinue, que le chagrin que cet événement causa à M. Helvetius, avoit empoisonné le reste de ses jours & peut-être hâté son trépas, n'avoit pas contribué à faire mieux accueillir ses ouvrages par le Gouvernement; mais ce qu'il dit dans la préface de celui ci, a mis le sceau à sa réprobation:

„ Ma Patrie, s'écrie-t-il en gémissant, a enfin
 „ reçu le joug du Despotisme; elle ne produira donc
 „ plus d'Ecrivains célèbres: le propre du Despotisme
 „ me est d'étouffer les pensées dans les esprits & la
 „ vertu dans les ames.

„ Ce n'est donc plus sous le nom de François que
 „ ce Peuple pourra de nouveau se rendre célèbre:
 „ cette nation avilie est aujourd'hui le mépris de
 „ l'Europe. Nulle crise salutaire ne lui rendra sa
 „ liberté: c'est par la consommation qu'elle périra.
 „ La conquête est le seul remède à ses malheurs....

8 Janvier.

M. le Marquis de Monteynard est toujours *in statu quo*, il n'a effectivement eu aucun travail avec le Roi, il n'a point ouvert le porte-feuille depuis le voyage de Fontainebleau. Les courtisans sont encore dans l'attente, les Ministres tourmentent S. M. qui a peine à se décider, & voudroit que M. de Monteynard offrît de lui-même sa démission. Celui-ci s'obstine à attendre les ordres du Roi. Ce qui donne de l'humeur au Monarque; depuis quinze jours, il siffle fréquemment, & c'est à ce signe infailible que ceux qui ont l'honneur de l'approcher, reconnoissent que S. M. n'est pas dans son assiette.

8 Janvier 1774.

Outre les endroits cités de la préface du livre de M. Helvetius, comme déplaissans fort au Ministère & à l'autorité, il se trouve encore dans le courant de l'ouvrage des chapitres où il attaque le gouvernement actuel d'une façon à ne pas le méconnoître; on en jugera par les titres des chapitres:

Chapitre 6. Des maux produits par l'ignorance. Que l'ignorance n'est point destructive de la mollesse; qu'elle n'assure point la fidélité des sujets, qu'elle juge sans examen les questions les plus importantes. Des malheurs où de tels jugemens peuvent quelquefois précipiter une nation. Du mépris & de la haine qu'on y doit aux protecteurs de l'ignorance.

Chapitre 7. Que les vertus & le bonheur d'un Peuple sont l'effet, non de la sainteté de sa Religion, mais de la sagesse de ses Loix.

Chapitre 8. De ce qui constitue le bonheur des individus. De la base sur laquelle on doit édifier la félicité nationale, nécessairement composée de toutes les félicités nationales.

Chapitre 9. De la possibilité d'indiquer un bon plan de Législation. Des obstacles que l'ignorance met à sa publication. Du ridicule qu'elle jette sur toute idée nouvelle & toute étude approfondie de la Morale & de la Politique. De l'inconstance qu'elle suppose dans l'esprit humain, inconstance incompatible avec la durée des bonnes Loix. Du danger imaginaire auquel, si l'on en croit l'ignorance, la révélation d'une idée neuve & surtout des vrais principes des Loix doit exposer les Empires. De la trop funeste indifférence des hommes pour l'examen des

vérités Morales & Politiques. Du nom de vraies & de fausses, donné aux mêmes Opinions, selon l'intérêt momentané qu'on a de les croire telles ou telles.

Chapitre 10. De la puissance de l'Instruction : des moyens de la perfectionner. Des obstacles qui s'opposent aux progrès de cette Science. De la facilité avec laquelle ces obstacles levés l'on tracerait le plan d'une excellente éducation....

9 Janvier 1774.

Après la signature du Bail des Fermes, qui outre les 152 Millions auxquels il est porté définitivement, comprend encore plus de dix millions de parties mises en Régie & dont les Fermiers seront comptables, M. le Contrôleur général a manifesté ses dispositions particulières, qui concernoient personnellement les Fermiers généraux, ainsi que les charges de leur nouvel engagement. Il s'est trouvé que presque toutes les places sont grevées de croupes ou de pensions. On entend par croupiers ceux qui, sans avoir voix dans les assemblées, font une partie des fonds & participent au bénéfice en *pro rata* : quant aux pensions, c'est tout bénéfice pour ceux au profit desquels elles sont mises. Le Roi s'est réservé quatre places, soit pour en donner le bénéfice à ses favoris, soit pour s'amuser par les différentes Révolutions qui peuvent survenir dans le profit plus ou moins grand du Bail, suivant les chances qui résulteront des circonstances physiques ou morales.

10 dudit.

On raconte une petite niche de M. le Contrôleur général, qui annonce la gaité de ce Ministre au milieu de ses pénibles & douloureuses occupations. M. Rolin, le Fermier général, qui a la feuille des emplois, sollicitoit M. l'abbé Terrai pour comprendre un de ses parens sur la liste des favorisés de pensions mises sur les Fermes. Celui-ci s'y est refusé quelque tems, par la difficulté de trouver sur qui placer cette charge: M. Rolin insistant, le Contrôleur général lui a promis d'avoir égard à sa Requête; quelques jours après il a dit au Sr. Rolin, qu'il avoit fait son affaire, que la pension pour son protégé étoit utilement assignée, qu'à coup sûr elle seroit bien payée: *car c'est sur votre place, a-t-il ajouté, que je l'ai mise.*

10 Janvier 1774.

M. de Gribeauval, Lieutenant général d'Artillerie, le bras droit de M. de Choiseul, qui ayant le plus contribué à la réforme des armes, objet du Conseil de Guerre des Invalides, s'intéressoit par conséquence vivement au sort des accusés, demandoit à être entendu, sans qu'on ait jamais voulu l'interroger, a vu avec douleur que dans le préambule du Jugement on se prévaloit de ses Lettres, & surtout d'une au Sr. Gayot du 25 Mai 1770, dans laquelle on lui faisoit dire ce qu'il n'avoit pas dit: il a si bien fait qu'il a recouvré la piece originale, absolument contraire à l'énoncé: il a déposé cette piece importante, il en a fait tirer des copies collationnées, il en a

envoyé une au Ministre, & à chacun des membres du Conseil, avec un Mémoire, où il se plaint amèrement de la falsification & requiert qu'on restitue le vrai sens de ce qu'il a dit. Cet incident a déconcerté ces Messieurs, qui, dit-on, se sont rassemblés, & ne se sont tirés d'affaire qu'en déclarant que le terme de leur mission étant expiré ils n'avoient plus de qualité & ne pouvoient plus délibérer. On prétend que M. de Gribeauval veut prendre à partie le Greffier (le Sr. de Roussiere) comme faussaire, &c.

11 Janvier 1774.

Le Roi, ces jours derniers, entretenant M. le Chancelier, lui disoit: „ eh bien! votre Parlement „ fait parler de lui; il paroît que ce *Goezman* est un „ mauvais sujet, qu'il faudra l'expulser. — SIRE, „ (a répondu le Chef de la Justice,) „ celui-là ne „ roule pas sur mon compte, il vient de M. le Duc „ d'Aiguillon. — Oui (repliqua S. M.) mais il y „ y en a d'autres, à ce qu'on prétend. — Cela se „ peut, SIRE, cela doit être même: le nouveau Par- „ lement est un enfant qui jette sa gourme, il se „ portera à merveille ensuite. — Effectivement, „ (reprit le Monarque) on disoit que ce Parlement „ ne prendroit pas; il prend bien, il prend de toutes „ mains.” Toutes ces saillies amusent Paris & les Courtisans, mais non les Magistrats, qui voudroient bien ne pas être ainsi le plastron des bons mots du Prince & de son Chancelier.

12 Janvier

12 Janvier 1774.

M. l'abbé de Pernon est un jeune Conseiller Clerc de l'ancien Parlement, qui a donné sa démission dès le commencement, s'est fait liquider, a acheté une charge de Maître des Requêtes, & rapporte au Conseil. Il étoit ces jours derniers à Versailles & contemploit dans les Cabinets du Roi les Porcelaines de Seve qu'on apporte à S. M. à la fin de l'an, pour qu'Elle choisisse, & que la Cour en achete. S. M. vint à passer, & apostrophant l'abbé, lui dit: „elles sont belles, achetez-en. — SIRE, ma fortune ne me permet pas de faire des acquisitions „aussi chères. — Achetez toujours (repliqua S. M.) „un bon bénéfice payera tout cela.” Le Roi s'en va; à son retour il retrouve l'abbé au même lieu: „eh bien! avez-vous fait vos emplettes? Non, „SIRE; j'en ai dit les raisons à V. M. — Ne vous „ai-je pas répliqué qu'un bon bénéfice payeroit „tout cela.” Puis se retournant vers Madame Dubarri, avec qui le Monarque étoit alors: „c'est „un bon Magistrat (ajouta le Prince) j'en suis content, il a rapporté comme un ange l'affaire de „Madame la Duchesse de Bouillon.” Après ce propos flatteur le Roi part: le lendemain matin le Cardinal de la Roche-Aymon se trouvant au lever de S. M.: „auriez-vous (lui dit-Elle), un bénéfice vacant de „12 à 15000 Livres de rentes? — Oui, SIRE. — „Eh bien! je le retiens (repart-Elle) j'y nomme „l'abbé de Pernon.”

12. Janvier 1774.

Dimanche dernier on a joué aux François *Eugénie*, drame du Sr. Caron de Beaumarchais, le héros du jour. On peut juger de l'affluence qu'il y a eue. A un certain endroit, où il est question de juge & de procès, on a applaudi à tout rompre. A la fin de la piece on a demandé l'auteur, on a demandé quand on joueroit son *Barbier de Seville*? Les histrions n'ont tenu aucun compte de ces apostrophes du Parterre, auxquelles ils n'ont pas répondu, suivant leur impertinence ordinaire. Mais l'auteur ayant paru aux foyers après la piece, a été entouré & conduit en triomphe à son carosse, à peu près comme *Wilkes* l'étoit autrefois en Angleterre.

Mardi dernier la même foule s'étoit portée aux Italiens, à la piece des *Trois Freres Fumeaux Vénitiens*, pour entendre les lazzi d'Arlequin relatifs au Sr. Marin. On a été surpris qu'il les ait supprimés: on a voulu en faveur la raison; on a appris que cet acteur avoit été mandé à la Police, où il avoit reçu une sévère réprimande & injonction de ne pas récidiver.

Enfin par un calambour bien digne des Parisiens, & qu'on répète comme une chose très ingénieuse, on dit que *Louis Quinze a détruit le Parlement ancien*, & que *Quinze Louis détruiront le nouveau*.

13. Janvier 1774.

On assure que le Roi de Prusse a chargé son Envoyé d'acheter une certaine quantité de Mémoires du Sr. de Beaumarchais & de les lui envoyer: ce

qui ne peut que flatter infiniment l'amour-propre de l'auteur, & l'encourager à lâcher de nouveaux pamphlets.

13 dudit.

M. le Marquis de Monteynard continue à faire bonne contenance, & quoique le Roi persiste à ne point travailler avec lui, il donne des audiences & se charge de toutes les affaires dont on veut lui parler, mais qui restent dans le Porte-feuille: c'est ainsi qu'il est venu donner aujourd'hui une audience solennelle aux Invalides.

15 Janvier 1774.

Le nouveau Tribunal fait publier un Arrêt du 3 Decembre, par lequel il supprime les deux brochures dont on a parlé; l'une, intitulée: *Lettre du Marquis de Brigadier des Armées du Roi, à M. Avocat au Conseil*; & l'autre le *Vœu de la Noblesse, Lettre à M. Avocat au Conseil*. Elles sont, comme on a observé, une critique raisonnée de l'Arrêt de la Grand'Chambre: on les qualifie comme contenant des expressions attentatoires au respect dû à l'autorité de la Cour.

Il paroît un autre Arrêt du 10 Janvier: il est précédé d'un Requisitoire de l'Avocat général Jacques de Vergès, où il s'élève en termes emphatiques contre le livre du *Bon Sens* & contre celui intitulé *de l'Homme*, qu'il suppose être faussement attribué à feu M. Helvetius pour éviter de sévir contre sa mémoire: en conséquence la Cour, la Grand'Chambre assemblée, a ordonné que les dits livres

seroient lacerés & brûlés par l'exécuteur de la haute justice, comme impies, sacrileges & tendans à troubler la tranquillité des peuples & à ébranler les fondemens de la Religion, &c.

L'exécution n'a eu lieu que le mercredi 12 Janvier.

15 Janvier 1774.

Si les Mémoires dans l'affaire du Sr. de Beaumarchais sont suspendus, il court des Requêtes qui ne sont qu'une forme plus judiciaire de les répandre. On distribue imprimée celle de d'Airolles, principalement dirigée contre le Docteur Gardanne. Il y paroît que le négociant s'étant détaché du parti du héros principal, avoit rendu plainte contre le Médecin le 3 Septembre, & que celui-ci a récriminé par une Requête signifiée le 14 Decembre, dont d'Airolles demande que son adversaire soit débouté. On y peint au surplus le Sr. Gardanne comme un homme d'un caractère inquiet & turbulent, zélé, sans prudence, mettant dans tous ses procédés une chaleur, un enthousiasme capables d'entraîner les âmes honnêtes dans la séduction, comme ayant apporté dans cette affaire pour capter les témoignage du Suppliant en faveur de Beaumarchais, des soins pressés, dont les amis essentiels sont souvent incapables, & que les infidèles se donnent sans effort; comme d'accusé étant devenu agresseur, & par une délation odieuse ayant obligé le Sr. d'Airolles à se défendre; enfin comme ayant coopéré au premier Mémoire du Sr. Caïon & réglé la dose du poison pour en étendre & réprimer les ravages ... Tel est le caractère du

Docteur esquissé en bref, & dont on est d'autant plus porté à croire la vérité, que malgré les injonctions de la Faculté, il n'ose entrer en lice & reste dans un silence qui ne peut lui faire honneur dans le public. Le Sr. Goezman a déjà subi plusieurs interrogatoires, & l'on annonce un Mémoire de sa part comme sur le point d'être publié.

17 Janvier 1774.

Il paroît qu'aujourd'hui le grand adversaire de M. le Marquis de Monteynard c'est le Prince de Condé. Celui-ci ne l'avoit proposé que dans l'espoir de trouver en lui un Ministre favorable, qui le seconderoit dans son projet de faire récréer en sa faveur la charge de grand maître de l'Artillerie. Le nouveau Secrétaire de la guerre, dans l'enthousiasme de son exaltation, avoit promis à S. A. tout ce qu'elle avoit voulu. La disgrâce des Princes qui suivit peu après, le mit à son aise pour ne point tenir parole à S. A. : mais depuis leur retour à la Cour, le Prince de Condé étant revenu à la charge, aidé de Madame la Comtesse Dubarri, M. de Monteynard a travaillé sous main, à ne point se laisser enlever le plus beau fleuron de sa couronne; il a représenté au Roi que cet objet, de 400,000 Livres de rentes, étoit une charge de plus pour l'Etat dans un tems où l'on retranchoit dans les départemens, bien loin d'augmenter; il a d'ailleurs prouvé la nécessité de tenir sous sa main celui de l'Artillerie, pour remédier aux déprédations dont il a fait voir un échantillon par le procès de M. de Bellegarde. Au fond, on ne blâme point ce Ministre d'avoir parlé dans la sincérité de son cœur

& conformément à l'obligation de son état, mais bien sa manœuvre fournoise, & ses souplesses vis-à-vis le Prince de Condé, son protecteur, tandis qu'il agissoit d'une manière différente auprès de S. M. Madame Dubarri de son côté est intéressée à tourmenter sur cet objet le Roi, qui lui avoit donné sa parole que la chose s'effectueroit au premier travail. Il y a apparence que c'est cette anxiété de S. M. qui l'empêche de travailler avec M. de Monteynard, sans que d'un autre côté Elle puisse se déterminer à renvoyer un Ministre auquel Elle n'a rien à reprocher. On ne sait quand se terminera cette indécision, par laquelle tout reste en suspens.

17 Janvier 1774.

Le vrai mot du Proverbe joué chez Madame la Comtesse Dubarri, relatif à l'affaire de Beaumarchais, est *le meilleur n'en vaut rien*.

M. le Duc de Noailles disoit à cette occasion au Roi: „ SIRE, la méchanceté est bien grande; on attaque le pauvre Goezman, le plus honnête homme „ de ce Parlement ”.

17 dudit.

Mlle Dufossé est continuellement aux trousses des Ministres pour obtenir la grace de son pere, sans pouvoir réussir. M. Bertin exige, sans s'en départir, qu'il se constitue d'abord prisonnier à la Bastille; & M. le Chancelier, qu'il se rende ensuite à son exil de Noirmoutiers: mais tous deux l'assurent qu'il doit renoncer à jamais retourner en Normandie. M. du

Tossé persiste à se tenir caché & à ne pas vouloir accepter ces conditions.

Le Sr. Fretôt, un des Conseillers exilés, le plus ardent adversaire du Chancelier, à qui ce Ministre en vouloit personnellement, a enfin cependant eu permission de se rendre à sa terre où il peut se fixer.

Tous ces adoucissmens auxquels le Chancelier se prête, malgré lui, annoncent combien son crédit baisse. On parle toujours de sa disgrâce comme prochaine. Il est certain qu'il continue à être dans la plus belle haine contre M. le Duc d'Aiguillon; il se contient si peu qu'il refuse d'admettre à sa table les Maîtres des Requêtes qui vont chez le premier.

17 *dudit.*

M. le Contrôleur général a fait écrire au nom du Roi une Lettre circulaire à tous les Fermiers Généraux, par laquelle S. M. déclare que son intention irrévocable est qu'ils acceptent purement & simplement les conditions qu'Elle impose à chacun d'eux, ou qu'ils renoncent à leur qualité. M. Allyot, l'un d'eux, ayant été à Versailles déclarer à M. l'Abbé Terrai qu'il préféreroit de quitter, ce Ministre lui a dit qu'il en étoit le maître, mais qu'il n'auroit pas ses fonds, que le Roi lui en feroit la rente, qu'il lui donnoit 24 heures pour se résoudre. M. Allyot a été forcé d'acquiescer.

18 *Janvier 1774.*

Les deux piéces de vers suivantes ne sont assurément pas des ouvrages distingués comme poésie, mais

ce sont des morceaux du tems, faits pour être recueillis comme monumens historiques. La première est une espece d'Epigramme, relative à la scene arrivée au palais, entre le Président de Nicolai & M. de Beaumarchais: il faut se rappeler que le premier étoit à la tête de la députation de sa Compagnie & alloit tenir la séance au Châtelet. Les vers sont adressés en apostrophe au Sr. de Beaumarchais:

Bravo, Bravo, pulvérisez les lâches;
 Tes ennemis sont des bravaches,
 Sots & méchans tout à la fois:
 Quant à l'insolent porte-croix,
 Qui déplacé partout, semble avoir pris à tâche
 D'être souple à l'armée & fougueux au palais,
 Dans tes nouveaux écrits, courageux Beaumarchais,
 Ne lui donne point de relâche;
 En repoussant les traits de la perversité,
 Citoyens & rieurs, tout est de ton côté.

La seconde est relative à M. de Goetzman, à sa persévérance à soutenir qu'il n'a eu aucune connoissance des cadeaux faits à sa femme, & au desintéressement généreux qu'il affiche: c'est une ironie soutenue d'un bout à l'autre & relative à l'histoire, qu'il faut avoir présente.

C'est Beaumarchais ce persifleur
 Qui tire au court bâton avec son rapporteur,
 Juge integre, savant & sage,
 Très digne conseiller du nouveau Parlement,
 Le vrai Caton du tems présent,
 L'honneur & le flambeau de cet Aréopage.

Quand

Quand Dieu créa le pere Adam,
 Ah ! que ne lui fit-il la tête d'un Goezman !
 Insensible aux attraits d'une Eve libertine,
 Il auroit rejeté ce funeste présent ;
 Redoutant en secret la colere divine
 Il eut laissé sa femme au pouvoir du Serpent :
 Il n'eut pas accepté la moitié de la pomme :
 Dieu de son paradis ne l'eut jamais chassé ;
 Enfin , si l'Eternel n'eut fait ce premier homme ,
 Par toi , divin Goezman , le monde étoit sauvé !

20 Janvier 1774.

On parloit, il y a quelque tems, chez M. le Chancelier de son Parlement, & le Chef de la Magistrature se félicitoit de son érection, il avouoit qu'il n'auroit pas cru en être sitôt quitte, & trouver autant de sujets qui s'enrôlassent dans sa nouvelle milice. Un jeune Seigneur lui répondit : „ Mais, Monsieur le Chancelier, quand on veut empoissonner „ un étang, on ne manque jamais de fretin. ” Plaisanterie qui décontenança un peu M. de Maupeou.

20 dudit.

On n'a point encore la liste des Croupiers & Pensionnaires de la Ferme générale, suivant le nouveau Bail; on sait en gros que le total de cet objet se monte à trois millions de rentes; ce qui fait presque la moitié du bénéfice. Quant aux acteurs & actrices, & gens à talens, dont les pensions sont hypothéquées sur cet objet, on explique la chose de deux façons, ou en ce qu'ils ne font que changer de lieu de recette, c'est-à-dire qu'en place d'être portés sur l'état des Menus dont on supprimera les charges d'Inten-

dans, ils le feront sur celui de la Ferme générale ; ou bien en ce qu'ils ne font pas en nom , & seulement en sous-ordre , c'est-à-dire , que tous les Enfans de France , Princes & Princesses , auront assigné une certaine somme sur ces fonds , qu'ils seront maîtres de faire donner aux particuliers qu'ils voudront obliger , par humanité , par charité , par bienfaisance , ou en reconnoissance des amusemens qu'on leur aura procurés.

Mlle. Arnoux , à qui l'on avoit annoncé qu'elle avoit une Croupe , a écrit à cette occasion une Lettre plaisante à M. l'abbé Terrai ; & l'on assure que ce Ministre qui entend raillerie , y a répondu très-agréablement. Voici copie de l'une & l'autre Lettre.

Lettre de Mlle. Arnoux , de l'Opéra , à M. l'Abbé Terrai , contrôleur général des finances , à l'occasion du bruit qui couroit qu'elle avoit une Croupe dans la Ferme générale , par le nouveau Bail , signé le 1. Janvier 1774.

MONSIEUR,

J'avois toujours ouï-dire que vous faisiez peu de cas des arts & des talens agréables : on attribuoit cette indifférence à la dureté de votre caractère. Je vous ai souvent deffendu du premier reproche , quant au second il m'auroit été difficile de m'élever contre le cri général de la France entière. Cependant je ne pouvois me persuader qu'un homme aussi sensible que vous aux charmes de notre sexe , pût avoir un cœur de bronze. Vous venez bien de prouver le contraire , vous vous êtes occupé de nous au milieu de l'affaire la plus importante de votre Ministère. Forcé de grever la Nation d'un impôt de 162 :

millions, vous avez cru devoir en réserver une légère partie pour le théâtre lyrique & pour les autres spectacles; vous savez qu'une dose d'*Allard* (1), de *Caillaud* (2), de *Raucoux* (3), est un narcotique sûr pour calmer les opérations douloureuses que vous lui faites à regret. Véritable homme d'Etat, vous en prizez les membres suivant l'utilité dont ils sont à vos vues. Le gouvernement fait sans doute en tems de guerre grand cas d'un guerrier qui verse son sang pour la patrie, mais en tems de paix, le coup d'œil d'un militaire mutilé ne sert qu'à affliger, qu'à exciter les plaintes & les murmures des François, déjà trop disposés à geindre. Il faut des gens, au contraire, qui les distraient & les amusent. Un chanteur, une danseuse sont alors des personnages essentiels. Et la distinction qu'on établit dans les récompenses des deux especes de citoyens, est proportionnée à l'idée qu'on en a. L'officier estropié arraché avec peine & après beaucoup de sollicitations & de courbettes une pension modique, elle est assignée sur le trésor Royal, especes de crible sous lequel il faut tendre longtems la main avant de recueillir quelque goutte d'eau. L'acteur est traité plus magnifiquement, il est accolé à une sang-sue publique, animal nécessaire, qu'on fait ainsi dégorger en notre faveur de la substance la plus pure dont il se repaît. C'est à pareil titre sans doute, Monseigneur, c'est à la profondeur de votre politique que je dois attribuer le prix flatteur dont vous honorez mon foible talent; vous m'accordez, dit-on, une *Croupe*. Ce mot m'effrayeroit de tou-

(1) Danseuse de l'Opéra.

(2) Chanteur retiré de la Comédie Italienne.

(3) Nouvelle Actrice de la Comédie Française.

te autre part : mais c'est une croupe d'or ; vous me faites chevaucher derrière *Plutus*. Je ne doute pas que dressé par vous, il n'ait les allures douces & engageantes (je m'y connois) : sous vos auspices je cours avec lui les plus grandes aventures. Puissiez-vous en revanche, Monseigneur, ne jamais trouver de croupe rebelle ! puissent toutes celles que vous voudrez caresser, s'abaisser sous votre main chatouilleuse ! Puisse la plus orgueilleuse, se laisser dompter par vous, & recevoir votre Grandeur avec ce frémissement délicieux, présage du plus heureux voyage, toutes les fois que vous galoperez dans les champs fortunés d'Idalie !

Je suis avec un profond respect,

MONSEIGNEUR,

Votre, &c.

Paris ce 4 Janvier 1774.

Réponse de M. le Contrôleur général à Mlle. Arnoux.

Versailles le 8 Janvier 1774.

On vous a mal informé, Mademoiselle ; vous n'avez point de Croupe dans le nouveau Bail : ainsi vous ne chevaucherez derrière aucun Fermier général. Mais il vous est très permis, d'en faire chevaucher quelqu'un devant ou derrière vous. Cet accouplement ne vous sera pas moins utile, il est même plus commode, en ce que pour la mise il n'exige qu'un très petit fonds d'avance.

Je suis, Mademoiselle, tout à vous.

L'ABBÉ TERRAI.

21 Janvier 1774.

Me. Linguet éprouve toujours beaucoup de contradiction au Palais: les gens du Roi continuent à ne pas vouloir communiquer avec lui, & ses confreres à se retirer des affaires où il voudroit plaider. Pour arranger cela, le nouveau Tribunal a rendu un second Arrêt, servant d'une sorte de commentaire au premier, par lequel il annonce que l'intention des Magistrats n'a point été d'interdire la plaidoirie à Me. Linguet: mais ce replâtrage ne fait pas un meilleur effet, & il reste sequestré de son Ordre, comme une brebis galeuse.

21 dudit.

Pour exciter le zele de la nouvelle Magistrature, on vient de favoriser M. de Vaivre, Conseiller au Parlement nouveau de Franche-Comté; il est nommé depuis quelques mois pour aller remplacer à St. Domingue M. de Montarcher, qui en revient après ses trois ans. Il se dispose à se rendre incessamment à Brest pour s'y embarquer. On augure beaucoup des talens de ce Magistrat, que M. de Boisnes annonce aux Américains comme l'homme propre à réparer tous leurs desastres, & à remonter cette Colonie sur le pied florissant où elle devoit être.

22 Janvier 1774.

On a actuellement des Listes exactes & complètes de tous les Croupiers & Pensionnés sur le Bail des Fermes, ainsi que de ceux sur qui les Croupes & Pensions sont assignées. Cinq Fermiers généraux

seulement conservent leur place en entier, les Srs. *Douet, Puissant, Gigault de Crisenoy, Bouret & St. Amand.* Cette faveur particuliere leur est accordée, dit-on, à raison de l'importance dont ils sont pour la Ferme, de l'utilité & de l'étendue de leur travail. Le Sr. Bouret seul, vrai fainéant, a vraisemblablement réussi par ses intrigues à être compris parmi eux. Du reste les pensions sont, comme on l'a annoncé, accordées en gros à chacun de la famille Royale, pour être distribuées en sous-ordre à ceux qui auront bien mérité d'elle, à commencer depuis le Roi jusqu'à Mesdames, qui sont aussi en nom l'une après l'autre.

Du reste, les connoisseurs en finance conviennent que jamais Bail n'a été si bien fait. M. le Contrôleur général a discuté séparément chaque partie avec les Fermiers généraux respectifs, qui en étoient le plus au fait, & a développé dans ce travail des connoissances qui les ont étonnés & confondus. Au moyen des reviremens, changemens, soustractions, additions, l'augmentation réelle n'est que d'environ deux millions quatre cens mille livres.

Chaque Fermier général a 10 pour cent de ses fonds d'avance pour le premier million: ce qui fait

	100,000 Livres.
Pour les 560,000 restantes, à 6 pour cent	33,600
Pour droits de présence	24,000
Pour Etrennes.	2,000

159600 Livres.

Non compris les profits qui se répartissent à la fin du Bail.

22 Janvier 1774.

M. de la Chalotais ayant perdu à Xaintes, lieu de son exil, une petite-fille qui lui restoit, n'a pu tenir à ce dernier malheur; il a écrit une Lettre au Roi, où il lui rend compte de ses services & de ses souffrances, où il annonce à S. M. que ne pouvant résister au faisissement où le met cette mort, il part pour Rennes, persuadé que le Roi ne veut point qu'il périsse de chagrin; & d'ailleurs autorisé par l'exemple de quantité de Magistrats exilés, qui pour cause de maladie ou autres moins essentielles, ont ainsi pris le parti de s'en rapporter à la bonté de S. M. & de venir chercher les secours dont ils avoient besoin dans leur état: ce qu'Elle ne paroît avoir desapprouvé dans aucun.

23 dudit.

Le remboursement des Billets des Fermes qui a lieu tous les ans par voye de Lotterie, est indiqué au lundi 7 Février prochain. Le tirage s'en fera au nombre de 720, dont le payement commencera au 10 Mars, à raison de 60 par mois: ces billets sont tous égaux, de 5000 Livres chacun; ce qui forme un remboursement de 3,600,000 Livres. C'est le quatrieme depuis la suspension de ces Effets.

23 dudit.

Mercredi dernier 19 de ce mois, il y a eu une grande assemblée de Chambres sur l'affaire du Sr. de Goézman avec Beaumarchais, & l'affaire y a été réglée à l'extraordinaire, c'est-à-dire qu'il y aura re-

seulement & confrontation, & qu'elle sera poursuivie au criminel & jusqu'à jugement définitif. Le premier Décret du Magistrat avoit passé à la pluralité de 30 voix contre 21. On ne dit pas combien il y en avoit cette fois-ci: mais cette procédure rigoureuse fait regarder le Conseiller comme perdu & le met hors d'état de siéger jamais.

24 Janvier 1774.

Il paroît un Mémoire pour un nommé Archier, Exempt de Robe courte, accusé d'avoir favorisé la distribution de la *Correspondance*. Cet écrit de Me. La Croix, qu'on croiroit devoir être intéressant, ne l'est en rien; il ne contient aucun fait propre à éclaircir cette singulière procédure: on s'y plaint seulement que de tous ceux qui ont été accusés d'avoir favorisé la vente de ces libelles, le plaignant soit le seul resté en prison: il ose assurer pourtant qu'il n'en est pas un seul dont la justification ait été plus complète, qu'il a prouvé que sa détention n'étoit dûe qu'à des calomnies inventées par la cupidité, &c.

Le nouveau Tribunal s'est enfin déterminé à finir juridiquement le procès, tant à l'égard de ce dernier accusé, que de plusieurs autres qui, quoique relâchés, n'ont pas été entièrement justifiés & sont restés dans les liens des Decrets, ou assujettis à de plus amplement Informés; &c. Le rapport qui du Sr. Gozman avoit passé au Sr. Gin, est aujourd'hui confié au Sr. Chazal.

24 dudit.

M. de la Bourdonnois, Président à Mortier du nouveau Tribunal, est très-mal d'une fièvre maligne: si l'on en croit le bruit général, la perte ne seroit pas grande, ce Magistrat étant un des plus bornés qu'on puisse trouver; il sortoit de Bretagne.

24 dudit.

M. de la Chalotais s'est effectivement rendu à Rennes, où sa présence a causé la plus grande sensation. Le bruit s'est bientôt répandu parmi ses partisans que le Parlement alloit revenir: le Parlement actuel a tremblé, il s'est assemblé, il a député à M. de la Chalotais pour savoir quelles raisons l'obligeoient à rompre son exil? Sur la réponse on a dressé procès verbal, qu'on a envoyé à M. le Chancelier. M. le Duc de Fitz-james a aussi expédié un courrier. Il s'est tenu ces jours-ci un Conseil sur cet objet, & l'on dit que le résultat a été de changer l'exil de ce vieillard infortuné, âgé de 74 ans, & de lui donner une nouvelle Lettre de Cachet pour rester à une terre, à deux lieues de Rennes, avec défense de voir personne que sa famille.

24 Janvier 1774.

M. le Marquis de Monteynard est toujours dans la même position, ne travaillant point avec le Roi; en sorte que ses porte-feuilles grossissent énormément. Il y a eu le 19 de Janvier trois mois qu'il ne les a

ouverts devant S. M. Les courtisans sont fort empressés à voir comment cela finira.

25 Janvier 1774.

Depuis le procès de Beaumarchais & l'infamie dont il a couvert le Sr. Gozman, le Président de Nicolai & quelques autres membres du nouveau Tribunal, cette Cour qui acquéroit un peu de confiance, qu'on craignit du moins, se dégrade & s'avilit de plus en plus. Le 4 de ce mois un Avocat plaidant dans une cause où il s'agissoit d'une étable affermée par un propriétaire, à condition que les ânesses qui devoient y loger passeroient par une porte particulière, & non par la cour de la maison & par la porte cochère, & de la transgression de cette clause, dit dans le courant de son plaidoyer, que malgré cette convention, *la Cour étoit pleine d'ânes*. Les assistans éclatèrent d'un rire général. L'orateur s'aperçut tout de suite de l'allusion: pour réparer sa bevue, il appuya davantage, en répétant: *oui, Messieurs, la Cour est pleine d'ânes, & quiconque la visitera la trouvera telle*. Ce qui ne fit qu'occasionner d'autres risées & mortifier étrangement Messieurs. M. de la Vieville, auteur de société, a mis cette anecdote en Conte; il a beaucoup de succès, & amuse les plaisans; il est intitulé:

La Clause violée. Conte.

Un homme ayant affermé son étable,
Avoit eu la précaution
De stipuler en garçon raisonnable
Que les troupeaux dans la maison.

Ne passeroient jamais par la porte-cochère.

Sur cet article il avoit insisté.

Aussi fut-il long-tems exécuté.

Un certain jour le locataire

Fit une bûche à ce traité ;

Depuis par la maîtresse porte,

Soit caprice ou méchanceté,

Il faisoit défiler sa nombreuse cohorte,

Et par le même endroit il la faisoit rentrer.

Sagement le propriétaire

Voulut d'abord lui remontrer

Qu'il n'avoit point droit de le faire :

La mauvaise humeur s'en mêla

Chacun s'aigrit, puis on plaida.

L'Avocat soutenant les droits de sa partie

Dit pour prouver le tort du maître des troupeaux :

Messieurs, la Cour est même en ce moment remplie

D'Anes, de Bœufs, & d'autres animaux.

25 Janvier 1774.

Extrait d'une Lettre de Xaintes du 17 Janvier...

M. de la Chalotais ayant perdu récemment une petite-fille qui faisoit sa consolation & qu'il aimoit beaucoup, & cet enfant enterré sous ses yeux étant pour lui un spectacle insoutenable, il vient de partir très-malade : il a écrit au Roi, & a adressé sa Lettre à M. le Duc de Penthièvre; il a écrit aussi à M. le Chancelier & à M. le Duc de la Vrillière. Nous craignons bien que cette évasion ne lui cause des chagrins plus cuisans.

25 Janvier 1774.

M. le Duc d'Aiguillon , instruit par ses espions du départ précipité de M. de la Chalotais , a prévenu le Roi de cet événement. Il y a eu à cette occasion un Conseil , où les avis ont été chauds & partagés. Il paroît que le grief essentiel qu'on a fait valoir contre cet *illustre Exilé* , ç'a été d'avoir passé par Rennes avant de se rendre à sa terre & d'y avoir causé la plus vive sensation. En conséquence la pluralité a été de le laisser où il est , jusqu'à ce qu'il soit rétabli , & de le transférer ensuite au château de Loches , pour y être enfermé. Il est à craindre que cette nouvelle n'augmente l'état dangereux de sa santé , & qu'il ne périsse avant de subir cette nouvelle punition.

26 dudit.

On parle beaucoup du discours de l'Evêque de Dol au Roi , portant la parole lorsque la Députation des Etats de Bretagne a eu le 3 Janvier l'audience ordinaire de S. M. Rien de plus éloquent & de plus pathétique que le discours de ce Prélat : il a tiré les larmes des yeux. On y a remarqué une tirade énergique contre le Contrôleur général , qui étoit présent & derriere le fauteuil de S. M. Après la cérémonie , quelqu'un en plaisantoit l'abbé Terrai : „ vous „ avez été bien tancé , lui dit-on. — Oui , a-t-il „ répondu , mais d'un trait de plume je me ferai „ bientôt vengé.”

27 dudit.

Il paroît une *Réponse* au Mémoire du Sr. Archier, Exempt de Robe-courte & de sa femme, poursuivis extraordinairement & décrétés de prise de corps, à la Requête de M. le Procureur général, par Arrêt rendu, toutes les chambres assemblées, le 27 Octobre 1772, pour l'introduction, vente & débit de Brochures & livres prohibés, répandus dans le public, contre la Religion, les bonnes Mœurs, le Gouvernement, les Ministres & les Magistrats.

Par cette *Réponse* il paroîtroit que cet Archier étant, en sa qualité d'Exempt de Robe-courte, l'un des proposés à la garde & au service des Chambres du Parlement depuis l'installation des nouveaux Magistrats; & s'étant attiré par le zèle qu'il affectoit de montrer la bienveillance des chefs & des membres de toutes les Chambres, en avoit profité pour favoriser, lui & sa femme, l'entrée, la vente & le débit des brochures séditieuses. C'étoit un nommé Desvaux, déjà arrêté pour pareil commerce en 1767, & relâché depuis, qu'ils avoient pris pour le colporteur de ces livres, qu'ils lui faisoient acheter & dont ils avoient le dépôt. Ce malheureux colporteur étant mort; & la femme ayant abusé de la passion criminelle qu'elle lui avoit inspirée pour spolier toute sa succession & se l'approprier, il en a résulté une plainte de la part des héritiers, qui à raison de la connexité des deux affaires ont été obligés de révéler les turpitudes d'Archier & de sa femme, &c.

27 Janvier 1774.

L'histoire de nos modes, toutes frivoles qu'elles paroissent & qu'elles soient, pourroit être entre les mains des critiques à venir d'une très-grande utilité pour l'éclaircissement de quantité de faits & d'anecdotes : il en est beaucoup qui ont rapport à l'avanture du jour. On vient par exemple d'inventer des *Ecrans à la Monteynard*. Ils sont établis sur un pied en forme de boule, base mobile, qui sert à les faire rouler aisément partout & comme l'on veut ; mais elle est en même tems plombée, de façon que de quelque manière qu'on les renverse, les Ecrans se relevent toujours d'eux-mêmes ; image assez naturelle de la position où se trouve aujourd'hui le Ministre très-baloté & cependant existant.

28 dudit.

Il y a eu hier une très-grande & très-longue assemblée de Chambres pour terminer l'affaire de la *Correspondance*. Tous ceux impliqués dans cette procédure, quoique relâchés, ont dû se trouver au Palais ; ce qui a formé une quantité de monde considérable. Le Sr. Gin n'a pas quitté le Rapport, comme on l'avoit dit, mais le Sr. Chazal lui a été associé. On ne fait point encore le résultat.

28 Janvier 1774.

M. de Viré, Lieutenant Colonel du Régiment des Gardes, pour qui le Sr. Rolin avoit sollicité une pension sur la Ferme générale, n'accepte point les

2000 Ecus de pension que lui avoit accordés M. le Contrôleur général. On varie sur le motif; les uns l'attribuent à la délicatesse de M. de Viré, qui ne veut pas que la générosité de son ami soit grevée pour avoir voulu l'obliger; d'autres, à la délicatesse du Corps, qui s'est assemblé & n'a pas trouvé honnête que son Lieutenant Colonel fut pensionné par un Fermier général, quoique de l'ordre du Roi.

Du reste, la fermentation est très-grande dans cette Compagnie: elle craint que quantité de particuliers qui avoient prêté leurs fonds, ne veuillent les retirer au Bail prochain, & que les titulaires ne soient très-embarrassés. On croit que pour remédier à cet inconvénient, si la terreur se met trop fortement parmi les fournisseurs d'argent, il y aura un Arrêt du Conseil qui autorisera chaque Fermier général à garder respectivement les fonds qui lui auront été confiés, aux mêmes clauses & conditions que par le passé.

28 Janvier 1774.

On a parlé de la Réclamation de M. de Gribeauval contre l'abus qu'on avoit fait de ses Lettres citées dans le jugement du Conseil de guerre des Invalides, dont il prétendoit qu'on avoit contourné le sens: il vient de recevoir une Lettre de M. le Marquis de Monteynard, qui lui marque avoir remis sous les yeux du Roi son accusation, avoir vérifié l'objet de ses plaintes, & avoir reconnu qu'elles étoient très-mal fondées: en conséquence lui témoigne le mécontentement de S. M., lui impose silence de sa part, & lui déclare qu'Elle espere qu'il la servira mieux à l'avenir.

28 Janvier 1774.

Beaucoup de mouvemens occasionnés parmi les Exilés du Parlement, dont un grand nombre est revenu sous différens prétextes, font présumer qu'il y a sur le tapis quelque replâtrage. M. le Président de Lamoignon même a eu permission de revenir à Paris, pour les couches de sa femme.

M. le Maître, le dernier des prisonniers détenu à la Bastille pour l'affaire de la Requête de la Noblesse de Normandie, en est sorti & est exilé à Soissons.

29 dudit.

Extrait d'une Lettre de Clermont du 18 Janvier... Le 12. de ce mois le Chapitre de cette ville a fait célébrer dans son Eglise Cathédrale une messe solennelle pour la conservation des jours de Monseigneur le Comte d'Artois: le Conseil supérieur de cette ville devoit y assister, mais une difficulté de cérémonial survenu a brouillé ces deux Corps. Les Magistrats exigeoient d'être dans le chœur sur des fauteuils de tapissierie; ce qui leur a été refusé: en conséquence le Conseil supérieur a fait faire un autre service dans l'Eglise des Carmes, d'où il est résulté un schisme scandaleux.

29 dudit.

Hier matin à 11 heures M. le Duc de la Vrillière est venu trouver à Paris M. le Marquis de Monteynard, pour lui annoncer de la part du Roi que S. M. le remercioit de ses services & lui demandoit la dé-

démision de sa charge de Secrétaire d'Etat. Il n'est point exilé, mais il lui est simplement défendu de paroître devant le Roi. On s'attendoit tellement depuis long-tems à cette catastrophe, que le Suisse du Ministre disgracié, dès qu'il a vu le *petit Saint*, n'a pu s'empêcher de lui dire: „ Monseigneur, je crains „ bien que vous ne nous apportiez une mauvaise „ nouvelle. A quoi le Duc a répondu sans mystère: „ tu as raison.” Il est à espérer que cette partie extrêmement négligée depuis plus de trois mois, que les Bureaux ne faisoient rien depuis ce tems & plaïsantoient indécemment sur le renvoi futur du Chef suprême, vont enfin reprendre leur activité.

C'est M. le Duc d'Aiguillon qui a l'*interim*, dit-on; on assure aussi que l'abbé Terrai demande à présider aux fonds de cette partie pendant quelque tems, pour connoître la réforme dont elle seroit susceptible.

29 Janvier 1774.

La Lettre du Marquis de Monteynard à M. de Gribeauval est datée du 14 Janvier, & fait grand bruit; elle excite de plus en plus de la fermentation dans le Corps de l'Artillerie, & le mécontentement général de l'Infanterie joint à cela, relativement au Conseil de Guerre de Lille, pourroient donner lieu à des revisions qui ne feroient point honneur au Ministère du Marquis de Monteynard.

30 *audit*.

Les Chambres ont été assemblées hier depuis 7 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir, pour ju-

ger l'affaire de la *Correspondance*. Les Conseillers Clercs sont sortis de très-bonne heure, & l'on a présumé avec raison que l'Arrêt seroit sévère. De la multitude des accusés en nombre très-considérable, le seul Bénédictin Jeune & dont on a annoncé dans le tems la détention, a été mis hors de Cour. Tous les autres ont été mulctés de différentes peines, ou de bannissement, ou d'admonestation, ou autre. Cet Arrêt trop long sera imprimé & affiché.

30 dudit.

A la page 553 du nouvel Almanach Royal on lit *Trésorier des Grains au compte du Roi*, le Sr. *Mirlaraud*. Cette Commission qu'on trouve pour la première fois dans ce Catalogue, a excité une grande commotion dans Paris; on en a conclu que les bruits courant depuis quelques années sur le Monopole des Bleds par le Gouvernement, qu'on rejettoit comme odieux & absurdes, ne sont que trop fondés, & qu'il ne faut plus espérer voir baisser cette denrée au taux modique où elle a été. D'ailleurs le nom de ce *Mirlaraud*, associé autrefois au Sr. Bouret, lors de son expédition en Guyenne où il pensa être pendu, est un nom réprouvé & devenu en quelque sorte exécration au peuple. On assure qu'on a trouvé très-mauvais que le Sr. le Breton, imprimeur de cet almanach, eût mis l'article ci-dessus, ce qui ne peut se faire cependant sans révision & approbation.

30 Janvier 1774.

Le 4. tirage des Rescriptions & Assignations suspendues, par voie de Lotterie, est indiqué au lundi 2. Février.

31 dudit.

Depuis longtems on parloit de l'expulsion du Sr. *Testard du Lys* de la place de Lieutenant Criminel, dans laquelle il étoit accusé de prévarication. Il a enfin été obligé de se démettre, & c'est le Sr. *Ba-chois de Villefort* qui le remplace. Ce Conseiller au Châtelet est un des sept restés attachés au Lieutenant Civil, lors de la catastrophe de la Compagnie, & l'on a cru devoir récompenser ainsi sa défection & son zele.

31 dudit.

La Police ayant obligé l'Arlequin de la Comédie Italienne d'aller faire des excuses au Sr. *Marin*, relativement aux mauvais lazzi qu'il avoit lâchés sur son compte dans la Piece *des trois Freres Fumeaux Vénitiens*, l'a désolé de nouveau par son compliment: „ Monsieur, je viens vous témoigner combien „ je suis fâché des interprétations malignes que le „ public peut avoir données à mes plaisanteries in- „ nocentes: j'abjure tout sens étranger, & je vous „ proteste que je n'ai jamais voulu donner que le „ sens naturel de la phrase, en disant *ce MARIN n'est „ pas MALBÊTE*. Oui, Monsieur, vous n'êtes pas „ MALBÊTE, (4) je le soutiendrai envers & con- „ tre tous”.

31 dudit.

Personne ne paroît douter que M. le Duc d'Aiguillon ne garde en titre le Ministère de la guerre, auquel cas on ne doute pas aussi qu'il ne quitte celui des Affaires Etrangères.

(4) Nom de l'Avocat du Sr. Caron.

31 Janvier 1774.

M. de la Chalotais ne s'est déterminé à faire la démarche d'éclat qu'il a faite & à écrire au Roi, que sur le défaut de réponse aux différentes Lettres qu'il a écrites aux Ministres. Il est gardé par la Maréchaussée dans son Château, jusqu'à ce qu'il soit rétabli & en état d'être transféré à Loches.

1 Février 1774.

En attendant que l'Arrêt concernant l'affaire de la *Correspondance* soit imprimé, comme il est extrêmement long, & qu'il ne peut paroître promptement, on va lever au Greffe le Dispositif, qui contient les noms des 48 accusés.

S A V O I R.

Joseph Archier.	.	}	Bannis pour 8 ans.
La veuve Méquignon.	.		
La fille Babet.	.	}	Blâmés, & 3 Livres d'amende.
Paul le Sage.	.		
Pestrel.	.	}	Admonestés, 3 Livres d'aumône.
Sa femme.	.		
La Guerye.	.		
Sorin.	.		
La Roche.	.		
François Latné.	.		
François de Quincy.	.		

Dom Imbert, Bénédictin.	}	Injonction d'être plus circonspects à l'avenir.
Thévenet.		
Duvivier.		
Simannot.		
François le Sage.	}	Hors de Cour.
Valeyre Vieille.		
Prot.		
Lamarre,		
La femme Archier.	}	Déchargés de l'accu- sation.
Chaumont.		
La fille Pestrel.		
Mequignon, Fils.		
Nanette Rocher.		
La Chèvre.		
La femme Dombey.		
Leseuvre de Chantraine.		
Sintuffan.		
St. Martin.		
La fille Combette.	}	
La veuve Villée.		
Felix, fils.		
La femme Duchesne.		
Oriot.		
Morel.	}	
Jacquines.		
De Surgy.		

CONTUMAX.

L'abbé *Duclos*, Grand Janséniste, banni pour 19 ans.

Gallot ou *Gallois*. . }
Le Peyge, Bailli du Temple. } déchargés de l'accusation.

Plus amplement informé contre huit autres Contumax.

L'Arrêt imprimé, publié & affiché.

1 Février 1774.

Le Sr. *Le Peyge*, Bailli du Temple, en conséquence de l'Arrêt ci-dessus, dès le soir même est rentré au Temple avec les acclamations du peuple de cette enceinte. Il a été visité par une multitude de monde, & l'on ne cesse de le féliciter, d'autant mieux qu'étant Contumax il ne pouvoit suivant les formes judiciaires être déchargé qu'il ne se fût représenté & constitué prisonnier.

1 dudit.

Il y a eu plusieurs assemblées d'Avocats relativement au Sr. *Linguet* & à l'Arrêt dont on a parlé, rendu par le nouveau Tribunal en explication du premier. C'est aujourd'hui que cela doit se décider.

1 Février 1774.

On a fait de mauvais vers sur le Sr. *Mirlaraud*, Trésorier des grains au compte du Roi, dont il a été parlé : les curieux les recueillent toujours comme

faisant grande sensation en ce moment & anecdote pour l'avenir. Les voici :

Ce qu'on disoit tout bas est aujourd'hui public,
Des présens de *Cérès* le Maître fait trafic,
Et le bon Roi, loin qu'il s'en cache,
Pour que tout le monde le sache,
Par son grand Almanach, sans façon nous apprend,
Et l'adresse & le nom de son heureux Agent.

1 Février 1774.

M. le Marquis de Sainte Hermine, gentilhomme d'honneur de M. le Comte d'Artois, devoit épouser Mlle. de Langeac, fille de la maîtresse du Duc de la Vrillière, jeune & jolie personne, pleine d'esprit, de graces & de talens ; il devoit en outre en avoir 50,000 Livres de rentes, & être fait Colonel : sa place même avoit été une condition préalable du marché. Le Prince instruit de tout cela demanda un jour à ce Seigneur quand se feroit son mariage ? Il répondit qu'il n'y avoit encore rien de décidé, que ce ne seroit pas sans avoir pris les ordres de S. A. Royale. „ *Je le crois bien*, (répondit-Elle) *car j'espère que la veille vous m'apporterez votre démission.*” M. de Sainte Hermine, à l'instant, se jette aux pieds de son maître, lui déclare qu'il ne compte rien faire de désagréable à Son Altesse Royale, qu'il renonce à cet hymen, malgré tout l'avantage qui en devoit résulter pour lui. On assure que le Prince satisfait de cette soumission, a promis à son Gentilhomme d'honneur d'avoir soin de sa fortune & de lui donner le premier de ses Régimens qui vaquera : trait qui

fait également honneur à la noblesse & à la bonté de l'âme de M. le Comte d'Artois.

2 dudit.

Dimanche, après le Conseil, le Roi a remis à M. le Duc d'Aiguillon le Porte-Feuille du département de la Guerre, en lui disant: *Je vous le confie jusqu'à ce que je trouve quelqu'un plus digne de l'avoir, mais je vous avoue que je suis difficile.* Ce qui fait présumer que ce Ministre l'aura longtems. Dans l'interim on contresignoit *Département de la Guerre*, avec le cachet du Roi.

2 Février 1774.

Dans l'assemblée première des Avocats on a agité si ceux injuriés par Me. Linguet seroient admis aux assemblées & auroient voix délibérative contre lui? ce qui a été décidé par l'affirmative; mais quand on a voulu le lendemain attaquer le fond; on a trouvé que l'Ordre n'ayant point de Bâtonnier n'étoit pas en état d'exclure un de ses membres & de le rayer; en sorte que chacun reste maître de plaider ou de ne pas plaider contre Me. Linguet, & l'on ne doute pas que beaucoup ne fraternisent avec lui.

2 Février 1774.

On reproche à M. de Monteynard de n'avoir fait aucune promotion pendant son Ministère de trois ans, sauf la première, qui étoit arrêtée par M. de Choiseul, & qu'on ne peut pas regarder comme son

ouvrage: enforte qu'il ne s'est point fait de créatures dans les troupes. Mais ceci n'est qu'un défaut de politique contre lui-même. On lui impute un grief plus grave, c'est d'avoir été le partisan de M. le Chancelier: on ne pouvoit concevoir que ce Ministre borné, mais regardé comme droit, honnête, aimant le bien de la patrie, pût avoir une telle intimité avec le *Destrueteur des Loix & de la Magistrature*. Ses partisans le justifient, en disant qu'il étoit à cet égard dans le principe du Cardinal de Fleury, savoir, que lorsqu'on n'entend pas une partie d'administration, il faut toujours être de l'avis de celui qui y préside. C'est ainsi que dans les affaires de finance M. de Monteynard adhéroit constamment à l'opinion de l'abbé Terrai, & conséquemment dans celles de la justice au Chancelier. D'ailleurs, l'obéissance aveugle & passive du Militaire devoit disposer merveilleusement ce Secrétaire d'Etat à concorder avec M. de Maupeou.

2 Février 1774.

M. le Comte de Lauraguais, connu pour un Seigneur très original, ne pouvoit que goûter infiniment les Mémoires de Beaumarchais. On assure que dans son enthousiasme, depuis son retour d'Angleterre, il est allé trouver ce particulier, il lui a offert trois cens Louis, en lui disant que, quoiqu'il ne le connût pas, il s'étoit pris d'amitié pour lui, en lisant les *Faétuns*, & qu'il le prioit d'accepter sa bourse.

3 dudit.

Dimanche dernier M. le Chancelier, qu'on croyoit devoir être très affligé de la disgrâce de M. de Monteynard, le seul Ministre qui fût de son bord, & plus encore de l'accroissement de faveur de son ennemi déclaré, le Duc d'Aiguillon, a affecté d'avoir 35. personnes à dîner, d'être plus gai que de coutume, de se livrer même aux plaisirs de la table, aux risques de sa santé très délicate. Mais les courtisans fins ne sont point les dupes de cette joye simulée & ne doutent pas que le Chef de la Magistrature n'essuye quelque échec plutôt ou plus tard.

3 dudit..

M. le Prince de Condé, dupe de l'élévation de M. de Monteynard, puisqu'il n'avoit point obtenu la place de Grand-Maitre de l'Artillerie, qui étoit comme le marché de cette faveur, l'est encore de la disgrâce de ce Ministre. M. le Duc d'Aiguillon, par une finesse très recherchée, a engagé M. le Dauphin à demander que la charge fût recréée en faveur du Comte de Provence, son frere. Le Ministre sentoit bien que cela mettroit dans l'indécision le Roi, engagé vis à vis le Prince de Condé; & il a ensuite fait entendre à S. M. que pour ne faire aucun mécontent, il falloit laisser l'Artillerie réunie à la Guerre: ce que le Monarque a déclaré aux deux contendans.

3 Février 1774.

Il paroît un Mémoire de Me. Linguet pour le Marquis de Soyecourt: on y trouve le spectacle in-

fructif & philosophique d'un Seigneur puissamment riche, qui par une cupidité basse & sordide voulant accroître sa fortune, en entrant comme un vil financier dans des entreprises d'affaires lucratives, est la dupe d'intriguans & d'escrocs, qui abusent de sa crédulité au point de le faire se déranger considérablement & de le conduire sur le penchant de sa ruine. C'est la suite du procès contre le Marquis Du Hautoy, où la Baronne de la Garde, Maîtresse du Contrôleur général, jouit un rôle si infame qu'il a été obligé de la renvoyer.

3 dudit.

Depuis longtems on parle du projet de l'abbé Terrai pour se faire Cardinal, il prend couleur aujourd'hui, & comme la promotion des Couronnes approche, ce fin Ecclesiastique ne veut pas manquer l'occasion. On se demande souvent, à mesure qu'on apprend les nouveaux accroissemens de sa fortune: *que veut-il en faire?* Voici une occasion de l'employer: on assure qu'il achete 500,000 Livres le Chapeau du Prétendant.

Il passe pour constant aussi que le sujet présenté par la France sera l'abbé de Romans, le fils du Roi avec la Dlle. de ce nom, que S. M. reconnoitra, & qui sera déclaré sous le nom de *Cardinal de Vendôme*. On dit depuis longtems que l'abbaye de St. Germain des Prez est pour cet enfant précieux.

4 Février 1774.

M. le Duc d'Aiguillon n'a pas tardé à prendre

(156)

possession de son nouveau Département ; il a eu l'honneur de travailler avec le Roi avant-hier , & de faire accorder plusieurs graces par S. M.

5. dudit..

Copie de la Lettre de M. le Marquis de Monteynard à M. de Gribeauval.

Versailles, le 14 Janvier 1774..

„ J'AI mis sous les yeux du Roi la Lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 14 du mois dernier, & celle que vous avez écrite à M. le Maréchal de Biron; par lesquelles vous prétendez que l'extrait, inséré dans le Jugement du Conseil de Guerre tenu aux Invalides, de votre Lettre du 25. Mai 1770, à M. Gayot, en a altéré le sens. Sa Majesté a bien voulu confronter Elle-même les pieces, & n'ayant rien trouvé dans l'extrait de la sentence qui ne soit exact & conforme aux expressions contenues dans votre Lettre à M. Gayot, Elle m'a chargé de vous marquer son mécontentement de cette démarche plus qu'indiscrette de votre part, & Sa Majesté s'attend que vous ne lui donnerez pas à l'avenir de nouveaux sujets d'être mal satisfaite de votre conduite à cet égard.

„ J'ai l'honneur d'être &c..”

5. Février 1774.

Dans la Gazette de France du lundi 24, No. 81. le Sieur Marin fait mention d'un supplice qu'il pré-

rend usité à la Chine, aussi atroce que dégoûtant :
 Il est question d'une culotte de cuir extrêmement
 fort, dont on revêt les fesses du coupable ; elle est
 fabriquée de façon qu'il ne peut plus la défaire, &
 qu'obligé de prendre des alimens à l'ordinaire il ex-
 pire lentement dans un tourment dont on ne peut
 calculer la longueur & les angoisses. Ce détail a re-
 volté les femmes & tous les lecteurs délicats de cet-
 te Capitale ; c'est sans doute un de ces derniers qui,
 dans sa mauvaise humeur, a exhalé ses plaintes con-
 tre le Gazetier de la manière suivante :

La Culotte Chinoise.

Que ne chauffe-t-on à *Marin*
 Cette Culotte vengeresse,
 Dont en Chine le Mandarin
 Punit les gens de son espèce ?
 Du coupable qu'on y nourrit
 L'avant-train lentement pourrit,
 Corrodé par sa propre ordure,
 Puis infecté de ses parfums
 Qu'il faut que sa marine endure,
 Il descend parmi les défunts.
 Mais que j'abrégerois bien vite
 Ce sale tourment qu'il mérite,
 A ses trousses si je lâchois.
 Le redoutable *Beaumarchais* ;
 A l'aspect de son écritoire,
 Du Gazetier en defarroi,
 Tremblant & palissant d'effroi,
 Tout le sang tourneroit en foie.

3^e Février 1774.

Il n'y a point eu de nomination de Chevalier des Ordres du Roi le jour de la Chandeleur, quoiqu'il y ait douze Cordons Bleus vacans. On attribue cette omission à une petite vengeance de Madame la Comtesse Dubarri, qui, piquée contre M. le Comte d'Aranda, désigné pour être de la nomination, a engagé le Roi de la remettre. Elle trouve mauvais (dit-on) que cet Ambassadeur n'aille pas lui faire sa cour; mais il suit en cela les errements de son prédécesseur: il paroît même décidé qu'aucun des Ministres du Roi Catholique en France ne se départira de cette résolution.

5^e Février 1774.

Extrait d'une Lettre de Xaintes du 1^{er} Février.... Vous ne concevez pas comment M. de la Chalotais a pu se hasarder à quitter son exil; c'est un coup de désespoir qui auroit pu arriver à tout autre en sa place: une de ses filles venoit de périr sous ses yeux; la petite-fille, au désespoir de la mort de sa mere, s'étoit réfugiée dans les bras de son grand-pere, & dans l'excès de sa douleur est tombée dans des convulsions si fortes qu'elle y a passé. Quel vieillard, à 74 ans, accablé de malheurs & d'infirmités, eût eu le courage de soutenir tant de catastrophes aussi tragiques! Il a envoyé sur le champ chercher des chevaux de poste, & est parti. Il avoit précédemment écrit au Roi. Il n'a point passé par Rennes, & même a été obligé, pour éviter d'y en-

rer, de prendre une route de traverse, & de se faire mettre à cheval, avec les jambes enflées & crevées. Il est à son château du Plessis de Verne, où il attend la mort comme l'unique ressource à ses maux.

6 Février 1774.

Le Sr. *Bellenger*, un de ces officiers aventuriers, risquant tout parce qu'ils n'ont rien à perdre, connu dans les tripots pour tenir la banque au Pharaon, a voulu tenter fortune d'une autre manière: on assure qu'il avoit accepté une mission secrète pour aller en Angleterre, dont on veut que l'objet fut l'enlèvement de l'auteur du *Gazetier Cuirassé*. Il avoit pour associés à son expédition des suppôts de Police, tels que *Receveur*, *Canibert*, *Finet*, &c. Malheureusement pour eux ils n'ont pas réussi: on a même eu vent de leur dessein; ils ont été désignés dans les papiers publics. Le bruit avoit couru qu'ils avoient été attrapés & pendus comme espions. Il est fâcheux que cela ne soit pas exactement vrai. Ils sont revenus ici, mais l'Exempt *Receveur* en a eu une telle frayeur qu'il en est encore fou.

6 idulit.

Une autre fille de M. de la Chalotais, appelée la Marquise de la Fruglaye, désespérée des ordres décernés dans le Conseil contre son pere, s'est déterminée à une démarche d'éclat & à risquer le tout pour le tout: le jour de la *Purification*, comme le Roi sortoit de sa chambre à la suite de la procession des Cordons Bleus & traversoit la Galerie, elle

s'est jetée aux pieds de S. M., en poussant des cris affreux & demandant grace pour son pere. Le Roi a été effrayé de cette suppliante, qu'il ne connoissoit pas: elle-même s'est trouvée mal. On a pris son Mémoire, qui a été remis au Capitaine des Gardes; on l'a emportée dans l'*Oeil de Bœuf*, & l'on est venu lui dire que le Roi lui feroit faire une réponse. Elle n'est pas encore venue, ce qui fait présumer que le succès de cette prostration est manqué.

M. de la Chalotais est toujours gardé à vue dans son château de Verne, d'où il doit être transféré à Loches, lorsque les médecins le décideront en état d'être transféré.

On veut que la démarche de la fille de M. de la Chalotais fut concertée avec M. le Chancelier, qui n'espérant aucune réconciliation avec le Duc d'Anguillon, cherche à le traverser en tout, & comptoit jeter au moins beaucoup d'odieux sur ce Ministre par un spectacle aussi attendrissant.

7. Février 1774.

M. de la Tour du Pin la Chasse est nommé Colonel du Régiment du feu Prince de Bergue: c'est la suite des graces qui lui avoient été promises en faveur de son mariage avec Mlle. de St. André. Cette dernière a été présentée, le vendredi 28 Janvier, par extraordinaire, comme le Roi l'avoit désiré. Après le cérémonial S. M. l'a embrassée cordialement, comme sa fille: Elle s'est retirée avec elle dans son cabinet, où Elle l'a entretenue quelques tems. On ajoute qu'Elle a décidé qu'elle n'auroit aucune liaison avec Madame la Comtesse Dubarri,

pour qu'elle ne se mît point mal avec la famille Royale, à qui une telle intimité déplairoit.

On assure qu'il y a encore au couvent de la Présentation plusieurs filles de S. M. en état d'être mariées.

7 Février 1774.

L'Almanach Royal de cette année devient extrêmement recherché, à cause de l'annonce nouvelle dont on a parlé, & qui n'existera plus à l'avenir. Le Sr. le Breton, l'Imprimeur, en a reçu une sévère réprimande, & son Imprimerie est fermée pour 3 mois.

7 dudit.

On a parlé des tracasseries suscitées par M. l'Evêque du Mans au Pere le Roi de l'Oratoire, Professeur de Philosophie dans cette ville, relativement à des cahiers où le Prélat trouvoit des propositions erronnées, ou au moins reprehensibles. On a dit que sur le refus de la Congrégation de retirer ce Religieux, Monseigneur avoit dénoncé la doctrine en question à la Faculté de Théologie, qui devoit s'assembler le 24 Janvier pour prononcer. Depuis, par l'entremise de quelque médiateur, le Pere le Roi avoit été changé de destination, & M. du Mans étoit convenu d'affoupir cette querelle, toujours risible dans ces tems d'irréligion & de scandale. Le *mezzo termine*, imaginé pour cela, avoit été de faire donner à la Faculté une Lettre de cachet, qui lui défendit de se mêler de la querelle. Mais ce Corps a trouvé cela très-mauvais : il s'est assemblé au *prima mensis* de ce mois, & a pris des conclusions, par lesquelles

les il se plaint de la conduite trop pusillanime de ce Prélat; elle déclare à tout l'univers que l'accommodement s'est fait sans sa participation, qu'elle n'approuve point les palliatifs admis par l'Evêque, & ne peut souscrire à une doctrine équivoque & susceptible d'induire les fideles en erreur. Arrêté que lesdites conclusions seront imprimées, & cependant envoyées auparavant à M. le Duc de la Vrilliere, pour être mises sous les yeux du Roi.

7 dudit.

Il paroît qu'un des motifs qui fait désirer au Gouvernement d'envoyer M. le Comte de *** à l'Ambassade de la Grande Bretagne, c'est parce que l'Angleterre est le seul Royaume d'où il se répande encore des pamphlets desagréables & mortifiants pour notre administration. Mais la disposition où l'on y semble être de travailler à restreindre la liberté de la Presse, seroit un moment favorable pour y faire paroître le Comte, qui échaufferoit le Ministre Anglois sur cet objet, lui proposeroit ses idées, & lui feroit sentir combien il seroit avantageux pour le repos de l'Europe que les têtes chaudes & les génies turbulens, voulant toujours se mêler d'inspecter les Souverains & de critiquer leur régime, fussent obligés de s'alimenter autrement, faute de pouvoir donner l'essor à leur philosophie cynique, à leurs criailleries contre le Despotisme, qui empêchent les peuples d'être tranquilles, confians & heureux.

7 Février 1774.

L'Abbé Rousseau, qui doit prêcher le Carême devant le Roi, a ouvert, suivant l'usage, sa station le jour de la Chandeleur, merveilleusement encouragé sans doute par l'exemple de l'Abbé de Beauvais, dont le zèle vigoureux & amer a été récompensé par un Evêché; celui-ci a suivi les mêmes errements, encore enchéri, & a tonné avec une hardiesse, sainte aux yeux des dévots, cynique aux yeux des courtisans. Ce premier sermon fait déjà grand bruit.

8 dudit.

La Consultation pour le Marquis de Soyecourt, en date du 26 Janvier, est remarquable par la modestie du consultant, qui a signé simplement *Linet*, sans y ajouter le titre d'*Avocat*, qu'on y joint toujours. Il n'a pu non plus s'étayer, suivant l'usage, d'aucune autre signature, puisqu'aucun de ses anciens confrères ne veut communiquer avec lui.

8 Février 1774.

Il paroît un Mémoire sur une *Réclamation contre les vœux faits malgré l'autorité ecclésiastique*. Il est de Me. la Croix, & se fait lire avec le plus grand intérêt. Il s'agit d'un Sr. de Poilly, fait Cordelier malgré lui, il y a près de 35 ans, & qui réclame constamment depuis lors contre cette tyrannie. On ne peut se dispenser de la reconnoître pour telle, puisqu'il n'a paru consentir à entrer dans cet Ordre que pour se soustraire aux mauvais traitemens de ses

parens; que ceux-ci ont d'ailleurs rendu sa profession irrégulière, faute de se conformer aux Ordonnances en assistant à la prise d'habit & en signant son acte de profession; qu'elle l'est encore, parce qu'il n'a point fait le Noviciat convenable, qu'il n'a jamais été admis volontairement parmi ses confreres, qu'enfin la Puissance Ecclésiastique s'y est opposé par une sentence de l'Officialité de Meaux. Le détail des vexations éprouvées par ce malheureux est incroyable, & l'on ne peut concevoir qu'il se trouve une mere assez barbare pour se porter à une persécution aussi constante. On a depuis employé la calomnie contre ce même homme, qu'on a d'abord accusé de pédérastie & qu'on a voulu faire passer ensuite aux yeux du Gouvernement pour auteur d'un livre dont on ne donne que les lettres initiales: la *F. de P. L. P.* répandu dans Paris par des fragmens: l'écrivain réfugié chez l'Etranger a depuis été connu.

9 dudit.

Le Sr. Gozman commence enfin à paroître lui-même en scene, il publie une *Plainte contre Beaumarchais, adressée à Nos Seigneurs du Parlement, les Chambres assemblées*; par laquelle il articule l'injure atroce à lui faite par sa partie adverse, tant dans son premier Mémoire que dans son Addition, & dans le propos répandu, que le suppliant avoit reçu 500 Louis du Comte de la Blache, pour lui faire gagner son procès, & dans le procès verbal de confrontation que lui Gozman annonce devoir faire connoître bientôt. Il demande acte de sa plainte, qu'il lui soit permis de faire informer des faits, circonstances

dépendances, requérant à cette fin la jonction du Ministère public. Ce nouvel incident ne fait que compliquer davantage l'affaire, & l'allonger conséquemment.

9 Février 1774.

On a été fort surpris de voir la Gazette de France ne faire aucune mention, ni de la disgrâce de M. le Monteynard, ni de l'*interim* de M. le Duc d'Aiguillon. On prétend que la difficulté d'arranger cette phrase a été telle qu'on n'a trouvé d'autre expédient que de n'en pas parler, pour ne pas blesser la vérité, & cependant ne pas apprendre les choses comme elles se sont passées: car, quoiqu'on reprochât à M. le Monteynard de la lenteur dans le travail, du minutieux, de la facilité à se laisser prévenir; en général on le regardoit comme le plus honnête homme du Ministère, on savoit qu'il avoit diminué les dépenses de son Département, mis au jour beaucoup de dettes, en augmentant cependant le nombre des Troupes de la nouvelle Milice, connue sous le nom de *Régimens Provinciaux*: on a senti que d'annoncer crûment qu'on l'avoit renvoyé, ç'auroit été indigner tous les amis de l'ordre & du bien public; que de dire qu'il s'étoit retiré, c'étoit mettre cet Ex-Secrétaire d'Etat dans le cas d'une réclamation, puisque depuis plus de trois mois il attendoit constamment le coup fatal, sans vouloir s'y soustraire par une fuite qu'il regardoit comme la seule honteuse: au reste, suivant l'usage, tout le Militaire s'est tourné vers le nouveau chef, & M. le Duc d'Aiguillon avoit dimanche plus de 800 personnes à son audience.

10 Février 1774.

Les Comédiens François doivent donner samedi le *Barbier de Seville*, ou la *Précaution inutile*, Comédie du Sr. de Beaumarchais, attendue depuis si long tems. Elle avoit été arrêtée à la Police, & l'anecdote est plaisante. L'auteur s'est rendu chez M. de Sartines pour se plaindre de l'*Embargo*. Ce Magistrat lui a répondu que c'étoit à cause des circonstances. A quoi le Sr. Caron a répliqué que c'étoient ces mêmes circonstances qui le déterminoient à la faire jouer : que ses ennemis ayant répandu le bruit qu'il y tournoit la Magistrature en ridicule, il avoit le plus grand intérêt à se disculper ; d'autant mieux qu'il avoit l'approbation de M. de Sartines & de *Marin* même, comme Censeur de la Police, depuis 18 mois ; que si l'on s'obstinoit à arrêter la représentation de sa Comédie, il alloit la déposer au Greffe, munie de cette double approbation, & en requérir la lecture aux chambres assemblées. Le Lieutenant de Police n'a pu qu'être très ému de cette requi-sition, & Madame la Dauphine, dont on a fait intervenir la protection, a enfin levé tous les obstacles. On assure que cette Princesse veut assister à la première représentation.

10 dudit.

Madame la Marquise de la Fruglaye, qui s'est si généreusement jetée aux pieds du Roi, pour implorer la grace de M. de la Chalotais, son pere, n'a reçu pour toute réponse qu'un ordre de sortir de Paris. On espere cependant que le malheureux vieil-

lard, objet de la compassion générale, restera dans son château, & y finira ses jours, qui ne peuvent être longs.

10 *dudit.*

On a parlé des différentes assemblées d'Avocats formées à l'occasion de Me. Linguet, dont le résultat a été de le tenir pendant un an dans une espece d'interdiction de la Plaidoirie. Cet orateur a trouvé la pénitence trop dure, & il vient de faire une espece de manifeste, intitulé *Réflexions pour Me. Linguet, Avocat de la Comtesse de Bethune*, où, après avoir rendu compte de sa conduite depuis qu'il est au Barreau, jusqu'en 1770, & depuis cette époque jusqu'au moment actuel, il discute la délibération de ses confreres du 1er Février; il la trouve illégale, un vrai délit dans l'ordre politique; un attentat à l'autorité de la Cour; il la qualifie d'absurde, d'injuste; &c. il y représente Me. Gerbier comme l'instigateur des persécutions qu'il essuie, il y déclare qu'il a rendu une plainte contre cet Avocat, & il l'inculpe de faits si graves, qu'il le met nécessairement dans le cas de répondre. Ce combat est un nouveau spectacle qui se prépare pour les oisifs de cette capitale, & qui devient extrêmement intéressant à raison de la célébrité des rivaux.

10 *Février 1774.*

Quoique la résolution de S. M. Très-Chrétienne de rendre au St. Siege le Comtat Venaissin ait été annoncée dans la Gazette de France, du lundi 7 Février, mais à l'article de Rome seulement, cette

restitution n'est point encore effectuée : c'est le résultat d'une intrigue de Cour. L'Abbé Terrai, qui vise sérieusement à être Cardinal, effraye les autres Ministres, parce qu'en cette qualité il ne pourroit plus être simple Contrôleur Général, il faudroit le faire Surintendant des Finances, il faudroit aller travailler chez lui, il auroit la première place au Conseil. En conséquence ceux-ci voudroient accélérer la reddition, que l'autre, qui y a concouru le premier pour se rendre le St. Pere favorable, retarde aujourd'hui jusqu'à ce qu'il soit sûr de la Barette.

10 Février 1774.

On a parlé de l'impôt du Marc d'or que M. le Contrôleur Général veut étendre jusques sur les Commissions & Brevets accordés aux Militaires, du refus constant qu'a fait M. de Monteynard d'y acquiescer, en n'envoyant rien de ces expéditions au Sceau, & se contentant de faire installer les nouveaux promus sur de simples Lettres. Ce Secrétaire d'Etat n'a pas eu le crédit de faire finir la contestation, toujours *in statu quo* : on se flatte que M. le Duc d'Aiguillon, plus actif & plus favorisé du Roi, ne manquera pas de se concilier tout le Corps des Officiers par l'annihilation d'une prétention aussi à charge.

10 Février.

Tout Paris est dans l'attente du 4me Mémoire de M. de Beaumarchais ; il l'a déjà lu chez ses amis, qui en sont enchantés, & le regardent comme supérieur encore aux deux autres ; c'est ce qu'il faudra voir.

11 dudit.

II dudit.

Les freres Michelin repètent contre Me. Gerbier les titres d'une créance de plus de 300,000 Livres, qu'on soutient avoir été soustraits ou égarés dans son Cabinet. Me. Linguet se dispose à plaider cette cause, il annonce qu'après avoir hésité longtems à s'en charger par délicatesse, il ne croit plus devoir aucun ménagement envers un confrere qui l'a si cruellement outragé, & qu'il ne tardera pas à le mettre sous les yeux de la Justice.

II dudit.

Les gens qui esperent toujours le rétablissement de l'ancienne Magistrature, s'en flattent surtout aujourd'hui par la concurrence qui doit s'établir entre M. le Duc d'Aiguillon & M. le Chancelier pour cet objet, chacun d'eux étant intéressé à se gagner de primauté, & à se faire ainsi un parti puissant, propre à balancer celui de son adversaire; mais, malheureusement, chacun d'eux aussi a de fortes raisons de craindre d'être ensuite victime de ce même parti qu'il aura voulu se former: ce qui rend l'événement toujours très-douteux aux yeux des fins politiques.

12 Février 1774.

Le *Barbier de Seville*, demandé depuis longtems & à plusieurs reprises par le Parterre, avoit été affiché pour aujourd'hui samedi; mais jeudi au soir les Comédiens annoncerent que cette représentation n'auroit pas lieu, qu'il étoit venu des ordres supérieurs

qui y mettoient obstacle. M. le Duc d'Aiguillon & Madame la Comtesse Dubarri ont requis du Duc de la Vrilliere qu'il interposât son autorité pour empêcher la publicité de cette Comédie. M. de Beaumarchais paroît encore mieux disposé & intéressé à la déposer au Greffe du Parlement pour se justifier.

13 dudit.

La suppression du *Barbier de Seville* fait grand tort aux Comédiens, qui ayant obtenu la permission de jouer cette Comédie d'après un nouvel examen plus sévère & plus détaillé, étoient dans la ferme confiance qu'elle ne souffriroit plus de difficulté ; en conséquence ils avoient fait beaucoup de dépenses en décorations, habits, &c. Tout étoit déjà loué pour les six premières représentations.

14 dudit.

La célébrité de Me. Linguet, celle de Me. Gerbier, son grand adversaire, méritent qu'on fasse un détail particulier de leurs différends, qui ont donné lieu à la diatribe sanglante & enfin à l'interdiction violente du premier.

Madame la Comtesse de Bethune, qui avoit une affaire majeure contre le Maréchal de Broglie, l'ayant perdu l'année dernière au Châtelet, crut devoir attribuer cet événement à Me. Caillard, son Avocat, qui l'avoit mal défendue ; & choisit en conséquence Me. Linguet, triomphant alors de l'Arrêt du nouveau Tribunal en faveur du Comte de Morangies. Mais en même tems celui-ci étoit dans la disgrâce

de ses confreres, ils le trouvoient entaché par l'Arrêt du 2 Juillet, rendu sur les plaintes du Ministère public, qui lui ordonnoit d'être plus circonspect à l'avenir & de porter honneur & respect aux gens du Roi, à peine de radiation du Tableau; ils ne vouloient point plaider contre lui, & les gens du Roi même affectoient de ne pas vouloir donner de conclusions dans les affaires où il paroissoit. Une Lettre de cachet survenue pendant les vacances à Me. Linguet, par laquelle il étoit exilé à Chartres, pour avoir écrit en faveur de M. de Bellegarde, &c. dans l'affaire portée au jugement du Conseil de guerre des Invalides, étoit un autre obstacle qui sembloit ôter à Madame de Bethune ce défenseur. Elle y avoit pris une telle confiance, qu'elle usât de tout son crédit pour faire lever la Lettre de cachet; en quoi elle réussit. Il ne s'agissoit plus que de vaincre la répugnance des confreres de Me. Linguet. Gerbier, chargé de la cause du Maréchal de Broglio, refusoit de se montrer au Palais; elle devoit être appelée le 7 Février: le tems approchoit. Linguet, insolent & présomptueux, se soumit pourtant à une visite de déférence chez le Sr. Gerbier, & même chez le Sr. Caillard, qui, piqué de s'être vu enlever la défense de sa cliente, étoit devenu un des plus ardens ennemis de son successeur. Ils firent entendre à Me. Linguet qu'ils n'étoient pas éloignés de se rapprocher de lui, mais qu'il falloit faire cette réconciliation de concert avec l'Ordre. En conséquence Gerbier écrivit à certains Avocats, surtout à ceux, les plus intéressés à ne point fraterniser avec Linguet, qui les avoit injuriés dans ses Plaidoyers, tels que Me. Be-
& les assesseurs du Bailli du Palais, lors de la

sentence rendue par cette Jurisdiction contre le Comte de Morangiès.

C'est le 23 Janvier que s'est tenu ce Conciliabule, devant lequel comparut Me. Linguet, muni d'un Arrêt que le nouveau Tribunal avoit eu la foiblesse de rendre le 17 du même mois, en interprétation de celui du 2 Juillet, & par lequel il déclaroit qu'on ne pouvoit pas induire des termes du précédent.... que la Cour ait jamais entendu le priver de l'exercice de ses fonctions. Les griefs qu'on lui imputoit étoient d'avoir déchiré, calomnié, avec une impudence sans exemple, plusieurs de ses confreres, d'avoir manqué aux gens du Roi, de n'avoir pas témoigné assez de délicatesse relativement aux mauvaises manœuvres qu'on lui reprochoit d'avoir exercées dans l'affaire du Comte de Morangiès, de ne s'en être pas lavé d'une manière authentique & éclatante, enfin d'être entaché par l'Arrêt susdit.

L'accusé pérorra longtems pour répondre à ces différens griefs: après avoir répondu tout ce qu'il avoit à dire, il fut prié de sortir pour qu'on pût opiner sur son compte. Il prétendit devoir assister à la suite de la conférence, & il fallût l'expulser de force. Il resta dans la piece suivante, & écoutoit à la porte ce qu'on disoit.

Alors le Sr. Gerbier, maître du champ de bataille, employa toute son éloquence à faire voir la inutilité des réponses de l'accusé, & cependant pour ne pas perdre entièrement un sujet de distinction, proposa de l'engager à s'abstenir volontairement de la plaidoirie pendant un an. Plusieurs des membres de cette assemblée, s'étant en allés avant de voter, & l

reste se trouvant en trop petit nombre, on arrêta de renvoyer à une autre assemblée la délibération.

Elle fut indiquée à la Chambre des Consultations pour le 31 Janvier. Linguet s'y trouva encore, & prévoyant que les choses tourneroient mal pour lui, finit par leur dire qu'ils étoient des Avocats assemblés, mais non pas une assemblée d'Avocats, & qu'il protestoit contre tout ce qu'ils feroient. Cette protestation donna lieu à agiter une question de forme, savoir si les confreres injuriés par Me. Linguet auroient voix délibérative contre lui ? Ce qui se passa à l'affirmative, & l'on convint de se réunir le lendemain 1^{er} Février pour terminer la décision.

Ce jour-là Me. Prunget, le plus chaud sectateur de Linguet, & quelques autres de ses affidés, se rendirent à cette assemblée, dont Gerbier s'étoit absenté la veille, & à laquelle il parut alors. Un des assistans se leva & dit qu'il ne croyoit pas que ce dernier pût voter, puisqu'il étoit en ce moment même en procès avec l'accusé, qui avoit rendu une plainte contre lui. Cette levée de bouclier étonna un peu le conciliabule: on se rassura pourtant, mais après avoir voté pour une radiation totale, on en revint à l'avis ouvert par Gerbier chez lui de la suspension provisoire pour un an. Cet avis passa à la pluralité de 13 voix contre 11.

Il est bon d'observer que l'usage de l'Ordre des Avocats est de ne rien écrire: leurs délibérations ne sont qu'orales, & restent inscrites dans leur tête ou dans leur cœur.

Il fut arrêté en outre, que Me. Boudet seroit député avec quelques autres pour faire part au Premier

Président, aux gens du Roi & au Président de Tournelle, de la résolution de l'Ordre.

Dès le 7 Février Linguet s'étant présenté pour plaider la cause de la Comtesse de Bethune, & n'ayant pu la faire appeller, lança sa diatribe dont on a rendu compte. Elle fit une sensation considérable; Gerbier & Caillard surtout en devinrent furieux, ils coururent bien vite chez tous les confreres de leur parti, ils leur firent connoître qu'il falloit absolument enchaîner par la voye la plus courte ce dogue enragé, & dès le vendredi 11 ils se rendirent au Parquet dans le plus grand nombre qu'ils purent, ils apportèrent aux gens du Roi le pamphlet de Me. Linguet, intitulé *Réflexions* &c. ils le représenterent ainsi qu'un libelle diffamatoire de tout l'Ordre, & comme par acclamation demanderent leur intervention pour requérir la radiation d'un membre aussi pernicieux.

Sur le champ les gens du Roi sont entrés dans la Grand'Chambre & ont demandé à parler. Le Premier Président, instruit du motif, a fait appeller la Tournelle, & Me. Jacques Vergès, premier Avocat Général, saisissant avec empressement l'occasion de muléter Me. Linguet, auquel il en vouloit personnellement, a fait un Requisitoire très court, mais véhément, dans lequel il a prétendu porter le vœu de l'Ordre des Avocats, être l'organe de leurs réclamations contre l'imprimé nouveau de Me. Linguet; que ceux-ci le dénoncoient par le Ministère public comme un libelle rempli d'impostures & de calomnies contre plusieurs de leurs confreres, où l'auteur tentoit même d'avilir l'honneur & les fonctions de son Ordre, qui attendoit une punition proportionnée à l'outrage &c.

En conséquence le nouveau Tribunal, sur les conclusions du Procureur général du Roi, & le rapport de Me. de Lier, Conseiller, Grand' Chambre & Tournelle assemblées, a ordonné la suppression de l'imprimé, comme injurieux à l'Ordre des Avocats, calomnieux envers plusieurs de ses membres, & tendant à altérer l'estime due à cette profession; que Me. Linguet seroit rayé du Tableau, & que le présent Arrêt seroit imprimé & signifié, à la Requête du Procureur général du Roi, au Syndic de la Librairie, &c.

15 Février 1774.

Le 4e. Mémoire du Sr. de Beaumarchais, tant attendu, paroît enfin; il l'a donné dimanche aux Magistrats, aux Princes, à la Cour, & dès la nuit il a été mis en vente, au Bal de l'Opéra; car cet auteur adroit a tourné à son profit la curiosité du public & fait un gros bénéfice de ses écrits.

Celui-ci a pour titre 4e. *Mémoire pour Etc. contre M. Goexman, juge accusé de subornation & de faux; Mad. Goexman, & le Sr. Bertrand d'Airolles, accusés; les Sieurs Marin, Gazetier, d'Arnaud Baculard, Conseiller d'Ambassade, & consorts: Etc. & Réponse ingénue à leurs Mémoires, Gazettes, Lettres courantes, Cartels, Injures, & mille & une Diffamations.*

Comme celui-ci est plus fort & plus hardi, plus insolent, plus dérisoire contre le nouveau Tribunal entier, qu'aucun des autres, le Sr. de Beaumarchais, qui fait tout avec finesse, a eu celle de ne le répandre que dans les jours gras, c'est-à-dire dans un tems de vacance, & de gagner ainsi quatre jours de débit.

15 dudit.

L'Arrêt du nouveau Tribunal rendu le 11 Février contre Linguet ne l'a point découragé : il est allé à Versailles, il a sollicité le Duc d'Aiguillon, son ancien client ; il a mis en mouvement toute la cohorte des Morangistes ; il a fait parler à Madame la Comtesse Dubarri par la Comtesse de Bethune ; & le dimanche il a été rendu un Arrêt du Conseil, portant surseance provisoire à celui du Parlement, avec injonction à cette Cour d'envoyer les motifs de son Arrêt pour qu'il en fût statué par S. M. On ne doute pas qu'il ne soit cassé. Quoiqu'il en soit, *brûler n'est pas répondre*, & quoique M^r. Gerbier se regarde comme lavé par l'Arrêt de Radiation de son adversaire, on voudroit qu'il se justifiât authentiquement des inculpations suivantes.

„ On prétend (dit M^r. Linguet) punir d'une ex-
 „ cusion infamante, la vivacité d'un zèle desintéres-
 „ sé ; que seroit-ce donc s'il se trouvoit au Palais un
 „ homme qui vendit toujours ses paroles & quelque-
 „ fois son silence, un homme qui n'ouvrît jamais la
 „ bouche qu'on ne scût à quel prix, & qui, mettant
 „ un impôt sur ses succès, n'envisageât dans la vic-
 „ toire qu'un prétexte à des rapines ; un homme qui,
 „ étant recherché par les deux parties, prît, pour
 „ se décider entr'elles, la balance, non pas de la
 „ justice, mais de l'avidité, & se louât publiquement
 „ à celle qui a fait briller plus d'or, ou sonner plus
 „ d'argent en entrant dans son cabinet ; un homme
 „ capable de changer de parti avec la fortune, &
 „ de requérir à grands cris le deshonneur, la perte
 „ des cliens, dont il auroit été le conseil & dont il
 seroit

„ feroit encore le débiteur ; un homme enfin exposé
 „ à des répétitions honteuses, accusé juridiquement
 „ d'un abus de confiance, de la plus basse, la plus
 „ criminelle espece, réduit à invoquer pour sa dé-
 „ fense les privileges de sa profession, & à soutenir
 „ qu'on n'a rien à lui demander, parce qu'il n'existe
 „ pas de preuve qu'il ait rien reçu : si un tel hom-
 „ me existoit au barreau, ne seroit-on pas autorisé,
 „ d'après ce que je prouve, à croire qu'il y seroit
 „ regardé avec horreur, & qu'on ne croiroit jamais
 „ l'en avoir banni avec assez de précipitation ?

„ Hélas ! combien on se tromperoit ! peut-être y
 „ régneroit-il en despote, peut-être se rendroit-il le
 „ délateur, le persécuteur de ceux de ses confreres
 „ qu'il ne se flatteroit pas de rendre ses complices,
 „ peut-être éclairé par ses remords & guidé par son
 „ intérêt, parviendroit-il à force de manœuvres hon-
 „ teuses & ridicules, à perdre l'ame ferme & incor-
 „ ruptible par laquelle il se verroit à la veille d'être
 „ démasqué.

16 Février 1774.

Le 4e. tirage concernant le Remboursement des
 actions de la Compagnie des Indes, par voie de Lot-
 terie, est indiqué au 4 Mars prochain.

16 dudit.

La curiosité de lire le dernier Mémoire du Sr. de
 Beaumarchais ne peut se rendre, on en a déjà débi-
 té six mille exemplaires. Il faut convenir que celui-
 ci est beaucoup plus intéressant par les grands objets

qu'il traite, il est d'ailleurs infiniment mieux fait que le 3^eme.

L'ouverture est un chef-d'œuvre : l'auteur, par une prosopopée ingénieuse avec l'Etre suprême, trouve le moyen de passer en revue tous ses adversaires & d'en faire des portraits encore piquans & rajeunis. Dans ce nouveau cadre, outre les personnages connus & baffoués, il y amène le Président de Nicolai, dont le nom, la qualité & les aventures scandaleuses fixent plus particulièrement l'attention. Il passe ensuite à un résumé clair & concis de toute l'affaire & de ses incidens ; ce qui amène la discussion du second Mémoire de Madame Goezman, auquel on lui reprochoit de n'avoir pas répondu : il répand toujours à pleines mains le sarcasme sur cette Dame, contre laquelle il ne fauroit s'épuiser : par une transition heureuse, il en vient à sa dénonciation concernant le faux de M. Goezman dans l'extrait de Baptême, cause du premier decret d'ajournement personnel dont a été chargé le Conseiller ; il en fait voir la liaison avec son affaire, il établit l'intérêt pressant qu'il avoit à éclairer cette anecdote de la vie du Magistrat ; puis il tombe à bras raccourcis sur d'Aizolles, & se tire, sinon en brave, au moins en fin adversaire, du cartel. De cette caricature risible il s'élève à un tableau de Michel Ange, il décrit d'une façon majestueuse l'assemblée des Chambres, & sous cet appareil imposant déguise une dérision sensible aux yeux des connoisseurs du plat Aréopage. Le détail de l'insulte faite par le Président de Nicolai au Sr. de Beaumarchais, vient comme naturellement à la suite de cette narration, & n'est pas conté à l'avantage du Magistrat. Après s'être contenu dans

la graveté du sujet, l'écrivain en revient à son ami *Marin*, qu'il traîne encore dans la boue, & qu'il couvre d'opprobre: enfin, pour se concilier les femmes, en intéressant leur cœur, il termine par un long épisode, vrai roman, d'une histoire prétendue arrivée à sa sœur en Espagne, avec *Clavico*, auteur du *Pensador*, feuille philosophique dans le goût du *Spéctateur*. Il l'amène au moyen d'une Lettre infame qu'il suppose que ses ennemis font courir, & qu'on soupçonne plutôt fabriquée par lui-même, pour avoir lieu d'insérer cette partie de son Journal, qu'il a cru devoir faire une diversion curieuse aux yeux de certains lecteurs fatigués du récit de tant de querelles de Palais. On est obligé de convenir que ceci est de trop, en ce que le narrateur prête le flanc au ridicule, par des rodomantades qui se ressentent trop du pays où il voyage, & dont ses ennemis profiteront, s'ils sont adroits.

17 Février 1774.

Avant-hier M. le Duc d'Aiguillon est venu à l'Archevêché & a été en conférence avec M. de Beaumont, ce qui a intrigué tout le Chapitre & successivement tout Paris. Le lendemain le Prélat a paru rajeuni & extrêmement radieux, tel qu'on ne l'avoit point encore vu. Ce qui a redoublé la curiosité publique. On croit cependant que cette entrevue n'avoit d'autre objet de la part du Ministre, que de demander pour un de ses parens le Canonat vacant par promotion de l'abbé de Galard à l'Evêché du Puy.

17 Février 1774.

Un Huissier de la chaîne est venu signifier aujourd'hui au nouveau Tribunal l'Arrêt du Conseil concernant Linguet; les Gens du Roi sont partis pour porter à Versailles les motifs de l'Arrêt de la Cour.

Dans la même assemblée de Chambres, M. le Président de Nicolaï s'est plaint de la manière injurieuse dont il est traité dans le dernier Mémoire de Beaumarchais. Cette plainte a occasionné de grands débats dans l'assemblée, en sorte qu'on n'a rien conclu: on a continué la séance au vendredi. Comme on craint la suppression du Mémoire, on se hâte d'en accélérer le débit, ou du moins de le faire sortir de chez l'imprimeur.

18 *audir*.

La fermentation continue à Versailles: on croit aujourd'hui que l'objet de M. le Duc d'Aiguillon est d'expulser M. de Boynes, dont le Ministère déplaît singulièrement à toute la Marine, & qui d'ailleurs est sans appui & sans consistance par lui-même. On pense que le Duc ne seroit pas fâché de réunir les deux Départemens, de Terre & de Mer: cela lui fourniroit un prétexte plausible pour quitter celui des Affaires Etrangères, qui, quoique le plus beau, lui déplaît par les mortifications qu'il essuyé de tems en tems vis-à-vis des Ministres des autres Cours: malgré tout son esprit il lui échappe des inepties, des bevuës, qu'ils relevent; & il est en général peu en considération auprès d'eux, il est spécialement

question de ceux de Vienne & des différentes branches de la maison de Bourbon. Au reste, on s'attend à beaucoup de changemens dans le nouveau Ministère dont il est pourvu. On assure qu'il entend au suprême degré la partie économique, & il se félicite d'avoir remis à l'abbé Terrai deux millions qu'il a économisés l'année dernière sur son premier Département.

18 Février 1774.

Le Roi accorde au Président qui tient la Chambre des vacations 12000 Livres pour couvrir ses dépenses: M. de la Briffe, qui a tenu celle de l'année dernière, a consacré cette somme à la délivrance des prisonniers, & n'a point voulu se l'approprier. Au reste il est fort riche. Le nouveau Tribunal auroit besoin de s'illustrer par beaucoup d'actions d'une générosité de cette espèce pour sortir de l'infamie dont il est couvert.

18 *duisi*

A la fin du Mémoire de Beaumarchais, on lit une Note curieuse, qui confirme l'anecdote dont on a parlé; il paroît persister dans sa résolution de soumettre sa pièce du *Barbier de Seville* à l'examen du nouveau Tribunal, & il supplie en effet la Cour d'ordonner que le Manuscrit lui soit représenté, pour détruire à cet égard les imputations de ses ennemis.

Le crédit de M. le Chancelier baisse sensiblement, il est tout seul à la Cour de son parti; il ne se mêle plus d'autres affaires, étrangères à sa place, & malgré son goût pour étendre son inspection il est obligé de se renfermer dans son district. Voilà deux Sceaux indiqués qui n'ont pas eu lieu. Il est malade & peu empressé de se montrer en public, comme il affectoit ci-devant. On convient assez généralement qu'il y a des conférences, & l'on ne croit pas que l'année se passe avant quelque révolution dans la Magistrature: il est question de recréer le Grand Conseil, la Cour des Aides, & de trouver ainsi un débouché pour y repousser les membres du nouveau Tribunal.

19 Février 1774.

C'est le Président de Châteaugiron qui a dénoncé aux Chambres assemblées le quatrième Mémoire de Beaumarchais & la plainte qu'en portoit M. de Nicolaï: l'on a mandé sur le champ les Gens du Roi, on leur a remis l'exemplaire du dernier Mémoire, avec ordre de donner à l'instant des conclusions; ils ont répondu ne l'avoir point lu, avoir besoin de l'examiner, & ne pouvoir remplir aussi promptement les fonctions de leur Ministère. Sur quoi la séance continuée au vendredi. Dans l'intervalle la fermentation s'est rallentie, & le lendemain, sur les conclusions des gens du Roi, il leur a été donné acte de la plainte qu'ils rendoient pour M. de Nicolaï, de la remise qu'il leur avoit faite du quatrième Mémoire, ainsi que de celle des Mémoires précédens, avec

ordie à l'auteur & l'imprimeur d'en déposer les minutes, pour le tout être joint au fond & être statué ce qu'il appartiendra, même la disjonction si c'est nécessaire. Et d'autre part, Beaumarchais ayant déclaré que puisque le Président de Nicolai se portoit son accusateur, il entendoit donner suite à sa plainte contre ce Magistrat; il lui en a été donné aussi acte, y ayant aucunement égard, en quelque forme irrégulière qu'elle fût, avec ordre au Procureur général de lui nommer un Avocat titulaire pour la signer, la mettre en règle, ainsi que toutes les autres procédures qu'il fera dans le cas de faire, pour y être également statué en tems & lieu. Cet avis a passé à la pluralité de 28 voix contre 22.

Le Sr. de Beaumarchais a continué de montrer dans cette affaire une audace sans exemple: pendant toute la Séance il s'est tenu au Palais & même au Parquet, déclarant qu'il avoit apporté son bonnet & retenu un appartement dont il avoit déjà la clef, pour se constituer prisonnier à la Conciergerie, s'il étoit décrété de prise de corps.

Cependant cet incident donnoit un merveilleux véhicule au Mémoire, dont on craignoit la suppression. L'imprimeur ne pouvoit suffire au débit, & pour contenir la multitude qui inondoit sa maison il a demandé une garde: les marchands particuliers se prévalant de la circonstance, faisoient très-cher le peu d'exemplaires qu'ils en avoient, & l'on assure que de 48 Sols, prix auquel ils étoient, ils ont monté jusqu'à 12 Livres & un Louis.

19 Février 1774.

L'affaire des Exempts & espions qu'on disoit pendus en Angleterre, acquiert plus de clarté & paroît constatée ; c'est à l'occasion du Sr. de *Morande*, auteur du *Gazetier Cuirassé*, qu'il étoit en effet question d'enlever. Voici ce qui y avoit donné lieu. Ce moderne Arctin se trouvant encouragé par le débit de son libelle, & ayant ramassé d'autres matériaux pour y ajouter une suite, a imaginé une tournure plus prompte, moins pénible & moins dangereuse pour gagner beaucoup d'argent. Il a écrit à quelques particuliers riches de ce pays-ci, qu'il avoit sur leur compte des anecdotes très-scandaleuses, mais qu'il croyoit de son honnêteté de les en prévenir & de savoir s'ils ne feroient pas fâchés de les voir ainsi révéler au grand jour : que moyennant telle somme il leur épargneroit ce desagrément. Plusieurs y ont acquiescé, entr'autres M. de Marigny. L'audace du Sr. de *Morande* a été jusqu'à lui faire écrire à Madame la Comtesse Dubarri, pour la rançonner de la même manière : elle en a parlé à M. le Duc d'Aiguillon ; ce Ministre s'est abouché avec l'Ambassadeur d'Angleterre, qui en a écrit à sa cour ; & S. M. Britannique a répondu qu'Elle ne s'opposeroit point à ce qu'on vint enlever dans ses Etats, y noyer dans la Tamise, ou y étouffer ce monstre, peste de la société, fléau de ses semblables, pourvu que cela se conduisît dans le plus grand mystère & sans blesser, à l'extérieur, les droits de la nation. C'est en conséquence de cet accord qu'ont été dépêchés les supôts dont on a parlé, qui s'étant indiscretement confiés à Madame de Godeville, Françoise, femme per-

due d'honneur & de débauches, réfugiée dans ce pays-là, ont été découverts, & obligés de se tenir cachés jusqu'au moment favorable pour leur évafion, &c.

20 Février 1774.

Après l'affaire de M. de Beaumarchais, celle de Linguet fait le plus de bruit: on cite un propos tenu dans l'assemblée des 24, par le Sr. la Goutte à Me. Viele, qui dans son discours parloit beaucoup de l'honneur de l'Ordre. Le premier l'interrompit, & lui dit: „ne parlons point ici d'honneur; si nous „en avons eu, nous n'y serions pas: pourquoi re- „fuser de plaider avec cet homme-là, quand nous „plaidons devant ces gens-là?”

Les motifs de l'Arrêt ont été portés jeudi par les gens du Roi à Versailles; ils ont été remis à MM. d'Aguesseau & de Marville, pour en rendre compte au Conseil des Dépêches le samedi 19. On assure que les avis s'y sont trouvés partagés, & que le Duc de la Vrilliere a été chargé de la part du Roi de voir le Premier Président, de s'aboucher avec lui, pour aviser aux moyens d'arranger la contestation.

En attendant un faiseur d'Epigrammes s'est exercé sur cette matière, & frappant à la fois sur Linguet & sur Gerbier, les a flétris du même fer chaud. La voici:

C'est grand dommage, dites-vous,

Ils sont fous,

Ces Avocats de haut parage,

Qui dans des écrits pleins de rage

S'arrachent la robe & l'honneur.

Quant à la robe elle eut souvent pareil outrage :
 Pour l'honneur, n'ayez crainte, il est bien défendu,
 Linguet n'en eut jamais, & Gerbier l'a perdu.

20. Février 1774.

M. de Goezman a rendu une nouvelle plainte contre la Demoiselle Julie Caron de Beaumarchais, elle est adressée en forme de Requête aux Chambres assemblées & se distribue imprimée. L'accusateur prétend que cette Demoiselle est la première qui dans un souper nombreux a répandu les propos qui s'est perpétué depuis partout, qu'il étoit un juge inique, qui mettoit à prix les audiences qu'il accordoit aux plaideurs; calomnie atroce, qu'elle est convenue dans son recolement ne tenir de personne, & qu'elle n'a mis en avant que pour ternir sa réputation, à la face de la justice même, & accréditer d'autres calomnies.

20. Février 1774.

Le Sceau a été déjà remis deux fois, ce qui allarme les partisans de M. le Chancelier: ce chef suprême de la justice s'étant imprudemment arraché des poils du nez, il lui est venu du mal, & sa face rayonnante en est défigurée au point qu'il n'ose se montrer. Comme Monseigneur n'a pas le sang extrêmement pur, cet accident pourroit avoir des suites. C'est déjà un grand inconvénient qu'il soit empêché de se produire devant le Roi & devant Madame la Comtesse Dubarri.

21 dudit.

Le Sr. Gin, Conseiller du nouveau Tribunal, qui recuse depuis longtems le Sr. de Beaumarchais, & qui s'obstinoit à être de ses juges, a enfin acquiescé à sa demande; il lui a écrit en conséquence une Lettre de 7 pages, par laquelle il le supplie d'insérer cet écrit dans son 5^e. Mémoire.

21 dudit.

Le Sr. Abbé Collet, Conseiller de Grand'Chambre du nouveau Tribunal, vient de mourir: c'étoit un Moliniste distingué, très-dévoué à M. l'Archevêque, par lequel il avoit été élevé à cette dignité: il avoit aussi été confesseur de M. le Dauphin, & étoit parvenu à ces grades par son fanatisme, ayant commencé par être pauvre prêtre habitué à la paroisse de St. Sulpice.

21 dudit.

La Faculté de Théologie a reçu défenses de donner aucune suite ni publicité aux Conclusions dont on a parlé: on croit qu'elle va s'occuper à censurer le livre *de l'homme* de M. Helvetius, livre déjà recommandable par la brûlure dont l'a honoré le nouveau Tribunal.

22 Février 1774.

M. de Roynes, que l'on regardoit comme à la veille d'être disgracié, a pris dimanche séance au Conseil; ce qui est l'installation d'un Secrétaire d'Et

rat dans la dignité de Ministre. On regarde encore ceci comme le résultat d'une nouvelle intrigue : on prétend que M. de Boynes sentant qu'il ne pouvoit tenir tête à M. le Duc d'Aiguillon, a mieux aimé s'offrir de bonne grace à lui, s'y réunir, dans le dessein de se conformer à tous ses projets, de suivre toutes les impulsions qu'il voudroit lui donner, de lui remettre la Marine, s'il en avoit envie; mais qu'il lui a fait sentir en même tems que ce dévouement le rendoit digne de ses bontés, que dans le projet où ce Seigneur étoit de culbuter le Chancelier, qui ne pouvoit l'être que par un homme de robe, il croyoit être celui qui lui conviendrait le mieux. On veut que le Duc, touché de cette objection, & sentant en effet que M. de Boynes à tous égards étoit son homme, s'est prêté à conserver celui-ci, à travailler de concert avec lui pour lui faire avoir les Sceaux, dépouille la plus funeste pour M. de Maupeou; & que pour l'y acheminer insensiblement, il a commencé par le faire déclarer Ministre, d'autant qu'il a été bien aise de trouver dans ce nouvel appui une prépondérance contre l'abbé Terrai, dont les prétentions au Cardinalat annoncent une ambition vaste, qu'il est prudent de réprimer.

22 Février 1774.

On a oublié de dire que vendredi dernier après la séance orageuse des Chambres assemblées, comme on l'a observé, tout le peuple qui avoit abondé dans la grand'salle, a suivi en triomphe ce petit *Wilkes*, & l'a escorté avec des acclamations jusques à son carrosse. Bien de gens prétendent qu'on lui fera

payer cher cette victoire, que ce n'est que par politique qu'on n'a pas sévi sur le champ contre lui. Quoiqu'il en soit, le rapport est commencé : les Chambres se rassemblent deux fois par jour pour l'entendre, & l'on croit que samedi l'Arrêt sera prononcé.

En conséquence M. de Goezmar publie un Mémoire en règle, sous le titre d'*Observations*, &c. C'est un détail sec & ennuyeux de ses diverses confrontations, sauf de celles avec le Sr. de Beaumarchais ; il y déclare dans une Note qu'il se dispense de rendre compte de celles-ci, dans lesquelles il prétend que son verbeux adversaire a joué deux scènes, l'une de défaillance & de pusillanimité, l'autre de hardiesse & d'insolence : à cet endroit près, où le Magistrat se permet de l'aigreur & de la mauvaise plaisanterie, le surplus du Mémoire est dans la sévérité qui convient, & se renferme dans son sujet ; sauf le style, trop emphatique, pour une matière aussi mince. Quant à la partie du raisonnement, ceux qui se sont donné la peine de la discuter, ne la trouvent pas concluante pour le Conseiller : celui-ci, prudemment, ne fait aucune mention du faux qu'on lui reproche dans l'acte de Baptême.

22 Février 1774.

On attend avec impatience la *Lingue - Morangia-de*, Poëme, auquel le Sr. Robé travaille. On conçoit aisément qu'il roule sur le procès des Verons, & contient une satire contre le Comte de Morangiès & son défenseur. On ne sait si cela fera bien bon. Ce poëte obscene n'a réussi jusqu'à-présent que dans les Contes & Epigrammes orduriers. Malheureusement

ces ouvrages ne seront peut-être jamais répandus : il a eu une pension du Gouvernement pour les brûler, ainsi que son fameux poëme *de la Vérole*, & il l'a fait religieusement ; mais il les sçait par cœur & les récite. Il est en outre dévot, grand convulsionnaire, & a fait un poëme sur les *miracles du bien-heureux Diacre Paris*. C'est un personnage très-inconscient, comme tous les poëtes & gens qui ont plus d'imagination que de raisonnement.

23 *dudit.*

On augure très-bien des bonnes intentions qu'a M. le Duc d'Aiguillon pour se distinguer dans son nouveau Département de la Guerre : on assure que deux Lieutenances - Colonelles, étant venues à vaquer depuis qu'il est dans le Ministère de la Guerre, il y a fait monter les officiers plus anciens en grade : il a déclaré que son intention étoit de s'en tenir aux anciens usages, sauf cependant à y déroger quand le sujet n'en sera pas digne. Son objet est par-là de conserver l'émulation & d'engager un militaire à ne pas seulement s'en reposer sur le tems de son service.

24 *Février 1774.*

Extrait d'une Lettre d'Aix du 15 Février 1774. . . La déclaration du Roi concernant le remboursement des Quittances de finance, provenant de la Liquidation des offices du Parlement de Provence, supprimés par Edit de Septembre 1771, donnée à Versailles le 5 Septembre 1773, a été registrée à notre Parlement le 27 Octobre, *Messieurs les Présidens & Conseillers*

qui se sont trouvés dans la ville étant assemblés. Ce sont les termes de cette formule. Elle n'embrasse que 48 Liquidations, montant à 2,480,381 Livres 3 sols 8 deniers. Le Roi consacre 200,000 Livres par an, dont il contribue pour 160,000 Livres; les 40,000 restantes seront imposées sur la province, qui recueille le bénéfice de la justice gratuite. Les remboursemens dureront jusqu'au 1 Juillet 1792.

24 dudit.

L'Agrégation des Ducs & Pairs au nouveau Tribunal acquiert de plus en plus de l'incertitude; aucun n'a voulu s'y faire recevoir, depuis sa création, & l'on en compte déjà neuf dans cet état de suspension, savoir 2 Pairs Ecclésiastiques & 7 Laïcs.

M. de la Luzerne, Evêque de Langres.

M. de la Rochefoucault-Bayers, Evêque Comte de Beauvais.

M. le Duc d'Elbœuf, Prince de Lambesc.

M. le Duc de Luynes & de Chevreuse.

M. le Duc d'Albret-Bouillon.

M. le Duc de Luxembourg ou de Pinay,

M. le Duc de Mortemart.

M. le Duc de Chaulnes.

M. le Duc de la Vauguyon.

24 dudit.

Il est question d'une nouvelle adjudication des Vignes de terre: cette partie concerne essentiellement M. le Duc d'Aiguillon, comme Ministre de la guerre; mais l'abbé Terrai s'étant concilié avec lui, & lui ayant fait

connoître que s'il vouloit lui laisser cet arrangement, il y trouveroit une économie de plusieurs millions pour le Roi. On assure que M. le Duc d'Aiguillon, non moins zélé pour le bien public que le Contrôleur général, lui a déclaré qu'il lui remettoit volontiers ses droits pour d'aussi bonnes raisons.

25 Février 1774.

Dimanche dernier le Premier Président étant allé à Versailles faire sa cour, avoit été chargé par la Compagnie de voir le Roi, & de supplier S. M. de dissiper les allarmes au sujet du Sr. Linguet, S. M. l'a fait d'une façon très-satisfaisante, en déclarant qu'Elle ne vouloit pas que cet Avocat plaidât ni au Parlement ni dans aucune autre Cour. Ce propos du Roi a calmé les inquiétudes du nouveau Tribunal, & détruit les espérances qu'on concevoit à ce sujet d'un changement.

Le Roi a aussi demandé à M. de Sauvigny quand finiroit l'affaire de Beaumarchais? en donnant à entendre qu'il desiroit qu'il n'en fût plus question. En sorte qu'on ne doute pas que l'Arrêt ne soit rendu aussitôt qu'il y aura lieu.

26 dudit.

Comme le jugement approche & doit avoir lieu aujourd'hui, suivant les apparences, le Sr. d'Airolles répand une *Addition au Mémoire à Consulter*, & il y établit qu'il n'a jamais été l'ami du Sr. de Beaumarchais, qu'il n'a jamais désiré l'être, qu'il a été injustement décrété d'ajournement personnel, puisqu'il n'a
voit

voit aucun intérêt dans l'affaire, qu'il n'y est impliqué qu'à raison de services généraux & gratuits, qu'en un mot il y est étranger absolument: il se défend ensuite sur des billets que répétoit son adversaire, ainsi que sur le prétendu cartel: il finit par des réflexions dolentes sur les invectives dont il a été couvert. Tout cela est appuyé d'une Consultation du 24 Février, de Me. Donnadiou de Noprat.

Si les faits établis dans ce Mémoire sont vrais, le Sr. Bertrand n'est coupable que d'indiscrétion, de bonhomie trop grande, & d'une bêtise extraordinaire. Du reste, on n'y trouve de curieux que le portrait suivant, qu'il fait du Sr. Caron; il le peint comme un homme qui „ satisfait de lui-même, & mé-
„ content des autres, se réserve une estime exclusi-
„ ve, qui n'ayant que l'abus de l'esprit, croit s'em-
„ bellir en défigurant ceux qui lui refusent leur ad-
„ miration: orateur cynique & bouffon, qui, par
„ la licence & l'amertume de ses sarcasmes, fournit
„ des alimens à la malignité: sophiste effronté, qui,
„ par l'audace de ses assertions, éblouit sans jamais
„ éclairer: peintre infidèle, qui puise dans son ame
„ la fange dont il ternit la robe de l'innocence: mé-
„ chant par besoin & par goût, son cœur dur, vin-
„ dicatif, implacable, repousse les sentimens doux
„ & paisibles de ses proches, s'étourdit de son triom-
„ phe passager, étouffe sans remords la sensible hu-
„ manité”. On conviendra que ce morceau est
un ridicule rare, & que l'auteur auroit dû s'en tenir
aux faits, sans prétendre à l'éloquence. Il est diffi-
cile de rien faire de plus barbare, de plus amphi-
gourique & de plus plat.

26 Février 1774.

Le Sr. Marin, qui vouloit rester maître du champ de bataille & ôter la réplique à son redoutable adversaire, ne fait paroître aussi qu'aujourd'hui son nouveau *Factum*: il contient d'abord une Réponse à ce qui le concerne dans le 3e. Mémoire du Sr. de Beaumarchais; elle est courte & roule principalement sur des faits d'usure & autres infamies, dont il se défend par un déni formel.

Suit une *Addition*, où répondant en gros au 4e. Mémoire dudit Sr. de Beaumarchais, il se disculpe de la double imputation d'avoir été odieux aux auteurs dans ses censures, & d'avoir désolé, pour s'enrichir, les malheureux Libraires. Il nie de nouveau tous les faits avancés en accusation contre lui; il prétend n'être point l'auteur des articles insérés dans la Gazette d'Utrecht & dans les Nouvelles à la main; il renouvelle à cette occasion les injures dont il a déjà chargé les rédacteurs des Gazettes Etrangères, en les représentant comme des Ecrivains forcenés, qui ne respectent souvent ni les particuliers, ni les Magistrats, ni les Ministres, ni même les têtes couronnées: quant aux Nouvelles à la main, il prétend aussi effrontément n'y avoir aucune part, quoiqu'on aille chez lui pour y prendre des souscriptions. Enfin il répond aux insinuations du Sr. de Beaumarchais qui prétend que le Sr. Marin voudroit le faire soupçonner d'être l'auteur de la *Correspondance*. Il lui déclare, au contraire, qu'il le croit incapable de l'avoir faite, aussi bien qu'*Eugenie*, quoiqu'une mauvaise pièce: il lui conteste même ses Mémoires, dont il veut qu'il ne fournisse que les méchancetés; & revient

par Gardanne, ce Docteur auquel il reproche les épi-grammes & autres piéces satyriques faites contre lui, & qui, malgré tant d'atrocités dont il le charge, s'obstine à ne rien dire.

Enfin il termine par une nouvelle plainte à Nos Seigneurs du Parlement, les Chambres assemblées, par laquelle il conclut à ce que les faits faux & calomnieux répandus dans les libelles du Sr. Caron, en ce qui le concerne, soient supprimés, & que le dit Caron soit condamné à 100,000 Livres de dommages & intérêts, par forme de réparation civile, &c. sauf à M. le Procureur général à prendre pour la vindicte publique telles Conclusions qu'il avisera, &c.

26 Février 1774.

Le Sr. Gardanne entre enfin en lice, il publie une *Réponse* pour lui *Docteur Régent de la Faculté de Médecine de Paris, Médecin de Montpellier, Censeur Royal, Correspondant de plusieurs Académies, aux libelles imprimés & publiés par les Sieurs Marin & Bertrand d'Airolles.*

Cet écrit est sage, assez satisfaisant pour la justification de ce Docteur, & ne peut que produire un bon effet : il ne contient d'ailleurs aucun détail qui vaille la peine d'être développé.

Du reste, le Sr. de Beaumarchais avoit présenté hier une Requête de récusation du Président de Châteaugiron, & quoique Messieurs eussent jugé qu'il n'y avoit pas lieu à ladite récusation, le Magistrat par délicatesse s'est abstenu de se trouver aujourd'hui au jugement.

Les Chambres ont été assemblées depuis 6 heures du matin, & Mrs. sont restés en place jusques à 8 heures & demie du soir. Jamais on n'a vu tant de monde au Palais, qui est resté constamment inondé des flots de spectateurs. On a jugé que les Conclusions avoient été fort douces, puisqu'il n'y a point eu personne d'interrogé sur la sellette. Enfin Mrs. ont levé la séance à l'heure susdite, & voici ce qui transpire de l'Arrêt.

Beaumarchais blâmé, admonesté & aumôné, ses Mémoires brûlés par la main du bourreau.

Mad. Goezman blâmée, admonestée & aumônée.

Le Fay & d'Airolles admonestés & aumônés.

Goezman hors de Cour.

Sur le surplus des demandes, fins & conclusions des parties, hors de Cour.

L'Arrêt imprimé & affiché, &c.

27 Février 1774.

M. le Chancelier a tenu le Sceau mercredi dernier à la Chancellerie: le physique & le moral ont paru également en mauvais état chez ce chef de la magistrature. La dartre galeuse qui lui est venue auprès du nez, le rend hideux, & il n'a plus assez de force sur lui-même pour composer son visage; il avoit l'air soucieux, distrait & de très mauvaise humeur.

27 dudit.

On a reçu nouvelle d'une émeute fort vive arrivée à Tours, à l'occasion du bled. Cette denrée ayant renchéri pendant plusieurs marchés consécu-

ifs, le peuple s'est attroupé au nombre de 5000, & s'est jetté sur plusieurs batteaux chargés de blés, qu'il a pillés. On ajoute que plusieurs personnes ont été blessées. Le Lieutenant général ayant voulu réprimer ce desordre, a été assailli par les mutins, qui le regardoient comme un des auteurs du Monopole, & il a été jetté dans la Loire, dont heureusement il a été retiré sain & sauf. On a fait marcher les troupes.

27 Février 1774.

Quoique l'Arrêt de la *Correspondance* soit rendu depuis près d'un mois, il n'est pas encore imprimé ni publié. M. M. ne sont point embarrassés de prononcer des Arrêts, mais c'est le diable quand il faut les rédiger. Au surplus, ils prétendent qu'il y a eu des torts par rapport à quelques coupables, qui les ont arrêtés.

27 dudit.

M. l'Archevêque de Lyon est en litige, sous le nom de Syndic du Clergé de son Diocèse contre les Comtes de Lyon, attachés à leurs rits, à leurs usages & à leurs cérémonies: ils prétendent que les procédés du Prélat dont ils se plaignent, doivent être attribués à ce qu'ils n'ont pas voulu se prêter aux vues nouvelles de ce Prélat, qui a rédigé de nouveaux livres liturgiques, & ils viennent de les exposer dans un Mémoire relatif à l'appel comme abus qu'ils ont fait des délibérations prises, malgré leurs oppositions, par le Bureau Diocésain, qu'ils regardent comme incompetent & ayant mal à

propos ordonné aux dépens de la Caisse du Clergé des frais d'impression d'un nouveau Bréviaire, dont la publication est suspendue. On insinue dans ce Mémoire que le Bureau Diocésain n'a été que l'instrument qu'on a fait mouvoir pour consommer par voie de fait une entreprise à laquelle résistent tous les principes de la discipline ecclésiastique. Cette contestation fait bruit relativement au siége de Lyon, auquel on attache la qualité de Primat des Gaules, à celui qui l'occupe, Mr. de Montazer, Archevêque très fameux dans son Ordre, par ses lumieres, par ses querelles & par ses galanteries & enfin au Chapitre le plus distingué de France.

28 Février 1774.

Le nouveau Tribunal a aussi jugé l'affaire d'Auxerre, dont on a rendu compte: c'est la semaine dernière qu'il a prononcé. Cet Arrêt est encore de longue discussion à rédiger, & ne sera vraisemblablement pas publié de sitôt. On fait en général que sans confirmer absolument les peines prononcées par la première Jurisdiction, il n'est point favorable aux Professeurs, &c.

28 dudit.

M. de Beaumarchais n'a point présenté Requête au nouveau Tribunal pour récuser le Président de Châteaugiron, à cause des longueurs que cette forme entraînoit & dont il craignoit les suites; mais il lui a adressé une Lettre à lui-même, en date du 23, dans laquelle il lui expose ses raisons & le prévient qu'il a adressé une pareille Lettre aux quatre

Doyens des Chambres & Ordres, &c. M. de Châteaugiron ne s'est point abstenu d'assister à l'assemblée & à l'Arrêt, comme on l'a dit mal à propos, même de voter. On croit que le coupable se prévaut de cette nullité, pour se pourvoir en cassation & ne point subir sa peine.

C'est M. le Président de la Briffe qui, en vertu des louanges à lui prodiguées par le Sr. de Beaumarchais dans son 4^e. Mémoire, s'est abstenu de donner sa voix.

Cet Arrêt fait dans Paris une sensation prodigieuse : les femmes surtout plaignent singulièrement Beaumarchais, qui cette nuit-là même a soupé & couché chez sa maîtresse, apparemment pour y recueillir les consolations dont il avoit grand besoin.

28 dudit.

Le Sr. Royer, Secrétaire de M. le Procureur Général, à qui M. de Brunoi a fait présent de sa charge de Secrétaire du Roi, éprouve des difficultés pour sa réception, à raison de sa place, taxée de domesticité. On est d'autant plus surpris des difficultés du college, que ces Messieurs ne sont pas difficiles & ont toutes sortes d'*especes* parmi eux.

28 Février 1774.

Le Sr. de Beaumarchais devoit souper le jour de son Arrêt chez le Prince de Monaco, avec M. le Duc de Chartres : on ajoute qu'il avoit prévenu S. A. qu'il ne croyoit pas devoir paroître devant Elle, s'il subissoit un jugement infamant. A quoi le Prin-

ce lui avoit répliqué, en riant: „ *En tout état de cause, venez, à moins que vous ne soyez pendu*”. Cependant il s'est abstenu de cette fête, il a passé la nuit avec ses conseils; il est parti le dimanche pour Versailles & cherche à obtenir une révision. On assure qu'il y a un sursis: ce qu'il y a de certain c'est que ses Mémoires n'ont pas été brûlés hier, qu'ils se vendent encore publiquement, l'Arrêt n'ayant point été signifié aux Libraires.

1 Mars 1774.

On a fait les vers suivans sur Madame Goezman, dont la chute est assez heureuse, mais du reste lâches, diffus, & qui ne sont bons que comme historiques:

Quand pour ouïr sa destinée,
Aux pieds de l'auguste Divan,
Tremblante, interdite, étonnée,
La tendre Epouse de Goezman,
Avec pompe fut amenée,
D'un ton doux, civil & prudent,
Monsieur le Premier Président,
Fort expert en galanterie,
Au nom de la docte écurie,
Lui fit ce joli compliment:
„ Calmez vos sens, rassurez-vous, Madame,
„ Vous en êtes quitte à bon-prix;
„ Vos juges, par ma voix, vous déclarent infâme”.
Soudain reprenant ses esprits:
„ Quoi! ce n'est que cette misère”,
Reprend la Dame aux quinze Louis:
„ En vérité, dans cette affaire,
„ Soins superflus, Messieurs, vous avez pris:
„ N'étoit besoin de tout ce formulaire,

„ De

„ De ces grands mots ne disant rien,
„ Pour condamner à l'infamie
„ L'Épouse d'un sujet de votre confrérie :
„ Avec lui, suis-je pas, hélas ! commune en bien !

1 Mars 1774.

L'émeute de Tours a été vive : en effet il y a eu plusieurs personnes de tuées & de blessées, mais elle n'a pas duré ; les troupes, sans arrêter personne, ont contenu la multitude, qui s'est dissipée.

I dudit.

Voici la copie de la Lettre circulaire, écrite par le Sr. de Beaumarchais à quelques-uns de Messieurs, où il leur expose ses scrupules à l'occasion de la présence de quelques membres qu'il voudroit bien récuser.

„ MONSIEUR,

„ Dans la position où je suis, la voie d'une Requête en récusation, contre un Magistrat quelconque, est semée d'obstacles de toute nature & sujette à des longueurs dangereuses. Aujourd'hui, pour parer à cet inconvénient, & pour accorder mon profond respect à la nécessité où je suis de veiller à ma sûreté, j'ai l'honneur de prévenir la Cour, par quatre copies de cette Lettre, adressées aux quatre Doyens des Chambres & Ordres, que tous les Jurisconsultes sont d'avis que j'ai le droit le moins incontestable de prier Monsieur le Président de Châteaugiron

de vouloir bien s'abstenir du jugement de mon procès, après s'être rendu dénonciateur de mes Mémoires. L'usage, dans toutes les Cours, Monsieur, est, que lorsqu'un Magistrat, pour le bien de l'État, de la Religion ou des Mœurs, dénonce un écrit & le dévoue à l'examen de la Cour, un motif aussi désintéressé que celui qu'on lui suppose, ne l'exclut pas du nombre des juges qui prononceront sur son dénoncé : mais lorsque dans une affaire particulière, où l'on fait que l'animosité des contendans leur fait adopter tous les moyens connus & inconnus de nuire à un homme, un Magistrat se charge de dénoncer ses défenses & de les présenter à la Cour comme des libelles punissables, sans se souvenir que trois de ces Mémoires avoient déjà paru, lorsque la Cour a rendu un Arrêt sur cette affaire, & n'a pas cru devoir enlever à l'accusé les plus légitimes moyens de défense ; cette dénonciation est personnelle, & peut même être regardée comme injurieuse, jusqu'à ce que l'examen de la Cour ait fixé les opinions sur la censure & l'absolution que méritent les écrits dénoncés. Cette considération, très majeure, m'engage, Monsieur, de vous supplier de vouloir bien discuter à l'amiable entre vous, Messieurs vos confreres, & Monsieur le Président de Châteaugiron, l'humble priere que je lui fais de s'abstenir du jugement, comme dénonciateur de mes défenses & poursuivant la punition de mes écrits sur ma personne. J'ose vous assurer, Monsieur, qu'il n'entre ni fiel ni ressentiment dans cette priere, mais que tous les Jurisconsultes sont d'avis qu'il n'y a pas, contre un Magistrat, de moyen plus fort, pour obtenir par Requête, la

récusation que je sollicite aujourd'hui d'une façon plus respectueuse encore."

„ Je suis avec le plus profond respect,

„ MONSIEUR,

„ Votre, &c.

(Signé) CARON DE BEAUMARCHAIS.

Paris, ce 23 Fevrier 1774.

2 Mars 1774.

Le Sr. Gin, Conseiller du nouveau Tribunal, que récusoit depuis longtems le Sr. de Beaumarchais, & qui s'obstinoit à rester parmi ses juges, lui a écrit, comme on a dit, une Lettre, où il lui apprend qu'il a satisfait à sa demande. Cette Lettre, datée du 15 Février, est longue & motivée; elle contient quelques anecdotes relatives à l'affaire. Le Magistrat souhaitoit que cet écrit fût public, & avoit prié l'accusé de l'insérer dans son premier Mémoire. Comme par l'intervention de l'Arrêt, celui-ci ne peut plus rien faire paroître dans son procès qui est jugé, le Sr. Gin donne des copies de son épître, pour lui procurer plus d'authenticité.

2 Mars 1774.

Il est très certain que M. l'abbé Terrai a pris dans son Département les Vivres de terre & même ceux de la Marine, dont l'adjudication s'est aussi trouvée dans le cas de recommencer. On ne doute

pas qu'il ne le fasse avec beaucoup de succès pour le Roi. Ce Ministre se trouve aussi maître du Monopole de tous les bleds du Royaume, dans lequel le gênoit la concurrence des deux Compagnies. Aujourd'hui il pourra les faire hausser ou baisser à son gré, & l'on est persuadé que le bien public dirigera toujours ses démarches dans cette spéculation salutaire, & où il a acquis de grandes connoissances par une expérience longue & raisonnée.

2 dudit.

On est toujours dans l'incertitude du sort du Sr. de Beaumarchais : beaucoup de gens trouvent l'Arrêt trop rigoureux, ils auroient voulu que l'on eût suivi les conclusions du Procureur général, fort douces, & qui étoient d'admonester tout le monde.

M. le Duc de Chartres n'avoit point encore vu le Sr. de Beaumarchais, qui lui a été présenté hier par le Prince de Conti. On ne trouve point extraordinaire que ce dernier, toujours dans les mêmes principes, ne reconnoissant pas le nouveau Tribunal ne fasse pas plus de cas de ses Arrêts; mais on croit que le premier ayant rentré dans la soumission aveugle aux volontés du Roi, n'auroit pas dû accueillir aussi publiquement un homme diffamé par une Cour & se mettre dans le cas de déplaire à S. M. par cette démarche.

3 Mars 1774.

Copie de la Lettre de M. Gin au Sr. de Beaumarchais.

Paris ce 13 Février 1774.

„ J'ai lu votre dernier Mémoire, Monsieur ; je cede à vos instances en cessant d'être votre juge, mais pour éviter toute équivoque sur les motifs qui m'ont empêché jusqu'ici de prendre ce parti, & sur ceux qui m'y déterminent aujourd'hui, je crois devoir vous faire part, & au Public, de ces motifs. J'aime à me persuader que vos inquiétudes eussent été moins vives si vous eussiez été instruit de quelques faits que je ne dois pas vous laisser ignorer”.

„ Je ne vous connoissois, Monsieur, que par les bruits publics, lorsque je me trouvai un des juges de votre affaire contre M. le Comte de la Blache, & vous ne pouviez vous dissimuler que ces bruits vous étoient peu favorables”.

„ Vous me fûtes amené par M. Miron, votre beau-frere, qui a été mon camarade de classe : il me demanda de vous entendre ; je vous donnai dans tout le cours de votre affaire autant d'audiences & aussi longues que vous desirâtes”.

„ C'est un témoignage que je ne crois pas que vous puissiez me refuser”.

„ Si l'on vous a rapporté que l'Arrêt avoit passé du bonnet, à l'avis de M. de Goezman, c'est un insigne mehsonge. Votre cause a été rapportée avec l'étendue dont elle étoit susceptible, & les opinions seules ont duré plus de deux heures”.

„ En mon particulier, je crois pouvoir vous dire, sans violer le secret des opinions, que je n'ai point été de l'avis du Rapporteur, quant à la forme, quoique l'effet fût à peu près le même pour vous”.

„ Soit raison, ou suite des impressions que les bruits publics & même calomnieux laissent dans les esprits, dont il est bien difficile de se défendre, je ne vous dissimule pas que la réunion des singularités qui se rencontroient dans votre acte, dans vos Lettres, dans toute votre affaire, me déterminoit à entériner vos Lettres de rescision”.

„ Je vous citerai, Monsieur, une seule de ces singularités, qui n'étoit pas décisive sans doute, mais bien capable cependant de faire impression par l'autorité du Tribunal qui vous avoit été le plus favorable. Vous n'avez pas oublié que la sentence des Requêtes de l'Hôtel, en déboutant M. le Comte de la Blache de sa demande en entérinement de lettres de rescision, n'avoit pas même ordonné l'exécution de votre acte. exécution que vous aviez été obligé de faire prononcer par une sentence par défaut depuis l'Appel. C'étoit suivant vous un oubli dans la rédaction de la première sentence, peu vraisemblable à la vérité, car cette prononciation est presque de style. Suivant M. le Comte de la Blache, au contraire, cette omission étoit l'effet d'une délibération du Tribunal, & de la diversité d'opinions qui s'étoient élevées sur chacun des chefs de la sentence rédigée par le Rapporteur”.

„ Voilà, Monsieur, tout ce que j'avois à vous dire sur votre affaire civile”.

„ Malgré les liaisons intimes que vous me supposez avec M. de Goezman, la vérité est que je ne connoissois pas ce Magistrat même de vue, lorsque nous fûmes reçus l'un & l'autre au Parlement; que depuis ce tems, quelque opinion que j'eusse avec le Public de sa capacité, mes liaisons personnelles avec lui étoient moins étroites qu'avec la plupart de mes confreres ”.

„ Je n'ai été instruit que très tard des bruits qui se répandoient contre Mad. Goezman, & en vérité ceux qui m'étoient parvenus n'étoient dignes que de mépris par leurs contradictions. On supposoit que les 15 Louis avoient été détachés des cent, par Madame de Goezman. Quelle vraisemblance, qu'une femme qui eut porté la bassesse jusqu'à exiger & retenir 15 Louis sous un prétexte aussi faux & aussi injuste, se fût fait un scrupule de garder les cent & la montre ! ”

„ La première fois que j'eus occasion de parler de ces bruits à M. de Goezman, fut le jour du Saint Sacrement de l'année dernière, en allant avec lui à Ste. Genevieve, chez Madame la Première Présidente. Il tira de sa poche les deux Déclarations de Le Jay, qui me parurent dissiper tous les nuages; n'ayant alors aucune raison d'en suspecter la sincérité, je lui conseillois même de montrer les Déclarations à Messieurs des Enquêtes, sur lesquels les bruits publics n'avoient pas paru faire plus d'impression, à l'exception qu'assurés, à ce qu'ils pensoient, de l'innocence de Mad. de Goezman, ils crurent nécessaire de poursuivre le séducteur & de punir la calomnie ”.

„ Je ne me cache pas d'avoir fait tous mes efforts, soit en particulier, soit en l'assemblée des Chambres, pour empêcher cette résolution.”

„ Convaincu par les Déclarations de l'innocence de M. & de Madame de Goetzman, je regardois ces bruits contradictoires en eux-mêmes & déstitués, à ce que je pensois, de toute base, comme un orage passager, qu'il falloit laisser se dissiper par son propre poids”.

„ Je ne vous dissimulerai pas encore, Monsieur, que depuis l'information & la rétractation de Le Jay, toujours persuadé que l'on ne pouvoit faire aucun reproche fondé à M. de Goetzman, & qu'il seroit moralement impossible d'acquérir des preuves juridiques contre Madame, puisque Le Jay, seul témoin, étoit en contradiction avec lui-même, j'aurois désiré que les choses pussent s'arranger de manière que la faute de la femme, punie par un jugement domestique, n'entraînat pas la perte d'un homme éclairé que je croyois irréprochable. Je parle toujours au passé, Monsieur, car je ne dois pas m'expliquer sur l'état actuel”.

„ Cette opinion, quelle qu'elle fût, ne vous étoit pas défavorable ; je m'en suis expliqué à quelques-uns de mes confreres ; ils ne s'en sont certainement pas ouvert à personne”.

„ Je vous avouerai donc que je n'imaginois pas qu'il pût résulter de ce fait un moyen de récusation contre moi”.

„ Vous vous en rapportiez, Monsieur, dans votre Requête à notre Déclaration, & en ce point, vous usiez de la seule voie autorisée par l'Art. 6 du Titre 24 de l'Ordonnance de 1667”.

„ Je rassemblai alors toutes mes idées, & je portai l'exacritude de ma Déclaration jusqu'au scrupule”.

„ Nous retirés, la Cour jugea qu'il n'y avoit aucun moyen de récusation”.

„ Nos Loix & nos mœurs sont fort différentes en ce point de celles des Anglois: le pouvoir de juger est parmi nous une émanation de la puissance du Monarque, & il n'est permis à aucun juge de se déporter du rapport & jugement du procès, qu'après avoir déclaré en la Chambre les causes pour lesquelles il ne peut demeurer juge, & que sur sa déclaration il n'ait été ordonné qu'il s'abstiendra. C'est la disposition précise de l'Art. 18 du même Titre”.

„ Je fais, Monsieur, que cette Loi ne s'exécute pas toujours à la rigueur; mais plus les titres d'accusation devenoient graves, plus il importoit à l'honneur de la Compagnie que les coupables fussent punis avec sévérité, & que l'innocence fût manifestée; moins je me crus permis de me soustraire aux dispositions de l'Ordonnance, plus je crus essentiel qu'aucun juge ne se dispensât de donner son suffrage dans cette affaire, s'il n'y avoit contre lui un moyen légal de récusation”.

„ Si vous aviez été instruit de cette façon de penser de ma part, Monsieur, auriez-vous imaginé qu'une phrase ou deux, insérées dans votre Addition, pussent m'engager à m'écarter de ces principes, car c'est le seul but que je veux vous supposer?”

„ Je crois, Monsieur, vous avoir prouvé que j'ai encore, dans cet instant, toute l'impartialité nécessaire pour juger M. & Mad. de Gœzman & vous-même: mais vos attaques se multiplioient au point que j'aurois lieu de craindre en vous jugeant que le public

ne soupçonnât mon âme de quelque émotion qui vous fut peu favorable”.

„ C'est à cette délicatesse que je sacrifie mes sentimens particuliers , & pour vous donner une nouvelle preuve de mon impartialité, je vous déclare, Monsieur, que je n'exige d'autre réparation des imputations contenues dans vos Mémoires, que de rendre publique cette Lettre, que je remets en même tems à M. le Premier Président”.

„ Je suis, Monsieur, avec les sentimens qui vous sont dûs, votre très-humble & très-obéissant serviteur

(Signé)

G I N.

4 Mars 1774.

La veuve Mequignon a obtenu la remission de sa peine d'un bannissement de 5 ans , prononcé par l'Arrêt rendu au sujet de la *Correspondance*. Le Sr. Archier, condamné à la même peine, a un sursis de trois mois, & l'on espere qu'il obtiendra la même remission.

4 dudit.

Madame la Comtesse de la Fruglaye, qui s'est jetée aux pieds du Roi le jour de la Chandeleur, pour demander la grace de M. de la Chalotais, son pere, n'a point eu ordre de sortir de Paris; elle continue à solliciter, mais infructueusement. On assure que S. M. a décidé qu'il falloit que ce Vieillard rebelle subît la peine ordonnée pour sa désobéissance; mais on ne doute pas que M. le Duc d'Aiguillon, par une

suite de sa générosité, ne lui procure après tous les adoucissmens convenables. On écrit de Bretagne que M. le Comte de Grave s'est transporté au château de Vern pour connoître par lui-même l'état de M. de la Chalotais, toujours très-critique.

5 Mars 1774.

Dans la quantité de mauvais vers qui sont éclos sur l'Arrêt de Beaumarchais, on distingue l'Epigramme suivante, comme plus courte, plus vive & frappant également sur l'un & l'autre parti :

Contre un Tribunal qui te blâme
Tu lancerois envain tes farcafines amers,
Beaumarchais, te voilà bien & duement infâme :
N'es-tu pas jugé par tes Pairs ?

Celle-ci mérite encore d'être distinguée, quoiqu'incorrecte :

Beaumarchais, que Thémis flétrit,
Comme certain siacre s'en rit :
Qu'importe à cette amé de boue
Ou qu'on le blâme ou qu'on le loue ;
Que Charlot allume son feu
De ses libelles qu'on s'arrache ;
Sur un habit couvert de taches,
Une de plus paroît bien peu.

5 Mars 1774.

On a parlé fort au long de l'affaire d'Auxerre. L'Arrêt qui y est intervenu est du 25 Février : il

décharge les Srs. Ricard & Gendrot de l'accusation contr'eux intentée à la Requête du Substitut du Procureur général au Bailliage d'Auxerre, & condamne le Mémoire à consulter & Consultation pour le Sr. Ricard, Chanoine de l'Eglise d'Auxerres, Professeur de Rétorique au College de la même ville, à être laceré & brûlé par l'exécuteur de la haute justice, comme contenant des faits faux, calomnieux & injurieux à l'Evêque d'Auxerre & aux officiers du Bailliage de la dite ville: enjoint au dit Ricard de leur porter honneur & respect.

La brûlure ordonnée par cet Arrêt, n'a été exécutée que le vendredi 4 Mars.

Par une inconséquence que personne ne conçoit, un second Mémoire du Sr. Ricard, qui a paru dans cette affaire, en Réponse à celui du Sr. Choppin, Conseiller au Bailliage & Siege Présidial d'Auxerre, qui n'est que confirmatif des faits avancés dans le premier, non moins fort, non moins véhément, suivi d'une Consultation du 16 Janvier, souscrite par 4 Avocats célèbres, échappe aux flammes auxquelles le premier est condamné.

6 Mars 1774.

Malgré les bruits qui couroient sur un prétendu sursis accordé à Beaumarchais, relativement à l'Arrêt, la brûlure des Mémoires a été exécutée hier. Le public étoit prévenu, & cet événement avoit attiré autant de monde au Palais que le jugement même. L'Arrêt a été publié de suite, & voici les dispositions plus au long.

„ La Cour, pour les cas résultans du procès, condamne Gabrielle Julie Jamart, femme de Louis Valentin Gozman, à être mandée à la Chambre pour, étant à genoux, y être blâmée; la condamne en outre en 3 Livres d'amende envers le Roi.... Sans arrêter ni avoir égard à la Requête de Pierre Augustin Caron de Beaumarchais, ordonne que la Demoiselle Gabrielle Julie Jamart fera tenue, même par corps, de rendre & restituer la somme de 360 Livres, par elle reçue d'Edme Jean Le Jay, pour être la dite somme appliquée au pain des pauvres prisonniers de la Conciergerie du Palais. Condamne pareillement Beaumarchais à être mandé à la Chambre, pour, étant à genoux, être blâmé, amendé aussi de 3 Livres.”

„ Les quatre Mémoires lacérés & brûlés, comme contenant des expressions & imputations téméraires, scandaleuses, & injurieuses à la Magistrature en général, à aucuns de ses membres, & diffamatoires envers différens particuliers : défenses au dit Caron de Beaumarchais de faire à l'avenir de pareils Mémoires, sous peine de punition corporelle; & pour les avoir faits, le condamne à aumôner au pain des prisonniers de la Conciergerie du Palais la somme de 12 Livres.... Comme aussi fait défenses à Bidault, Ader & Malbête, Avocats, de plus à l'avenir autoriser de pareils Mémoires par leurs Consultations & signatures, sous telles peines qu'il appartiendra.”

„ Condamne Edme Jean Le Jay & Antoine Bertrand d'Airolles à être mandés à la Chambre, pour, étant debout derrière le barreau, y être admonestés; les condamne en outre à aumôner chacun la somme de 3 Livres.”

„ Sur l'accusation intentée contre Louis Valentin Goezman, met les parties hors de Cour & de procès.”

„ Sur les différentes plaintes, requêtes & demandes de Louis François Claude Marin, Louis Valentin Goezman, Gabrielle Julie Jamart, sa femme, Pierre Augustin Caron de Beaumarchais, Edme Jean Le Jay, Antoine Bertrand d'Airolles, & Joseph Jacques Gardanne, met pareillement les parties hors de Cour.”

„ Faisant pareillement droit sur les Conclusions du Procureur général du Roi, ordonne que les Mémoires, ensemble les Notes imprimées, d'Antoine Bertrand d'Airolles, Louis Valentin Goezman, Gabrielle Julie Jamart, sa femme, Louis François Claude Marin & François Thomas Marie d'Arnaud, seront & demeureront supprimés &c.

6 Mars 1774.

Les Lettres patentes que le Roi a données pendant le dernier voyage de Compiègne, pour fixer les droits respectifs des Evêques & Missionnaires François qui travaillent dans les Indes, & ceux des Directeurs du Séminaire des Missions Etrangères de Paris, aussi bien que pour régler l'administration des biens qui ont été légués à cette œuvre, ne sont pas encore enregistrées, quoiqu'elles soient au Parlement depuis le 7 Septembre, & que le Procureur général ait donné ses Conclusions pour l'enregistrement.

Ces Lettres patentes sont données du propre mouvement du Roi & par forme d'Edit. L'enregistre-

ent n'en pouvoit, suivant les regles, souffrir aucun
 délai; elles devoient d'autant moins en éprouver qu'el-
 les ont pour objet de confirmer l'accommodement
 fait au sujet de ces droits entre les parties intéres-
 sées. M. l'Archevêque a cependant obtenu par son
 crédit un ordre du Roi pour y faire surseoir. Il a
 voulu craindre que ces Lettres patentes ne blessassent
 son autorité sur le Séminaire des Missions Etrange-
 res, quoiqu'elles la lui réservent dans toute son éten-
 due. Il a demandé au Roi d'en avoir communica-
 tion pour y faire ses observations: il y a plus de
 trois mois qu'il les a, & ces observations ne paroissent
 pas. Il est pressé continuellement par les Ministres &
 par les personnes les plus respectables de les fournir,
 mais il diffère toujours de les remettre. Tout le monde
 est dans l'attente & en même tems dans la surprise
 de ces délais affectés de M. l'Archevêque, dont on
 connoît la droiture, & qui est par lui-même infini-
 ment éloigné de prendre de pareilles voies détour-
 nées pour réussir dans ses desseins. Mais cela prou-
 ve le peu de consistance du nouveau Tribunal, qu'on
 arrête ainsi dans ses opérations les plus importan-
 tes, & sa complaisance pour le Prélat.

7 Mars 1774.

Tout le monde est dans l'attente de la manière
 dont le nouveau Tribunal jugera l'affaire du Faux
 exercé par le Sr. Goezman dans l'acte de baptême
 dont on a parlé: il paroît que ce Magistrat craint
 l'événement, il élude & ne s'est point rendu aux jours
 indiqués où il devoit comparoir; ce qui doit naturel-

lement faire convertir le Decret d'ajournement personnel en Decret de prise de corps.

7 dudit.

Le tirage par voie de Lotterie pour le remboursement des Actions de la Compagnie des Indes, indiqué au 4 Mars, a eu lieu: il n'a encore été cette année que d'une somme de 550,000 Livres, quoiqu'il en soit le 4; & que suivant le traité, l'extinction des intérêts des Actions remboursées dût tourner d'autant à l'accroissement de la masse des remboursements successifs. On se flatte que cette augmentation qu'on a peut-être jugée trop peu considérable jusqu'à présent, aura lieu pour l'année prochaine, si les circonstances sont toujours aussi favorables.

8 Mars 1774.

L'Arrêt du nouveau Tribunal en date du 29 Janvier, qui condamne différens particuliers au bannissement & au blâme &c. pour avoir colporté & vendu différens libelles contre l'honneur des Magistrats, est enfin public.

Il comprend 50 *Accusés*, Savoir:

Kauffman, interprète de langues étrangères, mort en prison.

Joseph Archier, ci-devant Exempt de Robe Courte. Sa femme.

La femme *Mequignon*, Marchande Libraire.

Mequignon, son fils.

Le Sage, Marchand de livres.

Babet,

Babet, fille de boutique, chez un Libraire.

Henri de la Roche & François, Employés aux Fermes.

François de Quincy, Bourgeois de Paris.

Le Pere Imbert, Bénédictin.

Thevenet & Duvivier, deux Employés au Bureau de l'Extraordinaire des Guerres.

Oriot, idem.

La Guerye, Receveur à la ville.

Pestrel, Tailleur. Sa femme, sa fille.

Sorin, Commis du Sr. Boudet, Libraire Imprimeur.

Simonnet, ancien Clerc de Procureur au Parlement.

La Marre, Gazetier.

François le Sage, Colporteur.

Valeyre, Vielle, idem.

Prot, Imprimeur en Lettres.

La Chèvre, Metteur en œuvre.

La femme *Dombey*, Marchande de Modes.

St. Martin, Officier mesureur de grains.

Combette, fille domestique.

Nanette Recher, idem.

La femme *Duchêne*, la femme *Villée*, deux Marchandes d'Indiennes dans l'enclos du Temple.

Jacques Philibert de Surgy, Censeur Royal & Sous-directeur à l'Hôtel des Fermes.

Moret, Bourgeois de Paris.

Chaumont, Marchand de vin à la Chapelle.

Absens & Contumax.

Le Fevre de Chantraine, nommé Greffier au dépôt au greffe de l'Isle de Bourbon.

Jacquinet, ancien Courier du Cabinet.

Santuffan, Jouaillier.

Nicolas Felix, fils, apprentif horloger.

L'abbé *du Clos*. L'abbé *Fabineau*.

Le Peige, Bailli du Temple.

Les nommés *Gallot*, ou *Gallois*, *Perrot*, *Daigue*.

Les filles *Danjan* l'aînée, & *Janneton*.

Le nommé *Laurent*.

Deux *Quidams* & une *Quidamine*.

Le Resultat est :

L'abbé *du Clos*, Contumax, banni pour 9 ans.

Archier & la veuve *Mequignon* pour 5 ans, 3 Livres d'amende pour chacun envers le Roi.

Paul le Sage, & la fille *Babet* blâmés, 3 Livres d'amende chacun envers le Roi.

La Roche, *François* & *François de Quincy*, la *Guerye*, *Pestrel*, sa femme, *Sorin*, admonestés, & aumônés chacun de 3 Livres.

Enjoint à Dom *Imbert*, *Simonnet*, *Thevenet*, *Devivier*, d'être plus circonspects.

Femme *Archier*, la *Marre*, *François le Sage*, *Prot*, *Valeyre*, *Vielle*, hors de Cour.

Le surplus déchargé de l'accusation, sauf l'abbé *Fabineau*, les filles *Danjan* l'aînée & *Janneton*, les nommés *Perrot*, *Daigue* & *Laurent*, deux *Quidams* & une *Quidamine* restant sous un plus amplement informé.

8 Mars 1774.

On a fait beaucoup de démarches auprès du Sr. Goezman, pour l'engager à donner sa démission; il s'y est toujours refusé, cependant au moyen du hors de Cour il ne peut siéger.

8 Mars 1774.

Voici encore une plaisanterie à l'occasion de l'Arrêt du nouveau Tribunal contre le Sr. de Beaumarchais: pour l'entendre, il faut se rappeler qu'il se nomme *Caron*, & c'est sur ce mot qu'on joue; on s'adresse à ces Messieurs:

O vous qui lancez le tonnerre,
Quand vous descendrez chez Pluton,
Prenez votre chemin par terre,

Vous seriez mal menés dans la barque à *Caron*.

8 dudit.

On étoit surpris que le Sr. le Peige, Bailli du Temple, chargé des liens des Decrets & Contumax, fut déchargé purement & simplement de l'accusation sans avoir comparu. On ne pouvoit concevoir cette irrégularité de la part du nouveau Tribunal vis-à-vis d'un homme qui l'avoit bravé & se refusoit à tout acte de reconnoissance. On fait aujourd'hui assez pertinemment que cette mansuétude n'est dûe qu'à un acte de vigueur de M. le Prince de Conti, qui a fait parler vertement au Premier Président, lui a fait dire qu'il ne devoit pas ignorer que le Peige lui ap-

partenoit, qu'il en avoit besoin, & qu'il eût à s'arranger pour le lui rendre. Cette insinuation vigoureuse a produit son effet & a fait terminer une affaire qui sans cela n'eut finit de longtems.

9 dudit.

Extrait d'une Lettre de Grenoble du 28 Février 1774.... La Déclaration concernant le remboursement des quittances provenant de la Liquidation des offices de notre Parlement, donnée à Versailles le 4 Septembre 1773, a été enrégistrée les Chambres assemblées le 3 Octobre: „ sans que le degrevement „ de 55,000 Livres accordé par l'article 3, puisse „ être entendu du degrevement ordinaire accordé „ par l'édit de 1706, dont la destination ne pourra „ à la forme dudit Edit, être changée de quelque manière & sous quelque prétexte que ce soit; & le dit „ Seigneur Roi sera très-humblement supplié d'assigner „ des fonds plus prochains pour le remboursement „ des créanciers des anciens officiers du Parlement, „ leurs créances étant privilégiées, & n'ayant été contractées que pour payer audit Seigneur Roi les „ finances des offices créés & réunis au Corps du „ Parlement, par différentes Loix, &c.”

Il est dit dans le préambule que la totalité du prix des offices liquidés s'est trouvée monter à la somme de 3,332,586 Livres 9 sols 10 deniers: pour le remboursement desquels est affectée une somme annuelle de 300,000 Livres; auxquelles le Roi contribue pour une somme de 235,000 Livres, & les 65,000 Livres restantes à payer par la Province, savoir 10,000 Livres sur la somme imposée sur elle, & 55,000 Li-

res sur les sommes que S. M. accorde annuellement en degrevement ou remises extraordinaires sur les Tailles.

Les Remboursemens sont divisés en deux classes : la premiere de 35 officiers composant le Parlement actuel, la seconde de 36 officiers qui ne sont pas membres du Parlement actuel.

La derniere époque du Remboursement est au premier Janvier 1790.

9 Mars.

M. le Chancelier a tenu Sceau aujourd'hui & paroît absolument rétabli du coup d'*Aiguillon* qu'il avoit reçu; c'est ainsi qu'on plaisantoit sur sa maladie, qu'on attribuoit principalement à son chagrin de voir son Ministre rival prendre un si grand ascendant. Au surplus, M. de Maupeou vient d'essayer une fortification qu'il a encore digérée de bonne grace. M. de Ricouart, jeune Conseiller au Parlement, se trouvant forcé de revenir de son exil à Paris pour raison de santé, a pris la tournure ordinaire d'en prévenir M. le Duc de la Vrilliere & de se rendre toujours dans cette Capitale. Il a en même tems écrit à son oncle, M. de Viarme, Conseiller d'Etat, pour le prier d'en prévenir le Chancelier. Celui-ci, piqué qu'on ne se fut pas adressé à lui, a refusé constamment la porte à M. de Viarme. Celui-ci s'est retourné & a eu recours à M. le Duc d'Aiguillon, qui s'est chargé d'en parler au Roi; & S. M. toute bonne, lui a répondu que M. de Ricouart, malade ou en santé, pouvoit rester à Paris. Alors M. de Viarme est demeuré tranquille. M. de Mau-

peou l'ayant trouvé au Conseil, l'a invité à venir chez lui pour quelque chose d'intéressant qu'il avoit à lui apprendre. Le Conseiller d'Etat s'y est rendu dans l'après-dinée, à une heure où le Chancelier avoit grand monde chez lui. Le Chef de la Justice, dès qu'il a vu M. de Viarme, est allé à lui, lui a déclaré qu'il savoit que son neveu étoit à Paris sans permission, mais qu'il fermeroit les yeux. M. de Viarme, piqué, lui a répondu: „ Monsieur, vous „ les ouvrirez aussi grands que vous voudrez, car „ S. M. a dit telle chose, ” & il lui a cité la réponse du Roi: ce dont le Chancelier a été fort sot.

10 Mars 1774.

Un Arrêt du 30 Octobre 1773 n'est public que depuis peu: il ordonne qu'il sera passé bail à Nicolas Saufferet, pour 30 années, à compter du premier Janvier 1775, des Domaines & Droits Domaniaux appartenans à S. M. dans la Province de Normandie, dans toute l'étendue des Généralités de Rouen, Caen & Alençon, avec la jouissance de toutes les terres, vaines & vagues, fonds & droits négligés & l'autorise à rentrer dans tous les Domaines aliénés, dans lesquels S. M. auroit droit elle-même d'entrer.

Cet Arrêt du Conseil, dont on ne connoît point d'exemple, contient des dispositions curieuses; elle méritent d'être rapportées en détail une autre fois on y trouve la clef du nouveau Pérou que s'ouvre pour l'avenir M. le Contrôleur général.

10 Mars 1774.

Me. Gerbier répand un Mémoire dans la Cause des freres Michelin, où par occasion il cherche à se justifier des imputations graves répandues dans le *Factum* de Me. Linguet dont on a rendu compte. Mais cet Avocat le fait d'une façon si vague, si négligée; il semble éluder avec tant de soin d'entrer dans aucun détail, qu'il n'est nullement lavé, & que les faits articulés contre lui restent dans toute leur force: à l'égard même de l'affaire principale, on ne trouve pas sa défense complète, & l'on remarque beaucoup de foible dans ses moyens & dans ses raisonnemens.

10 dudit.

Le Prince de Conti couvre le Sr. de Beaumarchais de la protection la plus éclatante, & malgré l'Arrêt qui rend ce particulier infame, il l'a fait souper l'autre jour chez lui avec 40 personnes très-qualifiées. Cette faveur, qui ne se manifeste ouvertement que dans ce moment-ci, mais qu'on s'apperçoit être ancienne, les soupçons presque tournés en certitude que la *Correspondance* & autres brochures de cette espece sortoient du Temple & se travailloient sous les auspices de S. A., une certaine identité de style, de tournure, de méchanceté & d'esprit, tout forme de fortes présomptions pour faire croire que ses ennemis ne l'ont point taxé vaguement d'avoir eu part aux écrits en question, & qu'ils avoient là-dessus de bons renseignements.

II dudit.

Les apparences de ceux qui comptoient sur le rétablissement du Parlement, sont détruites ou au moins bien affoiblies, par une anecdote que les courtisans répandent comme sûre: ils rapportent que ces jours derniers M. le Duc d'Aiguillon étant à faire sa cour au Roi, S. M. lui dit: „est-il vrai, M. le Duc d'Aiguillon; on dit que vous voulez rétablir le Parlement? *Hem!*” — Le Ministre surpris se défendit d'une telle idée, & assura S. M. n'avoir d'autre projet que d'obéir à ses ordres.

II Mars.

Quoique les Avocats n'ignorent pas les bruits qui courent que le Conseil s'occupe des moyens d'arrêter la fougue & la licence de leurs Mémoires, ils se flattent que dans l'examen du projet il se trouvera tant de difficultés qu'il n'aura pas lieu.

II dudit.

M. le Comte de Lauraguais a pris un tel goût pour le Sr. de Beaumarchais, qu'il s'offroit de prêter son nom & son crédit pour répandre quelque nouveau *Faëum*: mais on a déclaré au Comte qu'on mettroit Beaumarchais à Bicêtre s'il écrivoit rien.

12 dudit.

Par l'Arrêt du Conseil dont on a parlé, le prix du Bail de 30 ans des Domaines & Droits Domaniaux de

de S. M. dans la Province de Normandie, dans toute l'étendue des Généralités de Rouen, Caen, Alençon, est de 81,000 Livres par chaque année.

Outre & par dessus le prix de son Bail, l'adjudicataire comptera annuellement du dixieme de ce qu'il retirera des terres vaines & vagues, défrichées ou desséchées.

S'il en provoque des accensemens, ou inféodations, moyennant des redevances en grains, il comptera à S. M. du dixieme desdites redevances.

Il pourra rentrer dans tous les fonds & droits qui auront été récelés, négligés ou usurpés, à la charge de compter à S. M. d'un quart du produit net desdits Domaines & Droits Domaniaux, &c.

Il sera autorisé à rentrer dans tous les Domaines aliénés, dans lesquels S. M. auroit droit Elle-même de rentrer, en remboursant la finance payée par les aliénataires ou engagistes, suivant la Liquidation qui en sera faite au Conseil, à la charge par lui de compter annuellement de la moitié du produit net desdits Domaines : la même clause à l'égard des Domaines aliénés ou engagés moyennant rentes.

Il jouira de tous les Domaines & Droits domaniaux, de quelque nature qu'ils puissent être, réunis au Domaine de S. M. par décès des Engagistes à vie ou des Domaines engagés à tems, qui seront dans le cas de la réunion, suivant le prix qui sera fixé pour chaque objet, à mesure de la réunion.

Il sera tenu d'acquitter, sans que le prix du Bail puisse en être diminué, toutes les rentes, redevances, portions congrues, &c.

Il sera tenu d'entretenir & remettre à la fin du Bail, les Domaines par lui retirés & réunis, en bon

état, de toutes réparations grosses & menues, généralement quelconques, &c.

Telles sont les principales conditions de cet Arrêt, contenant 49 articles, par lesquelles on voit aisément avec quelle sagacité M. l'abbé Terrai a stipulé les intérêts du Roi, & les grandes vues d'utilité qu'il a eues pour l'avenir.

12 Mars 1774.

Hier matin on a trouvé dans la galerie qui conduit à la Chambre des Enquêtes, un placard contenant des invectives grossières contre le nouveau Tribunal, sur leur ignorance à juger: on ne manque pas d'y citer l'Arrêt rendu contre le Sr. de Beaumarchais. Le Chancelier n'y est point épargné, & par une méchanceté assez adroite, on fait cependant exception des membres du Conseil, & de ceux de la Cour des Aides. On y regarde tout le reste comme un tas de gens sans aveu, sans naissance, sans mœurs, sans principes, sans lumières, &c. Ce placard est resté affiché jusqu'à dix heures du matin environ. A cette heure les Chambres se sont rassemblées: on a mis des gardes pour contenir la multitude, & conserver cette pièce dans son intégrité; on a député des membres de la Cour pour la faire décoller avec soin. Ce qui a été très difficile, par les précautions qu'on avoit prises pour que cela tint bien. On a dressé procès verbal du tout, fait déposer au Greffe le placard, ordonné une Information, &c.

12. Mars 1774.

On dit que M. de la Chalotais a été transféré au Château de Loches, escorté par ses gardes. Le Che-

valier de la Chalotais, son fils, a été obligé de se travestir en laquais, comme pour entrer au service de son pere; il a éludé ainsi la vigilance des surveillans & est resté auprès de lui.

13 *dudit.*

M. Commerson étoit un Docteur en Médecine, Médecin Botaniste & Naturaliste du Roi: il avoit acquis de vastes connoissances en cette partie; il avoit été envoyé par ordre du Roi aux Terres Australes, avec M. de Bougainville, pour y faire des observations sur les Trois Regnes de la Nature partout où cet officier devoit le conduire. Il est resté depuis à l'Isle de France, où il est mort. En partant il avoit laissé à M. Vachier, Médecin, son ami, un testament olographe, daté des 14 & 15 Octobre 1766, qui a été ouvert, & qui fait bruit par les dispositions originales, curieuses & bienfaisantes, qu'il contient; il y est dit:

„ Au cas où je viendrois à decéder dans une ville où il y eut des écoles de Médecine ou de Chirurgie, je destine mon cadavre à être porté au plus prochain amphithéâtre d'anatomie, pour y être disséqué pour l'instruction publique; priant M. le Démonstrateur d'anatomie y préposé, d'en faire un squelette artificiel, qui puisse déposer perpétuellement au public du desir ardent que j'ai eu toute ma vie de lui être utile”.

Il y fonde à perpétuité un Prix de Morale Pratique, qui sera appelé *Prix de Vertu*, & qui consistera dans une Médaille de 200 Livres, portant pour légende *Virtutis practica Præmium*; laquelle sera déli-

vrée tous les ans à quiconque aura fait la meilleure action connue dans l'ordre moral & politique ; il supplie le Parlement d'être le protecteur & l'exécuteur de cette fondation , &c.

Il legue au Cabinet des Estampes du Roi toutes ses Collections Botaniques, consistant en plus de 200 volumes in folio qui contiennent les herbiers & les recherches de plusieurs Botanistes de nom, &c.

14 Mars 1774.

L'histoire de nos Exempts à Londres fait toujours la matiere des propos de cette Capitale. M. Preau-
deau de Chemilly, Trésorier des Marechaussées, qui dans le même tems est passé en Angleterre, sous prétexte d'acheter des chevaux, est véhémentement soupçonné d'avoir été envoyé à Londres par ordre du Gouvernement, comme pour acheter le Manuscrit, & d'avoir été chargé d'offrir jusques à 40,000 Livres pour l'avoir, de la part du Ministre des Affaires Etrangères. L'on étoit en pour parler avec *Morande*, lorsque la gaucherie du Sr. *Finet*, connu de Madame de Godeville, & qui est allé voir cette Dame, a donné des soupçons à celle-ci & fait éventer la mine.

D'autres gens assurent que Madame de Godeville a fait aussi imprimer des Mémoires sur les gens de la Cour, dont on attend en ce pays-ci des exemplaires. Il est certain qu'elle seroit très en état, par son esprit, par ses entours, & par son caractère de méchanceté, d'avoir produit quelque chose de très piquant en pareil genre.

14 Mars 1774.

On ne doit pas tarder à présent à voir la Requête pour les Verons au Conseil: on assure que c'est un chef-d'œuvre. Me. *Drou*, Avocat ès Conseils, chargé de cette affaire, y travaille assiduellement depuis plusieurs mois: il s'en est si bien pénétré, qu'il regarde aujourd'hui sa cause comme imperdable.

15 dudit.

C'est le 27 du mois dernier que M. de la Chalo-
tais, instruit des volontés immuables du Roi pour
qu'il se rendit au Château de Loches, s'est détermi-
né de son propre mouvement à y aller. Son état
est encore si fâcheux qu'il a été obligé plusieurs fois
de s'arrêter en route: les dernières nouvelles qu'on
en a eues étoient datées de Tours, où l'Exempt qui
l'accompagne l'avoit presque forcé à séjourner, dans
la crainte qu'il ne pût soutenir le reste du voyage.
On espere toujours que cet illustre vieillard, après
s'être conformé aux ordres de S. M., éprouvera sa
clémence.

15 dudit.

M. l'Archevêque de Paris a la satisfaction de voir
depuis l'exil du Parlement, que les actes de schisme
se commettent avec toute l'impunité après laquelle
ce Prélat soupiroit depuis tant d'années. Les der-
niers sacremens ont été refusés durant le cours de
1773, à MM. *Bouillorot*, Curé de St. Jacques &
St. Germain de Corbeil; *Gardane*, Prêtre habitué
de St. Severin; *Du Moulin*, Prêtre demeurant sur

la paroisse de St. Sulpice; & à une pieuse Demoiselle de la paroisse de St. Etienne du Mont.

Ce Prélat a encore eu la satisfaction de voir un Prêtre assez hardi pour oser déclamer en chaire contre le Bref d'abolition des Jésuites, & contre le Pape qui l'a accordé à la priere du Roi. C'est chez MM. des Missions Etrangères que cet excès a été commis, le jour de St. François Xavier, Patron des Missions. Le Sr. *Corion*, prêchant le panégyrique de ce Saint, s'emporta contre le Souverain Pontife au point de s'écrier : *Exoriare aliquis nostris ex ossibus ultor !* & de s'appuyer ainsi dans un discours chrétien d'un vers tiré de l'imprécation d'un poëte payen. On avoit d'abord dit que sur les plaintes de M. le Nonce ce furieux avoit été rélégué dans une forteresse du Gevaudan, mais il paroît plus certain qu'il a été simplement enfermé à St. Lazare la veille de Noël, & remis en liberté la veille du premier jour de l'an.

Enfin, M. de Beaumont, enhardi par tant d'impunité, travaille aujourd'hui à rétablir les Jésuites dans le Royaume, en Corps de Congrégation : il a d'autant plus d'espoir qu'il est fortement secondé par Madame *Louise*; cette Princesse ne cesse de chercher à ramener le Roi vers Dieu, autant pour assurer le salut de S. M. que pour l'acheminer ensuite au rétablissement de ces Religieux, qu'elle regarde comme innocemment persécutés.

16 Mars 1774.

S. M. s'étant expliquée touchant la seconde affaire du Sr. Goezman, & ayant témoigné son desir de la voir terminer, MM. assez disposés à la laisser tra-

ner en longueur, ont été forcés de hâter la décision: elle devoit être jugée aujourd'hui, mais l'accusé n'ayant point comparu pour subir l'interrogatoire de forme, son Decret d'ajournement personnel a été continué au lendemain, les Chambres assemblées.

16 dudit.

Samedi dernier on donnoit à la Comédie *Crispin Rival de son Maître*; il y a dans cette piece quelques traits que le public a jugé à propos d'appliquer à l'affaire du Sr. de Beaumarchais, & qui ont occasionné une rumeur extraordinaire. C'est pour prévenir cette fermentation & la laisser se calmer, que les Comédiens ont reçu ordre de ne point donner l'*Eugenie* de cet auteur, qui devoit avoir lieu le lendemain dimanche. On assure même qu'on leur a enjoint de la rayer du Répertoire jusqu'à ce qu'on leur permît de l'y rétablir.

16 Mars 1774.

Le Sr. le Fevre Damecour, Conseiller au Parlement, fort lié avec M. de Bertin, le Ministre, exilé à Argenteuil près Paris, étoit le centre des conférences pour aviser aux moyens de rétablir cette Cour. Ses confreres à portée de s'y rendre y alloient, ainsi que des Prélidens, des Conseillers d'Etat, des Ministres, & même M. l'abbé Terrai. Mais on prétend que ce dernier ayant paru se réunir à M. Bertin pour cet objet, ne le faisoit qu'afin d'éventer la mine; qu'il en a rendu compte au Roi, & que c'est en conséquence.

de cette découverte que S. M. a tenu au Duc d'Aiguillon le propos qu'on a rapporté.

16 Mars 1774.

Chaque carême Madame Louise attend le moment de la Grace, & fait de nouveaux efforts pour engager le Roi à faire ses Pâques. Quelque courtisan officieux en a prévenu. Madame la Comtesse Dubarri, qui ne s'en est point émue, & a répondu: *eh bien! si S. M. fait ses Pâques, je ferai aussi les miennes.*

17 dudit.

Le nouveau Tribunal a été tellement aigri du Placard, qu'il s'est déterminé à faire afficher l'Arrêt du Sr. de Beaumarchais, qu'on étoit disposé à laisser vendre sans cette formalité, par égard pour la Dame Goezman, confesseur de ces Messieurs.

18 dudit.

Le nouveau Tribunal a été hier en grand débat à l'occasion de l'affaire du Sr. Goezman; les gens du Grand Conseil & ceux de la Cour des Aides se sont obstinés à regarder le Faux du Conseiller comme très-grave; les autres, gagnés par les Présidens Nicolai & de Châteaugiron, traitoient la chose de peccadille, & vouloient le décharger de l'accusation; enfin le parti de la rigueur l'a emporté: il est atteint & convaincu du crime de Faux, blâmé en conséquence, défenses à lui de prendre à l'avenir la qualité de Conseiller de Grand'Chambre, &c.

18 Mars 1774.

L'Eglise de Lyon est une des plus anciennes & la plus célèbre de toutes celles des Gaules: outre la prérogative qu'elle a de compter le Roi pour le premier de ses Chanoines, elle se glorifie d'avoir élevé dans son sein plusieurs Enfans de Souverain, d'avoir donné à l'Eglise trois Papes, quatorze Cardinaux, une foule de Prélats, enfin d'être composée de membres choisis parmi les noms les plus illustres: elle est surtout recommandable par son attachement à ses Rits, à ses Usages, à ses Cérémonies. Tandis que la Lithurgie des autres Chapitres a éprouvé tant de révolutions & qu'il s'y est introduit tant de nouveaux usages dans le culte extérieur; celui-ci, constant dans sa discipline & dans sa lithurgie, retrace encore à nos yeux le modele peut-être unique de cette sainte simplicité qui caractérisoit l'Eglise naissante. Il est singulièrement attaché à l'usage du chant par cœur, au point d'avoir un Séminaire commun pour y former habituellement 80 ou 100 Ecclésiastiques, qui composent les divers ordres de sa Hiérarchie.

Ce Chapitre, en outre, ne reconnoît point la juridiction de M. l'Archevêque, & c'est vraisemblablement ce qui a produit les tentatives de ce Prélat, qui veut en réformer la discipline, & surtout abolir l'usage du chant par cœur. Pour y parvenir, il a voulu changer deux fois le Bréviaire en 12 ans, il a cherché à y introduire aussi un nouveau Missel; ce qui excite une guerre fort vive entre le Chapitre de Lyon & M. de Montazet. Il y a apparence qu'elle durera encore lors de la prochaine assemblée du Clergé & peut-être celle-ci terminera-t-elle ces

disputes indécentes & puériles, dont les prophanes rient.

18 Mars.

Par les éclaircissemens qu'on a pris sur l'émeute de Tours, à l'occasion des batteaux pillés, ce n'est point la cherté du bled qui l'a occasionnée, mais la crainte que cette denrée ne renchérit, à raison de la quantité que les peuples en voyoient descendre par la Loire pour aller à Nantes, & y être exporté. Le jour que le grand tumulte arriva, un particulier les rencontrant, par bandes, leur demanda ce qu'ils alloient faire? Ils répondirent gaîment: *Monsieur, je nous revoltons!* Il y en a eu 17 à 18 d'arrêtés, & l'on ne doute pas qu'on ne fasse un exemple.

18 dudit.

On croit que le testament du Docteur Commerçon n'aura pas lieu, quant à la clause du *Prix de Vertu*; le fils profitera de la liberté que son pere lui laisse pour ne la pas exécuter, & éviter ainsi que le nouveau Tribunal connoisse d'une fondation aussi précieuse & pour quoi l'on le regarde comme incompetent.

19 dudit.

Depuis quelque tems les bruits concernant la réunion de tous les Ordres Religieux sous quatre dénominations & habits différens seulement, s'accroissent davantage, & l'on répand même aujourd'hui une espece de Prospectus du projet, que voici:

Les Bénédictins, Bernardins, Prémontrés, Chanoînes Réguliers de St. Victor, de Ste. Genevieve, les Clunistes & en général tous les moines abbaticaux, composeront la premiere Classe, sous la même Regle, & seront chargés de l'enseignement de la Philosophie & de la Théologie.

Les Jacobins, Cordeliers, Capucins, Recollets, Picpus, Carmes, Augustins & en général tous les Ordres Mendians, formeront la seconde Classe, qui s'occupera spécialement de la Prédication, de la Confession, des Missions, & d'apporter les secours nécessaires aux paroisses de la campagne.

La troisieme Classe comprendra les Antonins, Mathurins, Feuillans, Peres de la Charité, Religieux de la Merci; ils seront chargés du service spirituel & corporel des hôpitaux.

Enfin les Minimes, Oratoriens, Barnabites, & les autres Reguliers, réunis dans la derniere Classe, auront les Colleges pour l'éducation de la jeunesse, & enseigneront les Belles Lettres.

Les biens des Abbayes & autres Monasteres dotés seront appliqués à l'entretien des Colleges.

L'Ordre des Chartreux fera, dit-on, supprimé dans toute l'étendue de l'Eglise; on veut même que leur Bulle de suppression soit déjà arrivée en France, & que leurs biens soient affectés aux hôpitaux du Royaume.

Il sera accordé annuellement à chaque Religieux supprimé 800 Livres de pension, avec liberté de se retirer dans tel monastere qu'il voudra choisir.

19 Mars.

L'Arrêt du 17 Mars, rendu par le nouveau Tribunal, les Chambres assemblées, contre Valentin Goezman, est conforme en tout aux Conclusions des Gens du Roi: il déclare ledit Goezman déchu de son état & office de Conseiller de la Cour, lequel sera vacant & impétrable; il le condamne à être blâmé & à 10 Livres d'amende envers le Roi, à prendre sur tous ses biens; il ordonne que l'acte étant sur les Registres de la Paroisse St. Jacques de la Boucherie, sera réformé, & qu'extrait du présent Arrêt sera mis en marge desdits Registres. L'Arrêt ne sera cependant ni publié, ni affiché, mais a dû être signifié dans les 24 heures au Sr. Goezman.

19 dudit.

Le nouveau Tribunal a la gloire de voir un Souverain étranger comparoir devant lui, il est vrai pour le décliner: c'est le Prince de Monaco, qui se défend au Palais, où il a été traduit par un des Fermiers de sa Principauté; il s'agit de la résiliation d'un Bail passé à Monaco, pour objets des Domaines du Prince. Celui-ci soutient que l'affaire doit être portée devant les juges du pays, parce qu'il n'est justiciable pour ce cas d'autre Tribunal que de ceux de sa Principauté.

20 Mars 1774.

Vendredi dernier on donnoit le *Misanthrope* à la Comédie Françoisé, où il y avoit beaucoup de mon-

de, quoique ce fût un vendredi: on fait qu'il y est question d'un procès que perd le principal personnage, ce qui donne lieu à de véhémentes déclamations contre l'injustice des juges. — Le public a saisi l'allusion maligne; il en a résulté des brouhahas, des clameurs; on s'écrioit tout haut: „ le *Parallele* est „ bon. ” Les loges, l'amphithéâtre, l'orchestre s'en mêlant, & surtout les femmes, on n'a pu s'opposer à cette fermentation trop générale: les éclats ont recommencé jusques à huit fois, & la piece a été très-longtems à finir. C'est pour prévenir plus de tumulte que le Sr. de Beaumarchais, mandé par le Lieutenant-général de Police, a reçu défenses de se montrer en public & surtout au spectacle; défenses de faire imprimer la moindre chose; mais en même tems défenses de sortir du Royaume: il s'est retiré à la campagne, on le dit à *Lille-Alam*.

20 Mars 1774.

Des Lettres patentes en forme d'Edit, portant rétablissement de l'Hôtel-Dieu de Paris, données à Versailles au mois de Mars 1773, étoient depuis longtems au Palais, où elles ont enfin été enrégistrées le 11 de ce mois, les Chambres assemblées. Ce lieu de soulagement étant devenu trop petit dans l'ancien emplacement, trop resserré pour être salubre, trop inquiétant par le mauvais air qu'il renferme, & trop exposé aux accidens du feu, on a voulu éviter ces inconvéniens, & l'on partage cet établissement en deux: l'un à l'hôpital *St. Louis*, & l'autre à la maison, dite *de la Santé*; lesquels seront rendus logeables & augmentés convenablement. Tous deux sont

proprement hors de Paris : le premier entre le Fauxbourg St. Antoine & le Fauxbourg St. Honoré ; & le second entre le Fauxbourg St. Marceau & le Fauxbourg St. Germain.

La Maison dite de la Santé, ayant principalement, pour objet la ressource nécessaire dans les maladies extraordinaires, après l'entière construction & agrandissement de la maison appelée St. Louis, il sera procédé à la destruction ou vente des lieux incendiés dans l'ancien Hôtel-Dieu & autres bâtimens tenant à la rive droite de la Seine, pour le prix en provenant être appliqué aux frais du nouvel établissement, & pour y aider le Roi donne en outre de son Trésor Royal une somme de 50,000 Livres par an, pendant dix ans.

L'enregistrement porte : „ à la charge néanmoins
 „ que les fondations de l'Hôpital St. Louis, & celles
 „ de Ste. Anne, seront transférées sur tel autre objet
 „ qu'il plaira au Roi d'assigner, & encore à la charge
 „ que les bâtimens de l'Hôtel-Dieu actuel, conservés sur la rive gauche de la rivière, serviront à
 „ l'avenir de dépôt pour les cas urgens &c.

21 Mars 1774.

M. Le Noir, rapporteur du procès entre le Chevalier des Roches, Gouverneur de l'Isle de France, & le Sr. Poivre, Intendant de cette Colonie, a fait son rapport à M. de Boynes, qui doit à son tour faire le sien au Conseil du Roi, mais qui recule, parce qu'il craint qu'on ne s'aperçoive de ses fausses démarches à cet égard.

M. le Chevalier des Roches reproche entr'autres choses à M. Poivre, d'avoir volé huit millions pendant sa manutention & de les avoir fait passer chez l'étranger; ce qui auroit tiré le Ministre d'embarras relativement à une somme à peu près pareille, que le Contrôleur général veut avoir fournie pour les fonds des dépenses de l'Inde & dont l'emploi, ne se trouve pas.

De-là est né la suspension du payement des Lettres de change tirées de l'Isle de France, suspension désastreuse pour les porteurs de ces papiers, qui ne peuvent avoir aucun cours sur la place, tant qu'ils n'auront pas été reconnus & visés.

22 Mars 1774.

M. Clément, dans une Note de ses Lettres sur M. de Voltaire, annonçoit que ce grand Poëte étoit petit-neveu du fameux Mignot, Pâtissier-Traiteur, contemporain de Boileau. L'abbé Mignot, vrai neveu de M. de Voltaire, s'est trouvé compromis par cette Note: comme il est Conseiller de Grand' Chambre, il s'en est plaint au Premier Président. Ce Magistrat a envoyé chercher M. Clément, & lui a appris que M. de Voltaire ni l'abbé Mignot ne descendoient nullement du premier Mignot, mais d'une famille ancienne de Paris, qui a passé du Commerce en gros dans la Magistrature au commencement du siècle. En conséquence l'Aristarque a écrit une Lettre à l'abbé, qui se trouve dans le *Mercure de Mars*, où il lui fait des excuses, & réforme une erreur aussi importante, surtout entre gens de lettres.

22 dudit.

Le faux de M. Gozman dans l'acte de baptême dont on a parlé, a réveillé la vigilance du Ministère public, qui, le 23 Décembre dernier, lendemain du jour où ce Magistrat fut décrété d'ajournement personnel relativement à cette affaire, requit que la Déclaration du Roi de 1736, concernant le dépôt des Registres des baptêmes, mariages, sépultures, à faire au Greffe six semaines au plus tard à l'expiration de chaque année, fut remise en vigueur; ce qui a été ordonné par un Arrêt dudit jour, rendu en conséquence.

23 Mars 1774.

Ce qui a vraisemblablement déterminé M. l'abbé Terrai à se retourner vers le Chancelier & à lui servir comme d'espion, pour éventer la mine des assemblées tenues chez le Sr. Damecour relativement à la réintégration du Parlement, c'est la crainte que M. le Duc d'Aiguillon n'en eût la gloire, & n'en augmentât considérablement en crédit.

23 dudit.

Le Contrôleur général a reconnu à tems le piège que lui avoit tendu M. le Duc d'Aiguillon par la remise qu'il lui faisoit de l'administration des Vivres de terre; il a conçu que toutes les plaintes occasionnées & exagérées par les Troupes ne manqueroient pas de retomber sur lui, comme auteur & fauteur de la nouvelle Compagnie: en sorte qu'il se départ de son projet & que la manutention de cette partie doit

doit être remise comme ci-devant au Ministre de la Guerre : ainsi l'économie projetée n'est plus qu'un être de raison.

23 *dudit.*

Le Conseil s'occupe beaucoup d'un projet donné par M. le Duc d'Aiguillon & proposé à ce Ministre par M. l'Archevêque de Toulouse; il est question de suppléer au vuide pour l'éducation de la jeunesse que laisse en quantité d'endroits de la France la destruction des Jésuites : ce seroit de créer une Congrégation d'Ecclésiastiques ou Laïcs de bonne volonté, instruits & gens de lettres, dont l'institution seroit uniquement de former des Professeurs pour les divers Colleges de province qui en auroient besoin.

Le Roi ayant laissé transpirer quelque chose de ce projet, on a donné l'allarme à M. le Comte d'Aranda; on lui a fait entendre que M. le Duc d'Aiguillon ayant toujours favorisé les Jésuites, c'étoit une tournure pour les rassembler en corps sous une dénomination différente, il est vrai, mais qui n'étoit point incompatible avec l'essence de cet Ordre, vrai Protée, & qui, suivant son Institut, pourroit au besoin prendre toutes les formes. Ce Ministre a témoigné ses allarmes, il a fallu lui communiquer le plan de l'Etablissement & tous les détails.

Pour le rassurer, on lui a fait voir que ces Littérateurs ne seroient ni Peres ni Freres, qu'ils ne formeroient aucun voeu, qu'ils n'auroient aucun bien en commun, aucune règle, aucun office; qu'ils seroient susceptibles de posséder séparément des bénéfices, suivant qu'on leur en donneroit; qu'ils sortiroient quand bon leur sembleroit de la Congrégation, com-

me on quitte une maison pour aller demeurer dans une autre. M. l'Archevêque de Toulouse espere avoir par ce développement prévenu toutes les objections du Ministre Espagnol. Mais c'est actuellement aux réclamations des Universités qu'il faut répondre, à celles de l'Oratoire, qui déjà en possession de l'Education de la jeunesse, prétend pouvoir suffire à tout & faire renaitre l'émulation, si on lui donnoit les fonds suffisans.

23 Mars.

M. le Comte de Blangis étoit depuis longtems en procès avec l'Evêque de Lizieux; il a été jugé au nouveau Tribunal & l'a perdu: mais il se plaint d'une soustraction de titres. Il étoit au Rapport de l'abbé Mignot, Conseiller de Grand'Chambre; il en résulte une inculpation facheuse contre ce Magistrat, & le Comte s'est pourvu en cassation au Conseil, & se prévaut de ce moyen comme très-puissant, s'il est prouvé.

23 dudit.

On dit la Requête des *Verons* très-certainement présentée au Conseil être au rapport d'un M. Chaumont de la Milliere, Maître des Requêtes peu renommé. On fait qu'il y a déjà une forte cabale parmi ces Messieurs contre ces malheureuses victimes. L'ouvrage de Me. *Drou* est très-volumineux, & supérieurement bien fait, à ce qu'on assure.

24 dudit.

Lettre d'un Ecclesiastique de Province sur le prétendu rétablissement des Jésuites dans Paris, 20 Mars 1774. Dans ce Pamphlet, attribué à M. de Voltaire & marqué au coin de sa touche satyrique, l'auteur semble avoir eu moins en vue de raisonner que de plaisanter. Après avoir parlé assez sérieusement sur le premier objet, il tombe sur tous les Moines en général & donne l'essor à sa bile. Au reste tout en riant il relève des abus sensibles & donne des avis judicieux au Ministère. Ce petit écrit se fait lire avec beaucoup d'intérêt & de plaisir : on y voudroit seulement plus de faits, & plus de développemens du prétendu projet de réintégrer les Jésuites.

24 dudit.

M. Bertin, dont le Ministère est peu brillant, cherche à s'étendre le plus qu'il peut par la confiance dont S. M. l'honore. Elle l'a chargé de se mêler du différend élevé entre le Chapitre de Lyon & l'Archevêque, & de terminer cette querelle ridicule qui met la ville en feu.

24 dudit.

On craint qu'il n'y ait quelque brouillerie entre Madame Dubarri & la Vicomtesse de ce nom ; on a prétendu depuis quelque tems que M. le Duc d'Aiguillon, fort attaché à la première, avoit paru faire sa cour à la seconde ; on avoit même dit que ce

Ministre toujours galant avoit eu des privautés très-particulières avec elle, ce qui avoit excité la jalousie de l'autre. On présume que ce pourroit bien être le motif de leur division.

24 Mars 1774.

M. le Chancelier paroît fort gai depuis quelques jours, & les divers coups d'autorité qu'il a fait frapper par le Roi pour appuyer son Parlement, l'ont merveilleusement ranimé; il a cependant été mal mené depuis peu par le Comte d'Herouville, qui lui a reproché dans la Galerie de Versailles, & en présence de beaucoup de Courtisans, sa duplicité.

25 dudit.

L'Arrêt du Conseil qui casse & annule la modification insérée dans l'Arrêt d'enregistrement fait par la Chambre des Comptes de l'Edit du mois de Décembre 1770, concernant le Marc d'or, comme contraire aux dispositions de cet Edit, mortifie les membres de cette Cour, mais il faut digérer cet affront.

26 dudit.

Dans le 4e. Mémoire du Sr. de Beaumarchais on lit le portrait suivant du Sr. Marin, dont il parle d'abord de l'enfance, pendant laquelle il étoit gagiste à la Ciotat en Provence & touchoit de l'orgue. . .
 „ Il quitte la jaquette & les galoches & ne fait qu'un
 „ saut de l'orgue au Préceptorat, à la Censure, au
 „ Secrétariat, enfin à la Gazette, & voilà mon Ma-

» rin les bras retrouffés jusques au coude, & pêchant
 » le mal en eau trouble. Il en dit hautement tant
 » qu'il veut, il en fait sourdement tant qu'il peut,
 » il arrête d'un côté les réputations qu'il déchire
 » de l'autre. Censure, Gazettes Etrangères, Nouvel-
 » les à la main, à la bouche, à la presse, Journaux,
 » Feuilles, Lettres courantes, fabriquées, supposées,
 » distribuées, &c. tout est à son usage. Écrivain
 » éloquent, Censeur habile, Gazetier véridique,
 » Journalier de Pamphlets, s'il marche, il rampe
 » comme un serpent, s'il s'élève, il tombe comme un
 » crapaud: enfin, se traînant, gravissant & par sauts
 » & par bonds, toujours le ventre à terre, il a tant
 » fait par ses journées, que nous avons vu de nos
 » jours le Corsaire allant à Versailles, tiré à quatre
 » chevaux sur la route; portant pour armoiries aux
 » panneaux de son carosse dans un Castel, en forme
 » de buffet d'orgues, une Renommée en champ de
 » gueule, les ailes coupées, la tête en bas, raclant de
 » la trompette marine; & pour support une figure dé-
 » goûtée représentant l'Europe: le tout embrassé d'une
 » soutanelle doublée de Gazettes, & surmontée d'un
 » bonnet quarré, avec cette légende à la houe: *Ques*
a co? Marine.

Ce Diction provençal, qui veut dire *qu'est-ce que*
cela? a plu si fort à Madame la Dauphine, lorsqu'elle
 a lu ce Mémoire, qu'elle l'a adopté, le répète
 souvent, & qu'il est devenu un quolibet de Cour. Une
 marchande de Modes a imaginé de profiter de la
 circonstance, elle a inventé une Coëffure, qu'elle a
 appelée un *Ques a co*: c'est un panache en plumes
 que les jeunes femmes, les élégantes, portent sur le
 derrière de la tête, & qui ayant été goûté par les

Princesses & surtout par Madame la Comtesse Dubarri, acquiert une faveur singulière & perpétue l'opprobre du *Marin* bafoué jusqu'aux toilettes.

26 Mars 1774.

La Cour des Monnoyes vient de faire pendre un abbé qui avoit trouvé le moyen d'altérer les Louis d'or & les Écus de 6 Livres; il tiroit des derniers près de 20 sols d'argent sur chacun d'eux. Ce caractère d'abbé donne lieu à de mauvais quolibets, qu'on fait sur l'Abbé Ministre, qui a le secret de les altérer dans nos poches bien autrement & impunément.

27 Mars 1774.

M. le Duc de Bouillon a perdu jeudi son procès. Le Testament de son pere déclaré non valable au Châtelet, a été confirmé par le nouveau Tribunal, & la sentence des premiers juges infirmée. M. le Comte de la Tour d'Auvergne a gagné conséquemment. Les conclusions de l'Avocat général avoient été pour le premier, mais elles n'ont pas été suivies. On assure que le Duc de Bouillon n'étant point encore reçu en qualité de Pair, & ne reconnoissant le nouveau Tribunal pour sa Cour, à laquelle il n'alloit que comme contraint, n'a fait aucune visite à ces Messieurs: ce qui les a mal disposés.

27 dudit.

On prétend que le projet concernant la nouvelle distribution des Moines, dont on a répandu le Pro

pectus, devoit d'abord s'exécuter en Espagne; mais M. le Nonce a déclaré ici que c'étoit une fable, & que sa Sainteté avoit fait arrêter à Rome l'auteur de ces bruits, capables d'occasionner une fermentation dangereuse dans la Milice du Pontife.

28 dudit.

On attend avec impatience le jugement qui doit intervenir dans les querelles judiciaires survenues entre les *Saluces Provana* & les *Saluces de Lar*. Ces deux branches se poursuivent à outrance; on se rappelle que les derniers contestent aux autres leur état: l'aigreur devient forte dans les Mémoires, & il est tems d'arrêter ces dissensions infamantes.

28 dudit.

Le bruit couroit ces jours derniers que M. le Comte de la Forest Divonne, Lieutenant Colonel du Regiment de Conti, & Lieutenant de Roi à Besançon, avoit été arrêté à Ville-Juif où il étoit déjà arrivé pour se rendre à Paris: on lui imputoit d'avoir cherché à introduire les *Mémoires secrets d'une femme publique* &c. on avoit ajouté qu'il avoit été conduit à la Bastille. Ce bruit très accrédité est démenti, dit-on, par M. le Duc d'Aiguillon.

28 Mars 1774.

Extrait d'une Lettre de Rennes du 18 Mars 1774.
La funeste célébrité que M. de la Chalotais a acquise par ses talens, par ses vertus & par ses mal.

heurs, & l'intérêt que l'on prend généralement à ce qui le regarde, semblent exiger qu'on fasse connoître en détail les circonstances de sa dernière démarche, qui lui a de nouveau attiré la disgrâce du Roi. Nous commencerons par la Lettre qu'il écrivit à S. M. avant que de rompre son Exil à Xaintes: en voici le contenu.

S I R E,

„ JE me jette aux pieds de V. M. pour la supplier de ne pas imputer à désobéissance la démarche que je me vois malheureusement forcé de faire après huit ans d'exil à Xaintes, dont je n'ai pas desespéré un moment. J'avois perdu en 1767 une de mes filles à Paris, des chagrins qu'elle avoit essuyés. Ma belle-fille a péri de la même manière à Rennes, au commencement de l'année dernière. Une autre de mes filles, veuve depuis cinq ans, étoit venue ici avec son enfant pour partager nos malheurs; elle vient de succomber entre mes bras des chagrins que lui ont causés nos affaires & les siennes; elle sera inhumée dans une Eglise à deux portes de la maison que j'occupe. Il seroit trop cruel à mon âge d'être tous les jours le témoin d'un spectacle aussi funeste: ma santé d'ailleurs est assez mauvaise. M. de Lassone, Médecin de Madame la Dauphine, qui me prescrit depuis un an des remèdes que je fais sans beaucoup de succès, pourra en certifier l'état fâcheux à V. M. Je suis forcé, malgré moi, d'aller me confiner dans ma terre, pour n'en point sortir, & peut-être y mourir bientôt, protestant à V. M. d'une fidélité inviolable jusqu'au dernier soupir. Daignez, SIR E, jet-

ter

ter des regards de pitié & de compassion sur une famille désolée, & sur un vieux Magistrat qui a sacrifié ses soins & ses veilles au service de V. M. depuis plus de 40 ans".

„ Je suis , &c."

Aux circonstances contenues dans cette Lettre, il faut ajouter, que, le soir même qu'elle fut écrite, la petite-fille de M. de la Chalotais, fille de Madame la Comtesse de Boiffard qui venoit de mourir, fut si vivement pénétrée de cette perte, qu'il lui prit de fortes convulsions, & que, tous les secours restans sans effet, elle mourut entre les bras de son grand-père, qui vit expirer ainsi en 12 heures de tems sa fille & sa petite-fille sous ses yeux. A l'arrivée de M. de la Chalotais à sa terre du Plessis-de-Vern, M. le Chevalier de la Chalotais, son fils, écrivit au Roi & à M. le Duc de la Vrilliere. Ce Ministre lui adressa le 30 Janvier, de Versailles, la Lettre suivante:

„ J'ai reçu, Monsieur, la Lettre que vous avez pris la peine de m'écrire, conjointement avec plusieurs parens de M. de la Chalotais, & j'ai rendu compte au Roi de celle que vous avez cru pouvoir adresser à S. M. La démarche qu'a faite M. de la Chalotais en se rendant à Vern, quel qu'en ait été le motif, porte un caractère de désobéissance si marqué, que vous n'avez pas dû vous flatter que S. M. pût consentir à la laisser impunie. Ce qui s'est passé depuis que M. le Comte de Grave a reçu les ordres de S. M. en vertu desquels M. de la Chalotais doit être conduit au Château de Loches, vous a fait connoître l'indulgence, avec laquelle Elle a bien voulu se prêter à tous les ménagemens que

paroit demander sa situation : mais Elle persiste à vouloir qu'il soit mené au lieu de sa destination, dès qu'il pourra supporter le transport sans danger".

„ Je suis &c."

L'ordre du Roi pour conduire M. de la Chalotais au Château de Loches, étoit conçu en ces termes.

„ DE PAR LE ROI. Il est ordonné au Sr. *Bihorel*, Exempt de la Maréchaussée au Département de Rennes, & à deux Cavaliers de ladite Résidence, de s'assurer du Sr. de Caradeuc de la Chalotais, le pere, & de le conduire dans le Château de la Ville de Loches. A ce faire S. M. donne pouvoir & commission audit Sr. *Bihorel*, par le présent ordre. Fait à Versailles le 21 Janvier 1774".

(Signé) LOUIS.

(& plus bas) PHELYPEAUX.

Cependant le Roi ne desirant le transport de cet ancien Magistrat que lorsqu'il pourroit se faire sans danger, on croyoit que la bonté de S. M. ne l'exigeroit jamais, d'autant que le rapport des Médecins & Chirurgiens, envoyés en conséquence des ordres du Gouvernement pour vérifier son état, avoit constaté qu'il étoit des plus dangereux. Il portoit entre autres choses „ qu'ils lui ont trouvé de l'émotion „ dans le poulx, ressentant de tems à autre, & sur „ tout pendant la nuit, des accès ou mouvemens „ convulsifs ; que des douleurs violentes, qui occupent la région lombaire, le trajet de l'urethre, le „ col de la vessie, & s'étendent sur les muscles des „ cuisses, en gênent les mouvemens & les rendent

„ si difficiles , qu'il peut à peine faire quelques pas
 „ dans sa chambre , quoique soutenu par deux person-
 „ nes &c. ” Ce rapport contient de plus d'autres
 circonstances , qui prouvent que la gravelle , les dou-
 leurs néphrétiques , & les hémorrhoides dont M.
 de la Chalotais est attaqué , ont mis sa santé dans
 le plus grand délabrement.

Le 2 Février Madame la Comtesse de la Fru-
 glaye se présenta dans la Galerie de Versailles , lors
 de la Procession des Chevaliers de l'Ordre du St.
 Esprit , ainsi que tout le monde a sçu ; mais com-
 me on a beaucoup altéré l'historique de cette démar-
 che , le voici tel que l'a raconté Madame de la Fru-
 glaye elle-même. Elle se jetta aux pieds du Roi
 avec son fils , âgé de dix ans , & lui dit d'une voix
 entrecoupée de sanglots : SIRE , *je vous demande la*
vie de mon pere , de M. de la Chalotais. Elle pré-
 senta en même tems un placet. Le Roi parut ému.
 Un Exempt des Gardes aida Madame de la Fruglaye
 à se relever , prit le Placet , & le remit à M. le Duc
 de Noailles , Capitaine des Gardes , qui le présenta
 au Roi. S. M. le lui remit aussitôt , lui disant qu'il
 lui en rendroit compte ; ce que ce Seigneur , dont le
 caractère bienfaisant est universellement connu , a fait
 de la maniere la plus touchante.

Ce nouvel incident fournissoit les plus fortes rai-
 sons d'espérer que le cœur généreux & compatissant
 d'un Monarque doux , miséricordieux , & dont on
 célèbre tant l'affection pour ses sujets , se laisseroit
 émouvoir en faveur d'un Magistrat , qui l'a servi
 avec distinction , & qui , dans sa vieillesse , éprouve
 coup sur coup les malheurs les plus accablans. Ce-
 pendant son sort continuoit d'être le même , & il

continuoit d'être gardé à vue par un Exempt & deux Cavaliers de la Maréchaussée. Madame de Noyan, sa niece, qui s'étoit rendue à Vern, ne put obtenir la permission de le voir.

Enfin on apprit avec douleur que la pitié du Roi n'avoit pas été longue, & qu'il n'y avoit aucun changement dans la détermination du Roi par rapport à M. de la Chalotais. Dans la journée du 15 Évrier, deux couriers, envoyés par le Comte de Grave, Sous-commandant à Rennes, se rendirent successivement au Château du Plessis-de-Vern. Le second remit à l'Exempt *Bihorel* un ordre de notifier à M. de la Chalotais „ qu'il eût à partir au premier jour „ pour le Château de Loches, puisque les bains & „ médicamens, prescrits par les Consultations des „ Médecins, devoient l'avoir mis en état de supporter le voyage sans danger”.

La nuit du 16 au 17 ayant été fort mauvaise, le Chevalier de la Chalotais fit des représentations à M. le Sous-commandant : mais cet Officier ne put y avoir égard, & lui notifia „ que le voyage se feroit „ aux dépens du Roi, mais que l'escorte du détachement de la Maréchaussée seroit à la charge de „ M. de la Chalotais”.

Cependant le départ de cet ancien Magistrat ne s'exécuta que le 26, faute de trouver plutôt une voiture. Il partit en litière, accompagné de son fils le Chevalier & d'un Médecin. Le premier jour il a couché à Châteaubriant, & les dernières nouvelles qu'on a eues de lui sont datées d'Angers : elles portent que les chemins étant impraticables, M. de la Chalotais a été obligé de descendre de voiture, & de faire quelque partie du chemin à pied ; ce qui avoit

beaucoup irrité son mal. Au reste, il fait paroître un grand courage & la plus parfaite soumission dans sa disgrâce : avant de partir il avoit écrit au Roi la Lettre suivante, que son fils a envoyée à M. le Duc de la Vrilliere, avec un certificat des Médecins.

SIRE,

„JE parts pour obéir aux ordres de V. M. J'ai été dans l'impossibilité de le faire plutôt, par rapport à l'état de ma santé qui est toujours fort mauvaise; comme V. M. pourra le voir par le rapport des Médecins, que je prends la liberté d'envoyer à M. le Duc de la Vrilliere. Je me rendrai au château de Loches, au péril peut-être de ma vie : mais il y a 44 ans que je l'ai dévouée à votre service. Puisse cette marque d'obéissance toucher le cœur de V. M. en faveur d'un malheureux Vieillard, qui toute sa vie a été pénétré des sentimens de fidélité, de respect & d'amour pour votre personne! J'ai été entraîné dans la démarche, qui a eu le malheur de déplaire à V. M., par des sentimens naturels que je n'ai pu vaincre, & par l'extrême confiance en la bonté & la sensibilité de V. M., dont je ne désespérerai jamais”.

„Je suis, &c.”

29 Mars 1774.

La Liste des croupes & pensions accordées sur les places de Fermiers généraux; faite pour rester secrète, a été répandue par l'indiscrétion d'un commis; du moins on attribue à ce soupçon le renvoi qui en

a été fait: il est certain qu'elle est très publique aujourd'hui, & que cette publicité ne peut venir que des Bureaux. On y voit avec quelle facilité, quel qu'obéré que soit l'Etat, au lieu de faire tourner à son profit cette soustraction des bénéfices des Traictans, on l'emploie à gratifier toutes sortes de gens inutiles, & de fort mauvais sujets, très souvent.

29 Mars 1774.

Le Parlement a enregistré hier le Règlement concernant les Avocats, sans difficulté ni modification, à ce qu'on assure. On espere qu'au moyen de cette discipline le Barreau ne sera plus une arène vile, où les orateurs perdoient souvent de vue l'intérêt de leurs cliens pour s'injurier d'une façon indécente; ce qui a enfin provoqué la sagesse du Ministère à leur mettre un frein. On attend avec impatience que ce Règlement si désiré soit rendu public. On ne doute pas qu'au moyen du nouvel arrangement M^e. Linguet ne reparoisse, & ne se comporte de façon à faire valoir ses talens, sans les deshonorér par une éloquence trop chargée de fiel & d'invectives.

29 Mars.

Hier, les Conclusions du Ministère Public ont été favorables à MM. de Saluces Provana, à la Grand' Chambre; où les Magistrats ont été une heure aux opinions. Ils ont ordonné un Délibéré sur le champ, qui a duré deux heures, & enfin l'affaire leur a paru si grave, qu'ils l'ont appointée, c'est-à-dire nommé un Rapporteur, & ordonné que les Parties met-

troient au Greffe leurs pieces pour y être statué ce qu'il appartiendra ; en sorte que ce procès va traîner en longueur.

30. Mars..

On ne tarit point sur Beaumarchais.. Ce sont tous les jours de nouvelles facéties plus plates les unes que les autres.. Il faut cependant distinguer dans le nombre un Noël, comme piece historique, relatant assez bien toute l'affaire & comme faisant Epigramme dans quelques couplets ; & une Chanson sur l'air de *mon Cousin l'allure*, extrêmement gaie, & se sentant de la malignité des anciens Vaudevilles. Mais la Police proscriit avec raison toutes ces plaisanteries, comme injurieuses à une Cour établie par le Roi, & dont tout le Public doit respecter les Arrêts.

On assure même que le Roi, à qui l'on a rendu compte de la fermentation qui subsistoit toujours dans Paris à l'occasion du *Wilkes* François, avoit dit, qu'il n'y avoit qu'à l'envoyer aux Isles : heureusement les défenseurs du Sr. Caron ont paré le coup en calmant le courroux de S. M. & en l'assurant que ce malheureux ne trempoit pour rien dans tout cela.

31. Mars 1774..

M. Marin étant entré ces jours derniers à la foire dans une boutique, voisine d'une Loge où un marchand d'animaux rares & étrangers a des crieurs pour avertir le public ; un malin, qui avoit vu le *Gazetier de France*, donna un écu à l'aboyeur, pour qu'il dît : *C'est ici que l'on voit le Monstre MARIN, cet animal sans pareil, né à la Ciotat.* Les clameurs

furent telles, & attirerent tant de monde, que M. Marin étant venu à sortir, s'arrêta pour voir ce que c'étoit, & ne perdit pas un mot de l'annonce, dont il sentit aisément toute la méchanceté. Il fait arrêter l'homme, le fait conduire au corps de garde; mais par l'ingénuité de sa narration & de ses réponses, il fut aisé de juger qu'il étoit la dupe de son avidité à gagner un écu. Il désigna le Quidam, qui s'étoit enfui, comme on l'imagine aisément; en sorte que l'humanité de M. Marin ne lui permit pas de faire châtier autrement cet aboyeur.

31 Mars 1774.

La Chanson dont on a parlé est intitulée: *Jugement d'un chacun de M. de Beaumarchais, sur l'Air: Mon Cousin l'allure, &c.*

Chacun dit à Berthier, gros vilain,
Tu es toujours le même;
Intendant sans nul entendement,
Et Juge sans le moindre jugement,
Voilà, gros vilain, l'allure, gros vilain,
Voilà, gros vilain, l'allure.

Chacun ayant vu tous les vilains
Déjà couverts de blâme,
Quand sur des fleurs-de-lys des vilains
Il voit la bande infâme des vilains,
Chacun la met sur l'épaule des vilains,
Chacun la met sur l'épaule.

Chacun condamne aux frais du procès
Baculard & d'Airolles,

Et Marin & Goezman Valentin
 Et la modeste femme du vilain,
 Tant que mort s'ensuive à se voir baffoués,
 Baffoués tant que mort s'ensuive.

Pour avoir tenté Dame Goezman,
 Malgré son tems critique,
 Puisque mieux que n'a fait Cicéron,
 Beaumarchais tu fais faire une oraison,
 Chacun te juge à faire du Parlement,
 La belle oraison funebre.

I. Avril 1774.

M. l'Abbé Terrai voulant faire percevoir les nouveaux huit sols pour livre dans les Domaines de M. le Duc d'Orléans, le Conseil de ce Prince a décidé que c'étoit une extorsion. S. A. a fait prier le Ministre de passer chez lui; il s'en est exempté sur ce qu'un Ministre du Roi ne se déplaçoit pour personne quand il s'agissoit du service de son maître. Le Duc d'Orléans s'y est transporté avec son Chancelier, l'Abbé de Breteuil, & le Sr. de Bellile, son Secrétaire des Commandemens: il a écouté longtems la discussion de l'affaire, & le Contrôleur général ayant répondu à quelques objections de ces Messieurs: *Ce ne sont point là mes principes*, le Prince est parti de-là pour lui faire les reproches les plus graves sur sa mauvaise foi, sa conduite, ses mœurs, &c. Il est sorti furieux, & a défendu à l'Abbé de le reconduire, laissant ainsi voir à toute l'assemblée, qui attendoit audience, son humeur & son mécontentement. On ne doute pas que ce ne soit Madame de Montesson qui aura animé ce Prince par des rai-

sons de plainte particulieres qu'elle a contre le Ministre des finances.

1. Avril 1774.

Le chargé de procuration des Hollandois, relativement aux Lettres de change de l'Isle de France, dont le payement promis au voyage de Fontainebleau ne s'effectuait point, étoit convenu de faire un présent de mille Louis à la femme du Sr. Le Clerc, premier Commis des finances, de qui dépend cette partie; mieux conseillé, il a parlé avec vigueur à ce dernier, & cette dette a été enfin acquittée gratuitement.

1. Avril 1774.

On dit aujourd'hui que le Ministre de la guerre fait difficulté pour la remise des vivres de terre que lui veut rendre le Contrôleur général. Ce dernier, en conséquence, a fait revenir le Sr. Laurent, son ancien Secrétaire, avec qui il s'étoit brouillé, & comme c'est un homme de confiance, capable & exercé, il l'a chargé de vérifier les différens comptes des vivres, & de faire un travail très savant sur cette partie.

1. Avril 1774.

M. l'Abbé Terrai compte aussi faire sa cour à M. le Dauphin, en faisant finir le Louvre. On assure que ce Prince a témoigné plusieurs fois son regret, de ne voir pas ce Palais achevé, & l'on présume de la popularité de Madame la Dauphine qu'elle résidera dans Paris lorsqu'elle en sera la maîtresse.

1 Avril 1774.

M. l'Abbé Terrai, en se faisant donner les Bâtimens, a joué au fin; il a regardé ce Département comme le plus propre à lui procurer l'intimité du Roi, qui aime les détails de cette partie. En effet, depuis ce tems S. M. ne trouve plus aucune difficulté pour l'exécution de tous les projets en ce genre qui lui passent par la tête; Elle ne s'entend plus dire par ses jardiniers, par ses concierges, par les contrôleurs de ses maisons royales, lorsqu'Elle a quelque fantaisie: *Sire, il n'y a point d'argent.*

Les Politiques clairvoyans présumant que ce Ministre ira loin par cette tournure, & ils ne feroient pas surpris de le voir Cardinal Premier Ministre.

2 Avril 1774.

Il paroît que la scene de M. le Duc d'Orléans, avec le Contrôleur général, dont tout le public s'entretient, a donné un échec à ce Ministre, dont ses adversaires comptent se prévaloir. On ajoute que l'Abbé Terrai, outré des duretés que lui disoit le Prince, lui représenta qu'on ne traitoit point ainsi un Ministre du Roi; qu'il le prioit de trouver bon qu'il en fit S. M. juge: que le Duc d'Orléans répondit qu'il alloit lui-même rendre compte de la scene à S. M.; ce qu'il a fait: & le Contrôleur général ayant effectivement porté ses plaintes au Monarque, on veut que S. M. lui ait répondu sechement qu'*Elle le entendoit: qu'on respectât les Princes de son sang,* & lui avoit tourné le dos.

2 Avril 1774.

Il est éclairci que le Sr. de Beaunarchais, dont le Public s'informe toujours, par les insinuations de la Police s'est retiré dans une petite terre qu'il a près de Tours, où il attend dans le silence les occasions & les moyens de revenir contre l'Arrêt qui le blâme. Quant à son affaire au Conseil contre le Comte de la Blache, il ne la perd pas de vue, & il a laissé des gens chargés de l'instruire & de la poursuivre.

3 Avril 1774.

Il paroît que les deux obstacles que met l'Abbé Terrai à la restitution d'Avignon & du Comtat Venaissin, viennent, 1. de ce qu'il veut que les habitants de ces pays restitués, qui font une grande consommation de sel pour l'engrais de leurs terres, continuent à le payer chez nous où ils le prennent, comme ils ont fait depuis l'invasion, & ne jouissent pas du privilège qu'ils avoient eu jusqu'alors de l'avoir à meilleur compte que les sujets du Roi : 2. Que le Présidial établi dans Avignon pour la France, & substitué à *la Rote*, Tribunal du St. Pere, continue à y servir de Tribunal. La raison en est que ces Magistrats ayant fourni une finance pour leurs charges, le Contrôleur général voudroit bien ne pas la restituer. Mais on continue à croire que ce ne sont que des prétextes, & que son véritable objet est d'obtenir du St. Pere le Chapeau si désiré & si fortuné.

3 *Avril* 1774.

Quoiqu'il y ait déjà dans ce pays-ci de très grandes entraves pour l'impression des ouvrages, on vient d'en mettre une nouvelle, qui gêne beaucoup les Auteurs & dont ils gémissent. Autrefois quand le Manuscrit étoit signé d'un Censeur, il ne souffroit plus aucun retard pour l'impression, & dès qu'il étoit imprimé il étoit mis en vente sans autre cérémonial. Cette première approbation ne suffit pas aujourd'hui, il faut que l'ouvrage imprimé soit encore revu & subisse un second examen. La raison est que plusieurs Auteurs éludoient la Censure, en restituant souvent des endroits rayés ou proscrits par l'approubateur; que d'ailleurs on distingue bien plus nettement un livre imprimé; que l'attention n'étant plus fatiguée à débrouiller une minute informe & mal écrite, se porte toute entière sur le sens des choses. On compte éviter ainsi la contradiction qui arrivoit quelquefois de voir un ouvrage se vendre publiquement pendant quelque tems, avec toutes les formalités requises, & proscrit ensuite par un Arrêt du Conseil. Mais cela effraye les Auteurs, & plus encore les Imprimeurs, qui courent risque de voir l'édition entière d'un livre imprimé leur rester sur le corps; & cela tend sourdement à la destruction de la Littérature, & à introduire l'ignorance par degrés, suivant les principes du Despotisme.

4 *Avril* 1774.

On s'imaginait que M. l'Abbé de Beauvais, ayant réussi au-delà de ses espérances, dans la station

de l'année dernière à Versailles, puisqu'elle l'a conduit à être Evêque de Senez, deviendrait courtisan depuis qu'il est parvenu à cette dignité. Il a bien trompé ceux qui l'avoient ainsi jugé; il a prêché le Jeudi Saint pour la Cene devant le Roi un sermon extraordinaire, & il a tonné avec une éloquence toujours foudroyante; il a dit des vérités que le lieu seul pouvoit autoriser & faire passer. On parle beaucoup de ce discours.

4 Avril 1774.

Par le calcul fait de ce que coûte l'Hôtel de Condé, acheté par le Roi 3,000,000 Livres, de ce que coûteront les maisons qu'on veut acheter pour augmenter l'emplacement de la nouvelle Comédie, de ce que coûtera l'édifice & l'intérieur de la salle, &c. il est prouvé que le tout reviendra à 7,500,000 Livres; tandis que marchés & soumissions faits avec les Entrepreneurs d'ouvrages, & contrats de vente arrêtés avec les divers propriétaires des terrains, la salle à construire aux jeux de boule de Manus, les clefs à la main, au bout des trois ans convenus, ne coûtera que 2,100,000 Livres. On ne conçoit pas comment on a préféré le premier projet, dont il résulte d'ailleurs des inconvéniens pour le local, dont on a déjà parlé plusieurs fois. Tout cela s'explique cependant, en songeant que le bien public est toujours sacrifié ici aux intrigues particulières.

5 Avril 1774.

Un événement scandaleux a présenté un nouveau spectacle en Picardie. Le curé d'un petit endroit

nommé *Warloy*, y a refusé la sépulture, l'année dernière, à un malheureux artisan, sous prétexte que, quoiqu'il fût né & élevé dans la religion catholique, il avoit cessé depuis, ainsi que sa femme, d'être assidu à venir dans les temples, à y mêler ses prières à celles des fideles, & à partager avec eux le pain de la parole divine, & qu'ils n'envoyoient leurs enfans ni aux offices ni aux catéchismes : qu'enfin, lorsqu'il l'avoit averti, en bon pasteur, du danger où il étoit, & de la nécessité de mettre ordre à sa conscience, il avoit répondu qu'il ne le vouloit pas, qu'il n'en avoit pas besoin.

Sur le refus d'enterrer son mari, la femme s'est pourvue par devant le Bailliage d'Amiens, qui ordonna l'inhumation; ce qui fut exécuté judiciairement, malgré l'opposition constante du Curé, muni de l'approbation de l'Abbé de Machault, Evêque d'Europee *in partibus*, Coadjuteur d'Amiens, & même de l'Evêque de cette ville. Depuis, ce procès est venu par appel au nouveau Tribunal, qui a fait voir en cette occasion combien il étoit voué aux prêtres; il a infirmé la sentence des premiers juges, & leur a défendu de rendre à l'avenir de semblables ordonnances, &c.

5 Avril 1774.

Le Sr. *Archier*, cet Exempt de Robe courte, impliqué dans la procédure de la *Correspondance*, & condamné à 5 ans de bannissement, après avoir obtenu un sursis, vient d'obtenir des Lettres de remission. Il paroît qu'on prendra successivement le parti de la douceur, vis-à-vis même des contumax.

C'est pour ne pas aigrir ces bonnes dispositions du Ministère, & jusqu'à ce qu'elles soient effectuées, que les coryphées du Parti Parlementaire ont jugé plus prudent de garder le silence, d'interrompre le cours de leurs brochures, & de ne pas même donner l'essor à des ouvrages déjà imprimés, tels que les *Maupéouana*.

6 Avril 1774.

Il paroît un Arrêt du Conseil du premier Avril 1774, qui ordonne que les Rentes & Intérêts sur les Tailles, gages, augmentations de gages, ci-devant employés dans les Etats des charges des Recettes générales des Finances & autres, seront payés à l'avenir, & à compter du premier Janvier 1773, par la Caisse des arrérages à Paris, pour éviter la confusion que cette comptabilité jette dans les premières.

6 Avril 1774.

MM. de Saluces ont fait imprimer les moyens de leur cause contre MM. de Lar, qui leur disputent leur nom & leur état. Ils paroissent dans un si grand jour, qu'on a tout lieu de croire que non-seulement ils y seront maintenus, mais qu'il pourroit bien s'ensuivre que MM. de Lar qui ont adopté le nom de Saluces, feroient tenus de s'en tenir au leur.

6 Avril 1774.

M. le Contrôleur général a réduit à six les Receveurs de Capitation de la ville de Paris, & pour
exciter

exciter leur zèle & leur ôter les occasions de se ralentir, il les a fait changer de quartier. Il a donné les ordres les plus précis pour que tout le monde fût augmenté proportionnellement. Comme les Militaires domiciliés à Paris, sont obligés d'y payer la Capitation, la règle a toujours été de diminuer sur celle-ci la quotité de celle à laquelle ils sont imposés à leurs Corps. M. l'Abbé Terrai a fait des difficultés à cet égard : il y a eu des paroles vives entre ce Ministre & celui de la guerre, qui a pris fait & cause pour les Militaires, & qui a poussé la fermeté au point de dire à l'autre que cela ne seroit pas, ou que lui d'Aiguillon perdrait sa place ou la feroit perdre au Contrôleur général. Celui-ci a été obligé de céder.

10 Avril 1774.

Extrait d'une Lettre de Rouen, du 6 Avril. La Déclaration du Roi concernant le remboursement des quittances de finance provenant de la liquidation des Offices du Parlement de Rouen, de la Cour des Comptes, Aides, Domaines & Finances de Normandie, & des Sieges généraux de l'Amirauté & des Eaux & Forêts de la Table de marbre établie près ledit Parlement & autres supprimés, est du 22 Août de l'année dernière & datée de Compiègne : elle a été enregistrée au Conseil supérieur de cette ville le 11 Octobre suivant. La totalité du prix de tous lesdits Offices liquidés, s'est trouvé monter à la somme de 5,688,328 Livres, 11 sols, 8 deniers, & le paiement doit s'en effectuer, à commencer du 1er Juillet 1774, jusqu'au premier Juillet 1791. Le Roi y contribuera annuellement pour une somme de

360,000 Livres, & les trois Généralités de Rouen, Caen & Alençon, fourniront pour le surplus une somme de 120,000 Livres : ce qui produit la somme de 480,000 Livres par an.

Le Parlement de Rouen est le 10^{ème} liquidé ; il ne s'agit plus que de ceux de Toulouse & de Dijon, dont on n'a pas encore les détails.

10 *Avril.*

On dit que M. le Contrôleur général a fortement à cœur de consommer la construction du Louvre ; qu'il visitera par lui-même les travaux, qu'il piquera de tems en tems les ouvriers, & qu'au moment où l'on s'y attendra le moins, on espere le voir sur l'échaffaud.

11 *Avril.*

On fait de quelle protection éclatante Madame la Comtesse Dubarri couvre le Sr. Dauberval. On a excité les regrets de cette Dame sur la perte d'un tel Danseur, abîmé de dettes & obligé de passer en Russie, pour mettre ordre à ses affaires, & profiter de la fortune considérable que lui fait promettre la Souveraine de ces contrées éloignées. En effet, la Comtesse s'est mise en tête de ne point perdre un tel sujet, elle a fait calculer la somme dont il avoit besoin pour faire face à ses affaires : on a trouvé qu'elle se montoit à 50,000 Livres. En conséquence elle a fait dresser un autre état de cottisation de la Cour. Elle a fait elle-même la quête, proportionnement aux facultés de chacun : on ne pouvoit donner moins de cinq Louis, mais elle en exigeoit quel-

quefois dix , quinze , vingt , vingt-cinq &c. Au moyen de cette tournure , la somme a été bientôt complète , & les regrets des amateurs commencent à se calmer.

Un Seigneur a profité de cette occasion pour lui représenter qu'il n'avoit rien à lui refuser , qu'il feroit volontiers le sacrifice qu'elle exigeoit , mais qu'il lui faisoit une représentation avant : c'est que cette somme étoit destinée au soulagement d'un pauvre Gentilhomme , Officier réformé , chargé de famille , & qui sollicitoit vainement depuis plusieurs années une modique pension. Pour preuve de ce qu'il avançoit , il a présenté à la Comtesse un Mémoire où tout étoit très détaillé ; il a ajouté qu'il ne doutoit pas que son humanité ne fût émue de ce qu'il lui disoit , & qu'elle n'appuyât ce Mémoire pour dédommager le suppliant des vingt-cinq Louis qu'il devoit lui donner , & qu'elle l'obligeoit d'appliquer au paiement des dettes du Sr. Dauberval. La Comtesse a senti toute la force d'une représentation faite en pareille circonstance ; elle s'est chargée de bonne grace du Mémoire , qui a eu un plein succès , comme cela devoit être , & qui vraisemblablement n'auroit pas été agréé sans cette tournure ingénieuse.

11 Avril 1774.

Il paroît qu'il y a une double intrigue à la Cour , pour supplanter Madame Dubarri. L'une seroit de faire un mariage de conscience entre S. M. & la Baronne de Neukerque , ci-devant Madame Pater , qui a de grandes prétentions , & telles qu'elle vient de faire dissoudre son mariage avec M. Pater. L'autre

plus convenable, feroit de remarier le Roi avec une Archiduchesse, celle qui n'a point voulu d'époux, & a déclaré qu'elle n'en prendroit point d'autre que le Roi de France. On veut que Madame Louise, le Chancelier & l'Archévêque soient à la tête du premier, & que M. le Duc d'Aiguillon soit à la tête du second.

12 *Avril.*

La Déclaration portant Règlement concernant les Mémoires à consulter, a été donnée à Versailles le 18 Mars, & enregistrée au nouveau Tribunal le 26, Grand'Chambre & Tournelle assemblées. Elle est fondée sur les abus résultans trop souvent de l'usage établi de faire imprimer des Mémoires, Consultations & autres Ecrits pour l'instruction des Procès, qui s'élevent entre les sujets de S. M. : abus portés à un excès qui n'est pas moins contraire au bien de la justice, qu'à la tranquillité des familles & à l'honneur du Barreau. Elle renouvelle les dispositions des anciennes Ordonnances, & des Réglemens intervenus sur cette matiere, & y ajoute des précautions qui ont paru les plus capables d'en assurer l'exécution, sans nuire à la liberté qu'exige une défense légitime & raisonnable.

10. Il ne pourra être imprimé aucuns Mémoires, Consultations, ou autres Ecrits, que sur les affaires contentieuses, & seulement lorsque l'affaire sera devenue contradictoire; à l'effet de quoi l'imprimeur sera tenu, avant qu'il puisse en commencer l'impression, de se faire remettre, & conserver pour sa décharge, un certificat signé de l'Avocat, du Procureur

de la partie, ou du Greffier du Tribunal où l'affaire est portée.

2. Défenses aux Parties de faire imprimer, & aux imprimeurs d'imprimer aucuns Mémoires à consulter; quand même ils seroient signés, sauf aux Avocats à rappeler dans leurs Consultations, les faits & les questions sur lesquels ils sont consultés, en observant, toutefois, la modération & la décence convenables à la noblesse de leur profession.

3^o. Peines prononcées en cas de contravention : sçavoir, 300 Livres d'amende, de la part des imprimeurs, pour la première fois, & en cas de récidive, ils seront déchus de leur maîtrise, à tems ou à perpétuité; & 500 Livres d'amende de la part des parties, & aux dommages & intérêts envers la partie intéressée. Pourront en outre, lesdits Imprimeurs & lesdites Parties, être extraordinairement poursuivis, suivant l'exigence des cas.

4^o. Les Mémoires, Consultations & autres Imprimés, concernant des affaires pendantes en justice, ne pourront être vendus, avant qu'il soit intervenu un jugement définitif sur icelles, & même pendant l'année qui suivra ledit jugement, &c.

Cette Déclaration a été enregistrée purement & simplement. MM. ont seulement exigé qu'on retirât une certaine expression: *Attendu les circonstances*, expression qui a blessé leur amour-propre, & qui sembloit ne les désigner que comme des Magistrats précaires, des Magistrats du moment & de la circonstance.

13 Avril.

S. M. fait faire à Bellevue un nouveau bâtiment, appelé *Brimborion*. M. le Contrôleur Général fait couler l'argent en abondance pour cet objet, & le Roi, qui aime la truelle, est enchanté de voir le succès de son édifice.

14 Avril 1774.

Malgré les Lettres patentes enrégistrées au nouveau tribunal pour la translation de l'Hôtel-Dieu à l'Hôpital St. Louis & à l'Hôpital Ste. Anne, il s'y trouve de grandes difficultés, où même l'impossibilité d'avoir de l'eau dans le premier hôpital, est constatée de façon à ne pouvoir surmonter un tel obstacle; & quant à l'autre, on assure que les chefs de la Manufacture des Gobelins font aussi des représentations, sur l'inconvénient qui en résultera, soit dans la dispersion des eaux de leur petite rivière, soit dans la qualité fâcheuse qu'elles pourroient contracter. Tout cela prouve comment M^{rs}. du nouveau Tribunal examinent avec soin ce qu'on leur envoie de la Cour.

14 Avril.

Une Ordonnance du Roi, du 10 de ce mois, affichée à toutes les portes de l'Opéra & dans l'intérieur de ce spectacle, afflige fort les amateurs & les paillards. On entroit ci-devant librement aux foyers des Actrices, avant & pendant les représentations: on les voyoit s'habiller; on jouissoit de

tout le coup d'œil séduisant que pouvoit présenter leur toilette, & les gens propres à l'impromptu y pouvoient faire des coups fourrés très agréables. Cette communication devient interdite aujourd'hui. Il est défendu aux Directeurs de laisser subsister un usage aussi contraire au bon ordre du service qu'à la décence & aux mœurs; & ces Ddemoiselles seront désormais obligées de réserver le spectacle de leurs charmes secrets pour le tête à tête avec leurs Amants. Les prôneurs du Ministère font valoir ce Règlement, comme une preuve qu'il s'occupe de tout ce qui peut contribuer à une administration sage, & à maintenir la vertu.

14 Avril.

On parle beaucoup d'un nouveau Livre, intitulé: *Elémens de la Politique, ou Recherches des vrais principes de l'Oeconomie sociale*. On attribue ce Livre, en 6 vol. in 80. à l'Abbé Raynal, l'auteur de l'Histoire Philosophique & Politique des deux Indes.

14 Avril.

On a déjà parlé des Mémoires outrageans du Sr. *Pillot de la Coupe*, Américain, contre son ancien Professeur l'Abbé *Basset*: Mémoires qui ont été supprimés, &c. Cet adversaire s'est hâté de prévenir le Règlement nouveau, concernant les Factums des parties, & en a publié un où il vient tout récemment d'outrager directement M. du Cassé, son Adversaire direct, & par contrecoup cet ancien Professeur

M 4.

de l'Université, qui réclame & demande une réparation & conclut à des peines graves.

15 *Avril.*

Ceux qui vivent dans l'intimité de M. le Chancelier, assurent à leurs amis intimes que la santé de ce Chef de la Magistrature continue à être en très grand danger, & qu'il pourroit bien être mort avant six mois : ils veulent que l'humeur cancéreuse repercutée dans le sang ait attaqué les parties nobles. Ils ajoutent que ce Ministre n'ignore pas le danger où il est, mais fait toujours bonne contenance, & soutient cet événement en philosophe & en héros.

15 *Avril* 1774.

L'emprunt viager de Hollande, qui n'avoit été ouvert que pour un million de rentes, continue, & se monte aujourd'hui, calcul fait, à cinq millions de rentes, c'est-à-dire qu'il a été touché au Trésor Royal en argent & papiers plus de 50,000,000 Livres de Capitaux, & cette fureur ne fait qu'augmenter.

15 *Avril.*

Le 28 le nouveau Tribunal, Grand'Chambre & Tournelle assemblées, a enregistré une autre Déclaration du Roi donnée à Fontainebleau le 29 Octobre dernier, en interprétation de l'Edit du mois de Février 1771 portant Règlement pour la Procédure.

17. *Avril*

17 *Avril* 1774.

Le sermon de M. l'Abbé de Beauvais, le nouvel Evêque de Senez, prêché le Jeudi-Saint, a fait la plus forte impression. Il rouloit sur une opposition entre la vie oisive & inutile des Riches & la vie active & utile des Pauvres. L'Orateur entroit à cette occasion dans une peinture pathétique des misères du peuple, & par un tour oratoire, annonçoit pouvoir le faire mieux que personne, puisque lui-même sortoit de cette classe.

Il rappelloit au Roi l'époque de sa maladie de Metz, circonstance la plus glorieuse de sa vie, puisque c'est celle où l'amour de son Peuple pour sa personne sacrée s'est manifesté à son plus haut degré. Il ne lui a pas dissimulé que cet amour s'affoiblissoit; que le Peuple, accablé de subsides, ne pouvoit plus que gémir sur ses propres maux: il a fait sentir au Monarque que, quoique sur le Trône, il avoit des amis sans doute & étoit digne d'en avoir, mais que son meilleur ami devoit être son Peuple: enfin il l'a exhorté à ne point s'en fier aveuglement pour l'administration de son Royaume aux conseils de ses Ministres, trop souvent intéressés à le tromper, mais à ne s'en rapporter qu'à lui-même, à son cœur, à l'expérience d'un regne de plus d'un demi siècle.

Le Roi n'a point été mécontent de cette hardiesse Evangélique, il a très-bien accueilli le Prédicateur, & lui a rappelé l'engagement qu'il avoit pris de prêcher devant S. M. le Carême de 1776: engagement qu'il le sommoit de remplir, & a ajouté S. M. en riant, quoiqu'Evêque.

Ce Prélat, fils d'un chapelier, & neveu, comme on a dit, du Garde des Archives du Clergé, s'acquiert la plus grande considération, en remplissant ainsi son Ministère avec le zèle intrépide des premiers Apôtres. En général, il est vu de mauvais œil par nos Evêques, qui prétendent qu'on ne doit aggréger à leur Corps que des gens de qualité. C'est l'Archevêque de Paris, l'Evêque de Noyon & l'Evêque de Beauvais, qui ont porté fortement cet Abbé, & ont forcé la main à l'Archevêque de Rheims, aussi imbu des mêmes préjugés : ils ont été obligés d'employer l'autorité de la famille Royale.

17. *Avril.*

On parle beaucoup d'un discours lu à la Séance publique de l'Académie des Belles Lettres, tenue le 12 de ce mois pour la rentrée de Pâques; c'est un Mémoire qu'a communiqué à l'assemblée M. le Beau, un des Membres de cette docte Compagnie, renommé pour son patriotisme. C'est le 23^e servant de suite & de clôture à ceux qu'il compose depuis longtems *sur la Légion Romaine*. Celui-ci roule *sur les Vivres & les Vivriers* : il y traite de la nourriture des Soldats Légionnaires. Après une distinction nette, précise, lumineuse, des différentes especes de subalternes qui composoient cette partie des armées, il fait voir comment depuis l'Empereur, c'est-à-dire, le Général, jusqu'au dernier goujat, tout s'efforçoit de s'enrichir de la substance du malheureux soldat, de l'écorner, de la détériorer. Ce détail a offert un parallele si sensible avec ce qui se passe chez nous, que les spectateurs ont fortement applau-

di à l'Ecrivain. Il a cité un passage d'une Ordonnance de *Valentinien*, qui vouloit que dans la fourniture des Bleds pour les troupes, on fit d'abord passer les plus mauvais grains, & qu'au cas qu'ils fussent trop gâtés, pour ne pas exciter des murmures, des plaintes, & peut-être des révoltes, on eût au moins soin de tromper le soldat & de mélanger la farine la plus détestable avec la bonne. Ce qui ressemble beaucoup à nos *bleds d'ordonnance*, aujourd'hui. Il a soulevé l'indignation contre ce méchant Prince, qui préféroit ainsi de remplir son Fisc à conserver la vie de ses sujets; & l'on a de nouveau battu des mains & saisi la ressemblance de cet ancien tems avec l'administration actuelle.

18 Avril.

On raconte que M. l'Abbé Terrai, Contrôleur général des finances, allant le jour de Pâques en campagne, & n'ayant pu faire dire la messe chez lui à cause de la solennité du jour, l'avoit entendue en route à Valenton, où il avoit assisté à la grand'messe; pendant laquelle il avoit beaucoup causé, ce qui avoit fort scandalisé le curé: que celui-ci étant monté en chaire pour faire son prône, avoit à son tour prêché sur l'irrévérence dans le lieu saint & avoit daubé d'une façon sensible sur le Ministre. Que le Contrôleur général piqué avoit fait exiler à Montfort l'Amaury ledit curé. Cette anecdote mérite confirmation.

18 *Avril.*

Indépendamment des difficultés reconnues, ou pour mieux dire de l'impossibilité confirmée de transférer l'Hôtel-Dieu aux hôpitaux désignés sur les Lettres patentes, il en naît une autre de la part du Chapitre de Notre-Dame, qui, ayant la direction spirituelle & de discipline de cette maison, prétend qu'on ne peut la changer sans son aveu. Il est vrai que jusqu'ici ce Corps n'a fait aucune opposition à l'enregistrement, que M. l'Archevêque de Paris a gagné la plus grande partie des voix: il a fort à cœur l'éloignement de cet hôpital; tant à cause de la salubrité qu'il procurera à son Palais Episcopal, & de la gaieté qui doit y en résulter, en ce que les bâtimens abattus le découvriront beaucoup mieux; qu'encore plus, pour envahir cette juridiction qu'il est presque impossible que le Chapitre conserve dans un grand éloignement. Mais cette affaire est de nature telle, que l'opposition d'un seul oblige de juger la contestation, & plusieurs Chanoines très zélés pour l'honneur de la Compagnie, se disposent à former un appel comme d'abus.

19 *Avril 1774.*

Un des plus grands Seigneurs de Pologne, le Prince de Chatorinski, vient d'éprouver une affaire des plus désagréables par la surprise faite à la Justice: elle n'a pas heureusement eu les suites fâcheuses qu'on s'étoit proposées. Un Polonois, abusant du titre apparent d'une créance de près de cent mille écus, qui n'étoit exigible qu'en Pologne, par subti-

lité s'est présenté au Châtelet, & violant toutes les regles y a obtenu une Sentence par Corps, qui a été signifiée, & au moment même les Gardes du Commerce se sont mis en état de l'exécuter, faute de paiement. Mais le Prince de Chatorinski ayant demandé quelques heures de répit, a eu recours à son Banquier, qui a sur le champ déposé toute la somme, dès qu'il a été averti. Ce Prince revient aujourd'hui sur cette Sentence surprise, & demande la punition de l'Huissier qui a osé mettre dans son exploit qu'il avoit signifié à personne. Il est en prison, & fera très sévèrement puni. On avoit ourdi toute cette manœuvre dans le tems de Pâques, pour ôter la ressource de l'appel & la suspension de l'exécution qu'on s'étoit proposé de faire.

Il faut observer que le Prince de Chatorinski est parent de M. le Dauphin, par feue Madame la Dauphine.

20 *Avril.*

On a parlé de l'affaire des freres Michelin contre Me. Gerbier. On a dit que Me. Linguet s'en étoit chargé, mais l'impossibilité où est cet Avocat de plaider leur a ôté leur défenseur. Par une délicatesse abusive, aucun des autres célèbres confreres de Gerbier n'a voulu se charger de leur cause contre lui. Un militaire, nommé le Baron de Touffain, anciennement Avocat, a été indigné de cette ligue; il s'est présenté pour prendre la place de Linguet, & déposant le casque pour le bonnet carré il doit plaider demain. Beaucoup de gens se disposent à y aller, s'imaginant qu'il y a un dessous de cartes, & qu'il pourroit bien prêter son organe à Linguet & débiter son plaidoyer.

M. 7.

21 Avril.

M. le Marquis de Chambonas, Capitaine de Cavalerie, doit épouser Mlle. de Langeac, dont le mariage avoit déjà été arrêté avec M. de Ste. Hermine. On ne fait si celui-ci ne manquera pas encore. Une partie de la famille du mari s'y oppose, entr'autres le Maréchal de Biron, qui a déclaré sa répugnance d'une manière non équivoque. Madame la Comtesse du Roure, sa niece, lui étant venue présenter la mere & le futur qui a l'honneur de lui appartenir, le Maréchal a fait venir son Suisse, & en leur présence lui a dit: *Souvenez-vous bien que toutes les fois que Monsieur & Madame viendront ici, je n'y suis pas pour eux.* Un ordre signifié d'une façon aussi insultante, est une improbation trop caractérisée pour n'avoir pas produit le plus grand effet.

21 Avril.

On parle de faire aller aux eaux Madame la Comtesse Dubarri, voyage qui s'interprète de différentes façons. Les uns le regarderoient comme une disgrâce, d'autres comme un repos nécessaire: S. M. l'accable de caresses si soutenues, si réitérées, si fatigantes, qu'elle ne peut que désirer du relâche.

22 Avril.

Extrait d'une Lettre de Pau du 10 Avril... Notre Parlement a eu un moment de fermentation, en voici le sujet. M. Bordeu, frere du célèbre Médecin de ce nom, & Substitut du Procureur général du tems de l'ancien Parlement, lors des démissions en 1765 n'a

voit point dissimulé sa façon de penser, sans donner la lieue : il s'étoit totalement abstenu de ses fonctions, s'étoit même absenté de la ville, & depuis lors résidoit à Paris. Cependant il a mis de l'eau dans son vin, & revenu de ce zèle trop funeste, il ne s'est point refusé aux démarches de son frere qui, Médecin de Madame la Comtesse Dubarri, a facilement obtenu du Chancelier que l'ancien Substitut fût promu à une place de Conseiller. La nomination venue au Parlement, les Chambres se sont assemblées & le Sr. Bordeu a été refusé unanimement. Le Chef suprême de la Justice a été piqué ; il a fait entendre au Député de la Compagnie à Paris, qu'elle se mettoit dans le cas de recevoir une injonction humiliante. Celui-ci a manœuvré en conséquence : on a trouvé le *mezzo termine*, de faire aller le sujet sur le lieu, de lui faire faire les visites d'usage, les sollicitations, remplir toutes les cérémonies préalables, dans la supposition que son exclusion ne pouvoit venir que de cette omission ; & rejetant ainsi sur cette cause le premier refus, la Compagnie a cru, sans se compromettre, pouvoir venir à une seconde assemblée, & il a été élu.

23 Avril.

Extrait d'une Lettre de Pau du 15 Avril.....
Le Parlement un peu mortifié d'avoir été obligé de revenir sur ses pas, & d'adopter M. de Bordeu parmi ses membres, a pris sa revanche, & a empiété sur les bornes circonscrites à son droit d'élection. Il y avoit 4 places vacantes : suivant l'Edit de recreation, la Compagnie a droit de choisir trois sujets &

de les présenter au Roi, qui donne son approbation à l'un des trois. Il y avoit onze candidats : il a profité de cette circonstance pour n'en nommer qu'un à chaque place, sous prétexte qu'il en auroit fallu au moins douze pour satisfaire successivement l'élection. Quoiqu'il en soit, il s'est contenté de les proposer ainsi à M. le Chancelier ; & celui-ci satisfait de la docilité de cette Cour, a bien voulu ne pas chicaner, & a fait agréer au Roi les quatre sujets élus.

24 *Avril* 1774.

Le château que se fait élever Madame la Comtesse Dubarri dans l'avenue de Versailles, à côté de la maison de Binnet qu'elle a achetée, s'avance, & sera construite pour le retour de Fontainebleau de cette année. Elle y doit établir un aumônier en titre ; & beaucoup de prêtres, de curés de campagne, d'abbés de cour, briguent cet honneur.

24 *Avril*.

On écrit de Londres que le Sr. de Beaumarchais est en Angleterre, où il est chargé d'une mission secrète, en sorte qu'il doit incessamment retourner à Versailles.

25 *Avril*.

On cite un trait du Marquis de Monteynard, qui fait honneur aux sentimens de cet Ex-Secrétaire d'Etat, & prouve qu'il a les qualités du cœur, s'il n'a pas celles du génie. Sur la fin de son administration il avoit promis une grace que sa chute l'avoit empê-

ché de réaliser. Il n'a pas craint de devenir suppliant vis-à-vis de son ennemi, & il a présenté un Mémoire au Duc d'Aiguillon, pour le prier de dégager sa parole. Celui-ci y a acquiescé & a accordé ce qu'avoit promis son prédécesseur.

26 *Avril.*

Extrait d'une Lettre de Nancy du 18 Avril.

Une Déclaration du Roi concernant les droits de Sceau & de Tabellionage dans les Duchés de Lorraine & de Bar, donnée à Versailles le 22 Novembre 1772, & qui ne commence à ressortir son effet que depuis son enrégistrement au Parlement de Paris, le 12 Mars 1774, toutes les Chambres assemblées, jette l'alarme dans ce pays-ci, par les dispositions très prochaines qu'elle annonce de la part de M. l'Abbé Terrai, de travailler ces Provinces en finance comme toutes les autres du Royaume. L'article le plus effrayant est le premier, par lequel, sous prétexte d'établir l'uniformité de ces droits, il a fait révoquer à S. M. tous les dons, concessions ou engagements qui ont été faits précédemment de ces droits, sauf à pourvoir à l'indemnité de ceux des aliénataires ou engagistes, dont la possession aura été reconnue valable & légitime.

Le Parlement, dans son enrégistrement, a mis des modifications, pour brider autant qu'il pourroit les exacteurs de ces droits; mais on connoît l'impuissance de ce Tribunal. Il porte: A la charge, 10. Qu'en conformité des usages anciennement établis dans les Duchés de Lorraine & de Bar, & reconnus par la même Déclaration, les droits d'insinuation & de cen-

tieme denier, ne pourront en aucun tems, & sous quelque prétexte que ce soit, y être introduits. 20. Que dans la disposition de l'article 1er. ne seront pas compris les Seigneurs & autres, qui, d'après les vérifications faites en exécution de l'Arrêt du Conseil d'Etat du 16 Novembre 1767, ont été maintenus dans la jouissance des droits de Sceau & de Tabellionage sur une possession établie de tout tems, avant l'homologation des coutumes de Lorraine, &c. 30. Que tous actes translatifs d'usufruit, d'immeubles, ne payeront les droits du Sceau, suivant l'article 5, que sur le pied de la moitié du prix des fonds, s'il est fixe & certain, sinon sur le pied de l'évaluation qui en sera faite, à raison de la moitié de la valeur des biens. 40. Que les dispositions de l'article 72 auront leur effet, quand même les quittances représentées du paiement des à comptes seroient passées sous signature privée. 50. Que le contenu de l'article 74 ne pourra autoriser les actes & contrats de nonobstant, lesquels continueront d'être prohibés, conformément à l'Ordonnance du 8 Mars 1723, en ce qui concerne les contrats de vente d'immeubles. 60. Que les peines d'amende & du paiement du double droit prononcées par les articles 93 & 101 ne seront encourues que pour fait d'infidélité & de récelé dans les Déclarations qu'il écherra de donner à l'adjudicataire général des Fermes, sauf à lui, dans le cas où il croira ne devoir pas s'en rapporter aux estimations qui lui seront fournies, à se pourvoir en nomination d'Experts dont les frais resteront à sa charge, si l'Expertise est conforme aux estimations; & à celle des parties, si les mêmes estimations sont trouvées déraisonnables: & en outre sans approbation des diffé-

rens Arrêts du Conseil, relatifs à la perception des droits énoncés en ladite Déclaration, non revêtus de Lettres patentes, dûment enrégistrées, &c.

26 *Avril* 1774.

Le nouveau Tribunal a enrégistré le 28 Mars dernier, des Lettres patentes, données à Versailles le 1er Septembre 1773, portant ratification d'une convention conclue entre S. M. & les Etats Généraux des Provinces Unies, pour l'exemption réciproque du Droit d'Aubaine.

Le 13 Avril, il a enrégistré, toutes les Chambres assemblées, une Déclaration du Roi, donnée à Versailles le 12 Décembre dernier, portant prorogation pour six années, qui commenceront au 1er Août 1774, de différens droits en faveur de l'Hôpital général & des Enfans-trouvés, continués & établis par la Déclaration du 26 Juillet 1771.

Le même jour, & de la même manière, il a enrégistré des Lettres patentes du Roi, pour le Couvent & College des Freres Prêcheurs de la rue St. Jacques à Paris, qui portent approbation d'un Bref du Pape, du 15 Février, par lequel ledit Couvent est soumis à la juridiction immédiate du Général du dit Ordre, pour être par lui régi & gouverné suivant les principes établis pour l'administration du Noviciat du même Ordre, dans ladite ville; & qui délègue en même tems les Archevêque d'Arles & Evêque de Meaux, en qualité de Commissaires du St. Siege, pour procéder à la fixation de la Conventualité dans ledit Couvent-College, & y établir un Régime également

essentiel au maintien de la régularité, au progrès des études, à la conservation du temporel.

L'enregistrement porte : „ Sans approbation néanmoins des clauses insolites, insérées audit Bref, & „ à la charge que le Prieur dudit College sera choisi „ par le Général de l'Ordre, sur la présentation qui „ lui sera faite par le Chapitre Conventuel de trois „ sujets, lesquels auront été préalablement élus en „ la forme ordinaire : qu'après que le nombre des „ Conventuels aura été fixé en exécution dudit „ Bref, vacances arrivant d'aucunes desdites places „ de Conventuel, la Province dont dépendra la „ place, présentera trois sujets au Général, qui en „ nommera un pour remplir ladite place. Que le „ Régime ordinaire de la maison continuera d'appar- „ tenir auxdits Prieur & Conventuels, & que le „ Général ne pourra y exercer son autorité, que „ conformément aux Loix & aux Maximes reçues „ dans le Royaume suivant l'Arrêt de ce jour, &c.”

27 *Avril.*

On parle beaucoup d'une contestation survenue dans une assemblée des Grands Officiers des Ordres Royaux & Militaires de St. Lazare de Jérusalem & Hospitaliers de Notre Dame du Mont Carmel, entre M. le Marquis de Paulmy, Chancelier & Garde des Sceaux dudit Ordre, & le Sr. Mesnard de Chouzy, Procureur général. On prétend que la querelle a été vive entre ces deux officiers, & le premier si mécontent des propos insolens du second, qu'il en a porté ses plaintes à M. le Comte de Provence,

Grand'Maitre & Chef général. On ajoute que celui-ci, pour punir le Sr. Mesnard, a fait supprimer la charge de Procureur général. C'est un bras droit du *petit Saint*, grand administrateur de Lettres de cachet, grand fauteur du Despotisme, conséquemment fort méprisé, fort détesté. Ce qui rend tout le monde aise de lui voir essuyer une telle humiliation.

27 *Avril.*

On ne doute plus depuis longtems du mariage de M. le Duc d'Orléans avec Madame de Montesson, on en est sûr plus que jamais par la réconciliation qui vient de s'opérer entre M. le Duc de Chartres & son pere. C'est le curé de St. Eustache qui a remis l'union dans la famille; & ce qui ajoute une certitude encore plus grande, c'est l'édification générale qui a résulté dans le Public de voir M. le Duc d'Orléans faire ses Pâques; ce qui ne lui étoit arrivé depuis longtems, & ce qui n'auroit pu avoir lieu si S. A. eût continué à vivre dans le desordre & scandaleusement. On espere que cette femme ambitieuse se voyant frustrée dans ses espérances d'être déclarée par le Roi Duchesse d'Orléans, va revenir aux sentimens patriotiques, & excitera le Prince, son Epoux, à quelque coup d'éclat pour le rétablissement de l'ancienne Magistrature.

27 *dudit.*

Quoique le Sr. Linguet ait fait répandre depuis quelque tems par des émissaires le bruit qu'il alloit

reparoître au Palais , qu'il formeroit opposition à l'Arrêt rendu contre lui par le nouveau Tribunal, que celui-ci étoit convenu de le recevoir opposant, qu'on oublieroit le passé, & qu'il ne feroit plus question de son exclusion, les bruits ne se réalisent pas, & le Sr. Linguet resté dans le silence.

Le Public s'est desabusé sur l'Orateur Militaire qui a voulu plaider en faveur des freres Michelin: il s'en est très mal tiré, & l'on ne peut croire qu'il y ait eu du Linguet dans ce qu'il a dit. Les freres Michelin ont perdu, & la sentence du Châtelet a été confirmée.

Malgré ce triomphe le Sr. Gerbier n'est pas dans son assiette, il sent que la diatribe de son confrere a porté une furieuse atteinte à sa réputation, il en gémit dans l'intimité de l'amitié, & convient qu'il a eu grand tort de reparoître au Palais depuis la dispersion du Parlement.

29 *Avril.*

Le Sr. Dauberval n'a pas manqué de témoigner sa reconnoissance envers Madame la Comtesse Dubarri, dans une Lettre encore fort rare, mais dont il transpire des copies. On y remarque la même aisance, la même familiarité, qu'on a déjà trouvées dans celle qu'il lui a écrite en faveur du mariage que cette Dame vouloit faire du Danseur avec Mademoiselle Dubois. Cette nouvelle Epître sur la Quête que l'illustre protectrice vouloit faire en faveur de cet homme à talent, est conçue ainsi :

Lettre du Sr. Dauberval, Danseur de l'Opéra, à Madame la Comtesse Dubarri; en remercement de la Quête qu'elle a bien voulu faire à la Cour pour le payement des Dettes de cet histrion.

„ QUELLES obligations ne vous ai-je pas, Madame, & comment les reconnoître? Investi, couvert, accablé de vos bienfaits, je viens d'éprouver de votre part une faveur unique, & dont il n'est aucun exemple en France à l'égard d'un simple homme à talent. J'étois abîmé de dettes: l'inconduite trop ordinaire dans notre état, la dissipation dans laquelle nous vivons, le luxe où nous entraîne la société brillante qui nous recherche, le gros jeu, devenu un besoin général, étoient les causes naturelles de mon dérangement; cela me donnoit peu de droit à l'indulgence publique. Aussi tourmenté par mes créanciers, ne sachant comment les satisfaire, j'avois pris le parti de m'expatrier, d'aller en Russie où l'on m'appelloit, & dont le ciel, tout rigoureux qu'il soit, auroit eu pour moi moins d'inclémence. Vous n'avez point voulu, Madame, qu'une terre étrangère s'enrichît d'une perte bien foible sans doute, & que vous avez daigné exagérer: vous avez prétendu qu'il seroit honteux que pour 50,000 Livres on laissât partir un Danseur aussi précieux (ce sont vos termes, & je rougirois de les rapporter si l'on pouvoit être modeste, honoré d'un suffrage comme le vôtre): mais ce qui feroit tourner une tête plus forte que la mienne, c'est votre empressement pour faire participer la Cour entière au rétablissement de ma fortune. Assûrement vous pouviez seule me sauver du naufrage: ç'eût été un filet d'eau échappé d'un grand fleuve: il eût été plus

doux pour mon cœur de n'avoir qu'une protectrice. Que dis-je ? Je n'en ai qu'une en effet, & c'est à vous que je dois rapporter les bontés de tant d'illustres personnages. Vous avez prétendu que tous étant mes admirateurs, devoient concourir à me garder : vous avez établi une souscription, & vous sembliez n'ouvrir votre porte qu'en proportion du zèle qu'on mettoit à s'y inscrire. C'étoit une véritable taxe dont vous gréviez ceux qui venoient vous rendre leurs hommages. Autrefois, Madame la Marquise de Pompadour, cette femme charmante, qui vous a devancée dans la carrière brillante où vous entrez, que les arts ont rendue immortelle, parce qu'elle les a toujours accueillis & soutenus, fit faire une lotterie pour *Geliotte* (1) : on a donné des Bals pour *Grand-val* (2), une représentation pour *Molé* (3) ; grands hommes, infiniment supérieurs à moi, & par leur talent & par l'excellence à laquelle ils l'ont porté. Il vous étoit réservé, Madame, d'envisager ma perte comme une calamité générale, & d'avoir recours pour me conserver à un de ces impôts extraordinaires que le Patriotisme allarmé s'empresse de payer à l'envi. Mon dévouement plus absolu que jamais à vos amusemens est la seule manière dont je puisse vous témoigner ma reconnoissance. C'est aux artistes, c'est aux gens de lettres à vous célébrer plus dignement. Qu'est-ce que le génie ne doit pas attendre d'une Divinité aussi tutélaire, si vous daignez faire

(1) Ancien Chanteur de l'Opéra.

(2) Ancien Acteur de la Comédie Française.

(3) Acteur actuel de la Comédie Française.

faire tant de choses à l'égard d'un homme à talent, uniquement recommandable par le bonheur qu'il a de contribuer à vos plaisirs? Déjà la Peinture, la Sculpture, la Gravure, se sont disputé la gloire de transmettre à l'Europe étonnée les graces séduisantes de votre figure; déjà les Muses vous ont couronnée de leurs guirlandes; déjà le Patriarche de la Littérature, le Prince de nos Poètes & de nos Philosophes, le Vieillard de Ferney, s'est abaissé à vos genoux (1) & vous a en sa personne rendu les adorations & du Parnasse & du Portique. Puisse son exemple encourager ceux dont le respect captivoit la langue! qu'il s'élève un concert-général de vos louanges, & que le sceptre des Arts & de la Philosophie, tombé des mains de la Marquise adorable qu'ils pleurent encore, passe dans vos mains & leur rende en vous une autre Minerve!"

„ Je suis avec un profond respect, &c."

Paris ce 10 Avril 1774."

29 Avril 1774.

Les affaires de M. le Duc d'Orléans, outre les coups que l'abbé Terrai a portés à la fortune de ce Prince, se trouvent dérangées encore par les Banqueroutes de différens marchands de Bois. Le Conseil de S. A. a procédé dernièrement aux moyens de réparer ce *deficit*: on a d'abord supprimé les pensions

(1) On connoît la Lettre de M. de Voltaire à Madame la Comtesse Dubarri, qui a paru l'année-dernière.

des anciens Domestiques, c'est-à-dire, celles qui se faisoient peut-être depuis un siècle aux Enfans, petits - Enfans & arriere-petits - Enfans de gens qui avoient été autrefois au service de MONSIEUR, frere du Roi Louis XIV, & tige de la branche d'Orléans actuelle; ce qui étoit abusif. On a aussi retranché quelque chose aux gages de certains domestiques.

Ce Prince a eu en partie satisfaction sur les objets de sa contestation avec le Contrôleur général, mais non sur tout.

29 Avril.

Le mariage de Mademoiselle de l'Epinaffe de Langeac avec le Marquis de Chambonas a été retardé. M. l'Archevêque n'a point voulu donner de dispenses de bans, à raison de la répugnance qu'une partie de la famille du mari témoignoit pour cet hymen : il a fallu subir la formalité de la publication des trois bans. Le curé forme une contestation plus sérieuse, sur l'Extrait Baptistaire & la légitimité de l'enfant; mais on sollicite un Arrêt du nouveau Tribunal pour la lever.

30 Avril.

La singulière & ridicule contestation mûe entre l'Archevêque de Lyon d'une part & le Chapitre de l'autre, à l'occasion de l'impression du nouveau Bréviaire, ne finit pas & continue à bouleverser toute cette ville. Le Prélat répand aujourd'hui un gros *Factum* sous le titre de *Mémoire pour le Syndic du Clergé du Diocèse de Lyon, contre les Doyen, Chanoines & Chapitre de l'Eglise, Comtes de Lyon, &c.* où

l'établit en bref que la cause du Chapitre est également insoutenable & dans le fonds & dans la forme, & que tout ce que contient son Mémoire en maximes, en faits & en imputations, est ou contradictoire, ou faux ou dénaturé.

L'article du chant par cœur, dont ces Chanoines ont si jaloux, fournit matière à une digression plaiante, dans laquelle on prétend qu'ils ne desirent la conserver que pour se maintenir dans la douce habitude de ne point chanter du tout; puisqu'au moyen de cet usage, les Chanoines Comtes, qui ont la mémoire très-mauvaise, faute de pouvoir y satisfaire ont réduits à faire un personnage muet dans leurs salles.

Ce Mémoire est appuyé du *Tableau & Preuves* des révolutions qu'ont éprouvées dans l'Eglise Primale, ou par le fait du Chapitre, ou de son agrément, le culte extérieur, les rites, les usages, les cérémonies & les livres liturgiques; ce qui contredit le Mémoire des Chanoines. Il est très-savant; fait honneur à l'érudition de M. de Montazet, dont il est vraisemblablement l'ouvrage.

30 *Avril.*

Lundi dernier S. M. qui étoit à Trianon, chassa en voiture, ce qui fait présumer qu'Elle se sentoît déjà incommodée: le mardi Elle ne chassa point, & toussa beaucoup, contre son ordinaire quand Elle faisoit point d'exercice. Après souper, Elle fit piquet tête-à-tête avec M. le Duc d'Orléans, avec qui Elle aime. Elle se trouva mal dans la nuit; Elle eut des vomissemens, & son état fut as-

sez inquietant pour ne La point transporter le mercredi. Le jeudi Elle se trouva mieux, & revint à Versailles dans sa robe de chambre. — Le soir il lui prit de la fièvre; Elle eut mal à la tête. Ces accidens ayant continué, Elle a été saignée vendredi, deux fois. A minuit la petite vérole s'est déclarée. Dès la veille tous les Princes s'étoient rendus à la Cour, & l'on ne doute pas que le Prince de Conti n'ait fait demander au Roi la permission de le voir.

Les Médecins les plus célèbres ont été mandés à Versailles, surtout *Bordeu & Lorri*, &c.

30 Avril.

Extrait d'une Lettre de Londres, du 15 Avril... Le soi-disant Chevalier de la *Morande*, auteur d'un *Gazetier cuirassé*, a pour véritable nom *Thévenot*; il est fils d'un honnête praticien d'Arnay-le-Duc, en Bourgogne, qu'il a fait mourir de chagrin. L'argent que lui a valu son infâme brochure, lui a fait former le projet de vivre de Libelles. Du fond de son repaire il a en effet menacé plusieurs personnes opulentes de Paris d'imprimer des anecdotes secrètes & scandaleuses sur leur compte, si elles ne lui bissoient pas la rançon qu'il leur imposoit.... Ce projet lui a réussi à l'égard de plusieurs.

Son second libelle a été contre le Comte de *Laguais*, qui l'avoit traité de gremlin dans un *Faëux* intitulé: *Mémoire pour moi & par moi*, lors de son procès contre son Secrétaire, &c..... *Morande* n'a point publié ce libelle contre le Comte, qu'il signoit sous le nom de *Bras cassé*, (*Brancas*) par qu'ayant eu la maladresse, pour en préparer la version.

de répandre des vers calomnieux dans un des papiers publics de cette Capitale, le Comte lui intenta un procès qui eût dû écraser l'insecte venimeux; il s'est contenté d'obliger ce *Scribler* à brûler toute l'édition de son libelle, & lui a fait signer dans toutes les Gazettes Angloises, qu'il se reconnoissoit, lui Morande, pour un imposteur. Il a répandu le Prospectus d'un Ouvrage en 4 volumes, qu'il va publier sous le titre de *Mémoires secrets d'une femme publique*, &c. avec des gravures: c'est une composition infernale..... Le *Gazetier cuirassé* est à l'eau-rose en comparaison de ce nouveau chef-d'œuvre. Le but de Morande étoit de se faire acheter l'Edition par les parties intéressées. Ses demandes étoient fort modérées; il ne vouloit que 500 Louis comptant & 4000 Livres de pension sur sa tête, réversible sur celle de sa femme & de son fils. Ce qu'il y a de plus extraordinaire, c'est que la Comtesse Dubarri ait donné là-dedans, qu'il soit venu des intrigans de Paris, chargés de cette belle négociation, avec une escorte de la Sacro-sainte Police; ce qui a fait présumer qu'ils n'y alloient pas de bonne-foi, & vouloient enlever le digne auteur, &c. Morande, plus fin qu'eux, a débuté par leur emprunter à chacun une trentaine de Louis; après quoi il a sonné le tocsin, de telle manière que les négociateurs véhéremment suspectés par le peuple Anglois, se sont cachés, & ont repassé l'eau le plutôt qu'ils ont pu..... En attendant la confection de son édition, Morande va, lisant des copies de lettres qu'il dit avoir écrites à M. le Chancelier, à M. le Duc d'Anguillon, &c. dans lesquelles il les menace & les accable d'injures, de bourrades, &c.... Voilà l'origi-

ne de tous les contes sur Madame de Godeville, & de tous les coq-à-l'âne auxquels cette histoire a donné lieu.

30 *Avril.*

M. le Comte Dubarri trouvant Mademoiselle le Clerc, de l'Opéra, maitresse du Prince des Deux Ponts, rebelle à toutes ses propositions, & les refus augmentant l'ardeur de cet amant, il a poussé ses offres jusqu'à une somme de cent mille écus: folie incroyable, moins encore cependant que l'attachement de la Danseuse, qui n'a pas voulu faire une infidélité à pareil prix.

30 *Avril* 1774.

Hier, Madame la Comtesse Dubarri a passé toute la journée au chevet du Roi. Depuis que la petite vérole est déclarée, S. M. l'a demandée une seule fois & n'a pas insisté pour qu'elle vînt. M. le Duc d'Orléans & Madame Adelaïde se sont renfermés avec le Roi. M. le Dauphin ayant voulu entrer, M. le Duc de la Vrillière lui a déclaré de la part de S. M. que sa santé étoit trop précieuse à l'Etat, qu'elle n'étoit point à lui, & qu'il ne pouvoit la risquer en entrant dans la chambre de son auguste ayeul, qui lui ordonnoit de s'en abstenir. La même réponse a été faite aux Princes, ses freres. M. le Comte d'Artois a insisté, & a trouvé mauvais qu'on s'opposât à son desir de pénétrer auprès de son grand Papa. M. le Dauphin lui a dit qu'il devoit voir avec quelle soumission lui, Dauphin, avoit re-

çu les ordres du Roi à cet égard, & qu'il devoit imiter son exemple.

M. l'Archevêque de Paris s'est rendu de Conflans, par eau, jusqu'à Seve, & de-là en litiere. Le bruit court que Madame Louise veut sortir de St. Denis pour se rendre auprès de son auguste Pere. Il est question ce soir d'administrer le Roi.

A sept heures, les Spectacles étant commencés on est venu les interrompre. A la Comédie Française, l'acteur, en prévenant que le Roi n'étoit pas plus mal, a déclaré que les Comédiens venoient de recevoir des ordres d'interrompre le Spectacle. A la Comédie Italienne, on n'a pas pris la même précaution; l'acteur a annoncé crûment qu'ils ne pouvoient continuer à cause des ordres du Roi, qui venoient de leur être signifiés; & quant à *Audinot*, c'est le petit Arlequin qui a fait l'annonce.

Le Roi s'étant apperçu ce matin qu'il avoit des boutons à la main, a demandé à Ardouillé qui l'avoit saigné, ce que c'étoit? Celui-ci a éludé. Depuis S. M. ayant fait la même question à la Martiniere, son premier Chirurgien, il lui a déclaré que c'étoit la petite vérole.

On a appliqué les vésicatoires aux deux jambes. Le Roi n'a point paru ému de l'annonce de la maladie; il ne s'inquiete de rien, & est dans un assoupissement fâcheux.

1. Mai 1774.

Par les ordres envoyés à Avignon, cette ville & le Comtat ont dû être remis aux Députés du Pape, qui en ont repris possession au nom du St. Siege,

On ignore encore s'il y a quelques conditions particulières, & si les difficultés élevées par le Contrôleur général sont résolues.

1 Mai.

Le Comte Dubarri a écrit, il n'y a pas longtems au Sr. Beaujon, Banquier de la Cour, qu'il avoit besoin de cent mille francs, qu'il le prioit de les lui envoyer, pourquoi il lui adressoit son billet. Le Banquier ayant pris une tournure polie pour ne pas acquiescer à sa demande, le Comte lui a riposté par une Epître insolente, où il lui annonce tout son mécontentement, s'il se refuse une seconde fois à sa réquisition. Le Sr. Beaujon est parti sur le champ pour Versailles, est allé se consulter avec l'Abbé Terrai. Celui-ci, après avoir vu la Lettre, la réponse & la réplique, a conseillé à ce financier de ne point aigrir un homme si puissant, & de tâcher de le contenter.

1 Mai.

Non-seulement la sentence du Châtelet vient d'être confirmée en faveur de Me. Gerbier, contre les Michelins, mais ils sont encore condamnés à 3000 Livres d'aumône. Le jugement doit être imprimé & affiché à leurs frais, pour avoir calomnieusement accusé Me. Gerbier d'avoir soustrait leurs pieces.

1 Mai.

1 Mai.

L'état du Roi a été inquiétant dans la nuit: la petite vérole se porte à la tête particulièrement & au col, elle est d'une mauvaise espece. L'affoupissement continuoît à six heures du matin: les vésicatoires rendoient. Il n'y a point eu de Bulletin dans une grande partie de la matinée.

Treize membres de la Faculté veillent continuellement sur cette personne sacrée: sçavoir, le Sr. le Monnier, faisant fonction de premier Médecin, 2 Médecins de quartier, les Docteurs Lorry & Bordeu, appelés de Paris; 2 Chirurgiens de quartier, le Sr. de la Martiniere, premier Chirurgien, & le Sr. Arduillé, en survivance; le premier Apothicaire & ses acolytes, &c.

Le Sr. le Monnier ayant au commencement de la maladie supplié le Roi de lui permettre d'appeller les Docteurs les plus éminens de la Faculté de Paris, & de vouloir bien choisir lui-même ceux qui lui conviendroient, le Roi a dit que cela lui étoit égal, sauf Bouvart. On ne doute point que cette antipathie du Monarque ne lui ait été inspirée depuis longtems par la Comtesse Dubarri, dont Bordeu est médecin; & celui-ci est l'ennemi juré de l'autre, à raison d'un procès diffamant que Bouvart lui a fait susciter, &c.

2 Mai.

Quoi que fasse M. le Contrôleur général pour se bien mettre dans l'esprit de M. le Dauphin, ce Prince ne l'aime point. Il y a quelques jours qu'on

s'entretenoit devant lui de ce Ministre, il fit calculer les revenus qu'on lui connoissoit en biens fonds, bénéfices, pensions; &c. il se trouva qu'ils montoient de onze à douze cens mille francs.

2 Mai.

On annonce un *Dialogue* en vers de *Pégase avec un Vieillard*: nouvelle facétie de M. de Voltaire, qui est encore très secrète. On dit que M. l'Abbé Terrai est furieux des trois vers suivans, qu'il regarde comme une ironie sanglante, un reproche de son peu de goût pour les Arts:

Monfieur l'Abbé Terrai, pour le bien du Royaume,
Préfère un Laboureur, un prudent Econome,
A tous nos vains écrits qu'il ne lira jamais.

2 Mai.

On a des nouvelles vagues d'une révolte arrivée à l'Île de France, qu'on attribue à la crainte des fournisseurs, qui voyant le discrédit où tomboient en France les Lettres de change de cette Colonie, dont il reste en souffrance une quantité, de la valeur de dix millions, ont refusé de continuer leurs engagements; ainsi le désordre gagne les possessions les plus éloignées du Royaume.

2 Mai.

Le premier jour de la nouvelle de la petite vérole du Roi, l'allarme s'est tellement répandue sur

la place, qu'il ne s'y est fait absolument aucune négociation. Les effets sont encore à vil prix.

2 Mai.

Le Public est dans l'impatience de voir imprimée la nouvelle Requête des *Verons*, par M. *Drou*, Avocat au Conseil; mais on s'oppose à la publication, & l'auteur sollicite vivement qu'il lui soit permis de la répandre, la seule récompense qu'il puisse attendre de sa générosité à défendre ces malheureux, puisque vraisemblablement ils ne seront jamais en état de le payer.

3 Mai.

De nouveaux actes de schisme se manifestent fréquemment, sans qu'ils fassent la moindre sensation, depuis que les prêtres fanatiques peuvent les faire en liberté, & que les moribonds ne trouvent aucun appui dans l'autorité des Tribunaux séculiers. On en connoît deux entr'autres fort crians: l'un arrivé le 10 Février, à l'égard d'un Prêtre, nommé *Armand Colas*, âgé de 86 ans, tombé en enfance, & pour lequel on avoit demandé l'Extrême Onction à St. Severin, sa paroisse. Un second Vicaire, nommé *Fleury*, s'étant transporté chez le malade, après une scène scandaleuse & ridicule, s'est retiré sans l'administrer, sous prétexte qu'il n'avoit point eu de confesseur, quoiqu'il fût hors d'état de se confesser, & que le sacrement en question s'administre dans tous les cas. Le Curé, à qui l'on a porté des plaintes contre ce Vicaire, n'a point réparé le scandale,

& M. Colas est mort le 13, sans aucun secours de l'Eglise. L'autre, plus récent, a été commis à Montmartre, à l'égard d'une pieuse Demoiselle, à qui le Vicaire a refusé durement le Viatique, parce qu'elle n'avoit point de billet de confession; refus qui donna le coup de la mort à la malade, qui expira peu d'heures après.

3 Mai.

Extrait d'une Lettre de Rome, du 8 Avril.....
On a beaucoup dit que les Jésuites des Etats du Roi de Prusse avoient obtenu de ce Monarque la permission non-seulement de demeurer tels qu'ils étoient avant le Bref d'extinction, sans changer même d'habit, mais encore de choisir entre eux un Vicaire général, pour les gouverner & répondre de leurs actions à S. M. en cas de besoin. Malgré ces bruits tant répétés, l'élection effective de ce Vicaire général & la permission même de la faire sont encore un problème. Ce seroit de la part des soi-disant Jésuites un acte de révolte contre le St. Siege, qui mettroit le comble à tous ceux dont ils se sont déjà rendus coupables, quoiqu'ils fissent hautement profession de n'enseigner que l'obéissance aveugle & passive, & qu'ils fussent partout les plus ardens fauteurs de l'opinion de l'infailibilité du Pape. On avoit d'abord débité que le Sr. *Troile* (qui vient de mourir dans la Silésie) étoit le Vicaire général élu; & ensuite ce fait a été reconnu faux. Le suivant est plus certain.

Dans la partie de la Silésie qui est soumise au Roi de Prusse, les Jésuites n'eurent pas plutôt avis du

Bref d'extinction, qu'ils craignirent que ce Prince ne s'empressât de le mettre à exécution, & de s'emparer de tous leurs biens. En conséquence, comme ils avoient réuni leurs meilleurs effets à *Neiss*, ils les firent transporter en Moravie, où ils espéroient plus de faveur de l'Impératrice Reine; mais S. M. Impériale & Royale fit saisir tous ces effets, & le Monarque Prussien, de son côté, se rendit maître de tous les biens que les Jésuites de la domination Autrichienne possédoient dans ses Etats. Ceux de Silésie auroient fort désiré que ce Prince leur rendît ces biens en dédommagement de la perte qu'ils avoient essuyée, mais les tentatives qu'ils peuvent avoir faites pour obtenir cette grace sont infructueuses.

Tous les biens que les ci-devant Jésuites possédoient dans les Etats héréditaires de la Maison d'Autriche, sont évalués à 47,000,000 Livres, dont une partie sera employée à l'entretien de ces Religieux sécularisés, & l'autre partie, soit à fonder des écoles, soit à d'autres établissemens.

4. Mai 1774.

La petite vérole de S. M. n'est point *confluente*, ce qui est la plus mauvaise espece, c'est-à-dire quand les boutons se surmontent: elle n'est pas non plus *discrete*, ce qui est la meilleure, c'est-à-dire quand les boutons sont épars: elle est *adhérente*, c'est-à-dire que les boutons se touchent. Elle s'est portée surtout à la gorge & à la tête, ce qui est fort dangereux.

Madame Louise est restée à St. Denis : elle a reçu
 ses couriers dans la journée du samedi. On a con-
 tenu le zèle de cette Princesse, en lui faisant enten-
 dre qu'elle ne pouvoit venir sans la permission de
 S. M. & que ce seroit d'allarmer sur son état que de
 lui en parler.

M. l'Archevêque de Paris n'a été que quelques mi-
 nutes avec le Roi. On a remarqué sur la physiono-
 mie de ce Prince que ce Prélat lui déplaisoit. Il lui
 a cependant parlé & demandé des nouvelles de sa
 santé. Peu de tems après, pour le renvoyer plus
 honnêtement, il a dit : *Il me semble que voilà bien
 du monde dans ma chambre ; qu'on fasse sortir tous ceux
 qui n'y sont pas pour mon service.* Ce qui a obligé M.
 de Beaumont de s'en aller.

Le Roi n'a point été administré. Il s'est élevé
 deux avis parmi les Médecins ; l'un pour prendre cet-
 te précaution, l'autre pour la retarder. C'est *Bordeu*
 qui a ouvert politiquement ce dernier, par attache-
 ment pour Madame Dubarri : elle auroit dû quitter
 le château, si cette cérémonie eût eu lieu ; ce qui
 étoit un coup de parti. En effet, cette Dame de-
 puis samedi est entrée plusieurs fois par jour dans
 l'appartement de S. M. : une fois son auguste amant
 lui a pris la main, la lui a fait passer sur le visage
 & tâter ses boutons.

Cependant M. l'Archevêque de Paris, à qui le
 Clergé a fait honte de n'avoir joué qu'un aussi pieux
 rôle durant son apparition au château, est reparti
 de Paris hier, & doit séjourner à Versailles tant que
 S. M. sera en danger. On compte qu'il fera même
 de puissans efforts pour la déterminer à se confesser.

Mais il a déjà perdu la journée du mardi, il n'a point ses entrées, il ne peut s'introduire qu'à la faveur du service de la Chapelle, & il est parti trop tard pour être arrivé à la Cour à l'heure convenable.

Le Sr. Beaujon, Banquier de la Cour, & chargé particulièrement des fonds de S. M., ne quitte point Versailles depuis la maladie du Roi, pour être toujours à portée de paroître au premier ordre. Il est surtout chargé des pensions & entretien de plusieurs filles naturelles du Monarque, qui sont au couvent de la Présentation, & pour lesquelles S. M. voudroit peut-être faire quelque chose.

Les prières de quarante heures ont recommencé d'aujourd'hui, suivant le desir de M. le Dauphin, & doivent être continuées encore durant six jours, terme fatal des neuf jours les plus dangereux dans la petite vérole: ainsi continuation d'interruption des Spectacles.

5 Mai 1774.

S. M. est aujourd'hui dans le 6e jour, dans la fièvre de suppuration, second période de la petite vérole; l'éruption est complète, mais la suppuration suivant les Bulletins fait peu de progrès: on estime le Roi en grand danger.

Le Nouveau Tribunal sollicitoit depuis plusieurs jours des ordres pour manifester son zèle en cette occasion, enfin hier la Lettre de cachet étant arrivée, les Chambres ont été assemblées à dix heures du soir, & il a été rendu Arrêt sur le champ, il a été signifié à 11 heures à l'Abbé de Ste. Genevieve. En conséquence celui-ci a fait un Mandement in-

promptu, où il ordonne que la Châsse sera dans l'instant découverte entièrement, au son de toutes les cloches; que tous les jours il sera célébré une messe solemnelle, & dit des messes basses sans interruption durant toute la matinée, fait une Procession le soir, &c. & que dans l'intervalle de la cessation des Offices quatre Religieux nommés à tour de rôle seront en prières aux pieds de ladite Sainte.

Le bruit que S. M. a été confessée & administrée dans la nuit n'est pas sûr; mais ce qui paroît plus constaté, c'est que Madame la Comtesse Dubarri a reçu ordre de sortir du château; qu'elle est partie hier sur le soir pour aller à Ruel, dans une maison appartenante à M. le Duc d'Aiguillon: on ajoute qu'elle a absolument démenagé, & que différens fourgons très chargés ont emporté ses effets.

5. Mai.

M. le Chancelier craint beaucoup la petite vérole; il ne l'a jamais eue, & l'on raconte une petite niche que lui a fait à cette occasion M. le Duc d'Orléans: vengeance douce & gaie, digne de la clémence de ce Prince débonnaire. Le Chef de la Magistrature n'osoit par la raison ci-dessus entrer dans l'appartement du Roi, mais pour ne pas manquer à son devoir, il envoyoit fréquemment un Ecuyer s'informer des nouvelles de S. M. M. le Duc d'Orléans, qui ne quittoit point la chambre du Roi, ayant remarqué cette affectation, dit à l'huissier de déclarer au messager du Chancelier qu'il eût à venir lui-même, que S. M. ne seroit pas fâchée de le voir: ce qui

fut exécuté. Grand embarras de M. de Maupeou, combat étrange entre son amour de la vie & son ambition. Celle-ci l'emporte, il se rend chez S. M.; il est introduit: mais le Prince l'empêche d'entrer dans la balustrade, il lui dit d'attendre, que l'auguste malade repose. Quand on lui a laissé bien humer ainsi le mauvais air de la chambre, on le fait sortir sous quelqu'autre prétexte, & s'en aller comme il est entré.

5 Mai.

Rien de plus plaisant que de voir l'auteur de la Gazette Ecclésiastique, dans sa feuille du 25 Avril, reprocher au Sr. Marin d'être trop Philosophe: c'est à l'occasion de la sienne du 14 Avril, où celui-ci prétend qu'un goût inné pour la Liberté est l'attribut des Peuples du demi-continent septentrional de l'Amérique. On fait que les Philosophes, au contraire, lui reprochent d'être trop simple, trop crédule, de remplir son journal de contes populaires, & surtout d'être un fauteur du despotisme. Ainsi cet animal amphibie, également pros crit de tous les partis, devient odieux même au Gazetier Ecclésiastique, & sera désormais obligé de se suffire à lui-même.

5 Mai.

M. le Dauphin & Madame la Dauphine se conduisent avec la plus grande prudence dans la circonstance critique où ils se trouvent; on assure que ces augustes personnages n'ignorent point que sans un miracle le Roi n'en peut revenir, cependant l'un &

l'autre ne témoignent aucune impatience de monter sur le trône, ils restent renfermés dans l'intérieur de leur appartement, ils ne voient que les gens nécessaires pour leur service, & ne cessent de faire des vœux pour solliciter du ciel le rétablissement du Roi.

5 Mai.

Le Sr. d'Hemmerly est un Exempt de Police chargé de la Librairie: en conséquence il a cru devoir avoir une Bibliothèque, & il n'a pas eu de peine à s'en composer une à bon marché, très précieuse, au moyen des captures qu'il faisoit & qu'il fait journellement: il a voulu se donner un air de Curieux & de Philosophe, il s'est formé aussi un Cabinet d'histoire naturelle de pieces qu'il a escamotées de droite & de gauche, & qui ne lui ont pas coûté beaucoup plus cher que les livres. Il avoit établi tout cela à l'hôtel des Ambassadeurs Extraordinaires, ci-devant hôtel de Pompadour, où il s'étoit fait colloquer en récompense de ses services rendus depuis la dispersion du Parlement. On ne sauroit calculer le nombre de captures dont il se vante. Il ne regardoit cela que comme une récompense légère de son talent. Mais le Sr. Beaujon, Banquier de la Cour, ayant acheté ce Palais, le Sr. d'Hemmerly a été obligé de déloger; il a voulu tirer parti de cet événement, & il a fait entendre au financier qu'un homme comme lui devoit avoir une Bibliothèque, un Cabinet; &c. que la sienne, & sa Collection d'histoire naturelle se trouvoient déjà placées, qu'il les lui vendroit, s'il vouloit. Bref le Turcaret en a donné 40.000 Livres. Cette acquisition en a entraîné une autre, cel-

le d'un Bibliothécaire; il s'est trouvé un homme de lettres assez bas pour accepter cet emploi par le canal du même suppôt de Police; c'est le S. *Meusnier de Querlon*.

6 Mai.

Il paroît qu'on a eu lieu de révoquer en doute que S. M. ait été confessée & ait reçu le viatique. La Gazette de France d'aujourd'hui n'en dit mot, & elle n'auroit pas manqué de célébrer cet acte religieux du Monarque. On ne peut connoître au juste l'état de S. M., sur lequel on varie à Versailles, dans la Galerie, dans l'Oeil de Bœuf, & jusques dans la chambre du Roi: d'ailleurs les partis, les cabales donnent lieu à mille bruits contradictoires: on ne peut raisonner que par conjectures & d'après les faits positifs. Il est à présumer que S. M. attaquée de la petite vérole, portée spécialement à la tête horriblement grossie, frappée d'un assoupissement continu dès le commencement de la maladie, dont Elle sortoit par intervalles, dans lesquels elle reconnoissoit les personnes, mais où elle retomboit soudain, agitée par les redoublemens, n'a plus de tête & est hors d'état de recevoir les sacremens.

Le renvoi de Madame la Comtesse Dubarri, qui semble constaté, est un autre fait qui fortifie la conjecture, puisque S. M. l'a vue dans les premiers jours de sa maladie, lui a fait passer la main sur ses boutons, lui a même caressé la gorge, si l'on en croit les propos des courtisans: actes, qui en marquant une sorte de délire, ne pourroient s'accorder avec l'ordre d'exclusion sorti de la bouche de S. M.

en tout autre cas que celui d'un retour absolu vers Dieu. Or, comme le silence de la Gazette de France détruit la nouvelle des sacremens reçus, on peut croire que l'ordre, s'il y en a eu un donné par le Roi pour que cette Dame se retirât de la Cour, a été surpris à son état de foiblesse & d'engourdissement.

Au surplus la maladie du Roi suspend tout & absorbe les autres nouvelles.

Pour satisfaire la curiosité du public, qui se porte en foule à l'Hôtel de ville, outre les Bulletins affichés aux portes de cet hôtel, on en met en plusieurs endroits de cette Capitale, aux portes de quelques particuliers, & la curiosité y attire beaucoup de monde. Mais on voit avec peine les églises désertes; à Notre Dame, où communément en de pareilles occasions il se présente une multitude de personnes pieuses pour faire dire des messes, il n'y en avoit eu hier que trois d'ordonnées. On a même arrêté plusieurs Particuliers qui s'étoient exprimés d'une façon très indiscrete sur ce qui faisoit en 1744. l'objet de l'allarme générale.

Les six Corps des Marchands ayant voulu faire dire une messe solennelle pour demander la conservation des jours du Roi, & s'étant retirés par devers M. l'Archevêque pour en obtenir la permission; pendant le tems qu'exigeoit cette formalité, M. le Lieutenant général de Police a été instruit de leur desir, les a mandés, & leur a insinué de s'abstenir de cette cérémonie, S. M. n'étant point dans un danger assez imminent pour faire cet éclat.

6 Mai.

La Requête des *Verons* imprimée paroît enfin en un volume in-4. de 376 pages : c'est toujours M. de la Milliere, Maître des Requêtes, qui en est le Rapporteur. Elle se vend, par amis, au profit de ces malheureux, mais à la fourdine, & simplement sur une permission tacite du Chancelier.

7 Mai.

La Requête présentée au Roi & à Nos Seigneurs de son Conseil par la Dame Romain & le Sr. Dujonquay, en cassation de l'Arrêt rendu contr'eux le 3 Septembre, par le Parlement de Paris, quoiqu'extrêmement volumineuse, est si bien faite, qu'on ne peut en rien retrancher, sans ôter aux faits ou aux preuves, à leur développement & aux raisonnemens quelque chose de leur force ou de leur clarté.

Après un début oratoire, mais court, où Me. Drou résume tout le fond de l'affaire, & annonce le courage qu'il lui a fallu pour entreprendre une défense dont il prévoyoit les dangers, pour braver les orages qui pouvoient s'élever sur sa tête & franchir les abîmes entr'ouverts sous ses pas, il retrace en détail l'historique de cet étrange procès, de ce qui l'a précédé & suivi. Quoiqu'il emprunte beaucoup de choses des Avocats qui ont éclairci avant lui la matière, & démontré jusqu'à l'évidence l'innocence de ses cliens, la justice de leurs cause; il y en ajoute une infinité d'autres, & surtout la liberté qu'il a vraisemblablement eue de visiter les pièces secrètes du pro-

cès, lui a fourni une quantité d'argumens victorieux, tirés des dépositions, récolemens & confrontations.

Ce qu'on y trouve de plus nouveau & de plus intéressant pour le Lecteur, c'est : 10. une multitude de témoignages qui concourent à établir que la femme Charmette, témoin le plus dangereux contre le Comte, est tombée malade en sortant de chez lui ; qu'elle s'est jugée empoisonnée ; qu'elle est morte telle, suivant l'avis de ses voisins, de la garde-malade, du Médecin & du Confesseur, dont le silence à cet égard indiquoit assez le sentiment.

20. Qu'il y a eu une prévarication effroyable de la part du Sr. Testard Du Lys, alors Lieutenant criminel, dans la première procédure qu'il a faite, & déclarée vexatoire par le Parlement.

30. Que le Lieutenant de Police est très coupable d'un abus d'autorité, & d'une partialité manifeste dans l'exercice qu'il en a fait.

40. Que Me. Linguet & le Sr. Testard Du Lys ont évidemment fabriqué de faux témoins.

50. Que le Bailliage, dont on discute la sentence, a jugé avec une mollesse d'autant plus condamnable, qu'il avoit par devers lui les preuves les plus convaincantes du crime de subornation par le Comte de Morangiès & ses adhérens.

60. Il discute ensuite l'Arrêt même du Parlement, & la manière dont il a été rendu ; il rend compte des faits répandus dans le Public, & fait voir que le Président de Châteaugiron, en mettant le comble à toutes les prévarications commises dans ce procès, a fourni lui-même de nouveaux motifs de cassation.

Les premiers moyens de cassation se tirent contre l'Arrêt, en ce qu'il confirme les deux Déclarations

souscrites par les supplians le 30 Septembre 1771, Déclarations nulles radicalement, comme étant fondées sur les ordres nuls & irréguliers du Lieutenant de Police. Les moyens sur ce Chef vont au nombre 15.

L'Avocat tire d'autres moyens de Cassation des dispositions de l'Arrêt, qui condamne Dujonquay au bannissement, & sa mere à être admonestée, & déclare les deux billets nuls.

Deux moyens de cassation encore résultans du Chef de l'Arrêt, concernant la condamnation de la fille Hérissé, & l'infirmité de la sentence, qui déclare nulle la rétractation de cette fille.

Moyens de cassation résultans des autres chefs, au nombre de 7.

Moyen de cassation contre le chef de l'Arrêt qui prononce la décharge du Sr. de Morangiès.

Enfin moyen de cassation résultant de la contravention à l'Ordonnance de 1629, d'après la manière dont le Sieur Président de Châteaugiron a fait procéder aux avis.

7 Mai.

La messe que devoit faire dire la Communauté des six Corps, retardée par ordre du Lieutenant de Police, a eu lieu hier; ce qui annonce un danger plus évident où s'est trouvé le Roi.

7 Mai.

Pour plus de commodité & d'authenticité, on imprime actuellement les Bulletins concernant la maladie du Roi. Celui de ce matin 8 heures est à peu

près le même que celui d'hier, meilleur, cependant. On met à la fin :

„ Quoique l'état du Roi n'ait empiré en rien ,
 „ S. M. de son propre mouvement a demandé à re-
 „ cevoir les Sacremens, & les a reçus à 7 heures.
 „ Signé *Le Monnier, Laffône, Lorry, Bordeu, De*
 „ *Laffaigne, La Martiniere, Boiscaillaud, La Mer-*
 „ *que, Collon*”.

8 Mai.

Le nouveau Tribunal avoit rendu avant-hier Arrêt pour ordonner que la Châsse de la Patrone de Paris, déjà découverte, feroit descendue; l'Arrêt a été notifié sur le champ à l'Abbé de Sainte Genevieve, qui n'a point voulu s'y conformer, parce qu'il n'y avoit point de Lettre de cachet qui le motivât: c'est la matiere d'une contestation.

Du reste les moines ont fait ce qu'ils ont pû pour piquer davantage la curiosité du Public. Ils ont formé une espece de chambre noire dans l'enceinte où est la Châsse, afin de faire mieux ressortir l'éclat des pierreries qui enrichissent la Relique.

8 Mai.

C'est hier à 3 heures du matin que S. M. a dit au Duc de Duras de faire venir l'Abbé *Maudoux*, son Confesseur. S. M. est restée quinze à seize minutes avec lui; ensuite Elle a eu une conférence particuliere avec M. le Grand Aumônier: enfin elle a reçu ses Sacremens. Avant, le Cardinal de la Roche-Aymon a fait le discours suivant pour le Roi:

„ Quoi-

„ Quoique le Roi ne doive compte de sa conduite
 „ qu'à Dieu seul , il est fâché d'avoir causé du scan-
 „ dale à ses sujets , & déclare qu'il ne veut vivre
 „ désormais que pour le soutien de la religion &
 „ pour le bonheur de ses Peuples”.

8 Mai.

Le Sr. Bertrand, Maître des Requêtes, épouse
 Mlle. Vernier, fille d'un Inamovible. Cette alliance
 cause un grand scandale dans le Conseil & dans
 Paris.

8 Mai.

Jeudi dernier, lendemain de son départ de la
 Cour, Madame la Comtesse Dubarri a écrit de Ruel
 à sa mere, pour lui annoncer sa transmigration. El-
 le lui dit que S. M. a décidé que dans la situation
 critique où Elle se trouvoit, il n'étoit pas convena-
 ble que la Comtesse restât au château; qu'elle n'eût
 aucune inquiétude, qu'on pourvoiroit à son bien-être,
 &c. Mais ce qui prouve que ce renvoi ne partoît
 pas du cœur, & n'étoit que l'effet d'un moment de
 délire, c'est que peu de tems après S. M. ne se
 rappelant pas l'expulsion de sa maîtresse, l'a rede-
 mandée. Au surplus, les rieurs, qui ne sont jamais
 sans le petit mot de plaisanterie, disent que les *Ton-*
neliers vont avoir de l'occupation, parce que tous les
BARILS s'enfuient.

9 Mai 1774.

M. l'Archevêque de Paris, comme on a vu, n'a
 eu aucun succès auprès de S. M. Il n'est entré dans

aucune conférence avec Elle, & le Clergé est furieux contre lui, du peu de zèle & de fermeté qu'il a déployés dans cette occasion. Les Prélats qui sont à Versailles l'ont très mal mené & surtout le Cardinal de Rohan; mais les plaisans n'ont point laissé cette occasion de jeter du ridicule sur le Prélat. Pour entendre le bon mot, il faut savoir que M. de Beaumont a une maladie qu'on nomme la *Diurie*, c'est-à-dire, qui fait pisser le sang: ce qui a fait dire, que cet Archevêque *piissoit le sang à Paris, & ne faisoit que de l'eau claire à Versailles.*

9 Mai 1774.

L'état de S. M. a empiré considérablement hier. La fièvre a augmenté; le transport est venu; la suppuration s'est rallentie; les vésicatoires ont cessé de produire leur effet. On a craint la gangrene; on a appliqué des remèdes en conséquence, entr'autres les peaux de moutons écorchés vifs; qui n'ont rien produit. On les a ôtées, & l'on désespère de l'état de S. M.

Les nouvelles de ce matin 4 heures n'étoient pas plus consolantes. On meuble à Marli, à Meudon, à Bellevue, à St. Cloud, &c.

Le Prince de Conti n'a point été à Versailles, mais y a été constamment représenté par M. le Marquis de Chabillant, son premier Gentilhomme.

Madame Dubarri, dont on connoît l'évasion, est toujours à Ruel. La journée du 8. S. M. donnoit les plus grandes espérances; c'étoit une procession de carrosses de Versailles à Ruel, plus considérable que celle de Paris à Versailles; mais ils ont rétro.

gradé à mesure que les nouvelles sont devenues plus mauvaises.

Les Ministres sont dans une grande crise, entr'autres M. le Duc d'Aiguillon, M. le Duc de la Vrilliere, M. de Boynes & M. l'Abbé Terrai: M. le Chancelier est moins inquiet.

10 Mai 1774.

Dès le commencement de la petite vérole du Roi, un médecin Anglois, nommé *Sutton*, de la famille de ce nom, célèbre par une méthode particulière d'inoculation & par un spécifique contre cette maladie, se trouvant à Paris s'est présenté pour traiter S. M., mais nos Docteurs François l'ont écarté de bien loin. Depuis que S. M. est désespérée on a fait chercher cet Etranger. M. le Duc d'Orléans & Madame Adélaïde lui ont offert cent mille écus, pour donner son secret, & en faire l'analyse avant d'en faire usage pour le Prince. Il a prétendu que c'étoit un secret de famille dont il n'avoit point la clef, & que d'ailleurs il étoit trop tard.

A mesure que le danger de notre auguste Monarque s'accroît, l'Eglise redouble ses prières. M. l'Archevêque de Paris a enfin donné un Mandement, hier, en date du 9 Mai, dans lequel il dit: que le Roi rempli d'une confiance particulière envers Ste. Genevieve, a désiré que sa Châsse fût descendue pour être exposée à la vénération des Fideles. En conséquence le Prélat a ordonné que tout le Clergé Séculier & Régulier de la ville & fauxbourgs de Paris ira processionnellement en l'Eglise de Ste. Genevieve du Mont, & que lui Archevêque, avec les

Doyen & Chapitre de l'Eglise Métropolitaine, commenceront le lendemain 10, &c. A l'égard des autres Processions, pour éviter la confusion que leur concours pourroit occasionner, il prescrit l'ordre, le jour & l'heure de leur marche; ce qui doit durer jusqu'au 12 après midi.

Le même jour a paru un Mandement du Révérendissime Abbé de Ste. Genevieve, par lequel, après un préambule éloquent, & où il fait mention du même desir du Roi que l'Archevêque de Paris, il dit, que pour se conformer aux ordres de S. M. & à l'Arrêt de ce jour, rendu par le Parlement, à lui notifié la nuit, il ordonne que la Châsse de Ste. Genevieve, Patrone de Paris & du Royaume, sera descendue sur le champ, avec les prieres & cérémonies accoutumées, & sera exposée à la vénération des fideles sur l'Autel dit de Ste. Clotilde; que quatre Chanoines de ladite Eglise feront successivement jour & nuit des prieres devant la Châsse, &c.

La Châsse, en conséquence, a été descendue, & suivant l'usage, les Lieutenans Civil & Criminel, & les Procureur & Avocat du Roi au Châtelet, revêtus de robes rouges, s'étoient rendus à 10 heures du soir à l'Eglise de Ste. Genevieve, avec les Commissaires & autres Officiers, pour prendre la Châsse en leur protection, au nom de toute la ville, s'obligeant par serment & par écrit d'en répondre: & dès cet instant ils sont restés au Couvent, & se sont relevés successivement à l'Eglise auprès de ladite Châsse.

10 Mai 1774.

Ce matin les Cours Souveraines ont commencé leurs prières : le Parlement est venu en Robes rouges, & a été reçu par deux Religieux premièrement, & ensuite par le Bailli & autres Officiers de l'Abbaye, en la Nef de l'Eglise ; d'où passant par le milieu du Chœur, cette Cour s'est avancée jusqu'au lieu où reposoit la Châsse, d'où, lui ayant rendu leurs devoirs, ils ont été conduits dans la salle destinée pour les recevoir.

10 Mai 1774.

M. le Dauphin a écrit une Lettre à M. le Contrôleur général, par laquelle il le prie de faire tenir sur le champ, aux Curés de la ville de Paris, une somme de 200,000 Livres, à répartir entre eux, pour être distribuée aux Pauvres : il lui marque qu'aucas où S. M. ne ratifieroit pas son engagement, il consent que cet argent soit pris sur les mois de sa pension, & sur ceux de Madame la Dauphine.

10 Mai 1774.

La piété des fideles qui s'étoit peu manifestée à Ste. Genevieve, durant le tems de la découverte de la Châsse, a été fort excitée par la descente de cette même Châsse. Des gardes à pied & à cheval, mis à la porte, des doubles enceintes formées pour contenir la multitude, ont attiré la foule, & sans doute le danger plus urgent de S. M. n'a pas peu contribué à cet empressement.

Malheureusement le ciel n'a point voulu accorder à tant de prières le retour de S. M. à la vie : Elle est morte, cet après-midi, à 3 heures 20 minutes.

Louis XVI a notifié sur le champ dans la forme usitée depuis les derniers regnes, son avenement à la Couronne ; & c'est de ce jeune Monarque que la Magistrature attend son retour, & la France entière son salut !

Fin du cinquieme Volume.



ADDITIONS

Au second Volume de ce Journal.

Page 101, après la ligne 7.] ajoutez 24 Août.

Epigramme du Gascon.

Où donc en sommes-nous ? Sandis, c'est un délire !
L'Etat dans un *Baril*, nos Loix au galetas ;
On nous ôte *Choiseul*, Parlemens font à bas.
La *Magdelon* du coin sur le trône s'admire ;
Au comptoir un *Mathieu*, sur les Lys un *Judas*.
Te voilà sous le joug, pour le Franc plus d'empire !
Hélas ! qui t'a réduit en un si piteux cas ?
Lange, *Terrai*, *Maupeou*, monstres nés pour détruire,
Qui font du Prince un Roi de plomb, de fer, de cire !

A travers la licence très condamnable de cette Epigramme, on trouve des faits qui la font conserver comme pièce historique, & la rendront précieuse à la Postérité.

Page 147, après la ligne 13.] 18 Septembre 1771.
On a fait contre le Sr. *Berthier de Sauvigny*, Premier Président du nouveau Tribunal, une Epigramme qui le caractérise assez bien ; mais où, par une licence punissable, l'auteur s'est permis une expression qu'il devoit s'interdire, la voici :

Caligula fit jadis son cheval
Consul de Rome : est-ce grande merveille,
Si notre Prince, en démence pareille,
Fait *Sauvigny* chef de son Tribunal ?

Page 346, après la ligne 12.] 14 Janvier 1772.
Depuis l'établissement des Conseils Supérieurs, d'ha-

biles Anagrammatistes cherchoient à retourner ce mot d'une façon ingénieuse & caractérisée ; enfin des divers essais de combinaison il a résulté le mot suivant : *Vile Corpus sine.*

Page 361, après la ligne 11.] 28 Janvier 1772. Le nouveau Tribunal a enregistré le 12 de ce mois, Grand'Chambre & Tournelle assemblées, 1^o. des Lettres patentes, données à Versailles le 13 dudit, par lesquelles le Bureau des Colleges de la ville de Lyon sera composé de l'Archevêque, qui y présidera, du Premier Président du Conseil Supérieur de cette ville, du Procureur général, de deux premiers Officiers Municipaux, de deux Notables de ladite ville, choisis par ledit Bureau, & du Principal dudit College ; & en l'absence de l'Archevêque, il sera remplacé par une personne ecclésiastique, qui n'aura rang qu'après le Procureur général, &c.

2^o. Un Edit donné à Compiègne au mois de Juillet 1770, portant suppression des Prévôtés d'*Usson* & de *Nonnette*, & réunion à la Prévôté d'*Issoire*.

Cette suppression fondée sur la médiocre étendue du ressort de ces juridictions & petit nombre d'affaires y portées, sur ce que la justice n'y étoit point ou mal administrée à cause du petit nombre des Officiers, & sur les dispositions volontaires de ceux de la Prévôté d'*Issoire* d'en faire la réunion à leur siège, doit avoir lieu, à la charge pour les derniers de l'indemnité due aux titulaires ou propriétaires desdits offices supprimés.

Comme ces deux Prévôtés ressortissoient en la Sénéchaussée de Riom, & celle d'*Issoire* à celle de Clermont, on pourvoit par des arrangemens de discipline à la conservation de cette double hiérarchie.

Page 364, après la ligne 28.] 31 Janvier 1772.
 Extrait d'une Lettre de Pau du 21 Janvier 1772....
 On lit dans la Gazette de France du 6 de ce mois
 l'article ci-après :

„ Les soins que le Sr. *Daine*, Intendant de Navar-
 „ re & de Béarn, s'est donnés pour régénérer l'es-
 „ pece des arbres, & principalement le Chêne & le
 „ Châtaignier, en établissant des Pépinières dans son
 „ Département, ont eu jusqu'à présent le plus grand
 „ succès. Les villes de Pau, de Morlas, de Lef-
 „ car, de Ste. Marie, & plusieurs autres villes de
 „ Béarn, s'empressent de seconder le zèle du Sr. *Daine*,
 „ en formant des Pépinières sur le plan qu'il a
 „ donné ”.

Cette nouvelle a si fort étonné dans ce pays-ci
 qu'on prie M. *Marin*, le rédacteur de la gazette,
 de vouloir bien indiquer dans quelque une de ses feuil-
 les, en quel endroit de la Province est située cette
 Pépinière, sur laquelle on n'a pu recevoir aucun ren-
 seignement, quelque perquisition qu'on ait fait pour
 la découvrir.

En effet il est très faux qu'elle existe : on ne con-
 çoit rien à cette annonce : tout le monde attestera
 ici qu'on ne connoît qu'une Pépinière de Mûriers &
 de Noyers, qui est à Pau, & qui fut établie, il y a
 30 ans, par M. *de la Bove*, Intendant : on remarque
 même que depuis quelque tems elle dépérit par le
 peu de soins qu'on en a. On voit par une annonce
 aussi fautive gratuitement combien la Gazette de Fran-
 ce a dégénéré de son antique véracité.

Page 365, après la ligne 26.] 2 Février 1772.
 On a rendu public un Arrêt du Conseil d'Etat, du
 30 Décembre 1771, qui ordonne qu'à compter du :

1. Janvier 1772, tous les droits sur les Vins, Cidres, Bieres, Eaux-de-vie, Liqueurs & autres boissons entrant dans Paris, ou qui s'y fabriquent, seront perçus pour le compte de l'Adjudicataire des Fermes générales; à la charge par lui de compter en sus du prix de son bail, de ceux desdits droits qui n'y sont pas compris.

Page 371, après la ligne 15.] 8 Février 1772. On a dit que M. le Chancelier n'avoit pu se refuser à l'évidence des observations qu'on lui avoit faites sur son Règlement de procédure, dont le résultat étoit d'augmenter de beaucoup les frais en quantité de points; qu'en conséquence il avoit chargé les Avocats Procureurs de s'assembler, & d'aviser aux moyens de remédier aux abus. Ce travail a donné lieu à une Déclaration du Roi, enregistrée au nouveau Tribunal le 5 de ce mois, les Chambres assemblées, où l'on réforme les choses mal vues dans l'Edit. On doute pourtant que cela suffise, puisque cette Déclaration ne concerne que les matieres sommaires, resserre seulement les bornes prescrites aux Officiers Ministériels par le Règlement antérieur, & écarte tout ce qui pourroit en retarder l'expédition.

Comme on a déjà reproché au Chef suprême de la Justice d'avoir mis trop de précipitation à l'ouvrage en question, qui ne devoit être digéré avec trop de circonspection, de lenteur & de sagesse, qu'en revenant trop ouvertement sur sa besogne, ce seroit justifier cette inculpation, il a pris la tournure d'intituler la Déclaration comme concernant une matiere absolument étrangere, qui ne devoit point être accouplée à celle-ci, & qui peut incessamment regarder un Tribunal distinct, si la Cour des Aides se rétablit.

Ce sont les Tailles qui font l'objet du second & principal titre de la Déclaration en question, donnée à Versailles le 27 Janvier. Il est intitulé: *De la Procédure & de la taxe des Dépens, en cas de surtaux de Taille, Radiation de Côté, Plainte ou Abus & Malversations contre les Collecteurs, Translation de Domicile, & autres Contestations où sont parties les habitants d'une paroisse.*

Page 372, après la ligne 22] 9 Février 1772.

Il paroît une Suite du Parlement justifié par l'Impératrice des Russies &c. C'est le Parlement justifié par l'Impératrice, Reine de Hongrie, & par le Roi de Prusse; ou Seconde Lettre, &c. Elle est datée du 1. Décembre 1771, & ne fait que d'éclorre à l'impression. On donnera un compte plus détaillé de cet ouvrage, non moins bon que le premier.

On trouve à la fin un parallèle de l'ancienne taxe des procédures avec la nouvelle, dont il résulte que la plupart des frais sont doubles & triples de ce qu'ils étoient auparavant.

Page 374, après la ligne 16.] 11 Février 1772.

Le bouleversement actuel dans toutes les formes & dans le fonds de la Législation, exige continuellement de nouveaux remèdes aux abus sans nombre qui en dérivent. C'est pour une raison semblable que le nouveau Tribunal a été obligé de rendre hier un Arrêt qui, sur la Requête du Procureur général, exposant que par l'interversion survenue dans les suppôts de la Cour, le Commissaire aux saisies réelles ne peut pas procéder au renouvellement des Baux judiciaires, suivant les Réglemens, puisque les parties intéressées se trouvent n'avoir pour le plus grand nombre plus de défenseurs en la personne de leurs

Procureurs, &c. autorise le Commis à la Régie de Commissaire Receveur & Contrôleur des Saisies réelles, de faire procéder au renouvellement des Baux judiciaires qui sont dans le cas d'être renouvelés, dans les poursuites pendantes en la Cour, aux Requetes de l'Hôtel, & autres juridictions de l'Enclos du Palais, & ce, dans quinzaine, à compter du jour de l'affiche du présent Arrêt, avec celles des parties qui ont Avocat en cause, & dans celles qui n'en ont point, sçavoir, quant aux poursuivans & parties saisies sur une simple sommation signifiée à leur domicile, & à l'égard de tous les opposans, avec le Procureur Général du Roi seulement, par devant Me. Louis Mayon, Conseiller que la Cour commet, &c.

Page 376, après la ligne 10.] 13 Février 1772. *L'histoire de Siam*, supprimée par Arrêt du Conseil dont on a rendu compte, est attribuée à Mr. Turpin, auteur estimé, & Continuateur de *l'Histoire des hommes illustres de France*.

Page 376, Ibidem.] 13 Février 1772. Les Brochures en faveur des opérations de M. le Chancelier semblent absolument arrêtées aujourd'hui. On en a fait un Catalogue; il se monte à 87 pieces différentes, dont près de 80 ne méritent pas la moindre réfutation. Ce sont tous Pamphlets ou plats ou burlesques, & plus propres à nuire à la cause qu'ils veulent soutenir qu'à la défendre.

Page 376, après la ligne 25.] 15 Février 1772. Le Roi, par un Arrêt du Conseil du 10 de ce mois, pour pourvoir aux arrangemens nécessaires établis

par celui du 2 Janvier, afin de procurer avec avantage l'établissement des Haras dans la Principauté de Dombes, a ordonné une contribution de la part de cette même Province, ainsi qu'il s'est pratiqué à l'égard de toutes les autres Provinces du Royaume. Elle a cru qu'elle ne pouvoit y parvenir d'une façon moins onéreuse & plus égale, qu'en ordonnant l'imposition de deux sols pour livre en sus des droits d'Aides qui se perçoivent actuellement dans ladite Principauté sur la vente des vins, & à raison des billets de congé.

En conséquence des Lettres Patentes ont été expédiées à Versailles audit mois de Février, & enrégistrées au nouveau Tribunal, le 10 dudit, qui ordonnent la Prorogation des quatre anciens & deux nouveaux sols pour livre sur le prix du sel, & des deux sols pour livre déjà établis sur les droits à la vente des vins en gros & en détail dans la Principauté de Dombes; & qui ordonnent la perception de deux autres sols pour livre sur lesdits droits & prix pour avoir lieu jusqu'au dernier Décembre 1780.

Le Préambule de ces Impôts déclare qu'autant qu'il a paru digne à S. M. de son attention & de sa bienfaisance pour ses sujets de la Principauté de Dombes de ne les point assujettir aux impôts & droits généralement établis dans le Royaume, avant l'acquisition de cette Province, autant Elle a cru de sa justice de les faire contribuer aux charges que les besoins de l'Etat ont nécessitées depuis ladite Acquisition.

Le 10 Février, le nouveau Tribunal a encore enregistré un Edit donné à Versailles au mois de Jan.

vier de cette année, qui, vû la diminution considérable dans les affaires du ressort du Bailliage de Compiègne, supprime deux Offices de Procureur audit Bailliage, & en réduit le nombre à six, au lieu de huit qu'ils étoient.

Enfin le même jour on a enrégistré une Déclaration du Roi, qui sur les difficultés que les Srs. de *Chareuil & Thiériat de la Maison-blanche* éprouvent relativement à la séance honoraire dans le Bailliage de cette ville, à eux accordée par S. M., au point de vouloir se pourvoir en nullité des jugemens auxquels ils auroient assisté en cette qualité, les maintient dans ledit droit de séance, dans leur voix délibérative, & les fait jouir de tous les privilèges & exemptions attachés à la vétérance, &c.

[Page 380, après la ligne 16.] du 22 Février 1772. On attribue à M. de *Voltaire* les vers suivans en l'honneur de M. le Chancelier; en tout cas, ils roulent sur une pensée de lui répétée en plusieurs endroits, & devenue triviale. Les voici:

Je veux bien croire à ces prodiges
Que la fable vient nous conter;
A ses Héros, à leurs prestiges,
Qu'on ne cesse de nous citer.

Je veux bien croire à ce fier *Diomède*,
Qui ravit le *Palladium*,

Aux généreux travaux de l'Amant d'*Andromède*,
A tous ces foux qui bloquoient *Ilium*.

De tels contes pourtant ne sont crus de personne.

Mais que MAUPEOU tout seul, du dédale des Loix
Ait sçu retirer la Couronne;

Qu'il l'ait seul rapportée au Palais de nos Rois;

Voilà ce que je sçais , voilà ce qui m'étonne.

J'avoue avec l'Antiquité

Que ses héros sont admirables ;

Mais par malheur ce sont des fables ,

Et c'est ici la Vérité.

Quelqu'un , qui a sans doute une façon de voir différente de l'auteur , a parodié ces Vers de la manière suivante :

Je veux bien croire à tous ces crimes

Que la fable vient nous conter ;

A ses monstres , à leurs victimes

Qu'on ne cesse de nous vanter.

Je veux bien croire aux fureurs de *Médée* ,

A ses meurtres , à ses poisons ,

A l'horrible Banquet de *Thieste* & d'*Atrée* ,

A la barbare faim des cruels *Lestrigons*.

De tels contes pourtant ne sont crus de personne.

Mais que MAUPEOU tout seul ait renversé les Loix ,

Et qu'en usurpant la Couronne

Par ses forfaits il regne au Palais de nos Rois ,

Voilà ce que j'ai vu , voilà ce qui m'étonne.

J'avoue avec l'Antiquité ,

Que ces Monstres sont détestables ;

Aussi ce ne sont que des fables ,

Et c'est ici la Vérité.

22 Février 1772.

On a publié ces jours-ci un Arrêt du Conseil en date du 12 Janvier de cette année , qui pour remédier à l'extension trop grande donnée aux Arrêts des 8 Avril 1762 & 1 Novembre 1765 , rendus afin de

favoriser le défrichement & l'amélioration des terres incultes, les interprète & ordonne que tous les Baux jusqu'à 27 & même 29 années, qui auront pour objet des Landes & des terres incultes, seront & demeureront affranchis, tant dans les Provinces & Généralités énoncées dans l'Arrêt du 8 Avril 1762 que dans les autres Provinces du Royaume, des droits d'Insignation, Centieme, ou Demi-centieme denier; ainsi que ceux de franc-fiefs; & que ces droits continueront d'être payés pour les Baux au dessus de neuf années, qui comprendront des maisons, des terres labourables, & tous autres biens-fonds, qui seront en valeur & en pleine culture.

Page 389, après la ligne 6.] 24 Février 1772. Des trois *Entretiens* prétendus entre M. Machault & M. de Sorhouet, insérés dans la *Correspondance*, les deux premiers roulent sur les matieres déjà rebattues cent fois, telles que la possibilité & la nécessité de la suppression du Parlement, & les avantages qui en naîtront par l'extinction de la vénalité des Offices, la Justice gratuite, & le service plus prompt & plus commode pour les malheureux plaideurs. Cependant la tournure de l'auteur semble rajeunir les choses, & d'ailleurs le grand intérêt qui regne dans de pareilles questions, les fait toujours lire avec une curiosité singuliere; mais le troisieme est plus neuf & plus piquant. Le favori du Chancelier est supposé invité par le dernier à occuper la place de Contrôleur général, & consulter à cet égard M. de Machault; qui ayant lui-même rempli ce poste, peut lui donner d'excellens conseils. Il en résulte une décision aussi lumineuse qu'effrayante sur l'état déplorable des Finances, sur l'absurdité, l'in-

justice, l'atrocité des opérations faites depuis six ans ; en sorte qu'il n'y a qu'un sot ou un fripon qui puisse se charger d'une administration impossible à gérer dans les principes actuels. Ce qui donne lieu au tableau suivant, également terrible & pathétique. C'est M. *Machault* qui parle :

„ Je ne crois pas même, Monsieur, que vous
 „ ayez le tems de vous enrichir dans cette place.
 „ La Nation plongée dans une funeste léthargie
 „ peut sortir tout d'un coup de son engourdissement :
 „ il est aussi impossible qu'elle y reste, qu'il le se-
 „ roit à un rocher détaché du sommet d'une monta-
 „ gne de s'arrêter dans sa chute. Le Royaume est
 „ totalement en décadence ; le Roi finira par enten-
 „ dre les gémissemens de ses peuples, & il jugera
 „ de lui-même que les Ministres sont autant de
 „ Despotes, qui ont travaillé à lui ôter l'amitié & la
 „ confiance de ses Enfans. Grand Dieu ! comme
 „ le trône est aujourd'hui entouré. . . . Les Scélé-
 „ rats ! Hélas ! le feu est à tous les étages de
 „ l'édifice ; ils n'ont voulu que mon Roi fût Despo-
 „ te que pour pouvoir ensuite être tout à leur aise
 „ des Tyrans. Eh bien ! Monsieur, leurs vœux
 „ sont accomplis ; ils le sont réellement & de fait,
 „ par la Loi à laquelle vous autres, vils officiers,
 „ avez juré de vous soumettre. Mais quelle est
 „ donc leur horrible Politique, de faire afficher,
 „ de faire crier à son de trompe dans tous les lieux
 „ de son Empire, que mon Roi ne commande plus
 „ qu'à des Esclaves ; que sa volonté momentanée,
 „ ou pour mieux dire, le caprice de ses perfides
 „ Ministres, est la seule Loi, la seule règle devant
 „ laquelle tout genou doit fléchir, & qu'il n'en ad-
 „ met point d'autre !

„ Mais environnés de Nations envieuses de notre
 „ ancienne gloire, de notre puissance, de Peuples
 „ ambitieux, formidables, jaloux des fertiles con-
 „ trées que nous possédons, sur une partie desquel-
 „ les ils croient avoir des droits à revendiquer,
 „ n'est-il pas à craindre qu'ils ne profitent bientôt
 „ du désespoir en tout genre, où la révolution qui
 „ s'opère dans notre Gouvernement nous a réduits ?
 „ Serait-ce donc la première fois que les Potentats
 „ Européens auroient formé entr'eux le projet de par-
 „ tager ces Provinces ? S'ils ne l'exécuterent point,
 „ c'est que l'amour des François pour leur Roi four-
 „ nit à la Patrie des ressources immenses, & des
 „ moyens de vaincre l'Europe entière conjurée con-
 „ tr'elle.

..... „ Si l'Anglois descendoit demain sur nos
 „ Côtes de Normandie & de Bretagne, dix mille
 „ hommes suffiroient pour en faire la conquête. Il
 „ ne leur faudroit que six vaisseaux chargés d'armes
 „ & de bleds, avec promesse d'y rétablir les ancien-
 „ nes Loix. Les peuples y sont si malheureux; les
 „ Loix les plus sacrées si souvent violées; les Prof-
 „ criptions si multipliées; l'honneur, la Religion si
 „ méprisés; le courage si abattu; la bonne-foi si
 „ rare, qu'il est très possible qu'il n'existe pas un seul
 „ citoyen aujourd'hui qui ne soit enchanté de re-
 „ tourner à ses anciens maîtres.

„ Quel frein pourroit d'un Peuple arrêter la licence,
 „ lorsque le vœu général semble justifier sa condui-
 „ te ? Leur audace leur paroitra légitime, ils croi-
 „ ront qu'une révolte n'est plus criminelle ni devant
 „ Dieu ni devant les hommes, dès qu'elle est ap-
 „ prouvée par le plus grand nombre.

..... „ Prenez-y garde. S'il sortoit de terre
 „ une créature quelconque, qui fût assez téméraire
 „ pour se faire chef de l'entreprise, la Révolution
 „ feroit peut-être déjà opérée. Le feu de la sédi-
 „ tion, après s'être communiqué aux quatre coins
 „ de la France, désoleroit actuellement la Capitale.

..... „ Où trouveriez-vous des troupes pour
 „ vous y opposer? des Généraux pour se mettre à
 „ leur tête? de l'argent pour les payer & les nour-
 „ rir? Quelle est la compagnie de Traitans qui avan-
 „ cera ses fonds à M. de Maupeou ou à M. l'Abbé
 „ Terrai, accoutumés l'un & l'autre à violer les en-
 „ gagemens les plus saints?.....

„ Ah! M. de Serhouet, quel affreux entretien nous
 „ venons d'avoir!..... Le crédit est totalement
 „ ruiné. Si le Roi a besoin d'un Million extraor-
 „ dinaire, il ne le peut trouver qu'en faisant les
 „ opérations les plus injustes. L'or est enseveli cent
 „ pieds sous terre. Plus d'argent chez les Notaires.
 „ Les Receveurs généraux le refusoient, il y a dix
 „ ans, à quatre pour cent; ils sont trop heureux de
 „ le recevoir aujourd'hui à huit & à six. Les Ban-
 „ queroutes se multiplient au point que, depuis l'é-
 „ poque de la destruction de l'ancien Parlement, il
 „ y en a dans la seule capitale pour plus de cin-
 „ quante millions. Les consommations & les entrées
 „ y sont diminuées d'un cinquième: les plus viles
 „ denrées s'y vendent à un prix exorbitant: enfin de
 „ mémoire d'homme, & dans le tems des plus gran-
 „ des calamités, elle n'a jamais présenté l'image
 „ d'une situation aussi affreuse.....

ADDITIONS

Au Troisième Volume de ce Journal.

Page 79, ajoutez à la fin.] 21 Avril 1772. Le bruit courroit depuis longtems que M. l'Abbé Terrai, pour mieux se consolider dans le Ministère, avoit imaginé de mettre dans le lit du Roi une Madame Darnerval, bâtarde qu'il a eue de son ancienne maîtresse, Madame de Clerci, & qu'il a mariée ensuite au frere de la Baronne de la Garde, sa seconde maîtresse en titre, mais à condition qu'il ne toucheroit point à ce morceau qu'il se réservoir pour lui. On veut que par un raffinement de politique très adroite, il ait intéressé Madame la Comtesse Dubarri à ce projet, comme le meilleur moyen de se maintenir elle-même en faveur, en se prêtant au goût changeant du Monarque pour le plaisir physique, & en suivant l'exemple de Madame de Pompadour, à qui ce rôle avoit parfaitement réussi.

Page 201, après la ligne 16.] 15 Juillet 1772.

De deux coquins qu'on alloit pendre,

L'un étoit blond & l'autre brun.

Le bourreau n'avoit pris de corde que pour un :

„Laissons le blond, dit-il; il peut attendre.

„Amusons le public qui vient ici se rendre,

„Pour avoir le plaisir de voir pendre le Brun.”

Page 204, après la ligne 25.] 16 Juillet 1772. Après avoir flétri dans une épigramme sanglante le valet, on attaque aujourd'hui le maître anonymement. En

voici une autre en acrostiche, répandue contre le Chancelier :

Mauvais ami, plus mauvais citoyen,
 Vient au mal, de glace pour le bien,
 Un excrément, rebut de la nature,
 Maître de fiel, d'orgueil & d'imposture :
 Ennemi né des soutiens de la Loi.
 On reconnoît à semblable peinture
 Un traître infâme à la France, à son Roi.

Page 331, après la 4e. ligne.] Ce n'est pas tout : un pareil langage rend son auteur coupable du crime de Leze-majesté, car il aigrit les esprits contre le Souverain, il les échauffe & les éclaire sur les précautions qu'ils doivent prendre : en annonçant que le Souverain rompt ses engagemens avec le Peuple, il fait oublier au peuple ceux qui le lient au souverain ; & en menaçant des armes du Monarque, il les met aux mains de la Nation : il ne faut, pour s'en convaincre, que réfléchir sur l'impression que doit naturellement faire le propos du Ministre sur des hommes libres.

Transportons-nous à cet effet aux Etats, c'est-à-dire dans une assemblée d'hommes libres, qui se sont donnés un Roi pour agir en leur nom, pour exercer l'autorité qu'ils avoient eux seuls sur eux-mêmes. Rappelons-nous qu'ils ont astreint le Monarque à des conditions dont la résolution emporte à la fois & l'abolition du contrat & celle de la souveraineté ; qu'ils ont stipulé, en outre, le droit de s'assembler à certaines époques, pour consentir des impôts, éclairer l'administration & se faire rendre

compte des infractions faites au Contrat Social.

Écoutons à présent le Monarque, c'est-à-dire l'agent de la nation, dire à ces hommes dont il tient son autorité : *Je ne veux point de résistance, c'est-à-dire, je ne veux point que vous pensiez, je ne veux point que vous vouliez ; je veux que vous fassiez abnégation de vous, de votre existence, des facultés que vous a données la Nature, des droits que vous assure l'état civil, de la liberté qui garantit votre Constitution ; je ne veux point que vous soyez hommes, encore moins citoyens, mais parfaitement esclaves ; que ma volonté soit la vôtre, & que vous n'existiez que pour moi & par moi.*

Si vous vous occupez du Parlement, c'est-à-dire, si vous réfléchissez sur vos droits, si vous songez à vos privilèges, si vous vous avisez de penser aux contrats qui vous assurent la liberté, à ceux que vous avez renouvelés avec moi dans toutes vos assemblées, à celui que j'ai signé il y a deux ans, vous serez cassés dès le troisième jour ; c'est-à-dire, je vous défends de veiller davantage à vos libertés, franchises, propriétés & droits.

Mais, si au milieu de la consternation générale quelqu'un conserve assez de courage pour élever la voix, il dira au Souverain : *la menace que vous nous faites, n'est pas très effrayante. Vous nous assurez que, si nous voulons être esclaves nous le serons, & que si nous ne le voulons pas nous le serons également : le mieux encore seroit de n'y pas consentir. Mais, comme il y a à parier que vous ne réussirez pas, le meilleur conseil que nous puissions vous donner, c'est de faire éloigner le Ministre qui vous a fait tenir un langage absurde en lui-même, si outrageant pour*

la Nation , & si dangereux pour vous. Alors de deux choses l'une, ou le bon droit prévaudra, le Ministre sera puni & tout sera dit ; ou l'on voudra soutenir le Ministre, & on emploiera la force, & tout sera dit encore ; car il est certain que vingt millions d'hommes ne sont pas faits pour un seul, ils sont plus forts que lui.

[Page 332, ajoutez après la ligne 21.] Et il y trouve en peu de mots le portrait du Chancelier. Mais en assimilant ce Ministre favori au Monarque qui parle, & qui a fait dans ses Etats ce que fait M. de Maupeou, il en assigne la différence essentielle.

„ Le Prince l'a fait, en convenant de son tort : il
 „ n'a pas soulevé tous les Ordres de l'Etat contre
 „ lui ; il n'a pas insulté son Peuple, en lui ôtant ses
 „ Protecteurs & ses Loix, & en lui disant qu'il étoit
 „ dans l'impuissance d'y toucher. On n'a pas entendu
 „ parler d'exils, d'emprisonnemens, de menaces.
 „ En un mot, s'il établit le Despotisme, il en fait
 „ l'aveu. Mais son Peuple n'est pas écrasé par des
 „ impôts excessifs, par des vexations de tout genre.
 „ Chez lui le Despotisme est de droit, non de fait ;
 „ & chez nous il étoit presque *de fait*, & on le veut
 „ établir *de droit*, pour le consommer dans le fait.

„ On est embarrassé, continue l'Ecrivain, pour
 „ trouver des juges entre le *Chancelier - Roi* & les Par-
 „ lemens ; il n'en faut pas d'autres que les trois suf-
 „ frages que je viens de citer. . . . Leur témoignage
 „ a une force irrésistible, si on fait attention comment
 „ il s'accorde, malgré la différence de la conduite
 „ des personnes desquelles il part.

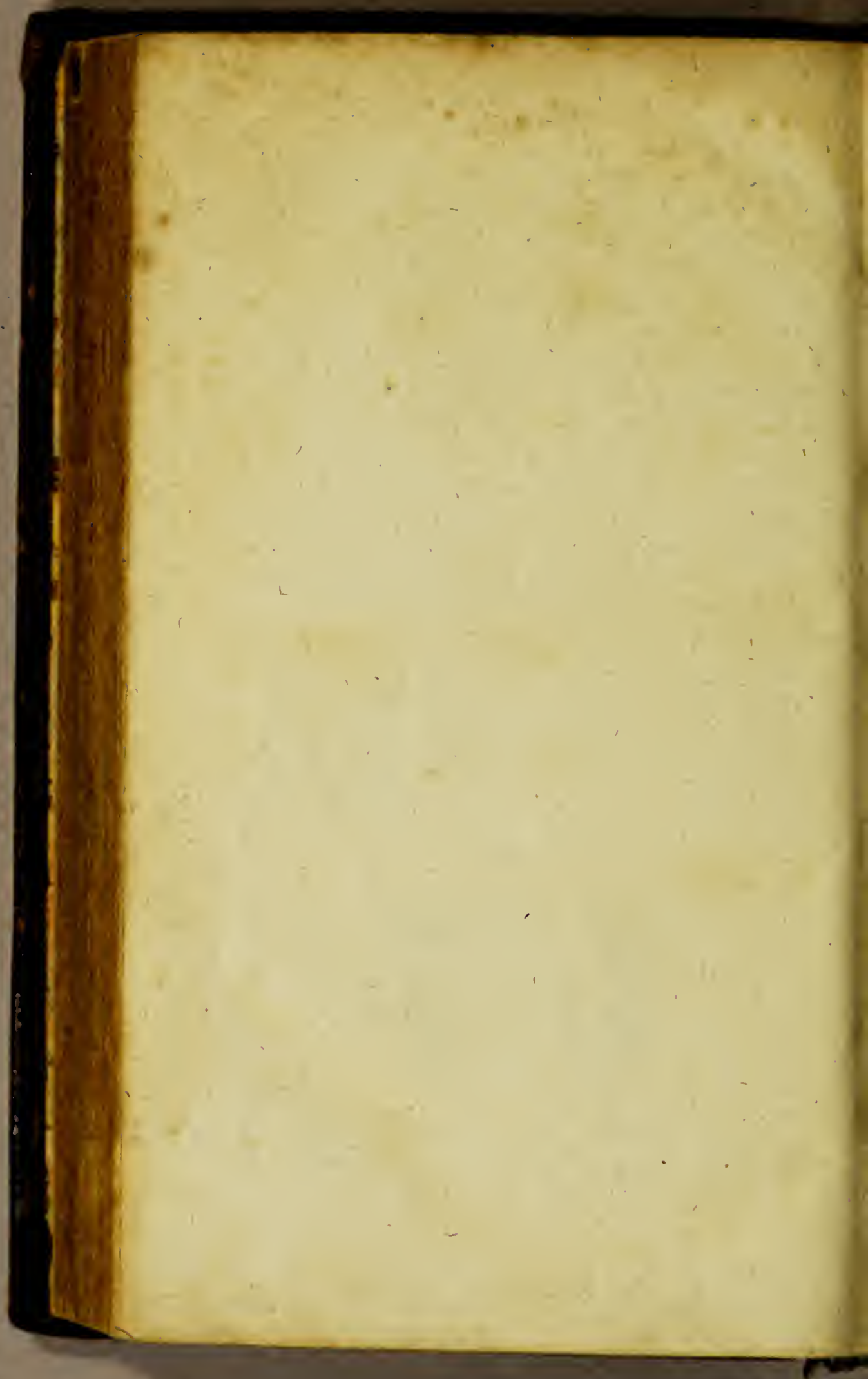
„ L'Impératrice de Russie renonce à un Empire
 „ Despotique, parce qu'elle sent qu'il est indigne de

» l'humanité, & que les hommes étant plus portés
» à abuser du pouvoir absolu qu'à en user, il con-
» vient que ce pouvoir soit limité par des Loix, &
» un Corps dépositaire de ces Loix. Le Roi de
» Prusse, qui n'étoit que Monarque, & qui veut être
» Despote, convient du principe avec l'Impératrice
» de Russie; il avoue qu'il aime mieux le titre de
» *Héros* que celui de juste; il enleve à ses Peuples
» leurs Protecteurs, bien résolu cependant de n'en
» point abuser. Il faut que ce principe de Droit
» public, qui établit la nécessité d'un Corps dépo-
» sitaire des Loix, soit bien vrai, puisqu'il est avoué
» & par une Princesse qui veut abdiquer le Despotif-
» me, & par un Prince qui veut l'établir.

» L'Impératrice de Hongrie pourroit peut-être aussi
» aisément que le Roi de Prusse établir le Despotif-
» me dans ses Etats, mais sa conduite fait voir qu'elle
» est intimement convaincue qu'il est important
» d'assigner des limites à l'autorité arbitraire des Sou-
» verains, par des Loix & par un Corps qui en soit
» le dépositaire.

F I N.





E77H

M229j

v.5

